

# LE MONDE

## diplomatique

N° 310 - 27<sup>e</sup> année

JANVIER 1980

### Nicaragua

Le sandinisme face  
au poids des choses

(Pages 18 et 19.)

Le Monde diplomatique  
présente à ses lecteurs  
ses meilleurs vœux pour 1980

32 pages - 7 F

Algérie : 6,00 DA  
Canada : 1,75 \$  
Espagne : 125 p.  
Italie : 1 500 lire  
Maroc : 6,00 dz.  
Angleterre : 70 p.  
Suisse : 3 F.S.  
Sénégal : 400 CFA

Abonnements : voir tarif page 19

Publication mensuelle  
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

### Cassure

Par CLAUDE JULIEN

ENTRE la première augmentation des tarifs pétroliers (automne 1973) et le mois de juillet dernier, les pays membres de l'OPEP ont déposé quelque 70 milliards de dollars dans les banques du monde industrialisé. Cette somme, estime la Morgan Guaranty Trust, représentait environ 40 % du surplus cumulé de leurs comptes courants. Pour la seule année 1980, ce surplus se situera entre 56 et 94 milliards de dollars. Si les pays pétroliers continuent d'en déposer approximativement la même proportion (40 %) dans les banques américaines, européennes et japonaises, ces nouveaux apports atteindront, au cours des cinq prochaines années, entre 250 et 500 milliards de dollars. Les mécanismes existants seront-ils en mesure de les « recycler » comme ils l'ont fait jusqu'à présent ?

A cet égard, les milieux bancaires internationaux ne cachent pas leur inquiétude. Au début de l'été, le gouverneur de la Banque d'Angleterre déclarait sans ambages que tout le système risquait fort d'être « mis en nouvelle fois à l'épreuve ». Les principaux pays concernés s'étaient préoccupés de renforcer les réglementations en vigueur, par une crise d'indépendance certes pas à l'improviste. Mais le problème est délicat car bon nombre d'opérations sont effectuées par des filiales installées dans des « paradis fiscaux » et, de ce fait, échappent à tout contrôle, ou par des banques internationales qui, selon la formule du « Financial Times », sont « aussi apatrides que les capitaux du même nom » et « semblent ne tomber sous la juridiction d'aucune autorité de surveillance ».

UNE partie importante des pétrodollars s'oriente vers le marché des euro-devices, dont la Banque des règlements internationaux (BRI) estime qu'il avait atteint un volume net de 275 milliards de dollars à la fin de 1978 (la Morgan Guaranty cite un chiffre supérieur : 475 milliards), soit une croissance annuelle de 27 %. L'efflux de pétrodollars va considérablement gonfler ce marché au cours des années à venir. Or, si la plupart des experts admettent qu'il est encore assez mal connu, il conviendrait, de bonne grâce, qu'il constitue un puissant multiplicateur de capitaux spéculatifs.

Les pays du tiers-monde, contraints d'emprunter, se tournent volontiers vers le marché des euro-devices, où leur sont pourtant imposés des taux d'intérêt particulièrement élevés. Très profitable pour les banques commerciales, non moins efficace pour accentuer les phénomènes d'inflation, ce système est désastreux pour les pays contraints à s'endetter pour faire face à leur déficit énergétique ou pour financer leurs programmes de développement. Contrairement aux prêts accordés par le Fonds monétaire international (F.M.I.), de tels emprunts ne s'accompagnent d'aucune condition économique. Plus souvent qu'on ne le croit, ils ne débouchent pas sur un accroissement réel de la production ; dans le cas contraire, les « nouveaux producteurs » ou bien ne parviennent pas à se tailler leur part du marché mondial, ou bien, en raison de leurs bas niveaux de salaires, concurrencent durement des industries établies de longue date et provoquent en Occident un surcroît de chômage. Les gouvernements (s'ils ne sont pas complices) ou les firmes concernées peuvent s'en inquiéter, mais tel n'est certes pas le souci premier des banques commerciales, attentives à un tout autre risque : un pays emprunteur peut cesser d'être solvable et provoquer des krachs retentissants dont les répercussions en chaîne sont difficilement prévisibles.

UNE telle situation n'est théoriquement pas sans remède, mais les banques elles-mêmes se montrent assez sceptiques quant à leur efficacité, sauf à recourir, par divers stratagèmes, à un renforcement du rôle joué par le F.M.I., véritable « gendarme » du capital. Il reste que les pays détenteurs de pétrodollars demeurent seuls maîtres de leur utilisation, que les banques commerciales ne résistent pas à l'attrait d'opérations hautement spéculatives, que les États-Unis n'ont pas intérêt à freiner la chute du dollar, que la renchérissement de pétrole augmente le volume des capitaux flottants capables, à tout moment, de perturber dangereusement les taux de change.

Ces diverses données sont liées entre elles par tout un jeu complexe que nul n'est en état de maîtriser et dont les probables dérangements, redoutés par les institutions bancaires, risquent fort de déboucher sur une panique financière qui casserait le système.

### La lutte pour l'indépendance alimentaire

## NOUVELLE ORIENTATION ÉCONOMIQUE AU VIETNAM

Par PHILIPPE DEVILLERS

ENGAGÉ au Cambodge dans une opération politico-militaire difficile, menacé sinon d'une nouvelle invasion chinoise du moins d'une longue et épuisante confrontation avec Pôkma, rejeté par tout le bloc occidental, le Vietnam fait face, aujourd'hui, à d'immenses difficultés : situation alimentaire critique, pénurie généralisée de produits de consommation, chômage et sous-production, tensions entre les populations et la bureaucratie, etc.

Les informations disponibles sur ce pays, du moins celles que diffusent les moyens de communication de masse, indiquent à l'évidence avec pessimisme les chances qu'il a de résister à la pression extérieure dont il est l'objet en conservant son unité intérieure. Les perspectives d'autarcie prolongée et même de guerre ne conduisent-elles pas certains citoyens à douter de l'avenir mais aussi de la capacité des dirigeants à résoudre les problèmes réels de l'époque ? Au prix de quels sacrifices parviendra-t-on encore à « surmonter toutes les difficultés » ? Déjà, à Washington et à Pékin, les « faucons » affichent la certitude de voir bientôt le Vietnam « plier les genoux » ou « changer de ligne ». On sait néanmoins depuis longtemps, mais surtout depuis 1965, ce que vaut l'une de ces prédictions.

L'indépendance a, certes, mis à nu l'état de profonde pauvreté du Vietnam qu'avaient dissimulé pendant la guerre, aux yeux de certains, les aides militaires. Celles-ci se sont taries pour la plupart, et, depuis 1976, les tensions et les pénuries n'ont fait que s'aggraver. Aussi l'impression s'est-elle répandue que le pays s'écroulait et que les difficultés seraient moindres si la gestion était meilleure.

A la fin de 1976, le quatrième congrès du parti communiste du Vietnam a été marqué d'une évolution dans ses conceptions économiques de l'époque d'urgence. Les bases matérielles et techniques du socialisme devaient être posées sur la base du développement prioritaire de l'agriculture et de l'industrie légère, et le rapport politique a été demandé de « consacrer au maximum les forces de tout le pays pour faire faire un bond à l'agriculture ». L'amélioration du niveau de vie de la population était, en effet, au moins aussi urgente que l'instauration du socialisme, et la première priorité était de parvenir, le plus tôt possible, à l'autosuffisance alimentaire. Un chiffre symbolisait : 24 millions de tonnes de céréales en 1980.

Mais le parti visait plus loin. Il voulait mener simultanément trois révolutions : une révolution dans les rapports de production (c'est-à-dire liquider le capitalisme au Vietnam) ; une révolution scientifique et technique (moderniser l'économie) et une révolution idéologique (éliminer les idéologies réactionnaires). Ses plans « révolutionnaires » visaient en grande partie le Sud, où les structures sociales étaient toujours de « caractère féodal ou colonial ». Hanoi entendait donc, dans le Sud, « liquider immédiatement la propriété féodale », « nationaliser immédiatement les établissements industriels et commerciaux de la bourgeoisie compradore », développer partout l'économie d'État, « coopérer » l'agriculture et l'artisanat, orienter les capitalistes privés vers des entreprises mixtes.

Les résultats de cette entreprise de socialisation, tels qu'on peut les apprécier après quatre ans, ne sont pas brillants. L'ignorance des « lois objectives de l'économie » s'est révélée coûteuse, et nombreux sont les « ressorts économiques » du Vietnam qui se sont brisés, ou durablement aplatis.

Tous ceux qui ont visité le Vietnam en 1979 ont été frappés par la gravité apparente de la crise alimentaire.

(Lire la suite page 4.)

## LE PÉTROLE ET L'ISLAM

Les hausses continues des prix du pétrole achèvent le monde industrialisé vers un désastre. Le responsable de ce désastre généralisé est, pour l'essentiel, un monde islamique en proie au fanatisme qui, à partir de l'Iran, rayonne sur toute la région du Golfe. Pétrole et islam, prospérité menacée par l'intégrisme musulman : les conditions sont réunies pour alarmer l'opinion, susciter des réflexes de défense, rendre acceptables des initiatives que, de sang-froid, on jugerait aventureuses.

Deux facteurs encouragent les prédispositions du public à approuver une éventuelle intervention punitive : le sort tragique des otages américains, l'attitude de l'Union soviétique qui non seulement soufflerait le feu au Proche-Orient mais encore pointe ses SS-20 sur les grandes villes européennes.

En fait, comme nous le rappellerons dans notre numéro de janvier 1979, les États-Unis ont, depuis 1971, encouragé les pays de l'OPEP à relever leurs tarifs pétroliers. Et si, par la suite, Washington n'est pas parvenu à maîtriser le mouvement de hausse, il n'empêche que les compagnies pétrolières et les grandes banques commerciales ont ainsi disposé

d'énormes ressources pour entreprendre une indispensable restructuration économique — qu'elles sont maintenant moins assurées de pouvoir conduire à son terme. Les gouvernements des pays industrialisés, pour leur part, n'arrivent pas à surmonter leurs difficultés : récession, inflation, chômage. Pour plaidier leur mauvais dossier et solliciter l'indulgence des électeurs, ils disposent alors d'un bouc-émissaire : les pays producteurs de pétrole, soit aux mains de potentats qui se sentent menacés, soit sous l'emprise de foules fanatisées. Dans l'analyse ci-dessous, André Granou présente une plus sobre vision des choses en rappelant quelques faits têtus.

D'autre part, les articles réunis de la page 5 à la page 13 complètent le tableau : Comment se manifeste l'inquiétude dans la région du Golfe ? L'Iran peut-il résister à un blocus économique ? Quelles sont les difficultés fondamentales des pays pétroliers ? Est-il possible, dans la logique du procès de Nuremberg, de constituer un tribunal international pour les dictateurs considérés comme « criminels de paix » ? Quelle est la stratégie militaire des États-Unis au Proche-Orient depuis la chute du chah ?

## Alibi pour politiques erronées

Par ANDRÉ GRANOÙ

n'ont subi que les contrecoups de la décision intervenue le 1<sup>er</sup> janvier (+ 33,4 %) et seuls les approvisionnements postérieurs au 15 octobre (faibles du fait de l'importance des stocks) supportèrent l'intégralité de la hausse. L'augmentation réelle du prix du « brut » est donc plus faible qu'il n'y paraît. De combien ?

Deux autres éléments entrent ici en ligne de compte. D'une part, la diversité des approvisionnements et des qualités. Certains pays ont moins

augmenté leur prix que d'autres, notamment l'Arabie Saoudite (+ 41,70 %) (2), principal fournisseur de la France (35 % du pétrole importé). D'autre part, ces prix sont exprimés en dollars, monnaie qui perd régulièrement de sa valeur, même si la France en bénéficie, moins que l'Allemagne. Au total, l'augmentation moyenne du prix du brut importé en 1979 est estimée officiellement à 38 %, avec un effet résiduel de + 17 % en 1980 (en l'absence de nouvelles hausses). À la suite des dernières décisions de décembre 1978, la hausse totale moyenne en 1980 peut être estimée entre 50 % et 60 %.

### Indexation de fait

CES chiffres continuent néanmoins à surestimer l'ampleur des modifications de prix intervenues en 1979, pour deux raisons. En premier lieu, les prix du pétrole varient de façon discontinue. Les hausses de janvier 1979 faisaient suite à une stabilisation des prix en dollars tout au long de l'année 1978, c'est-à-dire pour la France à une baisse très sensible (environ 12 %). En second lieu, ces hausses nominales du prix du pétrole doivent être rapprochées de celles des prix des produits manufacturés (3) que les pays exportateurs de pétrole subissent. Or ceux-ci se sont fortement accrus en 1978 et ont provoqué une baisse du prix réel du « brut », c'est-à-dire du pouvoir d'achat du baril. Les décisions de janvier 1979 correspondent ainsi à une volonté de rattrapage de la part des pays de l'OPEP. Le résultat, on le trouve dans les statistiques douanières : la hausse du coût des importations pétrolières au

premier semestre 1979 par rapport à la même période de 1978 a été de 1 % pour un relèvement moyen des prix nominaux en dollars qui se situe entre 50 % et 60 % (4). Ces deux pourcentages sont vrais, mais seul celui de 1 % a un sens pour calculer l'incidence des augmentations de prix du pétrole sur l'économie française.

(Lire la suite pages 6 et 7.)

### Dans ce numéro :

● Le retour de la droite  
au Portugal

(Page 3.)

● La stratégie américaine  
et le conflit  
du Sahara occidental

(Pages 12 et 13.)

● Turquie : jeux sanglants  
contre la démocratie

(Pages 14 et 17.)





**Quelles informations ne doit-on pas divulguer ?**  
**Trop souvent éludée en France malgré certaines «affaires»**  
**la question fait, en Grande-Bretagne**  
**l'objet d'un large débat**

**A** PRES la mort de Robert Boulin, *The Economist* a pu noter qu'en France les scandales se dissolvent d'ordinaire rapidement, ajoutant que trois journaux seulement avaient cherché à éclaircir l'affaire Boulin. Les moyens d'information en France, poursuit l'hebdomadaire britannique, font preuve dans leur majorité d'une grande docilité face à un pouvoir qui a ainsi toute liberté pour entretenir le mystère. Un tel état de choses ne peut que nourrir les rumeurs et favoriser l'autosatisfaction gouvernementale. Tel était le verdict de *The Economist* du 10 novembre dernier. Quelques jours plus tard, éclatait à Londres l'affaire Blunt qui permit à l'observateur français d'établir des parallèles et de déceler l'articulation entre le travail des journalistes et la pratique politique de l'autre côté de la Manche.

A l'origine de l'affaire, on trouve le livre d'un ancien journaliste à la B.B.C., Andrew Boyle, retraçant la carrière de Philip Burgess, Maclean, tous deux agents britanniques employés par les services secrets soviétiques. Au cours de sa reconstruction, Boyle met en évidence le rôle de deux complices baptisés Maurice et Basil. Le livre de Boyle paraît le 5 novembre mais, préalablement, l'hebdomadaire satirique *Private Eye* remonte la filière et apprend de l'éditeur de Boyle qu'il y a tout lieu de croire que Maurice n'est autre que Sir Anthony Blunt. En fait les soupçons pesaient déjà sur Blunt depuis la parution, au printemps dernier, du livre d'un autre journaliste, Richard Dawson (de son vrai nom Donald MacComick) qui, dans *The British Connection*, faisait état de révélations de la C.I.A. qui ne laissent guère de doutes possibles quant à l'identité du quatrième homme du réseau soviétique de renseignement en Grande-Bretagne dans les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale.

Ces semi-révélation traduites en clair par *Private Eye* n'ont, en réalité, servi qu'à confirmer les soupçons des professionnels de l'information. Du côté des services de renseignements britanniques, des dirigeants politiques et même du Palais, on savait depuis plus de quinze ans que Blunt avait travaillé pour le compte de l'Union Soviétique lors de son passage au M.I.5 (service de renseignement intérieur) entre 1941 et 1945 et qu'il avait vraisemblablement contribué à l'évasion de Burgess et Maclean en 1951. Ce n'est que le 15 novembre, à la suite de déclarations à la Chambre de Mme Margaret Thatcher en réponse à une question écrite d'un député travailliste, que le public a appris officiellement que cet universitaire respecté, décoré et chargé de la conservation des collections royales de peintures, avait transmis en temps de guerre des informations à l'U.R.S.S. et bénéficiait depuis 1964 de l'impunité en échange des renseignements qu'il détenait encore. Les journaux populaires de Fleet Street ont reproduit les gros titres qu'ils réservent d'ordinaire aux scandales qui ébranlent la vie politique britannique depuis l'affaire

Profumo. Le comble de l'indignation fut atteint le lendemain de la conférence de presse qu'Anthony Blunt donna dans les locaux du *Times* le 20 novembre. Dans une «confession» soigneusement pesée et approuvée par le gouvernement et les services de sécurité, Blunt indiquait qu'il avait, au cours de la guerre, prêté sa conscience à son pays, ce qui lui valut, le lendemain, de la part du très conservateur *Daily Express*, l'accablante manchette : «Au diable votre conscience».

L'affaire Blunt n'aurait été, en fait, qu'une péripétie mettant à jour certaines failles à l'intérieur des services de renseignement britanniques et appelant un certain nombre de clarifications si, dans le même temps, les lords n'avaient pas été appelés à examiner un projet de loi relatif à la protection de l'information officielle. Dans l'esprit du gouvernement, il ne s'agissait pourtant que de la loi sur les secrets officiels, votée en 1911, et dont chacun reconnaissait

M. Harold Wilson à la suite de la publication, par le quotidien communiste *Morning Star*, de certains documents relatifs aux investissements opérés par la reine. M. Roy Jenkins, ministre de l'intérieur de l'époque, estimait pour sa part que cette loi sur les secrets officiels était restrictive, excessive et devait être rapportée. De l'avis général, la loi de 1911, dont les objectifs étaient trop vagues et la portée du même coup trop générale, ne répondait plus aux besoins d'une démocratie libérée des contraintes de la guerre, aspirant à maîtriser son évolution et, par conséquent, à accéder à l'information. Le gouvernement travailliste élu en 1974 s'était engagé à réformer la loi de 1911 et à faire en sorte que les pouvoirs publics soient contraints de justifier la rétention de l'information requise. Toute information officielle ne serait plus, dans cette perspective, automatiquement considérée comme secrète.

Cette volonté des dirigeants tra-

1978, un «livre blanc» définissant les axes d'une réforme de la loi sur les secrets officiels.

Les propositions gouvernementales laissèrent les parlementaires sur leur faim, notamment ceux de l'aile gauche du parti travailliste qui n'avaient, du reste, pas été associés à l'élaboration de la réforme. M. James Callaghan refusant de se laisser entraîner vers une reconnaissance générale du droit du public à l'information. L'éditorialiste du *Times* résumait bien l'opinion générale en écrivant, le 20 juillet 1978 : «Un gouvernement à besoin du secret mais pas autant qu'on y a recours à Londres. Il ne s'agit pas simplement, en défendant le droit du public à l'information, de permettre à la presse de mieux s'alimenter. Cette information est importante du double point de vue de l'efficacité et de la démocratie».

Il n'était en tout cas pas question, pour le gouvernement Callaghan, de légaliser le droit à l'information en imitant le modèle américain ou su-

officielle en matière d'information, ainsi que les réserves dont le gouvernement accompagnait la reconnaissance de la légitimité du droit à l'information.

Du côté conservateur, aucun engagement officiel n'avait été pris ; du moins le manifeste était-il muet sur ce point. En revanche, le discours du trône prononcé lors de la cérémonie d'ouverture du Parlement, en mai dernier, mentionnait l'intention du gouvernement Thatcher de revoir la loi sur les secrets officiels.

Le 25 octobre, les lords étaient, en effet saisis d'un projet de loi visant à assurer, par de nouvelles dispositions, la protection de l'information officielle. Les domaines d'application se voyaient plus nettement définis, le texte précisant que les mesures de protection s'appliquaient à la défense et aux relations internationales, à la sécurité et aux services de renseignement, à l'application des peines criminelles, à l'interception des télécommunications ainsi qu'à l'information transmise par les gouvernements étrangers. A en croire lord Hallahan, qui fait fonction de président de la Chambre des lords en sa qualité de lord chancelier, rien de ce qui était légal avant l'adoption de la nouvelle loi ne deviendrait illégal ; en revanche, bien des délits d'inter ne tomberaient plus sous le coup de la loi si le nouveau texte était voté.

Pourtant, le projet présenté ne manqua pas d'adversaires. Certains ont fait valoir qu'il suffisait qu'un ministre certifie que l'information divulguée était de nature à nuire aux intérêts de l'Etat ou à la sécurité d'un seul citoyen pour que l'auteur de la divulgation soit poursuivi (art. 8, par. 1). Poussée à l'extrême, l'application des dispositions du projet retomberait dans l'absurdité de la loi de 1911 que le gouvernement prétendait, précisément, corriger. Aussi, un journaliste commentait-il un délit en communiquant l'heure à laquelle le directeur du service de sécurité intérieure (M.I.5) prend son café ? Il ne serait pas davantage licite de faire savoir publiquement que telle ou telle ligne téléphonique est branchée sur table d'écoute. D'une formule, lord Hutchinson, un travailliste, résuma l'inquiétude de la Chambre haute en déclarant que le projet suspendait une épée de Damoclès au-dessus de la tête des journalistes.

L'accueil plus que mitigé réservé par les pairs au projet conservateur permit de penser qu'il aurait été plus sévèrement critiqué encore par les parlementaires des Communes. En décidant de présenter son projet de loi à la Chambre des lords en premier lieu, le gouvernement a peut-être tenté de tiler le terrain. La discussion semblait toutefois mal engagée lorsque l'affaire Blunt a éclaté le 15 novembre. Si le projet avait été adopté, M. Andrew Boyle aurait-il pu faire paraître son livre et *Private Eye* publier ses articles sans contrevenir à l'article premier du texte qui protège toute information relative à la sécurité et aux services de renseignement (intelligence) ? A cette question, chacun répondait par la négative et notamment l'ancien ministre de l'intérieur travailliste, M. Maryn Rees, qui déclarait au micro de la B.B.C. le 22 novembre, que si la nouvelle loi avait été en vigueur, l'affaire Blunt n'aurait pu voir le jour. Il ne restait plus au gouvernement qu'à retirer son projet de loi et à se remettre à l'ouvrage afin de préparer un nouveau texte conciliant le besoin de discrétion déposé par l'appareil politique et administratif et la liberté essentielle au fonctionnement des moyens d'information.

• Assistant à l'U.E.R. des pays anglophones, Paris-III.

## Protection du secret et liberté de presse

Par J.-C. SERGEANT \*

volontiers l'inadéquation. La loi de 1911 avait été, en effet, adoptée à la hâte à l'époque de la crise d'Agadir. La hantise de l'espion allemand était alors largement répandue et le législateur avait pour principal souci d'empêcher que l'Allemagne ne soit informée de l'état de la marine britannique.

Le titre I de la loi concernait les activités d'espionnage, et personne ne songe aujourd'hui à remettre en question ces dispositions. En revanche, le titre II fait, depuis de nombreuses années, l'objet d'attaques convergentes menées aussi bien par les journalistes que par les backbenchers aux Communes (parlementaires ne siégeant ni au gouvernement ni dans le cabinet fantôme). La loi prévoit, en effet, qu'est passible de poursuites toute personne travaillant pour la Couronne, c'est-à-dire tout serviteur de l'Etat, ayant communiqué, sans autorisation préalable, une information ou un document à caractère officiel. Tombe également sous le coup de la loi le bénéficiaire de ladite information dont la nature - officielle - suffit à elle seule à mettre en branle l'appareil juridique, sans qu'il soit tenu compte de l'importance réelle de cette information. Un jardinier qui, ingénument, viendrait à évoquer les projets d'aménagement des parterres d'une résidence royale risquerait une amende et deux ans de prison. Que dire, dès lors, des journalistes du *Reilly Gazette* qui, en 1972, ont révélé les plans de reconstruction des chemins de fer préparés par le gouvernement Heath ? « Rien se justifie une fois », déclarait

fois. Raison invoquée : le coût ; on ne manquait pas de souligner que le Trésor américain dépensait chaque année environ 150 millions de dollars pour faire du premier amendement à la Constitution une réalité.

Autre justification officielle, la crainte de voir cette banalisation de l'information battre en brèche le principe de la responsabilité du cabinet au Parlement. La tradition constitutionnelle britannique, qui place le Parlement au centre de l'édifice démocratique, ne serait-elle pas ébranlée si la machine politique et administrative devenait transparente ? M. Callaghan a donc préféré laisser igner les choses en longueur, le gouvernement ne faisant toutefois pas obstacle à une proposition de loi déposée par le député libéral Clement Freud en janvier 1979 et visant à substituer à la loi de 1911 un texte beaucoup plus progressiste.

### Le rapport sur le Biafra

**A** U cours du débat occasionné par cette proposition, M. Jonathan Aitken, ancien journaliste au *Sunday Telegraph*, a pu dire : « Aujourd'hui, nous avons au mieux une presse à demi-libre ». Il ajoutait que, tant que la loi sur les secrets officiels serait en vigueur, les journalistes qui tentaient de connaître la réalité du fonctionnement gouvernemental y parviendraient à peu près aussi bien qu'un spectateur « essayant d'applaudir d'une seule main ».

M. Jonathan Aitken parlait en orfèvre lui qui, au moment de la guerre du Biafra, avait été impliqué dans le procès intenté en 1970 au rédacteur en chef du *Sunday Telegraph* pour avoir fait paraître un rapport confidentiel relatif à la situation au Nigeria. Ce rapport, rédigé par un conseiller militaire auprès de la commission britannique envoyée au Nigeria, ne concordait guère avec les déclarations officielles du gouvernement Wilson concernant les ventes d'armes britanniques au gouvernement de Lagos. L'auteur de la fuite du rapport Scott ainsi que les journalistes qui en avaient bénéficié furent traduits en justice pour violation de la loi sur les secrets officiels, bien qu'en réalité

les arrière-pensées politiques aient joué un rôle non négligeable dans cette affaire. L'acquiescement des inculpés à la suite de l'intervention du juge Cauffman marqua l'éclaircissement du fossé entre l'esprit d'un texte conçu pour assurer une protection « tous azimuts » de l'appareil politico-administratif et le champ d'application de cette loi que la pratique juridique rétrécissait progressivement. Ne peut-on pas estimer, se demandait le juge Cauffman, que la loi de 1911 a fait son temps et que le moment est venu de la remplacer par un texte plus approprié ?

Pourtant, huit ans après le verdict d'acquiescement dans l'affaire du rapport Scott, rien n'avait changé : au point que M. Harold Evans, rédacteur en chef du *Sunday Times*, pouvait affirmer que, si le scandale du Watergate avait éclaté en Grande-Bretagne, les journalistes n'auraient pu le révéler au grand jour. La proposition de loi de M. Clement Freud est restée lettre morte du fait des élections de mai 1979 ; toutefois, avant de se lancer dans la campagne électorale, le gouvernement Callaghan avait fait paraître un « livre vert » intitulé *Open Government*, exposant la philosophie

## PLANTU LA DÉMOCRATIE ? PARLONS-EN !

Texte de Bernard Cassen



ALAIN MOREAU ÉDITEUR

## REPERES

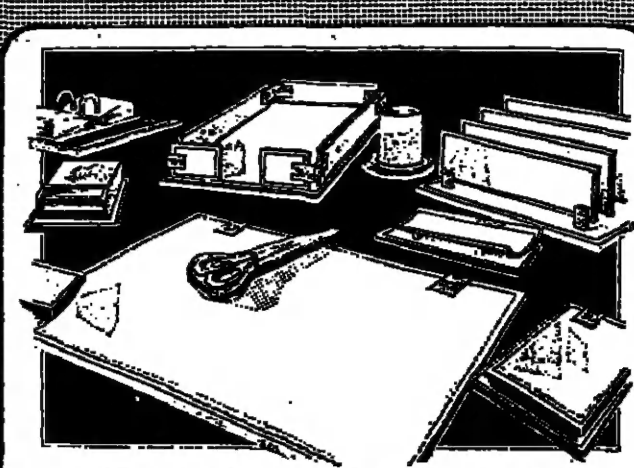
LE MENSUEL  
DU C.E.R.E.S.

N° 67

- La petite bourgeoisie par Jean-Pierre Gornier et Denis Goldschmidt.
- La discussion est-elle encore crédible ? Un entretien avec A. Sanguinetti.

Prix du numéro : 20 F.  
En vente dans les kiosques ou au  
13, bd Saint-Martin,  
75003 PARIS. Tél. : 887-76-42.

ABONNEMENTS  
France et pays de l'Europe  
Communes françaises  
(sauf Algérie) ..... 150 F  
Étranger (par avion) ..... 190 F  
C.C.P. 34 873 20 J - LA SOURCE



somptueux décor de bureau contemporain en cuir et acier



**ARMORIAL**  
GRAVEUR - MAROQUINIER

38, FG-ST-HONORE 27, bd RASPAIL 24, AV. VICTOR-HUGO  
PALAIS DES CONGRES, PTE MAILLOT - PARIS



## Le retour de la droite au pouvoir au Portugal

# Vers une bipolarisation « à l'italienne » ?

Les élections du mois dernier ont bouleversé l'échiquier politique au Portugal. Pour la première fois depuis la révolution du 25 avril 1974, la droite est désormais majoritaire au Parlement comme dans la plupart des municipalités du pays. M. Sa Carneiro, chef du parti social-démocrate, a été appelé à former un nouveau gouvernement par le général Eanes, chef de l'Etat. Toutefois, le Parlement n'est élu que pour huit mois en raison de la dissolution de la précédente Assemblée. De nouvelles élections législatives auront lieu en octobre prochain, suivies, deux mois plus tard, par l'élection présidentielle.

Par ALAIN ECHEGUT

tique sont restés étonnamment prudents, et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, au Parlement, l'Alliance ne dispose que d'une faible avance (six sièges). Elle n'est pas majoritaire dans le pays : la gauche a recueilli aux élections 330 000 voix supplémentaires, ce qui peut être un handicap pour la droite si elle souhaite recourir à la procédure du référendum, comme elle l'a bien entendu. Mais, surtout, l'unité de l'Alliance démocratique est récente et vulnérable à la fois, car elle occupe un vaste espace politique du centre à l'extrême droite. Ses dirigeants pourraient-ils résister longtemps aux mises en demeure des groupes de pression économique de droite ? Très rapidement, on peut penser que le nouveau gouvernement de M. Sa Carneiro va être contraint à affronter l'opposition de gauche dans trois domaines significatifs.

En premier lieu sur le terrain économique. En effet, avec un taux de chômage de 13 %, une inflation dont le rythme annuel dépasse les 24 %, un taux de croissance qui sera cette année inférieur aux 3,4 % enregistrés en 1979 (contre 6,5 % en 1977), tous les éléments du casse-tête désormais classique d'une économie où la récession se conjugue à l'inflation sont réunis. Un élément positif cependant : la situation financière du pays s'est sensiblement améliorée au cours des vingt derniers mois. Grâce à un redressement de la balance commerciale, dont le déficit a été ramené de 628 millions de dollars durant le premier trimestre 1978 à 485 millions, durant les trois mois correspondants de 1979 par suite de la progression des recettes touristiques et des transferts des travailleurs émigrés. Lisbonne devrait tenir son pari et ramener à 300 millions de dollars le déficit de sa balance des paiements en 1979.

Cette évolution positive a été consacrée par l'accord signé, en juillet dernier, avec un consortium de vingt-deux banques étrangères et qui ouvre au Portugal une ligne de crédits de 300 millions de dollars sur dix ans. Mais ces résultats ne suffiront pas à convaincre totalement les experts du F.M.I. Le Fonds déplore, en effet, que les derniers gouvernements n'aient pas

réussi suffisamment à freiner les dépenses publiques et, surtout, à mieux juguler l'inflation. Le gouvernement de M. Sa Carneiro va engager l'économie portugaise sur la voie d'une plus grande austerité. Des à présent, le premier ministre envisage plusieurs actions spectaculaires : d'une part, la restitution aux anciens propriétaires du maximum de terres dans la zone de la réforme agraire ; le fonctionnement des coopératives coûte trop cher à l'Etat. Il souhaite égale-

### Le rôle des militaires

Le second point de friction concerne le rôle des militaires. L'Alliance démocratique ne cache pas son intention de ramener définitivement les militaires dans les casernes. Une tâche plus aisée aujourd'hui, dans la mesure où les principaux postes de responsabilité dans les armées sont occupés par des militaires de droite et d'extrême droite. Cependant la réussite de cette opération suppose une condition : la marginalisation des activités du Conseil de la révolution qui subit l'influence des héritiers du Mouvement des forces armées (M.F.A.).

En effet, cette institution ne disparaîtra qu'avec la révision de la Constitution, après les élections, à la fin de 1980. Les dirigeants de l'Alliance démocratique réactivent les discussions au sein des forces armées dans le but de modifier le rapport de forces au sein du Conseil de la révolution. Mais les derniers résultats des élections pour les conseils des armées marquent une nette progression de la gauche militaire dans les casernes.

Enfin, troisième point chaud : la politique étrangère, secteur où, cette fois, le gouvernement de M. Sa Carneiro affronte directement le président de la République. Depuis son élection en 1976, le général Eanes dirigeait la politique extérieure du pays. Une diplomatie élaborée en liaison étroite avec les militaires progressistes du Conseil de la révolution. Et, dans ce domaine, le chef de l'Etat a obtenu quelques succès. En Afrique : par l'établissement de bonnes relations avec l'Angola et la Guinée-Bissau (le Mozambique laisse toujours l'objet d'un contentieux difficile à négocier). Ou, plus récemment, en direction des

pays arabes, la venue à Lisbonne en novembre dernier de M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., précédant l'envoi d'une mission portugaise en Irak et en Syrie. Enfin, en Europe, la récente visite du général Eanes en France, l'automne dernier, s'inscrivant dans le cadre de démarches pressantes entreprises par le Portugal pour entrer dans le Marché commun. Mis à part ce dernier dossier, il est douteux que le nouveau gouvernement de droite épouse la vision « tiers-mondiste » du chef de l'Etat. Et surtout qu'il abandonne toutes ses prérogatives dans ce domaine.

Les prochaines semaines vont être décisives pour la démocratie portugaise. Les forces de gauche civiles et militaires devront mener une lutte difficile dans un contexte économique qui n'est plus celui de la révolution du 25 avril 1974. Nécessairement un changement d'orientation devra intervenir dans la ligne politique du parti socialiste. Une fois encore M. Mario Soares est sur la sellette.

(1) Les 123 sièges revenant à l'Alliance démocratique se répartissent ainsi : 75 au P.S.D., 42 au C.D.S., 5 au P.F.M., 5 aux réformateurs, 1 indépendant. Pour l'ensemble des partis de gauche 122 sièges, soit : 74 au P.S., 44 au P.C., 3 au M.O.P., 1 à l'U.D.P. (extrême gauche). (2) En 1976 le Parlement comprenait : A gauche, 147 députés (106 P.S., 40 P.C., 1 U.D.P.) ; à droite, 112 députés (71 P.S.D., P.S.D. et 41 C.D.S.). (3) La moitié des portes du P.S. aux élections législatives se situe dans le district de Lisbonne : 122 000 voix. (4) Le Monde diplomatique, janvier 1979. (5) Le Monde du 14 décembre 1979. (6) Témoinage chrétien, 27 août 1979.

### Les socialistes prisonniers de leurs compromis

En effet, en acceptant le 6 juin 1979 la dissolution du gouvernement constitutionnel dirigé par M. Mota Pinto, le président de la République n'a plus d'autre solution que de dissoudre le Parlement. Toutes les combinaisons politiques échafaudées par le chef de l'Etat ont échoué.

La nomination de M. Mota Pinto à la tête du gouvernement avait été le résultat d'un ultime accord entre socialistes et démocrates-chrétiens (4). Investi le 25 octobre 1978, M. Mota Pinto mit cependant près d'un mois à constituer son équipe. Les dirigeants des partis se réunirent. Le premier ministre désigné doit alors faire appel à des personnalités conservatrices très liées à l'ancien régime. Une fois de plus les socialistes sont pris au piège de leurs compromis avec la droite. Au Parlement, le groupe socialiste ne peut désemparer publiquement un premier ministre que la direction du parti contribué à mettre en place. Mais il ne peut pas non plus appuyer ouvertement une équipe dirigeante que le secrétaire général du P.S., M. Mario Soares, finit par qualifier de « plus conservatrice que le Portugal ait connue depuis la révolution d'avril 1974 (5) ». Reste une solution : l'abstention. Les socialistes enissent et en abusent au point de rendre caricaturale la vie parlementaire.

Profitant de la « neutralité » du P.S. et disposant du soutien des partis de droite, M. Mota Pinto passe à l'offensive. Tout d'abord sur le plan économique. Conformément aux directives du Fonds monétaire international (F.M.I.), le gouvernement prend une série de mesures draconiennes : création d'un nouvel impôt (qui, en fait, supprime le troisième mois des salaires), augmentation des prix de l'énergie, relèvement des tarifs publics, compression des dépenses en matière d'éducation et de santé. Dans le domaine agricole, il accorde la restitution des terres aux anciens propriétaires dans la zone de la réforme agraire, l'Alentejo. Second grand volet de son action : il déclenche une vaste opération dans l'appareil d'Etat, en particulier dans les organismes d'information. Mais cette « chasse aux sorcières » va lui être fatale. En effet, il s'attaque ainsi directement aux « privilèges » acquis par les socialistes dans leurs passages successifs dans les sphères du pouvoir. La réaction ne se fait pas attendre : M. Mota Pinto est contraint de démissionner sept mois après avoir reçu son investiture.

Le 13 juillet 1979, le président Eanes annonce son intention de dissoudre le Parlement et, six jours plus tard, demande à Mme Pintassilgo de former un gouvernement de gestion chargé de préparer des élections anticipées.

Première femme à exercer les fonctions de premier ministre dans l'histoire du Portugal, Mme Pintassilgo n'est pas une inconnue. Après le 25 avril, elle avait occupé successivement les postes de secrétaire d'Etat et de ministre des affaires sociales dans les trois premiers gouvernements provisoires. Depuis mai 1975, elle exerce les fonctions d'ambassadrice du Portugal à l'Organisation pour la Sécurité, la Paix et la Coopération (O.S.P.C.). Profondément catholique, très liée aux associations de laïcs qui se sont créées à la suite du concile Vatican II, le nouveau premier ministre est membre d'une organisation internationale, le G.R.A.I., qui s'est surtout distinguée au Portugal par des initiatives concernant l'alphabétisation en milieu rural. Très liée également au groupe des militaires progressistes du Conseil de la révolution, Mme Pintassilgo est aussi une amie personnelle du général Eanes. En 1977, le chef de l'Etat lui a d'ailleurs

Aux élections législatives, le P.C.P. obtient 19 % des suffrages (14,6 % en 1976), un progrès confirmé par le résultat des élections locales : 30,9 % contre 17,7 % il y a trois ans.

Le parti socialiste (P.S.) est le grand perdant des deux scrutins. Par rapport à 1974, il perd près de 8 points aux élections locales (37,2 % contre 29,2 %), et 6 points aux élections locales (27,3 % contre 33,2 %). Cette régression se traduit concrètement par une perte de trente-deux députés au Parlement. Bien que prévisible, la chute du parti socialiste étonne cependant par son ampleur.

D'une part le P.S. perd cette partie de l'électorat de droite qui, pour des raisons circonstancielles, l'avait appuyé dans les moments les plus chauds de la révolution, mais il perd aussi des secteurs importants de sa clientèle traditionnelle, la petite bourgeoisie des villes, qui subit brutalement les rigueurs de la crise économique (3).

Enfin, comme l'essentiel du prolétariat ouvrier et paysan a rejoint la sphère d'influence conservatrice, la question se pose : le parti socialiste est-il condamné à disparaître de la scène politique à plus ou moins long terme ? La bipolarisation « à l'italienne » de la vie politique portugaise est en effet la conséquence des erreurs commises par la direction du P.S. depuis le début de la révolution.

demandé de rédiger un rapport sur les perspectives politiques du pays. En bref, elle est ce que l'on appelle couramment « catholique de gauche ».

Déjà en juillet 1978, après la chute du second gouvernement Soares, son nom figurait au premier rang des personnalités capables de succéder au leader socialiste. Mais, à l'époque, elle ne reçut pas le soutien de ses amis du Conseil de la révolution, plutôt opposés à l'expérience des gouvernements coupés des partis que tente le chef de l'Etat. Quelques mois plus tard, on parle à nouveau d'elle comme probable premier ministre du quatrième gouvernement. Sortie de ses hésitations, la gauche du Conseil de la révolution l'appuie sans réserve, mais en vain. Soucieux de ne pas déplaire aux secteurs les plus conservateurs du pays, le général Eanes dirige son choix sur M. Mota Pinto.

La désignation de Mme Pintassilgo, au début de l'été dernier, souleva un vent de fronde à droite. Certains militaires envisagent alors de saisir les casernes avec leurs troupes. Car, selon un porte-parole du C.D.S., le nouveau premier ministre ne donne pas de garantie « de neutralité et d'indépendance en raison de ses liens avec la gauche ». A gauche, seuls les communistes montrent leur satisfaction. « Les choix de Mme Pintassilgo, déclare M. Alvaro Cunhal, a été bien accepté dans de vastes secteurs de la population portugaise, surtout parmi les femmes ». Les socialistes demeurent réservés.

Le cinquième gouvernement est constitué dans le délai record d'une semaine. Il réunit des personnalités proches des milieux catholiques progressistes, qui bénéficient de la confiance du chef de l'Etat. Le 18 août 1979, au terme d'un débat mouvementé, le Parlement lui donne son « feu vert ».

Mais, contrairement aux souhaits des partis de droite, pendant ses cent jours de gouvernement, Mme Pintassilgo ne se borne pas à expédier les affaires courantes. Au contraire, elle marque d'une empreinte particulière son passage à la direction des affaires. « Nous avons des dizaines de lois qui ont été votées par le Parlement et qui attendent toujours les décrets d'application », indique le premier ministre. Ainsi la loi de base du service de santé. Voilà un domaine où mon gouvernement peut agir (6). Au chapitre économique, pour compenser un nouveau train de hausse des prix, son gouvernement prend une série de mesures favorables aux couches les moins favorisées : relèvement du salaire minimum national à 7 000 escudos par mois (600 P.), hausse des retraites et allocations, déflationnement des salaires, baisse du taux d'escompte. Sur le plan agricole il met un terme aux restitutions de terres dans l'Alentejo. Bref, en quelques semaines, Mme Pintassilgo donne l'image d'un premier ministre résolument progressiste, à l'écoute des besoins de la population. Mais le temps lui manque pour réaliser son programme. De plus, sur le terrain, elle se heurte à un adversaire inattendu pour elle : l'Eglise. Depuis trois ans, celle-ci se mobilise dans l'attente des futures élections, pour faire chuter les partis « marxistes ». Malgré son engagement reconnu dans le mouvement chrétien, Mme Pintassilgo ne peut s'opposer efficacement à la propagande anticomuniste menée auprès des populations par des curés intégristes, souvent analphabètes. De plus la hiérarchie est divisée. L'Eglise catholique aura joué un rôle essentiel dans la chute de la gauche aux élections de décembre.

Après leur victoire électorale, les dirigeants de l'Alliance démocr-

## Le numéro 6 de politique internationale paraît fin janvier

Chaque trimestre, les universitaires, diplomates, industriels, militaires, gouvernants les plus prestigieux du monde écrivent dans **politique internationale**

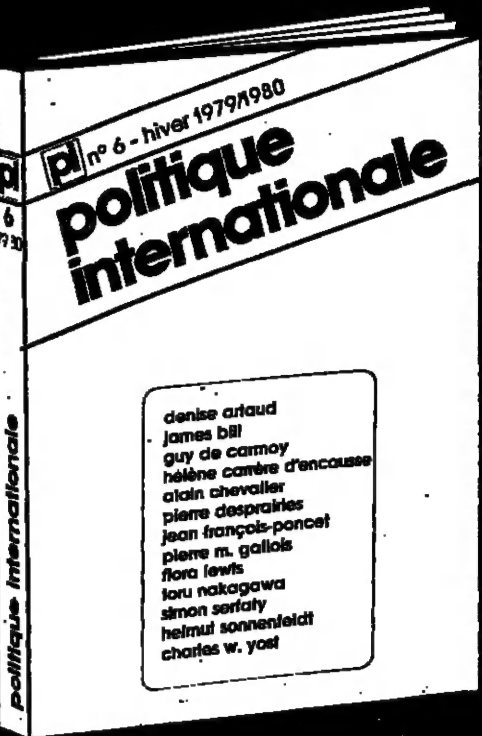
Quatre commentaires :

Le Figaro Magazine :  
« Une publication indispensable à ceux qui s'intéressent à notre monde tourmenté ».

Le Point :  
« Une revue qui manquait au panorama français ».

Le Nouvel Observateur :  
« Ce qu'on fait de mieux dans le genre ».

Radio France :  
« Enfin un véritable « Foreign Affairs » français ».



Bon à retourner à : Politique Internationale 4, rue Cambon 75001 Paris (1) 260.83.02

Tarif normal institutions (ministères, administrations, ambassades, universités, sociétés)	France	Etranger
	230 F	300 F
Tarif réduit particuliers	180 F	230 F
Tarif au numéro	50 F	65 F
A partir du numéro		

Ci-joint : ☐ chèque ☐ mandat

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Date : \_\_\_\_\_  
Signature : \_\_\_\_\_

del. 10.10.20.



## La lutte pour l'indépendance alimentaire

## Nouvelle orientation économique au Vietnam

(Suite de la première page.)

Le riz est rare et cher et on est très loin de distribuer la ration théorique de 13 kilos de riz (et féculents) par mois et par tête. Très fréquemment, la ration est, en majorité, constituée de manioc, de maïs ou de patates. La fonctionnalité des marchés agricoles s'est, en effet, quelque peu dégradée. Au Nord, la terre est maintenant répartie entre environ onze mille coopératives et quelques centaines de fermes d'Etat. La production est collective et intensive (on parvient à faire deux récoltes par an dans nombre d'unités) et elle est connue avec une assez grande précision. L'Etat en perçoit une partie en nature comme impôt, qui est livrée à ses magasins. Il en achète une autre partie à un « prix de stockage », en vertu des contrats d'échange qui lui font obligation de livrer aux coopératives des engrais, des machines, des tissus et autres produits de consommation en contrepartie de leur production. Le reste, enfin, demeure la propriété des coopératives, qui peuvent en disposer, s'ils le veulent, au marché libre, tout comme ce qu'ils produisent sur leurs lopins individuels.

Les coopératives du Nord ont donc un intérêt manifeste à produire le maximum puisque la part qui leur revient (qu'elle soit vendue à l'Etat ou sur le marché libre) est d'autant plus forte, en chiffres absolus, que la total est importante. Comme dans tout pays socialiste, on a, d'autre part, tendance à consacrer plus de travail à ce qui pourra être vendu sur le marché libre, à des prix nettement plus élevés. Ces ventes (légumes, cochons, volailles, etc.), représentent une part notable des revenus des membres des coopératives, mais l'Etat obtient, en gros, la livraison de 50 % de la production des coopératives.

Au Sud, il n'en est pas de même, car l'économie de marché est toujours pleinement dominante. La part, qui ne veut pas, disent ses dirigeants, répéter au Sud les erreurs commises en 1955-1956 au Nord (où la collectivisation forcée, de type chinois, a dressé la classe paysanne contre le régime), a commencé néanmoins à mettre sur pied des équipes de production (1) — pour démontrer les avantages de la coopération, mais sans toucher à la propriété.

Le paysan du Sud, très individualiste, se méfie, car il pense que c'est là un moyen pour le parti de savoir finalement plus qu'on ne veut lui en dire, et de faire surveiller les paysans aisés par les plus pauvres. Les premiers, qui sont seuls en mesure de livrer des surplus sur le marché, préfèrent la production individuelle. Longtemps, ils ont pu écarter leurs produits au « marché libre » (ou noir). Les commerçants chinois les leur achetaient à un bon prix mais, surtout, pouvaient leur livrer en contrepartie des produits qu'ils avaient en stock. Les Chinois revendiquaient les vivres sur les marchés urbains, avec de bons bénéfices.

C'est cette distribution, très traditionnelle, qui a été trouvée perturbée en 1977-1978 par les mesures d'un Etat qui ne pouvait plus tolérer le développement pris par la spéculation à la suite des mauvaises récoltes provoquées, d'abord, par la sécheresse puis, surtout, par les inondations catastrophiques. Le commerce chinois ayant été, pour l'essentiel, nationalisé en mars-avril 1978 et ses stocks en grande partie récupérés par les magasins d'Etat, l'agriculteur aisé n'a plus d'acheteur « valable » capable de lui payer de hauts prix et de lui livrer en échange les produits qu'il veut. Plus ou moins coincé, il préfère limiter sa production aux besoins de sa famille et de ses amis, ou pratiquer le troc pour ce qu'il convoite.

Le gouvernement a mesuré les dangers. S'il voulait contraindre, rechercher les stocks et encadrer rapidement les paysans dans un réseau coopératif où

ils seraient forcés de produire, il risquerait de s'aliéner profondément les masses rurales du Sud, sans compter le risque de complications politiques avec les sectes Cao Dai et Hoa Hao, de troubles dans les communications, d'arrêt sérieux des livraisons. Il semble qu'il ait préféré composer, adopter une politique de conciliation et d'incitation reconnaissant certains impératifs d'une économie de marché.

Parmi les mesures prises par le gouvernement à la suite du plénum du comité central du parti, tenu en août dernier, figure une sorte d'intégration du « marché libre » dans l'économie générale. D'une part, les « contrats d'échange » entre l'Etat et les coopératives autorisent désormais celles-ci à écouler au « marché libre » les produits qu'elles devraient livrer à l'Etat et ce dernier n'est pas en mesure de leur livrer, sur prix officiels, les articles de consommation, instruments agricoles, etc. dont elles ont besoin. Compte tenu de la pénurie actuelle, c'est une véritable incitation à vendre les produits agricoles sur le marché libre (où le riz vaut 50 dong (2) le boisseau de 20 kilos contre 12 au prix officiel). D'autre part, les autorités ont supprimé, dans les gares routières et sur les routes, les postes de contrôle économique qui avaient été établis pour empêcher certaines marchandises de sortir des provinces. La circulation des marchandises s'est nettement accélérée et l'offre s'est accrue. Cette levée d'interdits administratifs a déjà provoqué une

hausse de 33 % du prix du riz sur le marché libre de Saigon.

Pour favoriser la production de viande, il est maintenant permis aux paysans des coopératives d'élever, pour l'abattage familial, non seulement des porcs, mais aussi des buffles et des bœufs (jusqu'à considérés seulement comme instruments de production) et d'en vendre la viande au marché libre. Ce sont là des pas importants vers le rétablissement d'une unité du marché.

Mais le problème n'est pas seulement d'obtenir plus de produits agricoles. Les ruraux veulent aussi pouvoir utiliser le pouvoir d'achat croissant dont ils vont disposer. Comme les citadins, ils veulent davantage d'articles de consommation, et qu'il soit mis fin à une pénurie de plus en plus difficilement supportable. D'où l'impulsion récemment donnée, conformément à une résolution du comité central du parti (Nhan Dan, 9 octobre 1979), aux industries provinciales, mieux à même de répondre, par leurs produits, leurs prix et leurs délais de livraison, à la demande locale. Actuellement, les entreprises ne reçoivent pas d'importants investissements et sont vivement encouragées. Ils pourraient sans doute alléger, dans un délai raisonnable, la fringale d'objets de consommation qui affecte tout le Vietnam.

Les industries provinciales sont, d'autre part, censées pouvoir mieux mettre en œuvre les matières premières locales dont elles devront promouvoir la production par des contrats avantageux.

## En attendant la « grande production socialiste »

DE l'avis de plusieurs spécialistes, une forte augmentation de la production pourrait être obtenue au Vietnam en mettant entre les mains des artisans (qu'ils soient ou non regroupés en coopératives) davantage de machines modernes à haut rendement et en les libérant par rapport à la production de masse.

Toutefois, il est à craindre que, dans les conditions actuelles, ces artisans, le Vietnamien aime être son maître et se soucie de la production (ou de la vente). Mais il est à la fois bricoleur et ingénieux. Si l'on veut des résultats rapides, il faut miser sur cette disposition, non pas attendre que l'individu ait changé de mentalité. Les ruraux ne sont pas attirés par la discipline industrielle et l'organisation des linéaires, ou les éloigne; nombre d'entre eux cherchent à échapper aux contrôles, voire à frauder (que ce soit sur les taxes ou les livraisons).

La « grande production socialiste » exige, certes, dans l'avenir une nouvelle mentalité et l'éducation y contribuera. Mais, pour l'instant, il s'agit d'obtenir du maximum de petits producteurs la maximum de production, en leur offrant des avantages plutôt qu'en recourant à la contrainte. Le problème est de « fédérer » les petits, de collecter leurs produits, plutôt que de les collectiviser, eux, leurs biens et leur travail.

« Laissez à lui-même dans des situations difficiles, le peuple tâte, improvise, mais trouve des solutions et avance relativement. Par la persuasion, la concertation des efforts individuels est possible. Par contre, si l'on a « petits tyrans » ou des cadres autoritaires se mêlant de « mettre de l'ordre » et de « toucher au nom des principes », alors les gens se cabrent et freinent. C'est là un des problèmes de notre société », nous a-t-on dit à Hanoi. En démocratie, on avance lentement, mais on avance. En régime autoritaire, la base trébuche et chacun s'arrête pour démentir à son production une parcelle des biens collectifs. C'est ce que le président Ho Chi Minh avait compris. Sa ligne était de discuter et de persuader, non d'imposer.

Pour progresser, on reconnaît donc aujourd'hui qu'il faut à la fois être « démocrate », souple, laisser plus de place aux initiatives individuelles et mettre des machines modernes à la disposition de ceux qui peuvent produire vite, avec le minimum d'organisation et

d'administration. A cette échelle, d'autre part, les risques et les effets de la corruption (éventuelle) se réduisent d'eux-mêmes. L'ennui est que ces solutions posent des problèmes de conscience au parti. Pour bâtir le socialisme, il faut, en effet, tuer l'esprit capitaliste et l'individualisme, développer toutes formes de coopération, tout-à-fait conséquent et sérieux de renforcer et de consolider l'artisanat.

La nationalisation du commerce a poussé de nombreux Vietnamiens d'origine chinoise à quitter un pays où ils jugeaient n'avoir plus d'avenir. Ensuite, le début de la socialisation dans les campagnes, l'aggravation de la situation alimentaire, le démantèlement de l'infrastructure « commerciale » de Saigon (banques, commerce extérieur, transformation de produits importés, etc.) ont provoqué une nouvelle vague de départs, de Vietnamiens surtout, cette fois. Pourtant, nombre de ceux-ci auraient accepté le socialisme si on avait trouvé à employer intelligemment leurs compétences; mais ils n'ont pas supporté d'être laissés dans le vide ou à la merci de médiateurs et d'opportunistes. La promotion des initiatives locales, dans un cadre provincial, pourrait arrêter cette hémorragie.

Une meilleure utilisation des matières premières et des techniques locales ne peut suffire à surmonter la pénurie. Le Vietnam est contraint, de toute façon, d'importer des matières premières comme le pétrole, le coton, la laine, l'acier ou les produits chimiques, des équipements et des machines de toutes sortes. Pour cet, ses besoins d'importation minimaux étaient évalués à 7 milliards de roubles (soit environ 7 milliards de francs).

Comment Hanoi peut-il payer? Les facilités de crédit d'épuisent et les emprunts sont difficiles. Les pays socialistes, dans le cadre du COMECON, ont certes, mis au point, en juillet, un programme spécial d'aide au Vietnam. Celui-ci n'en dit pas moins, pour payer ses achats, devoir payer à tout prix ses exportations.

Plusieurs voies lui sont ouvertes: tout d'abord travailler à façon une matière première étrangère qu'il valorise. Du coton soviétique est ainsi transformé dans le pays en tissus destinés à l'U.R.S.S., mais dont Hanoi conserve une partie en rémunération du travail fourni.

Ensuite, en développant des productions exportables. Là aussi, l'agriculture se révèle comme le secteur le plus capable

de livrer le plus rapidement le plus de produits avec le minimum d'investissement. Les plantations, transformées en fermes d'Etat, sont intégrées dans des « zones de production spécialisée » (ananas, thé, café, fibres, caoutchouc, etc.). Un demi-million d'hectares sont maintenant consacrés aux cultures d'exportation. La rampe en état rapide des plantations du Sud est d'autant plus nécessaire que les marchés de la communauté socialiste sont vastes et prometteurs et les produits vietnamiens sont de qualité suffisante. De nouveaux avantages

viennent d'être accordés aux entreprises qui réalisent ou dépassent les plans d'exportation. Elles pourront, notamment, disposer, pour leurs propres besoins (achats de pièces de rechange, etc.), d'une partie des devises obtenues. Mais Hanoi n'a pas réussi, malgré les avantages accordés, à attirer des capitaux étrangers dans les industries d'exportation. Aussi l'équilibre de la balance commerciale paraît encore défectueux. Le Vietnam était censé exporter, en 1979, pour une valeur de 300 millions de roubles (2,1 milliards de francs) seulement.

## Salaires et prix

POUR encourager la production, le système des prix fait actuellement l'objet d'un examen profond: le cinquième plénum du comité central du parti de novembre 1978 a reconnu qu'il est très défectueux, les divers éléments composant les prix ayant considérablement évolué depuis la fixation de ceux-ci.

Les prix de vente au détail sont, en fait, sans rapport avec les « prix de stockage » (prix à la production). Le riz se vend à perte. Son prix de revient moyen est de 0,70 à 0,80 dong le kilo, mais il est vendu 0,40 dong officiellement (c'est-à-dire pour les rations). La viande de porc, payée aux producteurs 3 dong le kilo, est vendue (au rationnement) 2 à 2,50 dong. L'œuf, qui revient à 0,40 dong, est vendu 0,18 dong. Tout cela n'est possible que grâce à des subventions. Mais les prix du « marché libre » (auquel on est obligé de recourir tant les rations sont insuffisantes) sont bien plus élevés. Ainsi, en avril dernier, le riz coûtait de 3 à 3,50 dong le kilo, les légumes vietnamiens, un kilo de viande de bœuf coûtait 20 dong à Saigon mais 11 près de Tay Ninh (ces prix ont baissé depuis). L'œuf valait 0,30 dong au marché de Hanoi, où les dix bananes étaient offertes à 3 dong. Une belle mangue se payait à Saigon 2 dong.

On envisage de vendre désormais au prix de revient auquel s'ajoutent un pourcentage déterminé de « bénéfices » et une marge commerciale, pour les frais. Avec ce nouveau système, on économiserait, dit-on, environ 900 millions de dong de subventions (le budget total de l'Etat pour 1979 était de 9 milliards). Le taux de bénéfice dépendra du niveau de qualité du produit et aussi de son caractère de nécessité. Il pourra être sensiblement plus élevé que les 8 % reconnus généralement, en particulier pour les produits destinés à l'exportation.

Une hausse des prix officiels de détail, telle qu'elle est prévue, entraînerait inévitablement une revalorisation des salaires. Au printemps 1979, les sources officielles indiquent qu'une famille d'ouvriers (4 personnes) gagnait en moyenne 100 dong par mois et une famille de paysans (6 personnes) environ 120 dong. Les salaires les plus bas sont actuellement ceux des ouvriers des fabriques de produits courants (environ 50 dong). Dans ces industries, le main-d'œuvre est surtout féminine. Le salaire mensuel est d'environ 100 dong dans la construction mécanique et le bâtiment, de 120 à 150 dong dans les exploitations minières où il s'accompagne d'un ravitaillement assez généreux (24 à 30 kilos de riz plus une carte permettant d'acheter à bas prix café, sucre, lait, gazéux). Un ministre gagne 200 dong par mois, un directeur d'entreprise 160, un directeur de magasin de 150 à 180, un professeur d'université de 150 à 180, un instituteur 50 dong. Mais toutes ces catégories ont aussi des cartes d'achat.

Le système de salaires est également jugé défectueux et le parti, en novembre 1979, a décidé de 120 à 150 dong dans le cadre supérieur qui reçoit par exemple un salaire triple de celui de l'ouvrier a un pouvoir d'achat qui est en fait de 5,7 à 10 fois plus important en raison du nombre de cartes d'achat dont il dispose et qui lui permettent de se pro-

curer soit davantage d'articles à prix réduit, soit des produits rares et de qualité, qu'il peut aussi rétroceder à d'autres à bon compte. D'où certains troubles.

Il a été jugé préférable de traduire (désormais la hiérarchie) plus ou moins occultes) de ces avantages en nature par une hiérarchie franche et ouverte des salaires. C'est pourquoi on va abolir le système des magasins spéciaux pour cadres et, probablement, également les cartes qui ne font qu'approfondir les différences et font beaucoup grossier. C'est une des exigences de la « démocratie de masse » que le parti se propose d'instaurer.

Cette année, les grèves et les revendications des masses ont pu s'exprimer, non seulement par des lettres aux journaux (le Nhan Dan en reçoit des centaines par jour), mais aussi au cours de nombreux congrès locaux. Le journaux et les méthodes de la bureaucratie, l'incompétence et le style de travail de nombreux cadres ont fait l'objet de vives critiques. Dans sa session plénière d'août dernier, le comité central a procédé à un examen approfondi de l'ensemble de la situation économique et adopte d'importantes résolutions sur les « tâches urgentes » du parti dans l'étape actuelle. Si elles sont suivies d'effets, les entreprises individuelles et collectives pourront mieux contribuer, par leurs initiatives, à une reprise de l'activité économique et à un accroissement rapide de la production. Mais il reste beaucoup à faire et à assouplir pour que les producteurs et les « commerçants », à quelque niveau qu'ils se situent, se sentent à l'aise dans le grand marché du Vietnam et y fassent prévaloir l'abondance. Les décisions du parti révéleront néanmoins qu'il a pris conscience de la situation, qu'il a commencé à prendre les mesures qu'elle commande pour surmonter, sinon toutes les difficultés, du moins quelques-unes des plus préoccupantes.

PHILIPPE DEVILLERS.

(1) Cf. le reportage de Nayan Chanda, « Le communisme vietnamien en marche », dans le Monde diplomatique d'avril 1979.

(2) Un dong vaut officiellement environ 2 francs français.

## CORRESPONDANCE

## Le redéploiement de l'industrie ouest-allemande à l'étranger

M. Jean-Marc Holz, de l'université de Besançon, apporte deux précisions à l'article de Jean Roussel sur « Le redéploiement de l'industrie ouest-allemande à l'étranger », paru dans notre numéro de décembre (page 51):

a) La Ruhrkohle A.G. dont il est fait mention n'est pas une société d'Etat. Son statut est celui d'une société anonyme, et le capital (33,5 millions de deutschemarks en 1978) est détenu par quinze groupes, dont:

— VEBA (37,214 %), dont l'Etat fédéral est le principal actionnaire avec 43,75 %, le reste aux mains de petits porteurs;

— Salzgitter A.G. (10,657 %), dont l'Etat fédéral possède 100 %;

— Hüttenwerke (France) (8,858 %);

— et les maîtres de forges de la Ruhr (Krupp, Thyssen, Hoesch, etc.), pour le reste, soit une participation effective de l'Etat fédéral de 37,76 %. Idem pour la place du secteur privé au conseil de surveillance et au directoire.

b) Le capital social de Volkswagen n'est pas « détenu dans la proportion de 40 % par l'Etat ouest-allemand », mais, plus précisément, comme suit:

— 20 % à l'Etat fédéral;

— 20 % à la région (Land de Basse-Saxe);

— 60 % au public (590 000 actionnaires).

La puissance publique est trop souvent confondue, en France, avec celle de l'Etat, alors que dans une République fédérale, comme l'Allemagne, l'Etat fédéral (Bund), les Länder et les communes ont un pouvoir économique certain.

**le monde du petit enfant**

Le petit enfant porte en lui des aspirations, des rêves, une curiosité, une soif de connaissance, plus de découvertes. Rien y répondra et enrichira l'esprit pour son avenir.

Vous qui avez des enfants entre 4 et 6 ans, adoptez les CLASSES MONTAGNARDIENNES et les CLASSES MONTAGNARDIENNES MODERNES.

A chaque âge, correspond un ensemble éducatif complet qui regroupe activités scolaires et activités d'éveil dans une progression harmonieuse.

3 ans : LE MONDE DU PETIT ENFANT

4 ans : MON JARDIN D'ENFANT

5 ans : MA CLASSE DE MONTAGNE

Notice détaillée A25 sur demande (inclure la case de commande)

Johanne 2 timbres pour frais d'envoi

**PEDAGOGIE MODERNE**

38 rue Chénier  
75011 PARIS  
Tél. 371.55.75

## Elections législatives et nouveaux gouvernements

## REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE

(Elections législatives du 7 juin 1979)

Nombre d'électeurs inscrits : 10 305 675; nombre de votants : 9 800 445, soit 96 %; nombre de suffrages valablement exprimés : 9 288 841, soit 93,98 %.

Séparation des voix et des sièges entre les différents partis : Parti national démocratique : 8 280 400 voix, 345 sièges; Parti libéral socialiste : 22 028 voix, 3 sièges; Parti indépendant : 194 763 voix, 2 sièges.

Le Parti du rassemblement national n'a recueilli aucune voix.

## LIBAN

(18 juillet 1979)

Président du conseil : M. Salim El Hoss; vice-président du conseil et ministre des affaires étrangères : M. Fouad Boutros; ministre d'Etat : M. Charles Helou (1); ministre de l'intérieur : M. Elias Hobeika; ministre de la Défense : M. Joseph Iskaf; postes et télécommunications : M. Michel Murr; ressources hydrauliques et électriques, industrie et pétrole : M. Anwar Sabbah; tourisme : M. Ali El Khalil; travail et affaires sociales : M. Nizar Kadi; travaux publics : M. Bouzou Harb; économie nationale, commerce et santé : M. Tala Murrab; justice et information : M. Fouad Gehan.

(1) M. Charles Helou a donné sa démission le 6 août.

## LUXEMBOURG

(18 juillet 1979)

Président du gouvernement, ministre d'Etat : M. Pierre Werner; vice-président du gouvernement, ministre des affaires étrangères, du commerce extérieur et de la coopération économique et des classes moyennes, de la Justice : M. Gaston Thorn; santé, forces publiques, transport, travaux publics : M. Emile Kirsch; agriculture, viticulture, eaux et forêts : M. Camille Ney; environnement, transports, communications, information, énergie : M. Joop Barthez; travail, affaires sociales : M. Jacques Santer; fonction publique et travaux publics : M. René Kohn; intérieur, famille, logement social et solidarité sociale : M. Jean Waller; éducation nationale, tourisme : M. Fernand Bodson.

Secrétaires d'Etat : MM. Franz Melken (finances) et Paul Haininger (affaires étrangères, économie nationale et classes moyennes, justice).

## ISLANDE

(15 octobre 1979)

Premier ministre, ministre des affaires étrangères : M. Benedikt Grodd; ministre du commerce et de la pêche : M. Jónatan Jóhannsson; santé publique, sécurité sociale, affaires sociales et transports : M. Magnús E. Magnússon; finances : M. Steinhólfur Eiríkjónsson; agriculture, industrie et énergie : M. Bragi Sigurjónsson; éducation, justice et affaires scientifiques : M. Vilhjálmur Gylfason.

مجلس الامم المتحدة



مكتبة ابن الجوزي



Les pressions économiques  
des États-Unis et de leurs alliés

## L'Iran peut-il résister à un blocus ?

Par GERALD WALTER

IX mois après la révolution, l'avenir de l'économie iranienne n'apparaît pas plus clair qu'au moment de la chute du chah : les quelques grandes options définies par les dirigeants n'ont pas encore reçu la moindre application sur le terrain : la dégradation de l'industrie se poursuit lentement ; des questions fondamentales, telles que celles des placements des secteurs privé et public, restent en suspens.

A cette situation sont venus s'ajouter les effets, encore mal déterminés, du blocage des avoirs iraniens aux États-Unis. L'importance des montants en jeu a naturellement fait l'objet d'évaluations apparemment contradictoires : tandis que la Trésorerie américaine les chiffrait à 7,7 milliards de dollars, M. Bani Sadr, ex-ministre des affaires étrangères, parlait de 1,3 milliard, soit 10 % des réserves officielles en devises de l'Iran (1). En fait, ces chiffres ne sont pas réellement contradictoires : il serait bloqué sur le territoire américain 3,7 milliards de dollars sous diverses formes (2), dont une partie seulement reconnue par l'Iran, et 4 milliards dans les filiales de banques américaines à l'étranger. Le sort de ces dépôts à l'étranger n'est pas encore réglé, mais il semble bien que ces banques aient à peu près appliqué la décision américaine et que les autorités locales se soient appliquées de leur donner des consignes explicites. Cela ne peut manquer de provoquer des plaintes iraniennes, assez justifiées en droit, devant les tribunaux européens (des procès étaient en cours au moment de la rédaction de cet article).

Dans la même voie, on sait que certaines banques, n'ayant pas été régies de leurs échéances (parfois en son nom même du blocage), ont hésité à demander aux tribunaux la mise sous séquestre d'avoirs iraniens à titre conservatoire. De même certaines banques américaines, agents de syndicats de placement d'entreprises en surdiversité, ont tenté de faire déclarer le débiteur iranien en défaut.

Enfin les circuits de paiement des transactions commerciales courantes sont également menacés : tous les

fonds appartenant au gouvernement iranien ou à un organisme rattaché, transitant par les États-Unis, sont menacés de séquestre. Or les exportations de pétrole (et les importations alimentaires dans l'autre sens) étaient habituellement payées par des lettres de crédit ouvertes par des banques américaines. L'argument par la société nationale iranienne de pétrole (NIOC) de banques européennes, après la révolution, pour ces transactions n'avait en réalité guère modifié le mécanisme dans lequel la Chase Manhattan Bank tenait une place centrale.

L'ensemble des mesures américaines est bien rodé, grâce à l'expérience acquise lors de précédents fameux (sauf des avoirs allemands lors des deux guerres mondiales, puis de ceux de la Chine populaire jusqu'à la reconnaissance de celle-ci). Leur efficacité réelle ne doit cependant pas faire illusion.

D'abord, les autorités iraniennes, après une période de flottement, ont pris des mesures pour sauvegarder le commerce courant. La Banque centrale a demandé à ses correspondants de ne plus ouvrir de lettres de crédit auprès des banques américaines et d'effectuer les transactions dans une devise autre que le dollar, autant que possible celle du pays du vendeur. Quant aux opérations en cours, il est recommandé d'effectuer les conversions nécessaires.

Le mode de règlement des exportations pétrolières ne paraît pas encore fixé. L'idée d'une unité de compte, indépendante du dollar et fondée sur un panier de monnaies, a semblé, provisoirement au moins, abandonnée, mais les règlements ne s'effectueraient plus que pour partie en dollars.

Certaines banques européennes seraient, de plus, acceptées de servir de relais pour des transactions avec les banques américaines, qui ignorent ainsi la nature réelle de leur client.

## L'équilibre des paiements

Il est le plus sérieux de la capacité de résistance iranienne ne réside pas dans la conduite de cette bataille politico-juridique, mais dans l'équilibre de ses paiements courants. Pour autant qu'on le sache, les chiffres d'exportation diffusés par la NIOC, même s'ils sont exagérés, ne sont pas fondamentalement erronés. L'Iran exportait environ 3 millions de barils par jour (ou un peu moins après le refus d'achat américain : la moitié des huit cent mille barils rendus disponibles aurait été revendue sur le marché libre), ce qui lui assurait à un prix moyen de 22 dollars le baril des rentrées en année pleine de près de 66 milliards de dollars. Il est assez probable qu'en 1980, si la situation actuelle se maintient, les exportations iraniennes baisseront aux alentours de 2,5 millions de barils par jour.

Dans l'état actuel de tension du marché pétrolier, l'écoulement par contrats ne pose pas de problème. Il est sans doute plus difficile sur le

aide et tout investissement à l'étranger, tandis que les revenus de ses placements internationaux dépassaient 1 milliard pour des remboursements d'emprunts du même ordre.

On constate que la balance courante iranienne, au niveau actuel de dépression des importations, est plus qu'équilibrée, et que des réductions supplémentaires des exportations pétrolières pourraient même intervenir.

A court terme, il faut cependant ajouter l'effet de deux facteurs : les sorties de capitaux avant le contrôle des changes, dont l'importance est impossible à évaluer, et la réduction des délais de paiement. Actuellement, plus aucun exportateur ne fait de crédit à l'Iran : les termes de paiement classiques à trois mois (et plus pour les contrats de biens d'équipement) ont été remplacés par des paiements comptant, sinon d'avance, d'où une perte de trésorerie d'au moins 3 milliards de dollars.

Le danger pour l'Iran résidait plutôt dans la rupture des liens avec la

communauté bancaire internationale. Les déclarations de M. Bani Sadr laissent entendre que le pays ne rembourserait pas ses dettes (évaluées à 15 milliards de dollars, sans que l'on sache ce qui y est inclus) au sein d'un disque très important de blocage du commerce courant. En fait, il apparaît que ces déclarations ne sont qu'une confirmation des annonces faites dès les premiers jours de la révolution : l'Iran n'a pas l'intention de rembourser les prêts liés à des dépenses somptuaires ou à des placements personnels, ni les privilèges de l'ancien régime (ainsi le sort des prêts accordés à la fondation Fahlavi reste douteux).

Dans l'intervalle, la Banque centrale d'Iran a jusqu'à présent honoré les emprunts venus à échéance dans leur presque totalité, même si parfois de légers retards ont été constatés. Seuls restent en question des prêts accordés à des banques de taille moyenne pour des opérations assez hasardeuses ainsi que certaines créances des banques américaines depuis le blocage des avoirs iraniens. Quant aux lettres de crédit ouvertes pour le commerce courant, elles ont toujours été honorées.

## Relative invulnérabilité

L'INQUIETUDE est beaucoup plus perceptible dans le domaine alimentaire. L'Iran est en effet devenu un des gros importateurs mondiaux de denrées. Ses besoins se monteraient à plus de 2 millions de tonnes de céréales (blé et riz), 300 000 tonnes d'huile alimentaire, 400 000 tonnes de sucre et sans doute 300 000 tonnes de viande pour un montant global de 2 milliards de dollars. Le taux de dépendance était de 30 % à 35 %, avec une pointe de 80 % pour les corps gras.

Les États-Unis fournissent près de 70 % de ce total, mais les craintes d'une rupture paraissent exagérées. Depuis plusieurs mois, les autorités iraniennes recherchent une diversification de leur approvisionnement. Des contrats ont été passés avec l'Australie pour le blé (600 000 tonnes pour la campagne 1979-1980) et avec la Nouvelle-Zélande pour la viande de mouton (40 000 tonnes par an). Mais, surtout, les quantités nécessaires ne sont pas telles qu'un fournisseur de remplacement ne puisse être trouvé : la France est déjà un vendeur régulier de sucre, le Brésil et la Malaisie peuvent fournir de l'huile alimentaire, l'Iran peut acheter et passer de multiples contrats, perdant l'avantage d'un unique fournisseur. Des pénuries locales peuvent également se produire pour ce qui concerne certaines denrées pour lesquelles les États-Unis ont un quasi-monopole (de maïs par exemple), et pourraient être aggravées par des difficultés de production interne. Mais pour un pays prêt à payer, il n'existe pas de blocus réel. En témoignent la Turquie et la Roumanie, vendant, l'une, du mouton et, l'autre, du blé à l'Iran, malgré la situation alimentaire peu brillante chez elles.

Cette relative invulnérabilité de l'économie n'a cependant été obtenue qu'au prix de la stagnation complète de celle-ci. Cependant, dans un pre-

mier stade, les conséquences sont moins graves qu'on ne le croit. En premier lieu, il faut reconnaître qu'immédiatement après la révolution la reprise a eu lieu sans problème : les services publics ont recommencé à fonctionner, les importations ont repris ainsi que le commerce. Ensuite, le régime du chah avait créé une économie assez peu sensible à la désorganisation tant que les importations restaient possibles.

L'industrie ne représentait en effet que 19 % du produit national brut (4) — dont 5 % pour les travaux publics. Le fait que, probablement, elle ne tourne plus qu'à 50 % de sa capacité (aucune statistique n'existe et la situation varie énormément d'une entreprise à l'autre) n'a que des conséquences somme toute limitées : d'autant plus que nombre d'entreprises ne se livraient qu'au montage d'ensembles importés (cas de l'auto-motricité, par exemple) et que, quant à ceux, presque complètement arrêtés, sauf certains travaux d'entretien menés par l'État et un peu de construction individuelle. Naturellement les industries en amont et en aval sont les plus touchées, mais les conséquences et l'Iran paraissent, cette année, être exportateur de ciment faute de marché intérieur.

L'agriculture est restée largement en dehors de la révolution. Si des occupations et des terres sont signalées, aucun mouvement d'ensemble n'existe ; de même la dissolution annoncée des vastes complexes agro-industriels ne s'est pas encore traduite dans les faits. En revanche, une bonne productivité, l'attribution généreuse de crédits, et l'augmentation des prix de soutien ont plutôt permis à ce secteur de bien tenir.

Quant aux services et au commerce, on sait leur relative insensibilité à la conjoncture. L'État continue de payer une administration plus que suffisante, tandis que les commerçants, s'ils souffrent de la stagnation générale, ont encore la ressource d'accroître leurs marges.

En attendant, l'État lui-même a du mal à assurer sa propre gestion : un grand nombre de chantiers restent en suspens faute de décision (le maître de l'œuvre, dont l'urgence est reconnue, est un bon exemple), d'autres ne redémarrent que très lentement. Les autorités tentent par tous les moyens d'obtenir les conditions les plus favorables malgré la révolution (cas du complexe pétrochimique d'Iran-Japan, pourtant réalisé à plus de 85 %). Les crédits d'investissement prévus au budget n'arrivent même pas à être dépensés (5). Des crédits à taux bonifiés ont été mis à plusieurs reprises à la disposition des entreprises pour investir, mais celles-ci sont incapables de les consommer.

La doctrine officielle a d'abord été de se prémunir contre l'inflation, d'où un budget très modeste, ramené de 3 300 milliards de rials en 1978 à 2 400 pour l'année en cours. Même en tenant compte de la réduction des dépenses militaires (400 milliards en moins) et du fait qu'une partie du budget n'était pas consommée, l'ensemble témoigne d'une grande prudence. Mais dans la réalité, les entreprises ont besoin de subventions pures et simples pour payer les salaires qu'elles ne peuvent licencier et l'État, bon gré mal gré, est bien obligé de les leur accorder directement ou par l'intermédiaire de banques commerciales ; de même que les augmentations de salaires des fonctionnaires consomment une part croissante des ressources.

En caricaturant à peine, on peut dire que l'économie iranienne repose sur l'action de la Banque centrale qui, à l'extérieur, a cherché à assurer le crédit du pays et, à l'intérieur, fournit des liquidités aux banques pour qu'elles puissent prêter à des entreprises au bord de la faillite.

Il faut enfin faire une place aux institutions islamiques qui tentent de prendre le relais. Selon toute probabilité, la Banque islamique, qui n'a pas encore commencé ses opérations, aura pour tâche d'accorder des prêts subventionnés à très bas taux d'intérêt. La Fondation des déshérités héritière de la fondation Fahlavi a pour mission d'effectuer des investissements sociaux (logements, etc.) ; elle paraît très occupée par la gestion de multiples participations publiques. La Croisade pour la reconstruction s'efforce de développer les travaux sociaux dans les campagnes (irrigation, etc.). Le manque de moyens, de cadres et de doctrine précise ne laisse pas d'inspirer le scepticisme quant à l'efficacité de ce genre d'institution.

Somme toute, après une bonne reprise, la dégradation progressive de l'économie iranienne est en cours. L'arrêt des investissements, alors que le nombre de chômeurs tendrait vers le million (6), ne peut se prolonger sans danger. L'inflation, évaluée officiellement à 15 %, atteindrait près du double. Aujourd'hui l'Iran offre le spectacle à peu près unique d'une révolution dans un pays où les problèmes de balance de paiements ne sont pas urgents. L'expérience de 1974-1978 devrait rappeler que la richesse pétrolière peut être absorbée plus vite qu'on ne le croit.

(1) 5 milliards de dollars à l'étranger, 7 milliards en Iran.

(2) 1,3 milliard de dollars en bons du trésor ; 0,6 milliard en or à la Réserve fédérale ; 0,4 milliard en tant qu'avance pour achats d'armements ; 1 milliard dans les banques commerciales ; 0,5 milliard dans diverses entreprises.

(3) Importations de 1978-1979 (dernière année connue) : 18 milliards de dollars sont, sans doute, plus de 3 milliards pour les services.

(4) Composition du P.N.B. iranien en 1976-1977 : agriculture : 9 % ; industrie : 19 % ; services : 72 % ; pétrole : 25 %.

(5) Le concept de P.N.B. est naturel, mais sujet à caution dans les pays tels que l'Iran.

(6) En sept mois, 280 milliards de rials ont pu être engagés sur 800 milliards.

(7) Le chiffre de 4 millions, souvent avancé, est très exagéré : près de 80 % de la population a moins de seize ans, la sous-emploi dans les campagnes est considérable, mais il n'apparaît pas.

## NOS PRÉCÉDENTS ARTICLES

● REGAIN D'AGITATION POPULAIRE EN IRAN : les émeutes de développement à l'occidentale, Thierry A.-Bun. — L'opposition interne face au chah et à la domination étrangère, Ahmad Faroughi (juillet 1978).

● L'armée iranienne, garante de la dépendance, Ahmad Faroughi (octobre 1978).

● L'IRAN DU REFUS : La croissance miraculeuse et le bouleversement, Behrouz Montazeri et

Khosrow Nareghi. — Puissance et ambiguïté du mouvement religieux, Claude van Engeland. — Un nouveau type d'intervention : les « mercenaires en col blanc », Michel T. Kline (décembre 1978).

● Société et religion selon l'Iran Khomayni, Mortaza Khatibi et Jean-Léon Vandaele (avril 1979).

● L'Iran entre les aspirations révolutionnaires et la paralysie, Ahmad Faroughi (juin 1979).

## Une doctrine hésitante

L'ADPTION du « gouvernement » est loin d'être à la hauteur de ces problèmes. Pourtant, les moyens ne manquent pas : depuis le mois de juin, l'industrie est nationalisée à plus de 75 %, et tout le secteur bancaire de même. Le ministère du commerce peut réglementer les importations à sa guise, même si le « bazar » a sa défense son indépendance. Mais la doctrine n'a pas progressé depuis la révolution. Les grands principes plusieurs fois réaffirmés sont simples : fin de la dépendance industrielle envers l'étranger, autosuffisance alimentaire, refus de la consommation de luxe, priorité donnée aux investis-

sements sociaux et aux villages, encouragement aux petites unités de production. Cependant, l'application est bien plus difficile. Que signifie l'indépendance industrielle dans un pays de taille moyenne qui ne peut tout produire tout seul ? L'autosuffisance alimentaire est-elle possible alors que la production agricole ne peut augmenter que lentement et que la population s'accroît de près d'un million de personnes par an ? Comment réaliser la petite industrie tout en affirmant que l'islam est contraire à l'enrichissement « excessif » et que la propriété du peuple est préférable à la propriété privée ?

colévement faibles (6), et les gouvernements se gardent bien de citer de tels chiffres.

Elles le sont également sur la « contrainte extérieure », c'est-à-dire sur le coût de la facture pétrolière. Certes, à la suite des augmentations de 1974, la valeur des produits pétroliers dans les importations totales a presque doublé. En France, le poste énergie — dont le pétrole constitue la part la plus importante — passe alors de 11,4 à 21,3 % des importations totales. Il a ensuite baissé du fait d'un léger ralentissement du volume des importations (— 1,6 % entre 1977 et 1978) et, surtout, d'une baisse du prix réel du « brut » (— 5,8 % pour la même période). Les augmentations de prix de 1979, mais aussi un accroissement de 7,3 % en volume, ont pour effet de faire passer la part des produits énergétiques importés de 19,80 %

liens, même si les intentions de réduire la consommation ne se sont guère concrétisées. Les pays de l'OPEP peuvent donc craindre que le maintien de la production à son niveau actuel ne provoque un excédent d'offre, dont les repercussions seraient dévastatrices sur les prix.

En laissant se constituer des marchés « libres » à Rotterdam, aux Bahamas, au Japon, etc. où se négocient une quantité très faible du pétrole commercialisé, les gouvernements occidentaux ont spéculé sur l'apparition d'excédents susceptibles de casser les prix et, à terme, de briser la solidarité des pays de l'OPEP. En fait, ils ont joué aux apprentis sorciers. A court terme, la nécessité de reconstruire des stocks suffisants et la prolongation de la bonne conjoncture américaine ont soutenu la demande

de « brut » et poussé les prix à plus de 35 dollars le baril (contre, à l'époque, un prix moyen officiel de 20 à 22 dollars). Ils ont ainsi donné des arguments aux pays de l'OPEP pour relever les prix du « brut ». Aujourd'hui, face aux risques de retournement du marché libre, les pays de l'OPEP répondent à l'existence de ce marché par un contrôle de la production et, à plus long terme, sans doute, par une prise en main du transport maritime. Il n'y a pas, à moyen terme, de véritable risque de pénurie — sauf pour des raisons politiques. Par contre, le nouveau comportement des pays de l'OPEP tend à maintenir une demande suffisante pour créer une tension à la hausse sur les prix. Plutôt que de lancer des cris d'alarme, mieux vaudrait mettre fin à l'existence des marchés « libres ».

## Un rôle marginal dans l'inflation

MAIS le plus spectaculaire est, sans aucun doute, l'incidence des hausses sur les économies occidentales et en premier lieu sur la croissance et les prix. Prenons le cas de la France. Les services officiels estiment que les hausses intervenues en 1979 ont contribué à une perte de croissance de 0,2 % cette année et de 0,5 % en 1980, et à une hausse supplémentaire des prix à la consommation de l'ordre

de 0,3 à 0,5 % en 1979 (alors que la hausse des prix atteindra 11 %) et de 0,5 % en 1980. Les nouvelles augmentations pourraient avoir un effet sensiblement plus important — estimé l'année 1980 à un supplément d'inflation de 1 % — mais celui-ci dépendra étroitement de l'inflation totale et du cours du dollar. Les conséquences des hausses du « brut » sont donc parti-

(8) L'Arabie Saoudite refuse de s'engager sur un niveau de production et a annoncé, en même temps qu'elle relevait les prix de 33 %, la possibilité d'une augmentation de sa capacité quotidienne de production.

(9) Les simulations réalisées pour la préparation du VIII<sup>e</sup> Plan estiment que l'incidence sur les prix intérieurs est de + 0,3 % par an (pour une inflation de + 0,5 à 0,7 %) d'une hausse annuelle du prix réel de l'énergie de 7 % (sources : Economie et statistique, octobre 1978).

ALIBI  
POUR POLITIQUES ERRONÉES

(Suite de la première page.)

Défense du pouvoir d'achat du baril ou progression sensible de celui-ci, qu'un récent scénario préparé pour le huitième plan s'estime à 7 % l'an jusqu'en 1985. Les hausses intervenues depuis juillet indiquent un changement de comportement de certains pays de l'OPEP. Après avoir subi une perte de pouvoir d'achat en 1978, ils procédèrent à des réajustements trimestriels d'autant plus importants que l'inflation mondiale sera forte et le cours du dollar faible. Cette nouvelle pratique, confirmée pour l'ensemble des pays de l'OPEP par la réunion du 17 décembre dernier à Caracas, signi-

fie une indexation de fait du prix du pétrole.

Un changement est également perceptible dans la nouvelle attitude des pays de l'OPEP pour ce qui concerne la production et la distribution. L'annonce faite par plusieurs pays — Irak, Émirats arabes unis, Nigeria, Venezuela, Iran, — de réduire leur production en 1980 n'aura, en effet, guère de conséquences sur les approvisionnements des pays industriels (8). D'une part, les stocks ont été largement reconstitués et même au-delà — notamment au Japon, — d'autre part, les perspectives de ralentissement de la croissance des pays industriels en 1980 laissent prévoir une moindre demande de produits pétro-



Un cadeau empoisonné  
pour les pays de l'OPEP

## Les coûts du redéploiement industriel

Par GEORGES CORM

plus gros pays accumulateur de surplus financiers, continue de se classer derrière un pays comme l'Allemagne de l'Ouest pour le montant de ses avoirs monétaires et financiers internationaux (réserves officielles + système bancaire).

En fait, les pays de l'OPEP ont, dès le départ, été défavorisés par les conditions de fonctionnement de l'économie internationale.

La stagnation des prix pétroliers de 1950 à 1958 les avait paralysés dans leur développement économique. La brusque hausse des prix de 1973-1974 intervient dans un environnement caractérisé, pour la plupart des membres de l'OPEP, par un sous-équipement général en matière d'infrastructures et par l'absence de tissu industriel : d'où les gaspillages, les fabuleux surcoûts et les innombrables

goulets d'étranglement engendrés par le nouvel afflux de recettes et le désir légitime des gouvernements de combler aussi rapidement que possible le retard économique et social de leurs pays. Il est certain que si les prix pétroliers avaient augmenté de façon régulière mais modérée entre 1950 et 1968, les pays de l'OPEP auraient été beaucoup plus en mesure de mener leurs efforts de développement de façon cohérente et à long terme (4).

En réalité, les pays de l'OPEP ont un double handicap : d'une part, en tant que pays dépendant de l'exportation d'une matière première pour leur approvisionnement en devises, ils subissent les effets des distorsions économiques et des mêmes aléas que les autres producteurs de matières premières, distorsions et aléas qui consistent, pour une large part, l'essence du sous-développement d'autre part, en tant que pays exportateurs d'une matière première non reproductible.

principaux pays industrialisés risquent d'inciter davantage les producteurs à réduire leur production pour ne pas accumuler d'excédents.

L'incapacité des pays consommateurs à régulariser et contrôler le marché libre du pétrole de Rotterdam, les pays qui contribuent à la hausse incontrôlée des prix. Pour leur part, les pays de l'OPEP, réagissant à certaines contraintes économiques (hausse des prix des produits manufacturés, mécanismes de frein de technologie coûteux et inefficaces, érosion du pouvoir d'achat du dollar), ne peuvent que chercher à tirer parti au maximum de la tendance à la hausse du marché pétrolier international. Une logique financière qui ne leur permettra jamais de résoudre leurs problèmes économiques et sociaux internes, mais qui leur est imposée par les échecs répétés du dialogue Nord-Sud.

L'alerte iranienne incitera-t-elle les pays industrialisés à prendre conscience du danger des déséquilibres actuels ? L'OPEP devrait prendre en considération au moins trois éléments fondamentaux :

a) Garanties à fournir aux États de l'OPEP concernant leur libre accès aux technologies énergétiques futures, en contrepartie de la garantie d'approvisionnement qu'eux-mêmes offriront aux pays industrialisés, à des niveaux adéquats dans le cadre d'une politique de conservation de l'énergie.

b) Mise en place d'un mécanisme d'indexation permettant de lier la valeur actuelle des revenus pétroliers à la valeur moyenne future des sources d'énergie accessibles et commercialement réalisables dès lors que les exportations actuelles d'hydrocarbures seraient considérées comme un crédit énergétique aux pays industrialisés dont la valeur serait ajustée en fonction du prix moyen des sources alternatives d'énergie (par rapport aux hydrocarbures). Ainsi, ce prix viendrait à baisser dans l'avenir, les pays industrialisés n'auraient pas été lésés mais, en revanche, ils continueraient d'augmenter ceux de l'OPEP ne seraient pas spolies.

c) Révision complète et fondamentale des mécanismes actuels de transfert de technologie afin que les États producteurs de pétrole, mais aussi les autres pays du tiers-monde, puissent véritablement profiter du progrès technique, et non en subir les aspects les plus négatifs. Pour cela, il conviendrait que les pays industrialisés, pays donateurs de technologie, réduisent sérieusement les conditions locales d'une véritable maîtrise technologique permettant d'accroître les équipements industriels des pays développés qui, eux-mêmes, devraient faire l'objet d'adaptations importantes.

### Des bases de départ

Les pays industrialisés ne manquent pas de moyens pour assurer une révision effective des mécanismes de transfert de technologie, à condition que l'agressivité commerciale des firmes multinationales soit tenue en bride et que ces dernières cessent d'exploiter l'absence de conditions locales de maîtrise technologique pour réaliser des surprofits scandaleux.

Enfin, une meilleure répartition des moyens de paiements internationaux, et, notamment, de l'or, devrait être envisagée. Il est évident, en effet, que la théorisation aura été, au cours des dix dernières années, d'un meilleur rendement financier que les balances dollar et il est injuste que les producteurs de pétrole, se désolant de leur richesse énergétique au-delà de leurs besoins, en aient été privés (5).

De même, la diversification des monnaies de paiements internationaux est non moins nécessaire, pour un meilleur équilibre financier et politique entre pays industrialisés et pays de l'OPEP.

Telles seraient les bases de départ d'une négociation effective pour

mettre fin à un combat inégal entre pays industrialisés et pays de l'OPEP, qui risque fort de mener l'économie internationale dans l'impasse, si jamais les événements d'Iran devaient faire tâche d'huile.

(1) Voir G. Corm : « Pétrole et finances », dans les *travaux anglo-saxons* menant le jeu, la *Monnaie diplomatique*, août 1974 ; « L'OPEP face à la confiscation de la nouvelle rente pétrolière », *ibid.*, septembre 1975 ; « Les capteurs du pétrole et la réforme du financement international », *ibid.*, octobre 1976.

(2) *Newsweek*, 16 juillet 1974.

(3) Sur ces deux derniers points, voir Georges Corm : « L'endettement vertigineux du tiers-monde et la commerce de technologie », *Le Monde diplomatique*, juin 1977.

(4) Cet argument a été développé par John B. Chavory pour les pays industrialisés exclusivement ; il nous paraît cependant tout aussi pertinent, sinon plus, pour les pays de l'OPEP eux-mêmes (voir « Restructuration du World Economy », *Foreign Affairs*, janvier 1975).

(5) Pour la période 1970-1974, le prix du baril était de 30 dollars, l'or de 120 dollars, le dollar de 31,1 l'an pour compenser l'absence d'or dans le portefeuille des banques centrales des pays de l'OPEP.

### Perdants et gagnants

MEME si cela peut paraître paradoxal, il est de plus en plus clair que les pays de l'OPEP, étant donné le fonctionnement actuel de l'économie internationale, risquent d'être les grands perdants de ce que l'on appelle la « crise pétrolière », cependant que les pays industrialisés, qui ont subi les effets négatifs de cette épreuve, ont, malgré une lenteur due à la complexité des économies et à leur contradiction des grands industriels, sont en train de réaliser leur redéploiement industriel à l'échelle internationale, de diversifier leurs sources d'énergie et d'augmenter l'ampleur de la dépression technologique par les fabuleux contrats de livraisons d'armement et d'usines « clés en main » avec le tiers-monde, grâce à la démultiplication des mécanismes de crédits internationaux. Dans cette conjoncture de transition, les pays de l'OPEP jouent un rôle fondamental :

— Ils sont les clients les plus importants des grandes industries des pays développés, grâce à leurs revenus pétroliers.

— Certains d'entre eux sont, en outre, de grands pourvoyeurs de masses financières que le système bancaire international répercute pour multiplier les opérations de crédits à ceux des pays du tiers-monde qui ont atteint un certain degré de maturité industrielle et sont devenus des consommateurs permanents de technologie importée.

— Ils ont pris, dans une large mesure, le relais dans l'aide officielle au développement dont les mécanismes s'inscrivent dans le jeu de puissance internationale des pays industrialisés (3).

— Ils fournissent des débouchés aux marchés de travail des pays industrialisés par leur recours massif à l'assistance technique ;

— Ils assurent aussi une certaine redistribution de la même pétrodollaire dans le tiers-monde, en faisant appel à la main-d'œuvre de pays pauvres (Pakistanais, Égyptiens, Indiens, Philippins, Coréens, etc.).

En bref, les pays de l'OPEP jouent un rôle fondamental dans la transition du monde industrialisé de l'ère

mêmes, moins bien armés que les pays industrialisés pour y faire face. Il est d'ailleurs devenu évident, avec le recul du temps, que la « manne » pétrolière est un cadeau empoisonné pour les pays de l'OPEP dont la marge de manœuvre en politique intérieure et internationale est plus que jamais réduite, dans un environnement sur lequel ils ont, contrairement, aux apparences, de moins en moins de prise. Sous ce jour, les événements d'Iran se comprennent mieux et la valeur symbolique de l'affrontement franco-américain prend tout son relief. En réalité, la dislocation progressive des structures transnationales et les signes avant-coureurs d'une évolution simultanée en Arabie Saoudite témoignent de l'effacement de ce chevron qui subit les pays pétroliers en sept ans.

Malgré la diversité des situations d'un pays à l'autre, les membres de l'OPEP appartiennent tous aux trois continents du sous-développement : Indonésie, en Asie du Sud-Est ; pays du Golfe (Arabie Saoudite, Émirats arabes unis) au Proche-Orient ; Libye et Gabon en Afrique du Nord ; Nigeria et Congo en Afrique noire et Équateur, et Venezuela en Amérique latine. Ils regroupent trois cent cinquante millions d'habitants, dont quarante millions (d'Arabes), qui consomment à peine un dixième de leur production d'énergie et l'équivalent de moins de 7 % de la consommation américaine pour une population plus nombreuse de quatre-vingt-dix millions d'habitants.

Le rythme d'épuisement de leurs ressources énergétiques fait que, dans un horizon de vingt à quarante ans, ces pays se seront vus épuiser leur capital pour toute industrialisation que constitue une énergie facile d'accès et n'exigeant pas de technologie sophistiquée.

de l'énergie à bon marché à celle de l'énergie coûteuse et technologiquement sophistiquée. L'inflation et le transfert de technologie international facilitent grandement le redéploiement et il n'est pas exclu que certains pays du tiers-monde parviennent à améliorer leur position dans l'échelle internationale des revenus. Mais en ce cas, les caractéristiques communes qui affligent la plupart des pays de l'OPEP et dont l'Iran n'est qu'un cas extrême, restent en vigueur : régression des secteurs agricoles, pression de la généralisation des goulets d'étranglement dans l'économie, inflation, taux d'endettement exorbitants, crise du logement, absence de diversification véritable de l'économie qui continue d'être fondamentalement dépendante de l'exportation d'hydrocarbures, accélération du rythme de destruction des structures traditionnelles sans que les structures modernes soient réellement en mesure d'absorber les surplus démographiques qui en découlent. Quant à l'Arabie Saoudite, elle est en l'état, quant à l'Arabie Saoudite au conseil d'administration du Fonds monétaire international, la dépendance financière dans les circuits du système monétaire international, il est maintenant bien difficile d'échapper à la dépendance financière et politique. Tous le système est, en effet, dominé par le dollar des États-Unis et par les banques américaines qui servent obligatoirement de canal à la dépendance financière internationale. Le gel des avoirs iraniens par le gouvernement des États-Unis montre bien les ramifications internationales d'une décision qui mène un pays à l'asphyxie complète.

D'autre part, les avoirs financiers des pays pétroliers fondent le rythme de l'inflation et l'endettement du dollar ; ces pays disposent d'à peine 3 % du stock d'or monétaire dans les caisses des banques centrales, contre 90 % aux pays industrialisés et 7 % aux autres États du tiers-monde. L'or à 400 dollars l'once représente une gigantesque masse de moyens de paiement internationaux aux mains des pays industrialisés, soit environ 350 milliards de dollars contre à peine 12 milliards aux pays de l'OPEP. Enfin, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que l'Arabie Saoudite, le

### La logique du sous-développement

La logique du sous-développement est posée, sous sa paroxysme, car cette manière première exportée est l'essence même de l'industrialisation et du développement, à savoir, de la matière énergétique. Les pays de l'OPEP, en matière d'infrastructure, ont une double tâche. D'un côté, les mécanismes actuels de transfert de technologie, tels que les monopoles des firmes transnationales, semblent de moins en moins à même d'assurer une industrialisation réelle dans des pays souffrant de sous-équipement généralisé ; d'un autre côté, le prix de cette industrialisation est, en matière d'énergie, elle-même indispensable à l'industrialisation, et l'on est en droit de se demander quel prix les pays de l'OPEP devront payer aux États industrialisés, le siècle prochain, pour obtenir la technologie des sources d'énergie autres que les hydrocarbures ; alors qu'il leur faudra, dans le même temps, éliminer et vraisemblablement reconstruire des appareils industriels basés sur une consommation intensive de l'énergie provenant des hydrocarbures.

La « crise pétrolière » a sans doute servi d'avertissement aux pays industrialisés pour qu'ils ne soient, certes bien lentement, les mécanismes de reconversion de leurs économies ; on peut craindre, en revanche, que les pays de l'OPEP, qui ont été les bénéficiaires de cette « crise », n'en ressortent encore plus vulnérables qu'auparavant. Malgré toutes leurs tentatives en matière de réforme de l'ordre économique international, aucune réalisation concrète n'a vu le jour et la gestion de l'économie mondiale reste le monopole du club fermé des grands États industrialisés. Une seule concession, de pure forme, est à noter : l'octroi d'un siège permanent à l'Arabie Saoudite au conseil d'administration du Fonds monétaire international. La dépendance financière dans la logique générale de l'action des pays occidentaux visant à faire prendre aux pays de l'OPEP la relève des aides officielles occidentales aux pays du tiers-monde.

Même sur un problème aussi fondamental, pour les pays arabes exportateurs de pétrole, celui du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, la « puissance » pétrolière n'a pas réussi, depuis la guerre de 1973, à obtenir un progrès décisif.

On saisi mieux, désormais, la nature même du sous-développement, une situation dans laquelle toute opportunité devient une contrainte supplémentaire, un facteur additionnel de déséquilibre. Alors que le développement est, au contraire, une situation où la contrainte devient un facteur supplémentaire de progrès technique. Dans un environnement général de sous-développement, la richesse énergétique devient une matière première et internationale de valeur stratégique dont le producteur ne peut même pas disposer à son gré ; les pays industrialisés seraient vraisemblablement prêts à entrer en guerre s'ils venaient à en,

fonctionnaire, « nous avons adopté des politiques pour provoquer un ralentissement de la croissance et nous l'avons obtenu. Celui-ci est seulement plus important que ce que nous attendions (7) ». Quel gouvernement est prêt à le reconnaître, alors même que ces politiques ne donnent pas les résultats escomptés, notamment en matière d'inflation ?

### Austérité inappropiée

Les griefs formulés contre les hausses du prix du brut à l'égard des gouvernements de gauche, le fait que leurs politiques d'austérité n'ont pas réussi à provoquer un ralentissement sensible de l'inflation. Dès la fin de 1976, donc avant les hausses intervenues au 1<sup>er</sup> janvier 1979, le coup de frein à la croissance des salaires, général dans tous les pays, ne pouvait empêcher une reprise de l'inflation (qui atteindra sans doute 13 % aux États-Unis et 7 % en Allemagne). Un tel résultat est-il si inattendu ? Les politiques d'austérité n'ont pas réussi à réduire la rentabilité des années de croissance. Le rétablissement des bénéfices des entreprises, souvent spectaculaire, est lié aux restructurations brutales de ces dernières années et à la baisse des investissements. Mais, outre le fait que le coût de capacités de production sous-employées est élevé, l'approfon-

diement du taylorisme demeure onéreux. Les gains de productivité du travail, bien qu'ils restent substantiels, ne sont pas suffisants pour compenser le coût supplémentaire en capital. La restructuration des procès de travail par l'extension de la sous-traitance et du travail en régie ; la recherche d'une plus grande flexibilité dans la gestion des forces de travail ; l'attention accrue portée aux conditions de travail pour réduire l'absentéisme et le *turn-over*, etc., sont autant d'indications d'une recherche sans cesse de moyens de restaurer la rentabilité qui ne passent pas principalement par une compression des salaires. La nouvelle accélération de l'inflation traduit les limites actuelles rencontrées dans cette voie. La reprise de l'inflation est aussi une conséquence des politiques d'austérité ; l'une des manifestations de leur caractère inapproprié. Le

coût social de la crise est, en effet, considérable. Le développement très rapide du chômage a provoqué une explosion des dépenses sociales en une temps qu'une partie de recettes de cotisations. L'extériorisation du coût social de la crise par les entreprises leur revient sous la forme d'un relèvement des taux de cotisations. Elle alourdit la fiscalité qui pèse sur les ménages, et donc sur leur capacité à consommer. Malgré un recul sensible de la part des salaires dans la valeur ajoutée, la croissance de la part des charges sociales a fait échouer au rétablissement de la part des profits au niveau du début des années 70. Le patronat dénonce dans tous les pays la forte croissance des dépenses sociales. En réalité, celle-ci a été la contrepartie du freinage de la croissance des salaires. Elle a évité un brusque recul de la consommation qui aurait précipité une nouvelle récession. Mais elle a aussi eu pour conséquence un relatif freinage des dépenses de l'administration, notamment des équipements collectifs. Le déplaçement des dépenses publiques vers les transferts sociaux renforce les effets inflationnistes et déprime les conditions de vie des travailleurs.

À ces causes internes s'ajoute la diffusion internationale des effets inflationnistes par le brusquement des déséquilibres monétaires internationaux. Le ralentissement des échanges internationaux consécutifs à la faible

croissance des pays capitalistes exacerbe la concurrence et les déséquilibres des balances commerciales. Le déficit permanent de la balance des paiements américaine alimente l'irrésistible chute du dollar et la masse des capitaux flottants. Les politiques monétaires adoptées par tous les gouvernements les ont entraînés dans une escalade des taux d'intérêt qui ont baissé tous les records historiques aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Mais s'il en résulte une contraction brutale du crédit, ces taux records précipiteront une nouvelle récession sans pour autant enrayer la montée de l'inflation.

L'évolution des prix du « brut » tout au long de l'année 1979 a mis fin à l'espoir de certains gouvernements occidentaux attendant, après les hausses de 1974, une lente dérive qui ferait à nouveau baisser le prix de l'énergie. Il faut reconnaître aujourd'hui que cet espoir était vain. Même si les incertitudes internes sur les économies des pays capitalistes sont faibles, l'indexation de fait du prix du pétrole sur celui des produits manufacturés marque un tournant sans doute plus important que le quadruplement des prix de 1974. Sommes-nous prêts à l'accepter ?

ANDRÉ GRANOU.

(7) *Business Week*, 23 juillet 1979.

delicatis



Du procès de Nuremberg  
aux « criminels de paix »

## Un tribunal de l'ONU pour les tyrans déchus ?

Par RICHARD FALK\*

Le professeur Richard Falk présente ici un ensemble de propositions pour l'institution d'un tribunal des Nations unies qui serait chargé de juger les dictateurs. À l'appui de sa thèse, il avance un certain nombre d'arguments juridiques de poids. D'autres procédures peuvent aussi être envisagées, et le Monde diplomatique y reviendra. Elles s'appuieraient non pas sur l'ONU, ou sur des régimes les plus déviants, mais sur une convention internationale à laquelle pourraient souscrire les pays de démocratie libérale.

Il devient de plus en plus clair qu'il n'est pas possible d'obtenir la libération des otages détenus à l'ambassade des États-Unis à Téhéran si l'on ne fait pas quelque chose pour reconnaître et établir la responsabilité de l'ex-chah dans les crimes commis contre le peuple iranien. En toile de fond se pose le plus vaste problème du sort réservé aux tyrans déchus qui se trouvent dans un état plus ou moins confortable : Somme, Idi Amin, Pol Pot et Bokassa sont en liberté. Menaçant la vie d'Américains et créant un climat favorable à une intervention militaire limitée, voire à une guerre, les dramatiques événements de Téhéran montrent avec éclat que la société internationale a grand besoin d'instituteurs des procédures pacifiques pour régler le sort des anciens dictateurs.

L'une des grandes idées nées après la seconde guerre mondiale consistait à punir les chefs d'État et les principaux responsables gouvernementaux devant être tenus criminellement responsables de leurs plus flagrantes violations du droit international. Il en résulte les procès de Nuremberg et de Tokyo, où les dirigeants allemands et japonais qui avaient survécu furent jugés : ceux qui furent condamnés subirent leur sentence, peine de prison ou peine capitale. Ces procès n'ont pas échappé à la critique, d'une part parce qu'ils se seraient agités d'une « justice des vainqueurs », d'autre part parce qu'ils ne furent pas en considération les accusations lancées contre les alliés, plus spécialement leur recours aux bombardements des villes et l'utilisation de deux bombes atomiques. Cependant, les procès de Nuremberg et de Tokyo constituèrent une procédure répondant, à l'époque, aux besoins de défense des victimes et de rétablissement de la justice. Plus important encore, notamment pour ce qui concerne l'Allemagne, les atrocités nazies furent ainsi clairement établies devant le public.

Les États-Unis jouèrent un rôle décisif dans l'expérience de Nuremberg. À ce moment-là, malgré les objections soviétiques et britanniques, le gouvernement américain insistait pour que l'on recoure à une certaine procédure judiciaire afin de répondre à l'irrésistible demande populaire. Après les procès, les États-Unis jouèrent le rôle principal pour obtenir que

les Nations unies adoptent les « principes de Nuremberg », comme règles de droit international. Dans toute cette phase, d'éminentes personnalités, parmi lesquelles Robert Jackson, ancien président de la Cour suprême des États-Unis, procurent à Nuremberg, insistent pour que les principes établis à Nuremberg comportent l'engagement qu'à l'avenir d'autres dirigeants politiques dont le comportement s'apparenterait à celui des dirigeants nazis subissent un sort analogue. Certes, depuis 1946, de nombreux gouvernements ont violé les règles de Nuremberg, et leurs dirigeants auraient pu être inculpés si la promesse de Nuremberg avait été tenue. Au fur et à mesure que s'éloignent les souvenirs de la seconde guerre mondiale, l'idée même de Nuremberg s'estompe : rétrospectivement, elle semblait être liée aux circonstances exceptionnelles de ce moment histo-

### Droit international et crimes contre le peuple

LES grands traits de cette procédure peuvent ainsi être définis. Dans une première étape, la délégation d'un pays non impliqué dans le différend introduit devant l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité des Nations unies une résolution autorisant le secrétaire général à nommer une commission d'enquête composée de juristes internationaux réputés qui ne seraient de nationalité ni iranienne ni américaine. Cette commission aurait deux fonctions. D'abord, elle recueillerait les éléments de preuve des crimes attribués au chah et en ferait une première estimation pour déterminer s'il existe des bases raisonnables permettant de supposer que le chah a pu se rendre coupable de flagrant délit de violations du droit international et de crimes contre le peuple iranien. Si, comme cela est hautement probable, la réponse de la commission est affirmative, elle pourrait alors s'attaquer à sa seconde tâche, c'est-à-dire proposer la création d'un tribunal et d'un cadre légal opérationnel pour juger le chah. La commission compléterait sa tâche en publiant un rapport contenant ses conclusions et recommandations, et elle demanderait aux Nations unies d'agir en conséquence.

À ce stade, si telle était la recommandation de la commission, les Nations unies créeraient le tribunal prévu. Celui-ci pourrait éventuellement utiliser les installations et, pour quel pas, le personnel de la Cour internationale de justice de La Haye. Celle-ci, en tant que telle, ne convient pas pour une procédure engagée contre le chah : la compétence de ce tribunal est limitée aux différends juridiques entre États souverains ; des individus ne peuvent ni le saisir ni être déférés devant lui, et il ne peut intervenir en matière criminelle. Cependant, l'installation du tribunal prévu dans les locaux de la Cour internationale de justice de La Haye est techniquement possible et politiquement admissible. Cette procédure en deux étapes

serait, ou bien prématurée — et peut-être les deux à la fois. Les événements qui se sont produits depuis la capture des otages à l'ambassade de Téhéran, le 4 novembre, ont fait comprendre que la société internationale a besoin d'un mécanisme pour apprécier la responsabilité criminelle des tyrans déçus. Dans la situation actuelle, un tel mécanisme peut voir le jour pourvu que se manifeste un minimum de volonté politique. Aucun principe légal ou moral n'interdit une telle action, qui permettrait de régler le différend américain-iranien si les deux pays n'y font pas obstacle. Il est à la fois possible et désirable d'établir dans le cadre des Nations unies une procédure par laquelle serait évaluée la responsabilité criminelle du chah.

soulevé au moins trois problèmes techniques dont les conséquences pratiques sont considérables : s'assurer de la présence du chah au procès, définir les règles qui seraient applicables, veiller à l'exécution du verdict. Il est hautement improbable que le chah accepterait de se présenter devant le tribunal pour se défendre. La procédure en deux étapes précédemment suggérée pourrait sur ce point être assez souple. Elle pourrait inviter le chah à se présenter et, s'il se dérobait, il est à la fois possible et désirable d'accorder asile à d'anciens gouvernants de pays étrangers. Le tribunal créé par les Nations unies jugerait alors le chah in absentia, et il conviendrait, bien entendu, de désigner un avocat de la défense.

La détermination des règles de droit applicables est essentiellement un problème technique : définir les critères légaux sur lesquels s'appuierait le travail de la commission et du tribunal. À Nuremberg, trois catégories de crimes avaient été spécifiées : les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité. La situation envisagée est toutefois différente puisque les principales accusations portées contre le chah impliquent des crimes contre l'humanité dans un contexte de paix. Les « principes de Nuremberg » définissent ainsi les crimes contre l'humanité :

« Meurtre, extermination, réduction en esclavage et autres actes inhumains pratiqués contre toute population civile, ou persécution sur des bases politiques, raciales ou religieuses, lorsque de tels actes sont accomplis ou de telles persécutions pratiquées pen-

\* Professeur au Centre d'études internationales de l'université de Princeton.

dant ou à l'occasion de crimes contre la paix ou de crimes de guerre ».

Pour la commission, l'approche la plus simple consisterait à reformuler la définition des crimes contre l'humanité en insistant sur la relation entre gouvernants et gouvernés dans un contexte de paix internationale, et en s'appuyant sur le droit international en matière de droits de l'homme, y compris la Déclaration universelle des droits de l'homme (1). Il conviendrait aussi de définir un nouveau type de délit qui couvrirait le pillage de la richesse publique d'un pays à des fins privées (crime contre le bien-être et la richesse publics).

Enfin, il faudrait assurer l'exécution de la peine. Comment le verdict pourrait-il être mis en application ? Quel serait le sens de toute cette procédure s'il n'existe pas de moyens sérieux d'exécuter la sentence ? Pour l'ensemble, cette procédure aurait le mérite de donner au peuple iranien une occasion d'établir publiquement ses griefs de manière incontestable. Elle justifierait sa colère devant le fait que l'ex-chah reçoit un traitement digne d'un individu méritant respect et sympathie. Mais le tribunal pourrait aussi, s'il le désire, faire appel aux institutions légales des pays concernés, y compris les tribunaux, pour donner effet, notamment en ce qui concerne la propriété, aux conclusions établies que des biens du chah auraient été acquis par des moyens criminels.

Certains problèmes politiques sont plus importants que ces considérations techniques. Il faut signaler d'abord la crainte qu'un procès du chah néralise en public le rôle joué par le gouvernement américain et son ambassade à Téhéran pour établir le chah au pouvoir en 1953 et l'y appuyer jusqu'en 1979. Cette crainte, toutefois, doit être mise en balance avec la vie des citoyens américains et la vie militaire et l'isolement croissant des États-Unis dans le monde islamique. Plus profondément encore, il est temps que les citoyens américains soient plus pleinement informés des divers aspects de la politique étrangère des États-Unis et soient mis en position de les approuver ou de les rejeter. Dans le contexte actuel, le risque que le gouvernement de Washington soit placé dans l'embarras n'est certes pas le plus grave.

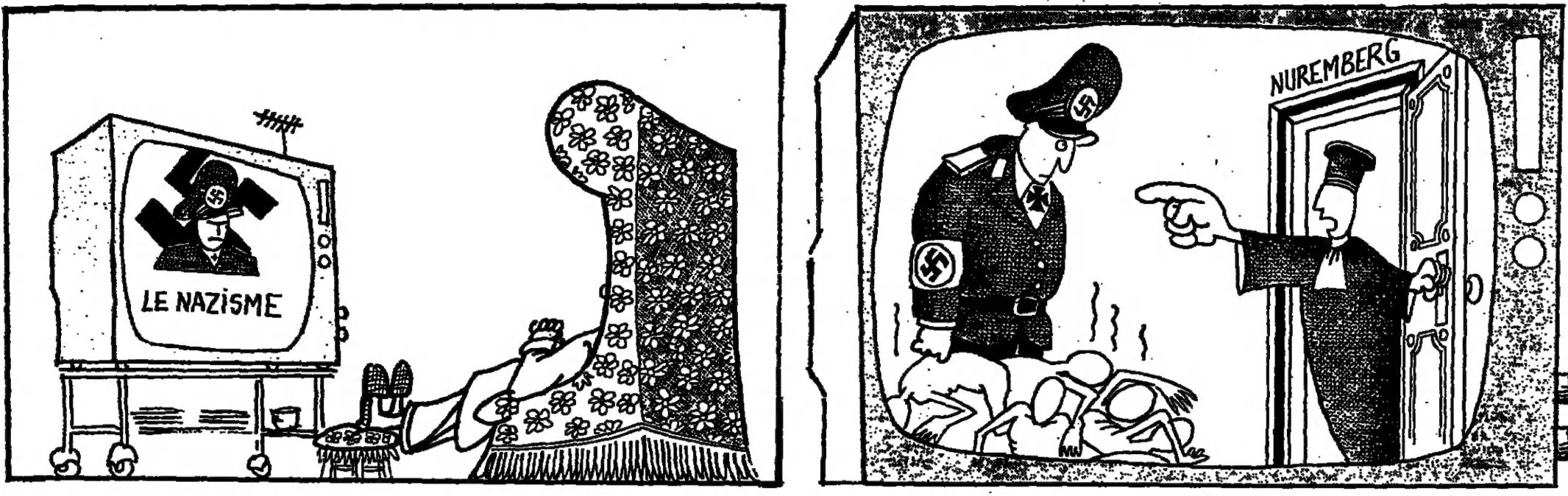
Reste à savoir si la procédure envisagée donnerait satisfaction aux dirigeants iraniens, aux étudiants qui se sont emparés de l'ambassade et à l'imam Khomeiny. C'est un domaine dans lequel nul n'aura de certitude avant que l'initiative proposée n'ait pas été mise à l'épreuve. Certaines déclarations officielles, même si elles ont provoqué une protestation des étudiants, permettent d'espérer une certaine ouverture d'esprit. En Iran, et Ghobadpour ont tous deux suggéré que les autres problèmes, y compris la détention des otages et l'occupation de l'ambassade, seraient réglés si une procédure impartiale, sous les auspices des Nations unies, faisait l'objet d'un

accord et pouvait être prise au sérieux par les deux parties.

Enfin, il faut tenir compte de la crainte exprimée à Washington : si le chah est jugé, d'autres anciens dictateurs ne pourraient-ils, aussi bien, être poursuivis ? Plus grave encore, dit-on, des dictateurs en fonction seraient moins disposés à envisager leur exil s'ils savent devoir être traduits en justice. Le problème est en effet de savoir quelle atout prendra, à l'avenir, la procédure judiciaire que les Nations unies devraient instaurer. L'idée même qui conduirait au procès de Nuremberg a été limitée aux circonstances politiques particulières qui existaient à la fin de la seconde guerre mondiale, alors que des circonstances ultérieures auraient pu logiquement susciter des poursuites du même type. En fin de compte, la réponse à la question posée dépend de considérations contradictoires sur l'évaluation prévue ou souhaitée de l'ordre mondial. On peut cependant estimer qu'en ce moment les moindres risques sont ceux qui découlent de l'établissement d'une procédure internationale permettant de dévoiler et éventuellement de punir les crimes d'État commis par des tyrans déçus.

C'est bien entendu la volonté politique qui sera déterminante. Les dirigeants iraniens et américains, maintenant liés dans une étroite mortelle, ont-ils l'imagination et le courage pour se dégarer ? Telle est l'ultime question. Les autorités iraniennes devraient renoncer, sous sa forme littérale, à une de leurs demandes, celle par laquelle elles veulent elles-mêmes soumettre la personne du chah à la loi islamique ; mais en retour elles obtiendraient satisfaction sur leur autre revendication, plus fondamentale et plus solidement établie sur des principes, d'établir aux yeux de tous la responsabilité du chah dans des crimes commis contre le peuple iranien. Les États-Unis, pour leur part, obtiendraient satisfaction sur leur demande, non moins fondamentale et non moins solidement établie en doctrine, que les otages soient libérés, et ils répondraient à leur refus tacite d'autoriser une enquête sur les aspects criminels du régime du chah.

(1) N.D.L.R. : cet aspect de la procédure suggérée par le professeur Richard Falk rejoint un point essentiel des propositions faites par Armando Uribe pour favoriser le « passage de la dictature à la démocratie » dans le respect des droits de l'homme et sous garantie internationale (voir son article dans le Monde diplomatique d'octobre 1979, page 32). Au-delà de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Armando Uribe a énuméré les nombreux textes internationaux qui précisent et élargissent le champ des droits concernés. Mais il propose de leur donner une portée constitutionnelle, c'est-à-dire de leur conférer pleine validité dans le champ de la souveraineté nationale, ainsi que le professeur Falk préconise ici une procédure internationale qui aurait pour effet de soustraire les « criminels d'État » à la justice de leur propre pays.



### SOCIÉTÉS MULTINATIONALES ET RÉPRESSION POLICIÈRE

## L'affaire Ballarin ou le sang versé en commun

Par JEAN ZIEGLER\*

DANS son livre, *Complot contre la démocratie* (1), Jean-François Kahn avance cette thèse : le vrai libéralisme économique n'est possible qu'en régime de dictature. La libre concurrence — pour être rentable — exige la répression : le discours humaniste bourgeois, pour se déployer sans entraves, présuppose l'existence d'une vaste masse d'esclaves. Ce paradoxe se vérifie dans la réalité : les seuls pays au monde où se pratique aujourd'hui le libéralisme

\* Député socialiste de Genève au Conseil national suisse, professeur de sociologie à l'université et à l'Institut d'études du développement de Genève.

économique intégral — liberté totale d'échanger, d'accumuler, de posséder, liberté des prix, etc. — sont l'Argentine de Videla, le Chili de Pinochet, le Brésil de Figueiredo, les Philippines de Marcos, l'Indonésie de Suharto, etc. Dans toutes ces dictatures, le prix du travail humain est régi par le marché : aucune entrave significative n'existe à l'exercice du droit de propriété ; la rente foncière fournit des profits constants que ne limite aucune réglementation dérisoire ; la progression des impôts est extrêmement faible, l'essentiel des contributions publiques étant perçu par des taxes indirectes à la consommation ; bref,

L'État n'intervient guère dans l'économie et ne tente — ni par la Sécurité sociale (à taux très faible) ni par le système des contributions publiques directes (faibles, elles aussi) d'opérer une redistribution du revenu national.

Les sociétés multinationales nord-américaines, européennes et japonaises, à l'exception des pays de l'Occident industriellement structurés, s'administrent et réglementent — soit par les contrats collectifs, soit par la loi, — cherchant donc tout naturellement à opérer le transfert de leurs installations de production vers ces dictatures parvenues au plus rigoureux « libéralisme ».

D'étranges alliances naissent alors : de grands bourgeois européens, démocrates chrétiens ou francs-maçons, croyants ou agnostiques, détenteurs éminents des droits de l'homme, héritiers dans leur conduite et dans leur esprit, de la culture humaniste la plus désiquée, deviennent — souvent à leur corps défendant, et avec une bonne dose de naïveté — les amis et alliés des tuteurs les plus vulgaires. Fascinante évolution du capitalisme monopolistique multinational. Ces alliances sont généralement gardées secrètes. Elles se nouent par l'intermédiaire de multiples hommes de paille,

courtiers en influence politique et en prébendes, latrins en tous genres. Mais parfois, lorsqu'une de ces dictatures entre en agonie, le soi s'effondre, la

lumière pénètre les sous-bois et les masques les mieux ajustés commencent à tomber. L'affaire Ballarin en fournit un exemple instructif.

### Une C.I.A. pour s'enrichir

OSWALDO MIGUEL FREDERICO BALLARIN est un des principales figures du capitalisme monopolistique multinational. Il partage son temps entre l'Amérique latine — son quartier général est à Sao Paulo — et l'Europe, où il réside à Vevey, à Paris, à Genève. Il occupe des positions-clés au sein de la deuxième société de produits alimentaires du monde, Nestlé Alimentaire, ainsi que du troisième trust mondial de produits pharmaceutiques, la société Sandoz. Il préside la Brown-Bovary Company au Brésil (B.B.C. Brésil) qui fabrique des turbines, des appareils électriques, etc.

C'est justement au Brésil que Ballarin a rendu d'incalculables services au « libéralisme économique ». En 1964, un groupe d'officiers putschistes prend le pouvoir à Brasilia. La terreur s'installe parmi les cent millions de Brésiliens. Sous la présidence de Castelo Branco et celle de Costa e Silva, mais surtout, sous Medici (de 1964 à 1968), la terreur et l'assassinat deviennent des méthodes de gouvernement. La misère de vastes couches

majoritaires du peuple brésilien devient rapidement intolérable : dans les sept États du Nord-Est, 62 % des enfants meurent généralement de faim avant l'âge de cinq ans (chiffres de 1978). Cavagliari, juge des mineurs à Rio de Janeiro, estime, dans un rapport de 1978, que plus de vingt-cinq millions d'enfants en dessous de quinze ans sont des « mineurs abandonnés ». C'est-à-dire des enfants provenant de familles écartées sous les coups de la misère. Ils errent, seuls ou en bandes, malades, désemparés, dans les grandes villes du pays. Ce système rend d'immenses profits (transférés en devises aux seigneurs des sociétés multinationales étrangères).

Ballarin est un prince parmi les seigneurs. Les généraux l'alimentent et il le leur rend bien. Jusqu'au jour de janvier 1979 où, sous la pression du peuple, le dernier en date des généraux-présidents, et l'un des plus riches, le nommé João Figueiredo, doit lâcher du

(1) Flammarion, Paris, 1977.

1980



**Forte progression des ventes militaires au Proche-Orient**

## déchus ?

# La « diplomatie des armes » et ses dangers

Par MAX HOLLAND \*

Le gouvernement Carter a accéléré un type de diplomatie identifiée à la personne de M. Henry Kissinger, la « diplomatie des armes », que le candidat James Carter désapprouvait en 1976. Les États-Unis, disait-il alors, ne peuvent pas être à la fois le champion mondial de la paix et le premier fournisseur mondial d'armes de guerre. Et il promettait « de renforcer l'accent mis sur la paix et de réduire le commerce des armes ».

Voilà près de trois ans que M. James Carter est au pouvoir, et l'on peut comparer ses actes à ses promesses. L'engagement qu'il a pris n'a pas été tenu, et il a lui-même pratiqué cette « diplomatie des armes » qu'il reprochait à ses prédécesseurs.

A première vue, le gouvernement Carter peut sembler qu'il n'a pas augmenté, en termes réels, le volume des armes exportées à destination du Proche-Orient. Pendant les années budgétaires 1976 et 1977 — les deux derniers budgets entièrement préparés sous la responsabilité de M. Ford et Kissinger — les accords de gouvernement ont atteint le total de 17 900 millions de dollars. Pendant les années fiscales 1978 et 1979, les accords pris par le gouvernement Carter atteignent le total de 19 000 millions de dollars ce qui, compte tenu de l'inflation, n'implique pas une augmentation réelle.

Mais ces chiffres sont trompeurs. L'Iran a été pendant des années le principal client au Proche-Orient, puis les choses ont changé mais, cela, les chiffres globaux ne le montrent pas. Les engagements pris par les États-Unis à l'égard du Proche-Orient, à l'exception de l'Iran, représentent 10 400 millions de dollars pendant les deux dernières années budgétaires à l'époque de M. Kissinger, puis 16 400 millions pendant les deux années suivantes, sous l'administration Carter. Cette forte progression est en grande partie le résultat de la poursuite d'importantes ventes d'armes à l'Arabie Saoudite, de nouvelles ventes à l'Égypte et au Yémen du Nord, et, dans le cas d'Irak, de ventes plus considérables que par le passé. D'après une estimation du Pentagone, les accords de gouvernement à gouvernement seraient passés de 17 900 millions de dollars pour les années budgétaires 1976 et 1977 et 20 800 millions pour les deux années suivantes si le chah était encore acquiescent.

Une appréciation qualitative des armes américaines vendues au Proche-Orient est encore plus préoccupante qu'une simple mesure quantitative. La région est en effet un terrain d'expérimentation des nouvelles technologies. Pendant la guerre d'octobre 1973, de nouveaux équipements militaires furent pour la première fois mis à l'épreuve dans des conditions réelles de combat sur une grande échelle, notamment les missiles anti-tanks P.M.C. (missiles guidés avec précision) et les fusées sol-air portatives. En raison de nouveaux progrès technologiques, ces armements sont déjà dépassés et ont cédé la place à des

équipements encore plus perfectionnés. Ce courant général, inauguré à l'époque de M. Kissinger puis accéléré sous la présidence de M. Carter, prend différentes significations selon les pays destinataires. D'un côté, Israël, qui souvent reçoit les derniers modèles en même temps que les forces américaines de l'avant — et parfois même avant elles — avec des armes hautement sophistiquées, Israël a la possibilité de prendre en souplesse des initiatives militaires contre toute combinaison imaginable de forces arabes. De l'autre côté, l'Arabie Saoudite, le Yémen du Nord ou le sultanat d'Oman ; cependant, même avec des milliards de pétrodollars on ne peut pas acquiescer au jour au lendemain la compétence et le savoir-faire, aussi, de nombreux techniciens américains, appelés « mercenaires » en col blanc (1), sont-ils indispensables pour gérer et entretenir ces équipements. Le risque que les États-Unis soient impliqués dans un conflit n'est nul part plus grand que dans les pays où des techniciens américains constituent un élément indispensable de la machine de guerre.

La liste des États recevant des biens et services militaires américains s'est allongée sous l'administration Carter. Tandis que, au grand regret de certains à Washington, l'Iran n'est plus le merveilleux client qu'il était, on estime que, dans les années à venir, les « besoins » de l'Égypte pourraient facilement égaler ceux du chah. En outre, les États-Unis sont constamment sollicités de répondre, par des ventes d'armes, aux crises qui se manifestent dans la région, même si l'on n'est pas très sûr de vraiment savoir quels intérêts elles mettent en cause. Au cours de l'année écoulée, des pays

amis comme l'Arabie Saoudite ont pressé le gouvernement américain de fournir des armes à la Somalie, au Soudan, à Oman, au Yémen du Nord et au Maroc. Ces appels ont été entendus sans pour la Somalie.

Enfin, des efforts accrus tendent à créer au Proche-Orient les conditions d'une autosuffisance par la coproduction de matériels militaires et par des transferts de technologie. Jusqu'à présent, le principal bénéficiaire de cette politique est Israël qui, grâce à l'aide américaine notamment, est en mesure de produire 40 % de ses équipements de combat. La contribution américaine à cet effort d'autosuffisance augmente rapidement : mesure sans précédent, le gouvernement Carter a autorisé Israël à détourner un crédit de 107 millions de dollars pour l'affecter à la construction d'une troisième chaîne de production de tank israélien Charriot. Et l'un des moins connus codécisions de l'accord de Camp David permet à Israël, pour la première fois, de participer aux appels d'offres pour la fourniture d'armes aux forces armées elles-mêmes.

Dans le même temps, le gouvernement américain est en train de planifier une politique lui permettant d'aider l'Égypte à assurer une part de sa propre autosuffisance en ce domaine. Les États-Unis vont prendre partiellement la relève de l'Arabie Saoudite dans le financement de l'Égypte pour poursuivre l'action de l'Organisation arabe pour l'industrialisation (Arab Organization for Industrialization), sabotée lors du « sommet » arabe qui suivit la rencontre de Camp David.

### L'Égypte, nouveau « gendarme régional » ?

L'ACCROISSEMENT des exportations d'armes vers le Proche-Orient a été marqué par trois décisions de grande portée. La première, le 10 juin 1977, concernait la vente à l'Iran de sept avions-radar de surveillance AWAC, hautement sophistiqués ; bien que la suite des événements n'ait pas permis d'honorer cette commande, elle n'en constituait pas moins une indication de l'orientation suivie par Washington.

Moins de sept mois plus tard, le gouvernement annonce une décision qui portait sur le plus gros contrat jamais vu : deux cents avions militaires, représentant une valeur totale de 4 800 millions de dollars, seraient livrés à l'Arabie Saoudite. Cette mesure marquait la reprise de l'aide américaine à l'Égypte après une interruption de vingt-cinq ans ; elle renouait la coopération aérienne d'Israël, déjà incontestable ; enfin, en cas de guerre, elle faisait de l'Arabie Saoudite, presque à coup sûr, un État belligérant.

La troisième et dernière décision capitale fut annoncée dans le sillage des accords de Camp David. Avant

même que l'ordre du traité ait eu le temps de sécher, le gouvernement Carter révélait que la paix requerrait 4 000 millions de dollars supplémentaires de biens et services militaires à la fois pour l'Égypte et pour Israël. Cette étonnante logique pousse un membre du Congrès à demander quel volume d'armes les États-Unis pourraient bien vendre si la paix venait à éclipser dans l'ensemble du monde.

De nombreux autres accords ont porté sur des budgets moins importants mais ils n'en confinent pas moins l'Égypte à une orientation générale. Ce fut le cas par exemple pour la décision, au début de 1979, d'envoyer au Yémen du Nord pour quelque 400 millions de dollars d'équipement de combat F-5 E, de transports blindés M-113, de tanks M-60 et de fusées antitank TOW. Ces armements sophistiqués arrivent en l'espace de quelques semaines pour être mis à la disposition d'une armée de dix mille hommes, dont moins de mille savent lire et écrire. Vint ensuite la récente déci-

sion de vendre au Maroc des armes antisubversives afin de « favoriser un règlement négocié » dans le conflit du Sahara (lire pages 12 et 13 l'article de Tony Hodges).

Mais c'est à propos des fournitures à l'Égypte et à Israël qu'apparaît le plus clairement l'inconséquence de cette politique.

La politique américaine continue de considérer qu'il faut vendre ou donner les plus récents et les meilleurs équipements militaires au « David » israélien menacé par le « Goliath » arabe. Mais les difficultés d'Israël au début de la guerre d'octobre 1973 ne traduisaient nullement les faiblesses d'un « David » ; elles découlaient pour l'essentiel d'erreurs commises par les autorités, et non pas d'une supériorité américaine de la planification militaire dans le camp arabe. Toutefois, est-il que, dans un délai de trois mois après la guerre, grâce à 2 000 millions de dollars votés par le Congrès américain, Israël avait compensé les pertes en matériel qu'il avait subies ; puis, dans un délai de trois ans, Israël avait dû faire face pendant la première phase de la guerre d'octobre avaient été pratiquement résolus par une rapide et efficace reorganisation militaire.

Cependant, une expansion et une modernisation massives furent rendues possibles par d'importants crédits accordés exclusivement à Israël. A la cadence actuelle, au mois d'octobre 1980 Israël aura reçu depuis la guerre de 1973 plus de 12 000 millions de dollars de biens et services militaires américains. Dans quel but ?

M. Anthony Cordesman, ancien analyste du Pentagone, écrivait en 1977 : « Les États-Unis doivent se demander si les approvisionnements qu'ils fournissent à Israël renforcent sa puissance militaire au point de l'inciter à vouloir un compromis conduisant à la paix. Les États-Unis peuvent maintenant découvrir qu'ils aident Israël au point de lui permettre d'attirer sa puissance militaire pour exercer le contrôle permanent d'anciens territoires arabes, en opposition directe avec la politique américaine, et se trouver bloqués dans une interminable guerre froide avec les Arabes ».

La même question — à quelle fin fournir des armes ? — peut être posée à propos de l'Égypte. Une réponse superficielle peut paraître évidente : le président Sadate a besoin des armements américains afin d'apaiser et de contrôler la base de son pouvoir, l'armée égyptienne. Mais les objectifs du président Sadate portent plus loin. Peu après l'accord de Camp David, le New York Times rapportait que le programme égyptien d'achats d'armes atteignait 10 000 millions de dollars de matériels hautement sophistiqués : avions, missiles, hélicoptères, destroyers et équipements électroniques. M. Sadate commençait publiquement à se proposer comme gardien d'intérêts américains évidents, depuis l'Algérie jusqu'à l'Afghanistan, un théâtre d'opérations fort éloigné des

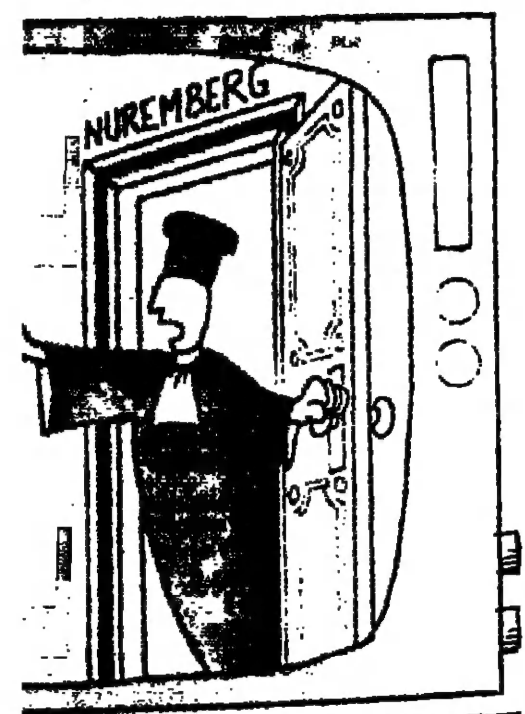
frontières égyptiennes. Il semble candidat à la relève de l'Iran, mais sur une échelle encore plus ambitieuse que celle envisagée par le chah. Les opinions divergent sur le point de savoir si les États-Unis, après l'expérience du chah, souhaitent promouvoir l'Égypte au rôle de « gendarme régional ». Mais, que l'Égypte recouvre ou non des matériels militaires dont la valeur atteint non pas seulement des milliards mais des dizaines de milliards de dollars, le parallèle avec l'Iran doit retenir l'attention. En fait, ne disposant pas des revenus pétroliers qu'avait l'Iran et sans soutien de l'Arabie Saoudite, l'Égypte est plus exposée que ne l'était l'Iran à subir ce type de délocation socio-économique qui accouche d'une révolution.

Un économiste de la Banque mondiale qui possède une bonne expérience de l'Égypte a dit qu'il faudrait un « miracle » pour simplement maintenir pendant la prochaine décennie les conditions sociales et économiques de l'Égypte, sans même parler des améliorations. On annonce déjà que ce pays devra importer en 1980 pour quelque 3 000 millions de dollars de nourriture, soit une augmentation de 1 000 millions en un an, car l'accroissement de la production alimentaire intérieure ne suit pas le rythme de la progression démographique. Si l'on considère en outre les difficultés politiques intérieures de l'Égypte, les risques qu'elle devienne « un autre Cuba » ne sont pas négligeables. La capacité d'endurance et de résistance de ce nouveau « pilier de stabilité » américain au Proche-Orient paraît assez réduite.

La réponse que le gouvernement américain fait à ces questions apparaît dans un article du New York Times analysant les nouvelles relations militaires entre Washington et Le Caire : « Il y a certainement des traquenards », dit un officier américain. « Nous connaissons le, arguement. Que se passera-t-il après Sadate ? Mais c'est la vie. C'est le Proche-Orient. Nous avons beaucoup investi sur Sadate. Nous avons le sentiment — peut-être est-ce une prière — que cela durera et que les Américains auront un effet positif ».

Les dangers évoqués à propos d'Israël et de l'Égypte se retrouvent à des degrés divers à propos de chacun des autres pays du Proche-Orient qui reçoivent des armes américaines. Encore faudrait-il tenir compte du fait que les États-Unis sont loin d'être les seuls à agir ainsi : la France, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique sont elles aussi engagées dans cette « diplomatie des armes » dans une région où les désordres politiques et socio-économiques bouillonnent sous la surface.

(1) Cf. Michael T. Klare, « Un nouveau type d'insurrection : les mercenaires en col blanc », dans le numéro de décembre 1978 du Monde diplomatique. Et, du même auteur, « M. Carter et la limitation des livraisons d'armes à l'Irak », dans le numéro de novembre 1977.



Le régime du chah d'Iran est décrit par Carlos Fon, rédacteur à la revue Veja. Ce livre est intitulé Tortura (2). On y apprend que les services secrets de la marine, de l'armée, de la police fédérale et de la police de l'État étaient groupés en une organisation appelée Operacao Bandalantes, avait trouvé un moyen astucieux pour s'enrichir : grâce à un intermédiaire (Robert Lens Plissing), ils avaient créé une société de « conseils » : Consultores Industriais Associados (C.I.A.). Sous couvert de relations publiques, cette société a récolté des millions auprès de certains dirigeants de grandes sociétés multinationales. Chaque fois que les troupes de l'Operacao Bandalantes abattaient un dirigeant de la résistance, par exemple Carlos Marighella, Camara-Farrel dit « Toldeo », Baccari et tant d'autres, ladite C.I.A. leur versait des primes de reconnaissance (3).

### A pour s'enrichir

Un des principaux bailleurs de fonds de cette société de « conseils » était Oswaldo Miguel Frederico Ballarin. Fait remarquable, Ballarin a avoué avoir versé des fonds à la société en question. Le président de B.B.C. Bréil a comparu, le 19 mars 1978, devant l'office brésilien des cartels (CADE) dans le cadre de l'enquête gouvernementale sur le cartel de l'électricité (International Electrical Association, I.E.A.) au Brésil. Dans un passage important du procès-verbal, Ballarin répond à la question du procureur du tribunal des cartels : il admet connaître Robert L. Plissing et admet versé à ladite C.I.A. des sommes pour le compte de la B.B.C. Ballarin explique ces « relations d'affaires » en disant que l'entreprise de Plissing a été sollicitée pour des « relations publiques spéciales ». Ballarin et les témoins ont signé le procès-verbal contenant cette déclaration (4).

Le problème du fait pour bébé. Elle a entendu le délégué de Nestlé, Oswaldo Ballarin. Extraits du procès-verbal officiel : Ballarin : « Nestlé S.A. m'a signalé que votre enquête a démontré qu'il s'agissait d'une attaque indirecte contre le système économique du monde libre. Une organisation mondiale des Églises mène ces activités avec l'intention déclarée de miner l'économie de marché... Kennedy l'interrompt : « Vous n'y croyez quand même pas sérieusement... (Éclats de rire dans la salle.) (5).

L'heure où il faut rendre compte... L'AFFAIRE BALLARIN - est intéressante à deux titres : en premier lieu, elle montre qu'un développement économique inspiré par la rationalité des sociétés multinationales conduit nécessairement à une alliance entre le capital financier et les dictatures militaires compradore. Éliminer les syndicats et la négociation salariale, créer une vaste réserve de chômeurs, museler la presse et toute opposition politique de poids, sont en effet des conditions indispensables pour garantir aux sociétés multinationales les profits élevés qui, seuls, peuvent compenser le risque politique de l'installation dans un pays du tiers-monde. Or, cette répression, seule une dictature sans pitié peut la mettre en œuvre. Mais l'affaire révèle également qu'entre certains secteurs du capital financier multinational et les dictatures locales il n'existe pas seulement une convergence d'intérêts économiques. Les organes de

repression imposent leur loi à certains dirigeants de sociétés multinationales, les associant directement à leurs pratiques et fortifiant du même coup leur propre position dans l'État. Il existe, dans certains cas, une véritable communauté de destin, scellée par le sang des victimes assassinées en commun.

On a souvent l'occasion de se demander pourquoi tant de sociétés multinationales — dirigées pourtant par des hommes généralement lucides, connus pour leur « flair » politique, l'habileté, la rapidité et le cynisme avec lesquels ils changent d'alliances — s'accrochent à leur position dans un pays donné du tiers-monde. Ainsi, dans l'Iran de 1978 : certains secteurs du capital financier multinational se sont accrochés au chah alors que le triomphe de la révolution islamique était déjà évident pour tout le monde. Une possible explication est fournie par l'« affaire Ballarin » : dans certains

cas, des liens criminels unissent les dictateurs en voie d'être éliminés et les dirigeants du capital étranger. Le sang des victimes versé en commun fait que les boursiers locaux, comme les financiers étrangers, tentent désespérément — et, dans le cas des capitalistes étrangers, au-delà du seuil raisonnable — de retarder l'avènement du nouveau pouvoir et donc l'heure où il faudra, devant l'opinion mondiale, sinon devant les tribunaux, rendre compte de leurs actes.

JEAN ZIEGLER.

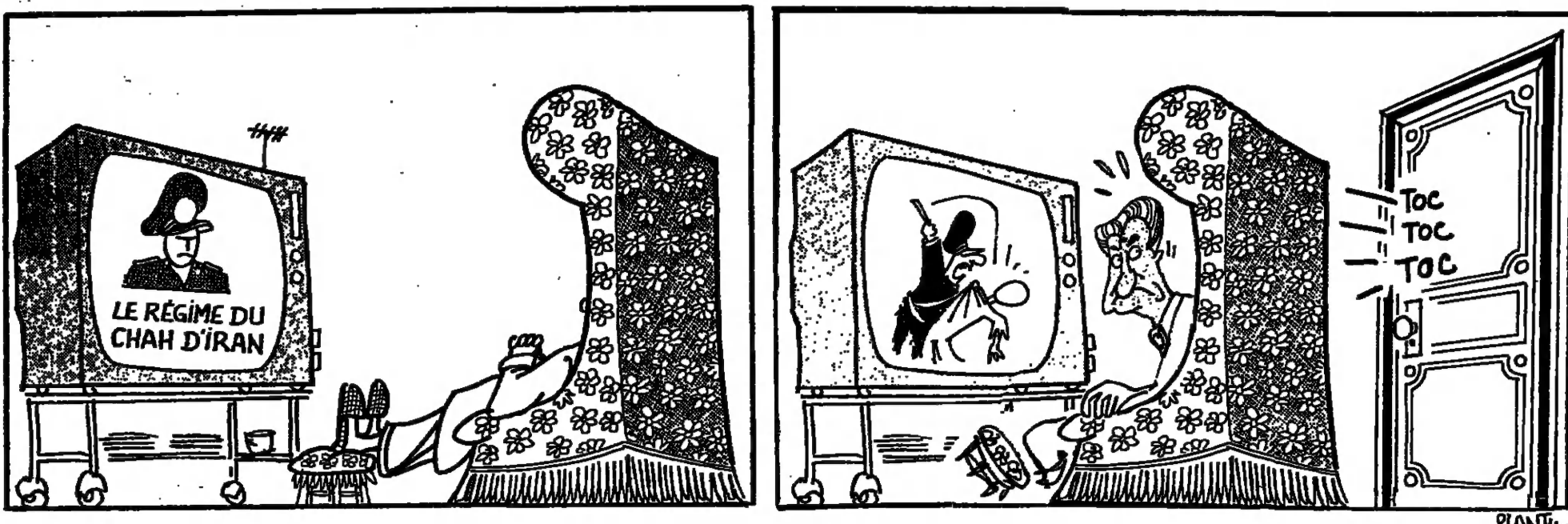
(2) Carlos Fon, Tortura, Ed. Comite brésilien pour l'Amnistie, Rio-de-Janeiro, 1978.

(3) L'un des bénéficiaires de cette société de « conseils », le financier danois Bolland, fut d'ailleurs abattu par la guérilla à Sao-Paulo.

(4) Tous les documents concernant l'« affaire Ballarin » sont publiés par l'Arbeits-Gruppe Dritte Welt (Groupe de travail tiers-monde), C.P. 1007, 3000 Berne, et par la Déclaration de Berne, C.P. 97, Lausanne.

(5) Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement et Organisation des Nations unies pour le développement industriel, tous deux spécialisés dans les problèmes de développement du tiers-monde.

(6) Les procès-verbaux de la sous-commission du Sénat américain forment l'annexe n° 13 de la documentation publiée par l'Arbeits-Gruppe Dritte Welt et la Déclaration de Berne, op. cit.



de l'Union soviétique



# Conflit entre deux conceptions de l'influence dominante

## Israël, les Etats-Unis et la sécurité

Par JAMES F. PETRAS \*

DANS le monde de l'après-guerre, où l'ancien mode d'exploitation coloniale cède la place à des liens de dépendance économique plus subtils entre le Nord et le Sud, l'Etat d'Israël fait figure d'anomalie. Chaque nouvelle extension du territoire, chaque nouvelle implantation de colonies de peuplement dans les régions occupées depuis 1967 ravive, dans le tiers-monde, de vieilles solidarités anticoloniales, des réflexes de crainte identiques devant un avenir incertain. En outre, les tensions qui sont apparues ces dernières années entre les Etats-Unis et Israël ont mis en lumière la diversité des contraintes et des intérêts économiques de part et d'autre, du fait même de la différence de structure des deux économies.

Alors que les sociétés multinationales, devenues le facteur dominant de l'économie américaine, partent à la conquête du monde et tirent une part substantielle de leurs profits de la liberté des échanges commerciaux, l'économie israélienne, toujours axée sur un système de colonisation interne, ne fournit que des produits mineurs. Totalement dépendant de l'aide financière de l'Amérique et des institutions juives de financement, ce type d'expansion enferme les dirigeants dans une politique de moins en moins compatible, à l'échelon régional, avec les desseins et les méthodes d'action des sociétés multinationales américaines.

Celles-ci, en effet, se sont aisément accommodées des bouleversements politiques et économiques de l'après-guerre. Les milieux d'affaires internationaux n'hésitent point à sacrifier, au besoin, les intérêts des colons pour conclure de nouvelles alliances avec les élites nationalistes et les bourgeoisies montantes : ainsi, par exemple, en Algérie et au Kenya, où il existait pourtant de fortes colonies européennes. Car les sociétés multinationales n'ont nul besoin d'exercer une domination territoriale ou politique directe, ni même de conserver à tout prix des Etats-clients à leur entière dévotion. Cette soumission qui fait leur force, elles la doivent essentiellement au genre de produits et de services qu'elles seules sont en mesure d'offrir aux candidats au développement. Pour se procurer les cadres, la technologie, les investissements et les usines, pour organiser de nouvelles lignes de production, la plupart des pays du tiers-monde sont prêts à discuter avec elles, quelles que soient leurs options idéologiques. Autre force, pour les sociétés multinationales : leurs capitaux sont mobiles et seront aisément déplacés aux premiers signes de danger politique : ce type de capitalisme n'est lié ni à la population, ni à la terre, ni à l'administration. Enfin, les multinationales parviennent à se procurer des biens stratégiques sans avoir à s'engager dans le tissu des relations sociales, culturelles et politiques d'un pays. S'agit-il de pétrole ? Elles offrent leur prix, elles échangent, elles expédient le produit sans se soucier de la race, de la religion ou de l'idéologie du vendeur.

Logique éloignée, manifestement, de celle des responsables économiques israéliens, qui doivent subordonner tout calcul dans la recherche du profit aux intérêts et à la sauvegarde d'une collectivité ethnique. La priorité accordée au travail de la terre, soit en communauté à base ethnique, reste le fondement de l'économie israélienne qui doit sans cesse gagner de nouvelles

terres en évitant les anciens occupants. Ce type d'exploitation, qui a besoin de la terre mais non des indigènes, s'inscrit exactement à l'inverse des méthodes employées par les sociétés multinationales pour établir leur domination économique.

Il n'y aurait pas nécessairement opposition entre ces deux systèmes si l'Etat d'Israël était en mesure de faciliter les choses aux sociétés multinationales dans le Proche-Orient. Mais, ces dernières années, l'intransigeance de sa politique a, au contraire, contribué à radicaliser les « alliés naturels » des grandes sociétés, et à les mettre en difficulté. En faisant passer au second plan les intérêts économiques à long terme de l'Amérique, ainsi que son accès aux ressources du monde arabe, le gouvernement israélien s'est exposé à des conflits avec les sociétés multinationales et avec le gouvernement américain. Le lobby israélien aux Etats-Unis a cependant réussi, jusqu'à présent, à faire prévaloir, dans la politique américaine, les intérêts d'Israël sur ceux du capitalisme multinational.

Ce qui se passe actuellement en Afrique australe met en lumière l'évolution des rapports entre ce qu'il faut appeler l'Etat métropolitain — siège des grandes sociétés multinationales — et la colonie de peuplement de type traditionnel. En Rhodésie et en Afrique du Sud, où les colons européens restent

en position de force, les grands investisseurs continuent de soutenir les régimes en place aussi longtemps qu'ils peuvent escompter la défaite des forces nationalistes indigènes, ou leur éventuelle récupération. Mais l'attitude de la métropole économique varie selon la vigueur des mouvements d'opposition à l'intérieur du pays concerné et, surtout, en fonction de leur audience dans la région environnante. Car, si toute une région risque de se polariser contre les intérêts de l'Amérique, celle-ci préférera alors renoncer au soutien tactique qu'elle accorde au régime colonial : elle commence à critiquer ses « méthodes » et à essayer de lui faire accepter des formules de transition vers l'ordre néocolonial qui lui permettront de sauvegarder ses propres intérêts économiques dans toute la région.

A l'égard d'Israël, une évolution similaire est en train de se dessiner. Les dirigeants américains doivent, en effet, tenir compte de tout un échec de données régionales s'ils veulent atteindre les trois grands objectifs de leur stratégie au Proche-Orient : sauvegarde des investissements et du commerce du pétrole ; élimination du danger de révolution sociale ; aménagement d'une sphère d'influence pour faire pièce à l'Union soviétique.

### La remise en question

À CES fins, les Etats-Unis avaient établi des alliances avec l'Arabie Saoudite, l'Iran et Israël, le régime du chah se prêtant à collaborer avec les deux autres alliés de l'Amérique. Mais plusieurs changements récents ont obligé les responsables américains à reconsidérer leur politique régionale, y compris leurs relations avec Israël. D'abord, l'émergence des mouvements nationalistes révolutionnaires dans tout le Proche-Orient qui allait coïncider avec l'élaboration d'une politique de concentration entre les pays producteurs de pétrole. Ensuite, la recrudescence des luttes des mouvements nationalistes révolutionnaires en Afrique australe, avec mobilisation du tiers-monde contre les régimes coloniaux (qui eux-mêmes s'employaient à consolider leurs relations mutuelles). On vit aussi s'organiser la résistance palestinienne, qui prit de l'influence politique dans tout le Proche-Orient et même au-delà. Puis, en renversant le chah, les Iraniens ont bouleversé le cours de leur propre politique régionale : rompant avec les Etats-Unis et Israël, ils se sont rapprochés du monde musulman et des Palestiniens. Enfin, l'Arabie Saoudite, sous l'effet de la révolution iranienne et de l'influence croissante des Palestiniens, s'est mise à resserrer ses liens avec ces derniers et à tenter timidement de prendre ses distances à l'égard des Etats-Unis.

Ainsi se sont défilées les alliances sur lesquelles reposaient les intérêts stratégiques et économiques de l'Amérique au Proche-Orient, tandis que la politique d'intransigeance des dirigeants israéliens continue à exacerber les conflits avec les nouvelles forces en train d'émerger. A l'importante exception de l'accord conclu avec l'Egypte — qui au demeurant ne contribue en rien à contenir le nationalisme arabe ou

l'influence soviétique. — la politique israélienne a surtout eu pour effet de provoquer des conflits ou d'obliger certaines attitudes à se durcir. Ainsi, au Liban, où le soutien aux chrétiens d'extrême droite dans le Sud a poussé de nombreux Libanais à une alliance pratique avec les Palestiniens ; en Syrie et en Jordanie, l'occupation prolongée d'une partie de leurs territoires a incité les régimes en place à chercher des appuis en Europe de l'Ouest et en U.R.S.S. ; l'Arabie Saoudite a radicalement changé sa position, par suite de l'intégration de Jérusalem à l'Etat d'Israël ; enfin, dans les territoires arabes occupés, l'implantation de colonies juives et le refus de mettre fin à l'occupation ont réussi à unifier les Palestiniens autour de la direction de l'O.L.P. Peut-être l'expansion territoriale au détriment des pays voisins obé-elle aux nécessités de l'économie israélienne ; mais elle a aussi pour effet de déstabiliser une région précieuse au capital multinational américain, européen et japonais.

Il y a plus. Les liens économiques, commerciaux et militaires entre Israël, d'une part, l'Afrique du Sud et la Rhodésie, d'autre part, ont accru l'hostilité des populations africaines et des Noirs américains à l'égard de ceux qui passent ainsi pour des « alliés de leurs ennemis ». Le vaste regroupement des forces politiques qui, en Afrique, se liguent contre l'apartheid et l'Union soviétique se prolongent au Proche-Orient à l'encontre d'Israël, et en Amérique à l'encontre des Etats-Unis.

Les progrès de la diplomatie palestinienne en Europe compliquent encore la tâche des Américains, qui se retrouvent seuls pour défendre leur alliance unilatérale avec Israël. Car tout se passe

comme si les pays européens, soucieux de ménager leurs relations avec le monde arabe, avaient jugé une fois pour toutes que les Israéliens ne sont plus en mesure de dominer totalement la région, qu'il n'est plus possible de compter sur eux pour un tel rôle. Tandis que l'avènement du régime islamique en Iran a privé les Américains des forces de police auxiliaires sur lesquelles ils pouvaient compter dans le Golfe, il a encore aggravé l'hostilité à l'égard d'Israël dont les conseillers aidaient la police du chah. Reste l'Arabie Saoudite, toujours étroitement liée aux Etats-Unis mais qui, néanmoins, a manifesté son souci de

faire pression sur eux pour les inciter à infléchir leur politique dans la région. Aussi conservateur soit-il, le régime saoudien est en mesure de négocier avec les sociétés multinationales. Avec elles, il peut parier actions et contrats. Tandis qu'à l'égard d'Israël leurs craintes ne s'alimentent pas seulement aux antagonismes religieux, mais aussi à des antagonismes économiques : s'ils s'opposent au régime israélien et à son type d'économie implanté dans la région, c'est aussi que les dirigeants saoudiens ont besoin d'assurer l'exploitation sans à-coups de leurs ressources et de leur main-d'œuvre.

### Les atouts de l'Amérique

ENTRE Israël et les Etats-Unis, les divergences portent aussi sur la conception des alliances. Pour le régime israélien, les choix ont toujours été limités. Au Proche-Orient, il n'était d'alliance possible qu'avec les Etats-Unis ou leurs Etats-clients. Partout ailleurs, uniquement avec des régimes soit pré-capitalistes (l'Éthiopie de l'empereur Haïlé Sélassié), soit coloniaux (ceux d'Afrique du Sud et de Rhodésie), soit avec des dictatures acquises aux Etats-Unis (Nicaragua, Iran) ou encore avec des pays encore colonisés (le Congo, ceux de l'ex-Afrique portugaise). Depuis l'effondrement du régime du chah, les Israéliens se voient contraints à se retrancher derrière une politique de « forteresses en armes » qui ne leur laisse d'autre option que militaire : la menace d'une intervention armée massive. Et, à défaut d'autre choix, il leur faut à tout prix obtenir que leur alliance militaire avec les Etats-Unis se renforce, au détriment des liens qui unissent les Américains à leurs adversaires arabes.

L'importance des enjeux économiques et stratégiques dans la région oblige les Américains à envisager les choses différemment. D'autant que bien des responsables proche-orientaux partagent désormais avec eux les mêmes affinités politiques et économiques. Et même avec les plus « nationalistes » des dirigeants, les Etats-Unis peuvent fort bien développer des liens commerciaux et financiers, y compris les investissements, puisque désormais, les intérêts de la métropole ne dépendent plus de l'exercice d'une domination politique directe, ni d'une prépondérance ethnico-religieuse. Que les anciennes relations de clientèle avec l'Iran aient disparu et que l'Arabie Saoudite manifeste une volonté d'indépendance de plus en plus marquée, cela n'interdit nullement de nouvelles formes d'association et de dépendance tout aussi lucratives. Également avec les régimes « nationalistes » d'Irak et de Syrie, il reste toujours d'amples possibilités pour « négocier » avec les Palestiniens, pourquoi ne pas saisir un jour l'occasion de renforcer les tendances « social-démocrates » parmi eux au détriment des aspirations plus révolutionnaires ? En bref, les Etats-Unis disposent

non toujours d'une ample marge de manœuvre pour adapter leur politique au déclin des anciennes alliances.

Mais il est de plus en plus malaisé pour eux de défendre leurs intérêts et d'exploiter toutes les opportunités qui s'offrent au Proche-Orient tout en continuant à soutenir la politique d'Israël. D'où les premières tentatives qui se font jour outre-Atlantique pour « critiquer » les implantations de colonies juives, ou les bombardements du Liban. C'est alors que les milieux américains d'extrême droite et le lobby pro-israélien vont s'employer, dans une action combinée, à préconiser une autre voie : celle de l'intervention militaire directe pour restaurer les relations de clientèle et, peut-être même, recoloniser certains points stratégiques, au cas où les intérêts de l'Amérique et d'Israël seraient jugés en danger.

Ainsi, les milieux responsables aux Etats-Unis sont-ils en train d'envisager deux types d'action pour régler leurs divergences avec Israël à la suite de l'effacement de l'ancien système d'alliance au Proche-Orient : l'une consisterait à faire pression sur ce pays pour l'obliger à changer, à s'adapter aux intérêts plus vastes des sociétés multinationales en renonçant aux aspects coloniaux du régime. Cela reviendrait à accepter l'établissement d'un Etat palestinien que l'on tenterait ensuite de contrôler par le truchement de liens économiques et commerciaux, selon la méthode néo-coloniale. L'autre façon de régler le problème consisterait, pour Washington, à endosser la politique israélienne (éventuellement avec le concours de l'Egypte) en occupant militairement les régions stratégiques du Proche-Orient, en neutralisant les « ennemis » par des bombardements et en se préparant à une occupation militaire prolongée des régions présentant un intérêt économique et stratégique. Les coûts humains d'une telle politique pourraient être élevés, particulièrement dans les zones les plus peuplées et les plus mobilisées. L'hostilité de tout le monde arabe, et sans doute aussi du tiers-monde, serait également un prix exorbitant à payer pour le maintien des liens de l'Amérique avec un régime anachronique.

### « Forteresses assiégées »

MAIS les politiques ne se déterminent pas en fonction de leurs coûts éventuels ; elles découlent généralement de rapports de forces où ce sont les éléments les mieux placés qui l'emportent. Et c'est bien pourquoi, actuellement, les forces

convergentes de la nouvelle droite américaine et du lobby pro-israélien font pression pour obtenir une augmentation des crédits militaires, pour envierment les relations avec l'U.R.S.S. et pour répandre dans le public le mépris des décisions

## Les deux sources de l'islam révolutionnaire

Par MARC FERRO \*

L'ISLAM révolutionnaire. Deux termes qui paraissent antagoniques tant l'islamisme est le religion de l'Occident ou toujours dissocié les religions de l'idéal révolutionnaire du socialisme. Théorisé par Marx et ses successeurs, fondée sur une vision théologique de l'histoire des sociétés, cette conception idéologique est liée à l'action du prolétariat qui prend le rôle du capital. Or les pays d'islam, arabes ou pas, à peine atteints par l'industrialisation aux débuts de ce siècle, semblent ainsi deux fois désqualifiés pour enlever le combat révolutionnaire, prérogative du monde occidental.

Tout au plus, avant comme après 1917, ces

\* Directeur d'études à l'École pratique des hautes études.

peys d'Orient sont-ils apparus, parmi d'autres, comme un facteur de la politique internationale, comme des agents mais pas comme des sujets. Lorsque la première crise iranienne éclata en 1908-1911 à Tabriz, le III<sup>e</sup> International voit là un moyen de combattre à la fois l'impérialisme russe et anglais en Iran. Mais on ignore le fait qu'un parti socialiste s'y était constitué, ce que cela impliquait. De la même façon, vingt ans plus tard, exilé à Alamo-Atto, Trotski ignore tout de la crise qui secoue l'Orient soviétique, tant l'existence et la spécificité des mouvements qui éclatent dans le monde musulman échappent à son attention. Comme le plupart des dirigeants communistes, il y est étranger ; il ne les prend même pas en compte.

Deux ouvrages récents d'A. Bennigsen et S. Enders-Wimbush, d'une part, et de Cosroe Chakeri (1), d'autre part, offrent le même intérêt de repérer les racines de l'islam révolutionnaire sous l'angle explicite ou implicite aux stratifications les plus récentes des bouleversements que connaît le monde musulman, crise du pétrole ou décolonisation.

### Lutte nationale et lutte sociale

LA greffe de l'idée révolutionnaire sur le monde musulman est liée à la pénétration des idées socialistes dans le monde. Celle-ci, comme A. Bennigsen, ne se réalise que si certaines conditions existent, et en premier lieu l'existence d'une tradition nationale institutionnalisée sous la forme d'un Etat. Ensuite, la présence d'une élite qui, tactiquement, adopte des idéologies différentes mais demeure fondamentalement nationaliste : chez les Turcs, par exemple, elle passa du socialisme jodid au socialisme national, au national-communisme, puis au nationalisme.

(1) Alexander A. Bennigsen et S. Enders Wimbush, *Muslim National Communism in the Soviet Union, a Revolutionary Strategy for the Colonial World*, The University of Chicago Press, 1978, 287 pages. — Cosroe Chakeri, *Le Social-Démocratie en Iran*, éditions Mazdak, Florence, 1979, 300 pages.

le plus pur. Il y a ainsi amalgame entre luttes sociales et conflits ethniques lorsque, par exemple, à Bakou, les ouvriers musulmans ont à combattre des patrons géorgiens, russes ou arméniens. Autre condition : l'existence d'une force combattante, qui n'est pas nécessairement un prolétariat mais peut hériter de la tradition haiduk dans le Caucase, des soulèvements nomades plus à l'est ou au sud, etc. Pénétrant par des chemins indigènes, non européens, ces idées révolutionnaires ne s'enracinent que pour autant que le lien était constant entre lutte nationale et lutte sociale (d'où la diffusion privilégiée des idées de Kautsky et d'Otto Bauer), et que l'éducation se présentait comme un apprentissage ou travail clandestin, une technique destinée, pour cette élite, à établir un lien avec les masses, un moyen enfin de pouvoir en appeler au monde extérieur. Que, dans les mouvements qui se créaient, ait existé une identification nationale plus forte que l'identification sociale ne fait aucun doute, observe A. Bennigsen : à Bakou, les prolétaires de toutes les nations du Caucase s'entre-tuaient de 1918 à 1923 avec autant de foi et de détermination que les prolétaires d'Europe occidentale pendant la Grande Guerre.

A la veille de la révolution de 1917, les révolutionnaires russes avaient dû accepter

VIENT DE PARAÎTRE

**PEUPLES NOIRS — PEUPLES AFRICAINS**

numéro 12 (novembre-décembre 1978)

P.N.-P.A. : Camerounais, votre pétrole !... le camp.

S. KASSAPU : Pour deux langues africaines de communication.

« Codo », ou le poids des mystifications en Afrique.

A.O. NIAZKOL : L'Angolisme « l'aveuglement du racisme ».

S. ARNOLD : Approches critiques de « Gouvernements de la route » de Jacques Roumain.

180 pages : 25 F. (Joindre titre de paiement à la commande)

Abonnement annuel (six numéros) : 128 F. — C.C.P. Paris 2109122 Y

Rédaction - Administration - Vente au numéro :

3, rue de l'Anlie-Épinoire, 75011 Paris, Tél. : 305-38-34

(Permanence : 9 h. à 13 h., sauf mercredi et samedi)

PEUPLES NOIRS — PEUPLES AFRICAINS, la seule institution francophone africaine échappant au contrôle des coopératives, assistants techniques et autres barbouzes !

Une nouvelle brochure du Monde

**LA SANTÉ DES FRANÇAIS**

En vente chez tous les marchands de journaux, 232 pages, 22 francs

UNE PUBLICATION DE

L'U.P.C.

ET DU MANIDEM :

**« PANAFRICANISME ET NEO-COLONIALISME (la faillite de l'O.U.A.) »**

par E. MBUYINGA 560 pages 60 FF

« Présence Africaine 25 bis, rue des Ecoles, 75005 Paris

« L'Harmattan 18, rue des Quatre-Vents 75006 Paris



# Les inquiétudes de l'Arabie Saoudite et des Émirats

(Suite de la page 5.)

« La situation créée dans le Golfe par les renouveau de la révolution iranienne », a déclaré le ministre bahreïn de l'information, est comparable à celle qui peut régner dans un hôtel lorsque les occupants d'un chambre font du tapage en poussant des cris hystériques et en frappant sur les murs toutes les cinq minutes : cela ne nous inquiète pas réellement, mais cela nous empêche de passer une bonne nuit de sommeil » (8). Cette boutade est une louable tentative de dédramatiser la situation ; mais

M. Bani Sadr, alors ministre des affaires étrangères du pouvoir khomeyniste, déclarait que « l'Iran n'était pas responsable des événements d'ordre religieux qui pourraient intervenir dans la région du Golfe. La révolution iranienne, comme les révolutions française et bolchevique, est appelée à se développer dans les autres pays de la région grâce à sa propre dynamique » (9). Depuis un an, en effet, une sourde agitation chiite et intégriste s'est manifestée dans les différents États voisins de l'Iran.

35 % de la main-d'œuvre de la toute-puissante société pétrolière Aramco, ici habitent vingt mille citoyens américains civils et aussi, dit-on, militaires, ici sont présents, étroitement surveillés, soixante-quinze mille Palestiniens. Un mélange idéal, comme on le devine... Selon le journal libanais *Al Safir*, qui cite des sources saoudiennes (10), de « grandes manifestations ont eu lieu le 27 novembre, à l'occasion d'une journée de solidarité avec l'Iran et contre les États-Unis ». Le mouvement aurait été réprimé par un renfort de troupes de vingt mille hommes. Le *Financial Times* confirme partiellement l'information (11) et, citant « des résidents », ajoute que « la province autour de la ville de Qatif a été bouclée par la troupe », que « les fenêtres de la Saudi-British Bank ont été brisées » et que l'ordre est revenu après que les affrontements avec la garde nationale saoudienne eurent provoqué cinq morts, dont un policier et un employé de l'ARAMCO. Le lendemain, le journal britannique apporte à ces informations la caution d'« officiers du département d'État ». Différentes sources indiquent que ces manifestations n'étaient pas directement liées à l'affaire de la grande mosquée, même si l'atmosphère générale de renouveau de l'intégrisme a sans doute favorisé ces deux événements. Le régime saoudien semble avoir, ici et là, sérieusement repris les choses en main. Il n'en reste pas moins qu'aux yeux de ses voisins et alliés le royaume est gravement laissé prendre en défaut.

## La contagion intégriste

À Koweït, les chérites représentent le tiers de la population. En septembre, un citoyen de l'émirat, d'origine iranienne, est arrêté et expulsé pour « activités au sein de la communauté chiite ». Au même moment, une dépêche d'agence publiée au Caire (12) annonce la découverte d'une organisation intégriste en Arabie Saoudite et au Koweït et l'arrestation de son dirigeant, M. Nafissi, professeur koweïtien de sciences politiques. Personnalité de gauche, M. Nafissi se serait lié à un groupe religieux dans une tentative d'établir une certaine jonction entre les oppositions traditionnelle et nouvelle. Le 18, puis le 30 novembre, des manifestations anti-américaines de soutien au régime Khomeyni sont dispersées par la police de l'émirat.

Bahreïn, où la communauté chiite compose 60 % de la population alors que la famille régnante est sunnite, les renseignements sur l'agitation intégriste ne sont pas aisés à obtenir. Jusqu'en 1979, le régime du chah considérait que l'arabisme revenait de droit à l'Iran. Mais, à cette date, un accord entre Téhéran et Manama a mis fin à ces prétentions. Au Koweït, c'est avec une certaine inquiétude que les dirigeants bahreïn ont entendu, en septembre 1979, un chef religieux iranien, l'ayatollah Rouhani, se déclarer « prêt à accepter de prendre la tête d'un mouvement révolutionnaire à Bahreïn » et appeler la population à « se soulever contre son gouvernement et à rejeter de se plier aux principes de l'Islam ».

Les autres États arabes du Golfe s'étaient solidarisés avec Bahreïn, et les dirigeants iraniens ayant, à l'époque, d'autres préoccupations, le ministre des affaires étrangères de Téhéran, M. Yasli, apaisa les esprits en déclarant que l'ayatollah Rouhani « ne représentait que sa personne » et que, quatre jours plus tard, les bahreïnites ont adressé aux dirigeants du pays un mémorandum en dix points exigeant, pour l'essentiel, un plus strict respect des principes de l'Islam (interdiction de la vente d'alcool, ségrégation sexuelle plus sévère, développement de l'enseignement religieux, etc.). Depuis un an, quelques manifestations de faible ampleur ont été dispersées par la police. L'opposition de gauche, qui se rassemble autour des revendications exigeant en gros le rétablissement des libertés publiques et la restauration de la Constitution, suspendue en 1975, semble hésiter devant l'émergence du mouvement intégriste. D'une part, elle est opposée à ses exigences qu'elle juge rétrogrades mais, d'autre part, et surtout depuis que la politique khomeyniste a pris des accents très anti-américains, elle est tentée d'opérer un rapprochement sur le terrain.

La contagion intégriste n'a pas épargné l'Arabie Saoudite, pourtant connue pour son grand attachement aux principes de l'Islam, même si elle a introduit la télévision et permis l'usage de la radio (13). Le peu que l'on sache de l'occupation de la grande mosquée de La Mecque montre à penser que les rebelles

étaient animés de mobiles intégristes. De plus — et le fait, pour paradoxal qu'il soit, n'est pas sans inquiéter les autorités saoudiennes — une certaine collaboration se serait établie entre le courant khomeyniste et l'opposition de gauche. Un officiel saoudien a mis en cause, le 17 décembre 1979 (14), le Yémen du Sud et l'Union soviétique dans la préparation et l'exécution de l'opération. Mais il n'existe aucun moyen de vérifier ces informations qui sont, par ailleurs, corroborées par les services de renseignements américains (15).

De façon concomitante, des troubles auraient éclaté dans la zone est de l'Arabie, c'est-à-dire dans le saint des saints pétrolier du premier pays producteur de la région. Ici vivent trois cent mille chiites qui constituent

## Les critiques de l'Amérique

S'ERRER les rangs et renforcer les armées nationales pour assurer la sécurité extérieure du Golfe, contrôler et réprimer les mouvements de contestation intérieure, faire le dos rond en attendant que retombe la khomeyniste, telle est la grande ligne de la politique des pays arabes du Golfe. Encore faut-il, pour que celle-ci ait une quelconque chance de réussite, que l'Occident ne mette pas inconsciemment le feu aux poudres. Or les différents régimes du Golfe jugent l'attitude des États-Unis particulièrement inquiétante.

L'Amérique est, en particulier, tenue pour directement responsable de la chute du chah. Elle n'a pas soutenu un allié qui lui était précieux, elle a empêché l'armée iranienne de barrer la route à l'ayatollah, elle a perdu sur tous les tableaux par décision et pusillanimité : celle des régimes pétroliers ne lui pardonneront pas de sitôt. De plus, les déclarations intempestives et belliqueuses sont au long de l'année 1979 n'ont pas été arrangées les choses. Les États-Unis ont gonflé l'importance des manifestations qui ont eu lieu en face de leur ambassade à Koweït, mis en cause la sécurité du détroit d'Ormuz et annoncé la création d'une force d'intervention de cent dix mille hommes vietnamiens, destinée à cette région du monde. Tous ces éléments poussent les États du Golfe à penser que les États-Unis pourraient faire croire artificiellement la tension afin d'avoir un bon prétexte pour intervenir militairement. Le gouvernement iranien aurait même mis en garde les pays du Golfe contre cette éventualité qui pourrait survenir « sans leur consentement » (16).

Le ressentiment anti-américain a atteint les limites de l'exaspération avec la décision prise par le président Carter en « gelant » les avoirs iraniens aux États-Unis. La déclaration de M. Miller, secrétaire américain au Trésor, affirmant que cette mesure a été prise « dans l'intérêt de l'Iran, car il est évident que l'actuel régime iranien est rétrograde et réactionnaire », n'a certes pas été pour les rassurer. Ce « précédent dangereux » (17), cette « décision extrêmement grave » (18)

(8) Interview à la R.R.C. le 5 octobre 1979. (9) *Al Safir*, 3 décembre 1979. (10) *International Herald Tribune*, 18 décembre 1979. (11) *Ibid.* (12) *Ibid.* (13) *Al Safir*, 3 décembre 1979. (14) *Financial Times*, 4 et 5 décembre 1979. (15) A.F.P., décembre 1979. (16) A.F.P., 27 novembre 1979. (17) Déclaration du ministre du pétrole des Émirats arabes unis, citée par l'A.F.P. le 27 novembre 1979. (18) *Ministère koweïtien du pétrole*, interview le 10 décembre 1979 au journal économique allemand, *Wirtschaftswoche*.

SELIM TURKUEI

## du Golfe

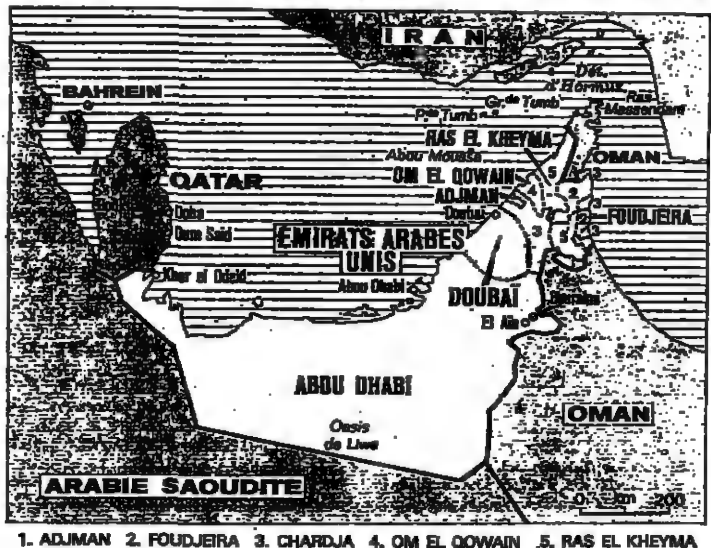
des Nations unies ou des positions du tiers-monde. Elles militent en faveur d'une politique de force empreinte de virilité qui en finirait avec la « faiblesse » inhérente à l'esprit de la détente et de la défense des droits de l'homme. Pour cela, il faut accréder l'idée que les États-Unis se trouvent, face au monde, dans la même situation qu'Israël : qu'ils sont, eux aussi, une « forteresse assiégée » en proie aux attaques des ennemis de l'Amérique.

En insistant sur la notion d'« isolement », on espère aussi inciter les milieux d'affaires libéraux internationalistes à renoncer à la difficile négociation des alliances avec les concurrents capitalistes et avec les nationalités du tiers-monde, pour les gagner au principe de l'« action directe » aux côtés d'autres « forteresses assiégées », tel Israël. Traduit dans le langage destiné au public, ce programme se réduit à un simple conflit entre la démocratie (américano-israélienne) et la dictature (dans les pays communistes et dans le tiers-

« la force pour préserver notre approvisionnement en pétrole... Dans chacune des éventualités (« rébellion soutenue de l'étranger », « invasion », « réduction drastique des fournitures de pétrole »), les avis sont largement partagés, quoique non unanimes, selon lesquels la situation pourrait être surmontée en faisant usage de la force militaire américaine, d'abord en déplaçant la 82<sup>e</sup> division aéroportée de Fort-Bragg (Caroline du Nord) à l'aide des avions de transport de l'armée de l'air G-3A et C-141... Cas cinq dernières années, le corps des marines s'est employé à perfectionner les plans de débarquement dérivés du Proche-Orient. » (*New York Times*, 5 juillet 1979.)

Deux pays étaient expressément désignés : l'Arabie Saoudite et le Liban. Depuis que l'Égypte du président Sadate a été placée sur orbite américaine et grâce aux milliards de dollars de fournitures militaires qu'elle lui envoie pour rééquiper son armée, les États-Unis disposent désormais de deux points d'appui pour engager de nouvelles entre-

## LA POSITION-CLÉ DES ÉMIRATS À L'ENTRÉE DU GOLFE



prises expansionnistes. M. Sadate a déjà montré qu'il était prêt à intervenir pour le compte des États-Unis en Afrique. Le *New York Times* rappelle aussi qu'il a « proposé une aide militaire au Maroc contre les guérilleros du Polisario au Sahara. Il a aussi envoyé des pilotes au Zaïre pour aider à repousser les forces d'invasion venues d'Angola, et il a dit avoir fourni une aide militaire, principalement sous forme d'armement, à dix pays africains... Les Égyptiens (le régime Sadate, sans doute) estiment qu'il serait dans l'intérêt de Washington de payer les milliards de dollars de dépenses qu'entraîne la modernisation de leurs forces armées pour aider l'Égypte à assumer un rôle plus actif dans la sécurité du Proche-Orient et en Afrique (*New York Times*, 23 septembre 1979). Le risque, c'est de voir au Proche-Orient se former entre les États-Unis, l'Égypte et Israël un « bouclier offensif », prêt à intervenir contre le mouvement d'indépendance nationale. Car la question se poserait alors de savoir si le Proche-Orient ne deviendra pas le nouveau Vietnam des années 50.

JAMES PETRAS.

la formation de quelques organisations social-démocrates ou S.R., dont la création émanait d'instances nationales ou religieuses, tel le Hummet, une sorte de Bund musulman. Hors de l'Arabie, et par exemple en Iran, montre C. Chaquari, les drapes de l'Islam et du socialisme se confondaient ainsi souvent, les élites appartenant aussi bien à la petite bourgeoisie qu'au clergé chiite. Lorsque éclata la révolution de 1977, celle-ci, vue des confins musulmans de la Russie, est perçue comme une désintégration de l'ancien empire plus que sous l'aspect d'une révolution socialiste. Les notions de pourvoir socialiste, pour voir saisir le chemin de leur liberté ? Ainsi, à l'intérieur du monde musulman de Russie, il est significatif que les thèmes nationalitaires des fédéralistes l'emportent sur celles des Tatars centralistes... et des moldaves dont on croit ne plus avoir besoin... Lorsqu'il apparaît que la révolution d'Octobre, loin d'apporter le droit à l'autodétermination annoncé, précipitait au contraire le mouvement d'excitation des musulmans de ces instances dirigeantes des soviets de députés, rejoints, en tant que nationalités ou musulmans, au cri de « réaction », les musulmans hésitent entre plusieurs attitudes, car, entre blancs et rouges, il fallait bien choisir. Comme il n'y avait rien à espérer des blancs ou des Anglais, sinon un retour à l'ordre ancien, force fut de se mettre avec les rouges mais en renforçant les organisations indigènes autonomes, telle l'association des Hummet, ou des Adolat en Azerbaïdjan. Ce qui aide à un ralliement aux rouges fut la politique appropriée de Staline, qui, dès le début des années 20, sut introduire un grand nombre de leaders nationaux dans les instances de l'État soviétique, par exemple, au sein du comité musulman, dont l'existence, au sol, avait valeur symbolique. Ainsi, le victorieux du bolchevisme et celle de l'Islam se trouvaient associées au point que dans l'esprit de certains leaders religieux, tel Musa Javahiri Bigi, l'Islam pouvait mieux pénétrer le reste de l'Asie pour le convertir du bolchevisme, dont l'idéal d'éga-

lité n'était pas en contradiction avec le dogme, avec la loi. En outre, depuis le congrès de Bakou, l'idée d'une révolution mondiale animée par l'Orient prenait quelque consistance ; l'adhésion aux idées socialistes révolutionnaires changeait ainsi d'enveloppe. Le succès de la révolution se confondait avec le succès de l'impérialisme. On était vraiment loin de la lutte des classes.

Si l'égalité sociale appartenait au dogme et à la loi de l'Islam qui, rappelle Hélène Carrère d'Encausse, ne dissocie pas le temporel et le spirituel, l'impossibilité pour un État socialiste de développer la partie du dogme et de la loi du musulman. « Malheureusement », écrit naguère, Maxime Rodinson, il n'y a pas de preuves ? (2). A défaut de preuves, les notions musulmanes de Russie et du pourvoir acquirant la certitude que cette croyance était un mythe, que jamais elles n'acquiesçaient une règle autonome, l'indépendance.

## Contre tous les impérialismes

La Constitution de l'U.R.S.S. et la politique stalinienne ne répondent plus, après la victoire sur les blancs, aux aspirations d'une bonne partie des musulmans nationaux. L'idée d'un communisme national fit son chemin parallèle aux, trouvent en Sultan Galiev le théoricien qui l'aurait de son concept opératoire, celui de national-prolétariat. Se définie de la notion-oppression devenant dans sa stratégie l'objectif prioritaire, la lutte des classes à l'intérieur des pays colonisés au second degré devenant seulement la deuxième étape de la révolution sociale mondiale. Ce nouveau principe de division internationale de la lutte des classes, anti-raciste, allait, en outre, être directement contre la stratégie alors appliquée par le Komintern. Il ne s'agissait pas d'aider au succès de la révolution européenne en affaiblissant l'impérialisme anglais ou français, mais bien de considérer que deux fois opprimés, par le capital et par la nation dominatrice, les pays colonisés, ou dépendants, étaient néces-

sairement plus révolutionnaires que l'Europe, dont le prolétariat exploitait par le capital n'en exploitait pas moins lui-même les travailleurs et nations prolétaires du monde entier. Ainsi, adoptant le thème de Lénine sur « le maillon le plus faible » à la « nation prolétaire », les communistes-nationaux montraient que, une fois l'impérialisme élargi à la planète, le maillon le plus faible n'était plus le prolétariat européen, mais les nations « prolétaires ». La suppression de l'inégalité entre les nations prenait le pas sur la suppression de l'impérialisme à l'intérieur des nations. Créant une sorte d'internationalisme colonial indépendant du Komintern, sinon opposé à lui, tel était le projet qui prenait forme aux débuts des années 20.

Sa première source naissait ainsi dans les sphères soviétiques du communisme national où la balkanisation de l'ancien Turkestan apparaît la preuve manifeste que le pouvoir de Moscou était capable de toutes les innovations théoriques susceptibles de « casser » le mouvement pour l'instauration d'une action collective, indépendante de la Russie soviétique, la plus grande majorité des Turcs de l'ancien empire. La formation, au même moment, de la République de Gilan, aux confins du Caucase turc et persan (hors des frontières de l'U.R.S.S.), qui, après coup, apparaît un peu comme la première République satellite créée par Staline, fut un autre précédent qui montre que la formule du socialisme dans un seul pays pouvait couvrir tous les changements de politique ; car, après avoir aidé à sa formation, le gouvernement de Moscou contribua à sa destruction pour complaire à Reza Khan, futur Reza Chah, obstacle plus consistant à la pénétration anglaise. Le Komintern le faisait en 1923 pour son orientation « progressiste (sic) et anti-impérialiste ». Ainsi, Canton 1927 n'est pas né à Canton, mais bien aux confins du Caucase. Et quatre ans plus tard.

Pour les « nations prolétaires », il était clair qu'il ne fallait rien attendre ni de la III<sup>e</sup> Internationale ni, pour les musulmans de

l'intérieur de l'U.R.S.S., du pouvoir de Moscou. Au reste, dans les pays même, les chérites du communisme national furent, l'un après l'autre, exterminés, puis dispersés. En 1928, Staline l'avait définitivement emporté à l'intérieur où sa politique d'assimilation soviétique fut bon gré mal gré acceptée, notamment grâce au ralliement d'un certain nombre de leaders nationaux intégrés dans l'appareil d'État. Le sémence du « communisme national », tout comme celle des « nations prolétaires », survivait néanmoins et assassinait dans l'Herzénie, Tan Malaka, en Indonésie, Roy Lindan, en Chine, Lin Piao, en Chine, reprenait ces idées, en les vidant cette fois de leur ancienne appartenance musulmane. Elles le retrouvèrent avec Ben Bella et Boumedienne, qui conquirent les idées de Sultan Galiev, reprises ensuite par le colonel Kadafi. Cette fois, l'Islam révolutionnaire tendait à se confondre désormais avec le destin de la nation arabe.

Parallèlement, une deuxième source s'essayait à s'enraciner, qui provenait précisément des versants du Caucase et de l'Iran lui-même. S'interrogeant dès la fin de 1918 sur l'espace le mieux adapté au lancement de la troisième révolution mondiale, K. Trojanski (3) jugeait qu'avec son puissant clergé, sa vieille tradition social-démocrate, sa position entre le monde turc, le monde indo-musulman et le monde arabe, il ne faisait aucun doute que la Perse était la nation la mieux placée pour servir de carrefour et de foyer à la société de demain. Les pamphlets ou une mémoire plus longue que les diplomates, et toutes ne fonctionnent pas non plus selon des principes qui, parce que pensés à Washington, à Paris ou à Moscou, sont considérés comme la loi du déroulement de l'histoire.

MARC FERRO.

(2) Maxime Rodinson, *Musulmans et Monde musulman*, Le Seuil, Paris, 1972. — Hélène Carrère d'Encausse, *L'Empire soviétique*, Flammarion, Paris, 1978. (3) Cité par Corne Chaquari, *Nationalisme du parti communiste en Iran (thèse)*, Soles des hautes études en sciences sociales, Paris.

Depuis 1979...



# LA STRATÉGIE AMÉRICAINE ET

## Pourquoi M. Carter

Par TONY HODGES \*

Le 16 octobre dernier, le comité d'expansion politique du Congrès national de sécurité, à Washington, a pris la décision d'accroître les fournitures d'armes des États-Unis au Maroc. Des fonctionnaires du département américain de la défense ont précisé que cette initiative permettrait notamment de livrer au Maroc des avions anti-insurrectionnels OV-10 Bronco et des hélicoptères Cobra, ceux-ci même qui avaient été utilisés pour la première fois au Vietnam. Les autorités de Rabat ne faisaient pas mystère de leur volonté de les employer au Sahara occidental contre les combattants du Front Polisario qui luttent pour l'indépendance de cet ex-colonie espagnole.

Apparemment, c'est un renversement de la politique américaine à l'égard de Rabat : en février 1976, l'administration Carter avait en effet suspendu provisoirement la livraison des Bronco et des Cobra à la suite d'une déclaration du roi Hassan II selon laquelle ces armes seraient utilisées au Sahara. Le changement est confirmé par cette précision apportée par un fonctionnaire américain : « Cette décision signifie une volonté accrue de vendre au Maroc des armes adaptées à des opérations antiterroristes dans les régions désertiques du Sud — aussi bien au Sahara occidental qu'au Maroc proprement dit. Si nous avions voulu notre politique précédente, nous n'aurions pas vendu au Maroc ces types d'armes (1). »

Naturellement, l'initiative a fait l'objet de vives critiques de la part des nationalistes sahraouis. Mr. Bachir Mustapha Sayed, secrétaire général du Front Polisario, a accusé les États-Unis et la France (qui, de son côté, livre cinquante Mirage F-1 aux forces

armées royales) de vouloir « entreprendre une opération du type de l'intervention au Zaïre pour sauver le Maroc de la situation catastrophique où il est plongé ».

Pour ceux qui ont suivi l'évolution de la politique américaine à l'égard du Sahara, cependant, la décision du 16 octobre est loin d'être en rupture radicale avec la politique passée : elle représente au contraire un nouveau pas dans l'escalade de l'assistance au Maroc, le passage d'un soutien camouflé à un appui ouvert.

Officiellement, les États-Unis n'ont jamais reconnu les prétentions du Maroc à la souveraineté sur le Sahara occidental. Il s'agit d'une « revendication que les États-Unis et la plupart des autres pays n'ont pas acceptée », précise un document officiel récent. Les États-Unis reconnaissent le pouvoir administratif du Maroc, mais non son souveraineté sur cette zone (2). Néanmoins, les informations disponibles confirment que les États-Unis ont approuvé l'accord signé à Madrid le 14 novembre 1976 et en vertu duquel l'Espagne transfère le Sahara occidental au Maroc et à la Mauritanie sans consulter la population sahraoui. L'attitude américaine allait ainsi à l'encontre de résolutions successives des Nations unies prescrivant la tenue d'un référendum sur l'avenir du territoire, et d'un rapport publié par l'ONU en octobre 1976 et indiquant qu'une majorité écrasante de la population désirait l'indépendance et soutenait le Polisario. A l'époque déjà, de solides raisons stratégiques justifiaient la mise en sommeil des grandes principes. Dès 1975, en effet, les États-Unis ont devenu le principal fournisseur d'armes du Maroc après la France.

### Les intérêts « légitimes » de Madrid

En fait, il n'aurait jamais pris clairement position quant à la décolonisation du Sahara occidental, même pendant l'occupation coloniale espagnole. En 1965, en 1968 et à nouveau en 1970, il avait refusé de voter les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies (pour autant adoptées à de larges majorités) demandant à l'Espagne de reconnaître le droit des Sahraouis à l'autodétermination et d'organiser un référendum. A chaque fois les États-Unis se sont abstenus, ménageant le régime franquiste qui les avait autorisés à installer en Espagne plusieurs bases militaires importantes. M. Nicholas Vellios, fonctionnaire au département d'État, explique ainsi, en octobre 1977, la position américaine : « Nous pensons que ces trois résolutions présentent des défauts : bien qu'elles satisfassent les désirs de la population locale, elles ne respectent pas suffisamment les intérêts légitimes de l'Espagne. Nos votes furent donc cohérents avec nos objectifs de politique générale de l'époque (3). »

L'Espagne franquiste avait sans doute des intérêts au Sahara occidental : les réserves minières du territoire récemment découvertes, et en passe d'être mises en exploitation, et la pêche (notamment) ; mais ces intérêts n'avaient rien de « légitimes » et ne donnaient aucun droit à la dictature franquiste pour s'approcher à sa colonie. Mais, pour Washington, c'étaient les intérêts stratégiques américains en Espagne qui complétaient avant tout. Un traité de 1953 avait autorisé les États-Unis à construire en Espagne quatre grandes bases navales et aériennes, et plusieurs autres de taille réduite, pour un coût total de 455 millions de dollars. L'une d'entre elles, celle de Torrejón, à une vingtaine de kilomètres à l'est de Madrid, fut choisie comme quartier général de la septième force aérienne

américaine. A Rota, près de Cadix, sur l'Atlantique, les États-Unis déclaraient, au milieu des années 60, de baser neuf sous-marins nucléaires pourvus chacun de cent soixante-cinq têtes nucléaires. De fonctionnaires de l'Espagne pour presque quatre milliards de dollars d'aide économique et militaire de 1959 à 1974 (4).

Cette étroite relation stratégique rendait inopportune du point de vue de Washington, toute manifestation d'hostilité à l'égard de Franco sur la question du Sahara. Mais, en 1974, c'est la politique espagnole elle-même qui changea. En avril, la dictature de Marcelino Caetano au Portugal fut renversée, après plus de dix ans d'après-combats en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau. Le nouveau régime militaire à Lisbonne parvint rapidement à s'entendre avec les mouvements de libération locaux et accorda l'indépendance à ses cinq colonies africaines. L'Espagne, cependant, au Polisario sur le terrain depuis 1973, et à une pression croissante de la part des Nations unies, prit l'échec soudain de l'empire portugais comme une menace et anna, pendant l'été 1974, qu'elle consentait, à la demande des Nations unies, à organiser un référendum. Immédiatement, le roi Hassan, craignant que ce référendum n'aboutisse à l'indépendance du territoire, se mit à poser des jalons diplomatiques et militaires pour son annexion.

Tout portait à croire, dès ce moment, que l'Espagne et le Maroc allaient entrer en conflit, y compris sur le plan militaire. En septembre 1976, le ministre espagnol des Affaires étrangères, M. Pedro Cortina y Mauri, rencontra le fondateur et secrétaire général du Polisario, El-Ouali Mustapha Sayed : on pensa alors que l'Espagne voulait passer la main aux guérilleros en tablant sur la faiblesse d'un éventuel gouvernement du Poli-

sario pour préserver ses intérêts vitaux au Sahara, les mines de phosphore de Bou-Cra et l'accès à la pêche côtière : c'est un peu la thèse que M. Andrew Young défendait à propos de l'Angola quand il soulignait que les intérêts économiques américains, et particulièrement ceux de l'industrie du pétrole, n'avaient rien à craindre du M.P.L.A.

En octobre, le roi Hassan II mobilisa trois cent cinquante mille personnes dans une « marche vers » jusqu'à la frontière du Sahara occidental, menaçant de faire franchir ces limites si l'Espagne refusait de lui céder sa colonie. Au même moment, vingt mille soldats marocains étaient massés le long de la frontière.

### L'Espagne et ses bases

Selon le roi Hussein, les États-Unis ont facilité le rapprochement entre le Maroc et l'Espagne. « Les États-Unis étaient pris au piège en méditerranée entre la France et l'Espagne, et il indiquait à un correspondant de la télévision américaine le 27 octobre 1975, le rôle des États-Unis était alors un rôle d'arbitre poussant le Maroc et l'Espagne à envisager une solution pacifique par le dialogue (5). »

En outre, quand l'accord de Madrid fut signé par l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie le 14 novembre 1976, les États-Unis lui apportèrent ouvertement leur soutien. « Nous avions poussé toutes les parties en présence et ce fut l'Espagne qui a été la plus loyale », explique M. Vellios dans ce sens, en octobre 1977 (7). « Toutes les parties en présence », sauf les Sahraouis.

Quand, le 10 décembre 1976, deux résolutions contradictoires furent soumises au vote de l'Assemblée générale des Nations unies, les États-Unis s'abstinèrent sur la résolution 3468 A qui demandait à nouveau qu'un référendum soit organisé ; ils votèrent, par contre, la résolution 3468 B qui soutenait par le Maroc « parce qu'elle tenait compte de l'accord de Madrid et que nous pensions à l'époque que cet accord offrait la meilleure base d'un règlement pacifique ultérieur », précise M. Vellios (8).

Le secrétaire d'État Kissinger croyait, semble-t-il, que l'accord de Madrid renforcerait la stabilité du Maroc et de l'Espagne. Le régime de Hassan II avait en effet été ébranlé au début des années 70 par des crises successives et des révoltes de tribus indigènes, et le roi lui-même avait échappé de peu à l'assassinat lors des deux coups d'État montés par des officiers mécontents en 1971 et 1972. Kissinger avait donc vu dans l'accord de Madrid une tentative de réorganisation du Maroc, et il avait encouragé le régime de Hassan II à accepter l'accord de Madrid, car il avait prévu que le Maroc, après avoir obtenu l'indépendance, se mettrait à poser des jalons diplomatiques et militaires pour son annexion.

Les États-Unis ne pouvaient manquer de se réjouir de ce renouveau de soutien pour une monarchie qui, depuis l'indépendance en 1956, avait reçu plus d'un milliard de dollars d'aide américaine. En septembre 1976, le roi Hassan II avait écrit au président des États-Unis, Gerald R. Ford, pour lui remercier de son soutien et de son appui. Le régime de Hassan II était alors, comme aujourd'hui, un ami de l'Occident, et il avait, en outre, approuvé la diplomatie menée par M. Kissinger au Proche-Orient, et autorisés les États-Unis à maintenir leurs bases au Maroc (si elles furent fermées en septembre 1976, c'est que les États-Unis n'en avaient plus besoin).

M. Kissinger devait aussi s'inquiéter de l'avenir de la péninsule ibérique. Le Portugal, en 1974-1975, était en proie à un bouleversement politique qui avait entraîné des changements dans ces pays était loin d'être assuré. Or, le Portugal était le seul pays européen à avoir accepté que les avions américains transportent des fournitures militaires à Israël pendant la guerre de 1973 se posent sur son territoire pour se ravitailler en combustible à la base de Lajes dans les Açores).

La révolution au Portugal et l'avenir incertain de la base de Lajes : la traditionnelle instabilité de l'Italie ; les restrictions imposées à l'époque aux bases américaines en Turquie ; tout cela donnait une importance accrue aux bases des États-Unis en Espagne, dont le bail venait justement à expiration en septembre 1975. L'Espagne négocia une aide économique et militaire massive des États-Unis en échange du renouvellement des accords sur les bases. Aux termes du traité d'amitié et de coopération signé à Madrid le 24 janvier 1976, par M. Kissinger et José Arellano, ministre espagnol des Affaires étrangères, les États-Unis obtinrent un nouveau bail de cinq ans pour leurs bases et promirent en retour de fournir à l'Espagne soixante-douze avions F-4 et une aide équivalente à plus d'un milliard de dollars (dont soixante millions de prêts pour l'armée espagnole, quatre cent cinquante mil-

Des diplomates américains furent dépêchés de part et d'autre pour apaiser les esprits. M. Alfred Atherton, secrétaire d'État adjoint, rencontre le roi Hassan II à Rabat le 22 octobre, et le général Vernon Walters, sous-directeur de la C.I.A., fut envoyé à Madrid. Ce dernier, qui avait déjà eu l'occasion de remplir des missions délicates, lors des pourparlers de Paris avec les Vietnamiens, par exemple, ou de la visite secrète de M. Kissinger en Chine en 1971, déclara en privé que la mission qu'il avait été confiée dans l'attente du Sahara occidental était encore trop fraîche pour qu'il se sente en mesure d'en parler : « Cela ferait apparaître le roi de Maroc et le roi d'Espagne comme des pions dans le jeu des États-Unis et cela ne serait dans l'intérêt de personne (5). »

Il n'est pas facile de saisir l'importance de l'enjeu stratégique. L'avenir politique de l'Espagne était, lui aussi, incertain. Franco mourut six jours après la signature de l'accord de Madrid. La gauche et les mouvements nationalistes du Pays basque et en Catalogne étaient puissants et il n'était pas sûr que le roi Juan Carlos réussisse à transformer sans heurts l'Espagne de la dictature en une démocratie bourgeoise libérale. La pire faute qu'aurait pu commettre le gouvernement de Madrid à ce moment-là, aux yeux de Washington, aurait été de se lancer dans une confrontation ouverte avec le Maroc. C'est ce que négocierait, en octobre 1975, M. Lewis B. Ware, auteur d'un mémoire sur le Sahara occidental, rédigé pour l'université de l'armée de l'air américaine : « A l'heure où le Portugal est déchiré par des troubles internes dans le sillage de la décolonisation du Mozambique, et où l'Espagne elle-même est au bord d'un changement de régime qui doit faire face à des pressions constantes de la gauche et des réactions nationalistes au sujet de l'instabilité politique au

### Défendre le Maroc en cas de guerre ?

DANS ces conditions, la tâche prioritaire à laquelle devait s'attacher le roi Juan Carlos, pour Washington, était d'assurer la transition vers l'après-franquisme et surtout d'éviter que l'Espagne n'entre dans un conflit difficilement maîtrisable avec le Maroc. Mais les États-Unis firent plus que soutenir l'accord de Madrid : ils fournirent aussi au Maroc les moyens militaires et les armes nécessaires à sa guerre contre les Sahraouis, sous le prétexte que les armes livrées servaient à défendre le Maroc en cas de guerre avec l'Algérie. Prétexte peu convaincant : car si une guerre devait éclater entre l'Algérie et le Maroc, ce serait d'abord la conséquence de la guerre d'annexion marocaine au Sahara occidental.

Un programme massif de rééquipement et de modernisation fut lancé. De 1974 à 1976, les accords de vente d'armes américaines au Maroc, au titre des « ventes militaires à l'étranger » (Foreign Military Sales), ont permis au Maroc d'acquiescer à un montant de 8,2 à 296 millions de dollars (voir tableau 1). Le rythme se ralentit quelque peu par la suite, mais l'ampleur des livraisons fut maintenue. Avant la guerre du Sahara. Pour 1980, les prévisions officielles font état de 80 millions de dollars de ventes d'armes. Quant aux livraisons proprement dites, au titre des F.M.S., elles sont d'un montant de 2,4 à 8,1 millions de dollars entre 1975 et 1978. L'aide financière américaine pour faciliter les achats de matériel militaire aux États-Unis s'est accrue de 1975, les prêts garantis par le gouvernement fédéral passant de 3 à 45 millions de dollars entre 1974 et 1979.

Avant l'envoi le Sahara occidental, le Maroc découvrit que la guerre avec l'Algérie se poursuivait et qu'elle risquait de déboucher sur une confrontation ouverte avec l'Algérie. Le roi Hassan envoya alors son ex-premier ministre, M. Karim Lamrani, en mission spéciale aux États-Unis à la fin du mois de janvier 1976. M. Lamrani fut reçu par M. Kissinger le 29 janvier. Deux semaines plus tard, le secrétaire d'État annonça au Congrès que le gouvernement s'apprêtait à vendre au Maroc un escadron de vingt-quatre avions F-5 E pour une valeur de 120 millions de dollars. Un représentant du département d'État déclarait le 20 février suivant : « Nous ferons de notre mieux pour empêcher un affrontement entre l'Algérie et le Maroc, mais s'il y a la guerre, je pense que nos sympathies vont aux Marocains. Si nous devons choisir, nos engagements internationaux nous lient au Maroc. Le jeu vert nous a donc vendus d'unions en est la preuve (12). » Finalement, le Maroc n'acheta pas les F-5 E, mais commanda cinquante Mirage F-1 à la France : les Américains avaient néanmoins abattu leur jeu.

M. Kissinger organisa également de nombreux transferts d'armes en provenance d'Iran vers le Maroc et la Mauritanie, via la Jordanie, bien qu'une partie de ces transferts, approuvés par le département d'État, ne pût se faire en raison, semble-t-il, de l'opposition croissante de certains généraux jordaniens (13) (le tableau 1 donne la liste complète des transferts triangulaires d'armes au Maroc et à la Mauritanie approuvés par le département d'État entre novembre 1975 et novembre 1978).

Il est de notoriété publique que les armes fournies par les États-Unis ont

Sahara pourrait bien déstabiliser l'ensemble de la péninsule ibérique (9). » Selon M. Ware, l'instabilité en Espagne aura, des conséquences fâcheuses pour les intérêts stratégiques américains : « Dans la mesure où une situation coloniale instable a pu avoir de telles conséquences pour le Portugal, et pourrait en avoir pour l'Espagne, les États-Unis se trouvent dans une situation inconfortable vis-à-vis de leurs deux alliés de la péninsule ibérique. Nos lignes de ravitaillement vers Israël ont nos bases aux Açores et sur le territoire de l'Espagne se trouvent en effet menacées. Pendant la guerre d'octobre 1973, le Portugal fut le seul pays de l'O.P.N. à autoriser les avions de transport américains à faire escale sur une de leurs bases, celle de Lajes aux Açores. Dans l'hypothèse d'une prise du pouvoir par les communistes ou par une coalition à dominante communiste à Lisbonne, le Portugal se retirerait à coup sûr de l'O.P.N. et refuserait à l'aviation américaine le droit d'atterrir sur son territoire pour ses opérations vers le Proche-Orient. De telles éventualités ne nous laissent que l'Espagne sur qui compter (10). »

L'auteur conclut ainsi sa mise en garde : « La situation dans la péninsule ibérique est à surveiller de très près. L'attention sur les problèmes que les Américains doivent affronter s'ils acceptent une stratégie globale fondée sur les critères du linage et de la puissance. Si l'on tient pour valable le raisonnement selon lequel les événements en une région du monde sont inévitablement liés à ce qui se passe ailleurs en un cycle sans fin de causes et d'effets géopolitiques causatifs, alors une stratégie globale fondée sur l'Espagne les États-Unis risquent de voir disparaître leur dernier moyen d'influencer l'issue d'un autre conflit israélo-arabe, la pression militaire directe sur les belligérents. En conséquence, les États-Unis ont fait preuve de tolérance à l'égard des réactions les plus réactionnaires au nom d'une politique globale (11). »

Il y avait de bonnes raisons de ne pas insister outre mesure dans cette affaire de craignait en effet que le roi Hassan ne soit renversé s'il n'arrivait pas à consolider sa mainmise sur le Sahara. L'armée marocaine, qui a déjà tout un passé de répression, est actuellement démantelée, trébuchée par ses insuccès dans cette guerre, par l'humiliation que lui fait subir la guérilla. Les chiffres officiels, de source marocaine, font état de pertes lourdes par les troupes royales lors des engagements des derniers mois : quatre-vingt-deux morts à Bir-Ennam (11 août) ; cent vingt à un à Smara (24-25 octobre) ; cent cinquante à un à Mahbas (14 octobre). En 1979, et pour la première fois depuis le début de la guerre, le Polisario a réussi à occuper brièvement des villes tenues par les Marocains — en particulier Tan-Tan, capitale provinciale du Maroc méridional, non loin de la route principale qui va d'Agadir à El-Aïoun, qui avait déjà été assiégée à trois reprises l'année dernière. En outre, l'armée marocaine s'est vue obligée d'évacuer toutes ses anciennes bases au nord-est du Saguiet-El-Hamra, entre Smara et la frontière algérienne.

- (1) Africa News, du 2 novembre 1976.
- (2) Congressional Presentation for F.T. Security Assistance Program, for F.T. Security Assistance Program, 1976, page 448.
- (3) The Question of Self-Determination in Western Sahara, Hearings before the Subcommittee on International Organizations and Affairs of the Committee on International Relations, House of Representatives, 95th Congress, 1st session, 12 octobre 1977, U.S. Government Printing Office, Washington, 1977, page 66.
- (4) M. Nicholas Vellios était, à cette époque, l'un des responsables du Bureau du Proche-Orient et de l'Asie méridionale au département d'État.
- (5) The Defense Monitor, Center for Defense Information, Washington, vol. V, n° 2, février 1976.
- (6) Africa News, du 3 novembre 1976.
- (7) Discours de S.M. Hassan II. Le roi a insisté sur le parachèvement de l'indépendance territoriale, ministère d'État chargé de l'information, Rabat, page 16.
- (8) The Question of Self-Determination in Western Sahara, op. cit., page 36.
- (9) Ibid., page 36.
- (10) Lewis B. Ware, Decolonization and the Arab World, The Case of Spanish Sahara, Directorate of Documentary Research, University of Pennsylvania, Philadelphia, 1975, page 43-44.
- (11) Ibid., page 44. L'auteur, en septembre 1976, craignait que cinq nations ne basques provoquent l'indignation du monde entier.
- (12) New York Times, 22 février 1976.
- (13) New York Times, 23 mai 1976.

Tableau 1. — FOURNITURES DE MATÉRIEL MILITAIRE AMÉRICAIN AU MAROC

Un escadron spectaculaire des livraisons (en millions de dollars)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Accords conclus au titre des F.M.S.	5,2	296,1	104,2	31,3	8,3	30,0	30,0
Livraisons	4,0	2,4	15,6	31,9	89,1	—	—
Financement au titre des F.M.S. (garanties de prêts)	3,9	14,0	38,0	38,0	63,0	65,0	45,0
Exportations commerciales autorisées (*)	0,1	1,9	4,1	21,5	16,7	25,0	25,0
Assistance technique à la formation	0,5	0,5	0,5	0,7	1,2	1,3	1,3

\* En application de la loi sur les exportations d'armes.  
Source : Congressional Presentation on Security Assistance Program for F.T. 1980, Washington, 1979.

Tableau II. — TRANSFERTS AU MAROC ET À LA MAURITANIE

D'ARMES AMÉRICAINES EN PROVENANCE DE PAYS TIERS

Des projets qui rencontrèrent parfois une certaine résistance

(Autorisations données de novembre 1975 à novembre 1978)

Pays d'origine	Date		Pays destinataire
Iran .....	28 novembre 1975	10 avions F-4 A	Jordanie
Jordanie .....	28 mars 1976	26 cas, sans recul 100 mm.	Maroc
Iran .....	22 mai 1976	8 avions F-4 A	Jordanie
Jordanie .....	22 mai 1976	26 avions F-4 A	Maroc
Jordanie .....	21 juin 1976	5 avions F-4 A	Maroc
Iran .....	9 juillet 1976	15 mortiers de 120 mm.	Jordanie
Jordanie .....	16 juillet 1976	5 000 fusils M-1	Mauritanie
		500 carabines de calibre 30	
Jordanie .....	12 octobre 1976	150 mitrailleuses calibre 30	Maroc
Iran .....	16 novembre 1976	12 mortiers de 120 mm.	Jordanie
		2 avions F-4 B	

Source : Foreign Assistance and Related Agencies Appropriations for 1979, Hearings before a sub-committee of the committee on appropriations, House on Representatives, 95th Congress, 1<sup>re</sup> session, 1<sup>re</sup> partie, page 883.

\* Journaliste britannique.



# LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

## a choisi le Maroc

M. Carter

Pendant ce temps, les dépenses militaires absorbent une part croissante du budget marocain, aggravant ainsi la récession causée par la baisse du prix des phosphates, principal produit d'exportation du Maroc. La guerre, la baisse des recettes du phosphate, l'inflation importée et divers autres facteurs ont provoqué une diminution du niveau de vie des masses, qui explique la vague de grèves en 1979. La corruption des élites, les criantes inégalités sociales, la décision prise un peu trop vite par Hassan II d'acquiescer à l'achat d'armes en exil au début de l'année dernière, ont fait monter la vague de mécontentement à l'égard du régime.

La C.I.A., qui avait été incapable de pressentir l'ampleur de l'opposition au club d'Israël, a surpris le président Carter que les jours du roi Hassan sur le trône du Maroc sont comptés. Sur la chaîne américaine de télévision A.B.C. le 28 octobre dernier, les télespectateurs américains ont vu aussi être informés par une citation extraite d'un rapport de la C.I.A. : « Il est probable que le roi continuera à mal diriger le pays. Dans cette hypothèse, Hassan perdrait le contrôle des événements, probablement en l'espace d'un an, et peut-être même son trône ».

Les États-Unis ont d'ailleurs contacté avec ceux des officiers de l'armée marocaine qui seraient les successeurs les plus probables du roi Hassan, par le truchement du Bureau de Liaison Maroc-États-Unis (MUSLO) - United States Liaison Office, MUSLO) composé d'un groupe de techniciens militaires américains chargés de surveiller les livraisons de matériel militaire américain et d'évaluer les besoins marocains. Un rapport du gouvernement américain ne fait pas mystère du rôle ainsi dévolu au MUSLO : « Notre ambassadeur (à Rabat) exprime l'avis que le MUSLO joue un rôle très utile dans la gestion du programme d'aide à la sécurité intérieure du pays, et qu'il a établi de bonnes relations avec les autorités militaires marocaines. Ces relations pourraient se révéler précieuses, puisqu'elles représentent le principal point d'accès des États-Unis à l'armée marocaine qui serait en ce pays la source essentielle de pouvoir si quelque chose arrivait au roi (14) ».

L'intérêt principal des États-Unis est de sauvegarder le trône de Hassan. Mais, si cela devenait impossible, ils devraient alors favoriser le transfert du pouvoir à des forces conservatrices, favorables au maintien de l'alliance avec les puissances occidentales. Car il est trois hommes candidats à redonner un changement radical dans le pays. Tout d'abord, il s'agit du rôle du roi en faveur de la détente entre Israël et l'Égypte. Le souverain n'avait pas rompu les relations diplomatiques avec les États-Unis pendant la guerre d'octobre : il a ensuite aidé à nouer les contacts entre MM. Menachem Begin et Anwar el Sadate. La décision prise au début de 1979 par Rabat de se joindre aux autres pays arabes qui avaient décidé de rompre leurs relations diplomatiques avec l'Égypte fut un geste destiné à ménager le soutien des pays arabes et à parer à l'indignation de l'Arabie Saoudite à la cause marocaine au Sahara ; le dépar-

tement d'État ne s'en est pas alarmé outre mesure.

Une autre raison tient à ce que le Maroc est prêt à jouer un rôle de gendarme régional en Afrique. Par deux fois, en 1977 et 1978, le roi Hassan a envoyé mille cinq cents soldats au Sahara pour aider à mater la rébellion armée des opposants à la dictature de Moultu. Transportés chaque fois au Zaïre par des avions de l'armée américaine, les troupes marocaines ont joué, aux yeux des Américains, un rôle décisif pour stabiliser le pouvoir d'un des plus proches alliés de l'Occident (si ce n'est des moins solennels). Aucun autre État africain, à l'exception de l'Égypte aujourd'hui, ne dispose à la fois de la volonté politique et de la capacité militaire d'intervenir dans des frontières pour aider de telle manière à sauver des régimes pro-occidentaux. Il y a enfin la situation géographique du Maroc, sur le détroit de Gibraltar, qui est l'une des routes maritimes les plus importantes du monde. Le roi n'a jamais refusé les facilités d'escalade à la 7<sup>e</sup> flotte américaine dans ses ports en cas de crise.

Lors d'une réunion au Congrès sur l'aide militaire et économique au Maroc en mars 1979, M. Nicholas Veliotes a dressé la liste assez impressionnante des services rendus : « Quand cela était important pour notre sécurité nationale, le père du roi Hassan nous a autorisés à conserver des bases aériennes construites au Maroc dans les dernières années du protectorat français ».

« Bien que notre présence militaire actuelle soit des plus réduites, le gouvernement a accepté le principe de l'implantation d'une base de relais spatiaux sur son territoire ».

« Les navires de la 7<sup>e</sup> flotte ont toujours été bien accueillis dans les ports marocains ».

« Dans plusieurs enceintes internationales, le gouvernement marocain a grandement contribué à la gestion des positions qui convergent avec les nôtres, même quand elles ne sont pas partagées par de nombreux pays du tiers-monde. Le Maroc a soutenu, de nombreuses reprises, les propositions américaines aux Nations unies ».

« Sur les questions qui se posent dans la région, le roi Hassan est depuis longtemps partisan d'un règlement modéré du conflit israélo-arabe. Il a apporté son soutien critique à nos initiatives de paix au Proche-Orient ».

« Le soutien rapide et public qu'il a accordé aux entreprises du président Sadate à Jérusalem a favorisé les

prolongements de cette initiative. Le Maroc a également joué un rôle modérateur dans le contexte africain » (15).

Depuis, la détermination du montant de l'aide militaire au régime marocain a donné lieu à de vifs débats au Congrès et au gouvernement. En particulier, la décision du président Carter de livrer des avions anti-insurrectionnels OV-10 aurait été critiquée par M. Cyrus Vance. L'une des raisons invoquées à l'encontre de cette politique est que le soutien militaire à la guerre du roi Hassan donne une mauvaise image des États-Unis, surtout en Afrique : un principe fondamental — le droit à l'autodétermination — est en jeu au Sahara occidental, et ce droit a été reconnu par toutes les organisations internationales, de l'ONU à l'O.A.U. Disons que les États-Unis ont formellement reconnu la République démocratique arabe sahraoui, qui a

des chances de l'être bientôt par l'O.A.U.

Une autre limite découle des intérêts économiques croissants des États-Unis en Algérie, pays qui est le plus proche allié du Polisario et qui, de surcroît, un contentieux frontalier avec le Maroc. L'Algérie offre aux firmes américaines beaucoup plus que le Maroc, des occasions de contrats lucratifs. À la différence du Maroc, frappé par la récession, elle dispose d'une économie en expansion, fondée sur le pétrole et le gaz naturel, dont elle détient les plus grandes réserves du monde après l'I.R.A.S.S. et l'Iran. Les exportations américaines en Algérie ont dépassé cinq cents millions de dollars en 1977 et continuent de progresser (voir tableau III). On le sait, ce sont des entreprises américaines qui achètent la plus grande partie du gaz naturel liquéfié produit par les trois usines construites en application du programme algérien de développement des hydrocarbures.

Washington, M. Carter avait relâché ces restrictions. Encouragé par le gouvernement, le Sénat américain avait voté l'été dernier une augmentation des crédits pour financer les ventes d'armes au Maroc, qui sont passées de 30 millions de dollars en 1977 à 45 millions de dollars pour l'année budgétaire 1980. Avant même de décider de livrer les Bronco et les Cobra, Washington prévoyait que la valeur des contrats de vente d'armes au Maroc passerait de 30 millions de dollars en 1979 à 80 millions en 1980. En février 1979, le département d'État a approuvé la vente de six hélicoptères Chinook CH-47 qui, comme les Bronco et les Cobra, avaient été largement utilisés au Vietnam. En mars, il donna le feu vert à la livraison de pièces détachées (pour une valeur de 2,4 millions de dollars) destinées à l'entretien des avions F-5 et C-130 déjà sur place, et à l'envoi de munitions (pour 2 millions de dollars) destinées aux F-5 : décision révélatrice, quand on pense aux protestations officielles de l'époque contre l'emploi des F-5 au Sahara occidental. En mai, le département d'État approuvait un projet de la firme américaine Northrop Page Communications concernant la mise au point d'un système de détection électronique, d'une valeur de 200 millions de dollars, pour aider le Maroc à localiser l'ennemi dans le désert. M. Beda Guedira, membre du Conseil royal marocain et l'un des plus proches conseillers du roi, a tenu à exprimer sa satisfaction devant la générosité de M. Carter dans une interview accordée peu de temps après la visite à Rabat de M. Charles Duncan, secrétaire adjoint de la défense, en juin dernier : « La position des États-Unis a beaucoup évolué parce que les responsables américains saisissent mieux le sens véritable du problème du Sahara dans son contexte. Cette meilleure compréhension les a amenés à revoir leur position tant sur le plan du principe qu'au niveau des faits. La meilleure preuve en est que, malgré les restrictions budgétaires générales des États-Unis, les crédits militaires au Maroc ont augmenté de 50 %. Ce qui est énorme dans le contexte américain et souligne les caractéristiques de l'attitude actuelle des États-Unis » (20).

TONY HODGES.

(14) Profiles of Military Assistance Advisory Groups in 25 Countries, Study by the Staff of the U.S. General Accounting Office, Doc ID-78-51, septembre 1978, pages 70-71.

(15) Economic and Military Assistance Programs in Africa, Hearings before the Subcommittee on Africa of the Committee on International Relations, House of Representatives, 96<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session, in Foreign Assistance Legislation for Fiscal Year 1980, U.S. Government Printing Office, Washington, 1978, page 150.

(16) World Trade Outlook for Near East and North Africa, U.S. Department of Commerce, Washington, septembre 1978.

(17) International Herald Tribune, 9 novembre 1979.

(18) Africa News, 2 novembre 1979.

(19) The Observer, 26 octobre 1979.

(20) Jeune Afrique, 11 juillet 1979.

Tableau III. — L'IMPORTANCE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'ALGÉRIE

Se mesurer à la fois le gaz et le gendarme

(En millions de dollars)				
Les deux partenaires maghrébins	Exportations		Importations	
	1976	1977	1978	1977
Algérie	487	326,5	2 908,4	3 064,5
Maroc	297	371,6	16,5	21,9

Sources : Département américain du commerce.

## Soutien aux guérilleros, vulnérabilité économique

# Les pays de la « ligne de front » et l'accord de paix sur la Rhodésie

Par MARTIN BAILEY \*

La Zambie s'est fait « violer » pour la Rhodésie, disait un diplomate en poste à Lusaka. Et il est vrai qu'elle a payé d'un prix très lourd son implication dans l'échec de la politique rhodésienne. En autorisant les guérilleros de la ZAPU (Zimbabwe African People's Union), dirigée par M. Joshua Nkomo, à établir des bases sur son territoire, Lusaka a déclenché un certain nombre d'expéditions de représailles de la part des Rhodésiens ces dernières années. Le Mozambique, qui, lui, accueille les soldats de la ZANU (Zimbabwe African National Union) de M. Robert Mugabe, a connu le même sort.

Dans les derniers mois de 1979, il était devenu clair, pour ces deux pays de la « ligne de front », qu'une poursuite de l'escalade militaire en Zimbabwe-Rhodésie ne pouvait mener qu'à la catastrophe. Leurs présidents respectifs, MM. Kenneth Kaunda et Samora Machel, en vinrent donc, par la force des choses, à favoriser la mise sur pied de l'accord de paix signé à Londres le 21 décembre et qui a mis fin au régime qui prévalait à Salisbury depuis la proclamation unilatérale de l'indépendance en 1965. Les deux pays avaient sur leur compte de pressions militaires et économiques. Ils ne pouvaient guère faire autre chose que d'écarter à leur tour des pressions sur les guérilleros du Front patriotique pour que ceux-ci troquent leur fusil contre un bulletin de vote.

Alore même que les négociations constitutionnelles se déroulaient dans le décor feutré de Lancaster House, la Zambie fut l'objet d'une série de raids militaires. Dès le premier, les commandos rhodésiens pénétrèrent profondément à l'intérieur du pays et firent sauter l'imposant pont sur le Chambeshi qui

soutient la voie du chemin de fer Tazania, construite par les Chinois, coupant ainsi l'accès du pays à la mer à travers l'Afrique noire indépendante. De telle sorte que la Zambie devenait à la merci de la Rhodésie pour expédier ses précieuses exportations de cuivre, pour recevoir ses importations vitales.

Quelques semaines plus tard, les Rhodésiens passèrent à nouveau à l'attaque, détruisant cette fois une douzaine de ponts et coupant routes et voies ferrées à l'intérieur de la Zambie. La mobilisation par le président Kaunda de vingt mille réservistes zambiens n'impressionna ni l'évêque Muzorewa, alors chef du gouvernement de Salisbury, ni le général Peter Walls à la tête de l'armée rhodésienne. Le 10 décembre, alors que les négociations de cessez-le-feu s'achevaient à Londres, les bombardiers rhodésiens décollaient de nouveau pour aller planer sur les bases de guérilleros en Zambie et au Mozambique. Un geste de défiance qui laisse mal augurer de l'avenir du règlement si laborieusement négocié à Londres pendant l'automne.

Pour le Mozambique aussi ce dernier fait faisait suite à une longue série d'incursions militaires rhodésiennes. Au cours même de la conférence de Londres, une attaque avait eu lieu dans la province de Gaza, visant autant les partisans de la ZANU que les forces armées mozambicaines elles-mêmes. Des zones vitales pour l'économie du pays furent détruites et les communications interrompues. Quelques semaines plus tard, c'est dans la province septentrionale de Tete que des ponts et des voies ferrées furent attaqués et détruits, privant la Zambie de sa voie d'accès par route au pont de Beira. En outre, les Rhodésiens auraient entraîné et armé le Mouvement de résistance du Mozambique, groupe dissident

qui a perpétré un certain nombre d'actes de sabotage au Mozambique.

L'évêque Muzorewa a prétendu que les raids à l'intérieur des pays voisins étaient nécessaires en raison des infiltrations en Rhodésie des guérilleros du Front patriotique, cherchant à y établir des positions de force avant la déclaration officielle de l'indépendance. Il est indéniable que, durant la conférence de Lancaster House, un bon nombre de partisans bien entraînés se profilèrent pour passer tranquillement la frontière et rentrer dans leur pays. La ZANU, qui disposait déjà de dix mille hommes à l'intérieur de la Rhodésie, y a envoyé deux mille hommes de plus en provenance de ses camps au Mozambique. Chez les guérilleros de la ZAPU, le mouvement fut encore plus important. Les effectifs des forces de M. Nkomo passèrent probablement de quatre mille à six mille hommes, après qu'un groupe de ses partisans eut franchi en masse la Zambie. Les attaques rhodésiennes contre la Zambie et le Mozambique visaient donc, en partie, à décourager les pays de l'Afrique indépendante de laisser les forces du Front patriotique s'entraîner et aller et venir librement chez eux.

La Zambie et le Mozambique ont également souffert dans leurs économies de cette guerre de libération en Afrique australe. Dans un rapport récent, les Nations unies estiment que l'application des sanctions à la Rhodésie avait coûté plus de 800 millions de dollars à la Zambie, qui, de surcroît, a vu son système de transports plusieurs fois démantelé et a dû maintenir son armée en état d'alerte. D'après les calculs de l'ONU, sa croissance

économique est demeurée nulle depuis 1973 alors que la population augmentait, ce qui signifie une baisse du niveau de vie.

La vulnérabilité de la Zambie a trouvé une illustration cette année dans les effets de la mauvaise récolte de maïs, principale nourriture de la population, qui a forcé le pays à avoir recours à des importations. En décembre, alors que les négociations constitutionnelles touchaient à leur fin, le pays n'avait plus que trois mois d'approvisionnement en maïs devant lui. Ces stocks seront donc épuisés au début du mois de mars, alors qu'il restera encore trois mois à couvrir avant la récolte de 1980. Puisse le pont sur le Cham-

beshi à sauté et que le Tazania soit impraticable, les importations de maïs ne peuvent venir que du Sud. Ainsi, malgré le soulagement de la Zambie de réduire sa dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud, c'est à celle-ci que le gouvernement de Lusaka a dû s'adresser pour acheter 80 000 tonnes de maïs. Mais les Rhodésiens, désireux de forcer le président Kaunda à suspendre son appui aux guérilleros de la ZAPU, ont refusé de laisser passer le maïs en transit. Le président Kaunda aurait obtenu de lord Soames, le nouveau gouverneur britannique, la promesse que celui-ci livrerait l'embarquement rhodésien sur le transport de maïs dès qu'il aurait pris ses fonctions à Salisbury.

## L'enjeu des élections

Le président zambien voit néanmoins dans les pressions militaires et économiques dont son pays a été l'objet pendant les négociations de Lancaster House une menace beaucoup plus vaste. Il s'agit, selon lui, d'une conspiration impérialiste destinée à le forcer à entrer dans la « constellation » d'États de l'Afrique australe que Pretoria s'efforce de mettre en place sous son égide. Les bombardements formeraient la première phase de ce plan. Les raids militaires seraient suivis de l'installation de gouvernements fantoches au Zimbabwe-Rhodésie, en Namibie et, finalement, en Zambie. A mesure que les frontières de l'Afrique blanche reculent (irrésistiblement vers le sud, le régime de Pretoria cherche par tous les moyens à constituer autour de lui une chaîne d'États noirs dotés de gouvernements faibles et économiquement dépendants de l'Afrique du Sud.

Le résultat des prochaines élections en Rhodésie — si élections loyales il y a, — va donc peser sur le cours des événements dans toute l'Afrique australe. Une victoire du Front patriotique entraînerait un essor rapide des liens économiques du Zimbabwe avec la Zambie et le Mozambique. Les moyens de communication de la Zambie avec le monde extérieur seraient ouverts et une intégration économique pourrait se développer entre ces trois pays. Mais si l'évêque Muzorewa sort gagnant de la consultation, alors l'Afrique du Sud continuera à étendre son influence jusqu'à Zambie, et la Zambie et le Mozambique devront faire leur possible pour ne pas être attirés dans la « constellation » qu'appelle de ses vœux M. Botha, premier ministre sud-africain. C'est aussi l'indépendance économique des États de la « ligne de front » qui est en jeu dans ces prochaines élections.

\* Journaliste britannique, auteur de *Osage : The Sanctions Scandal* (Osage Books, Londres).

الصحافة



# TURQUIE

## Jeux sanglants contre la démocratie

« Nous avons toujours marché de l'est vers l'ouest » disait Atatürk. Mais à l'heure du F.M.I. et de l'Europe, il semble bien que la terre promise ne cesse de se dérober.

Reportage de MAURICE T. MASCHINO et FADÉLA M'RABET

TOUT à coup, des passants se précipitent vers l'entrée d'un immeuble, des gamins, tout excités, imitent les rafales d'une mitrailleuse, des militaires dévalent au pas de course le boulevard Atatürk, puissante, l'explosion a dû provoquer des dégâts importants. Et tu, peut-être, des innocents. « La rue sous l'effondrement », dit localement notre interlocuteur. Se tournant vers un homme assis à quelques mètres de nous à la terrasse du Büyük Ankara Oteli, il lui demande, d'un geste, de ne pas bouger : « C'est mon asse-garde, précise-t-il ; si j'écoutais la police, je ne sortais pas de chez moi. »

Il y a deux mois, il a failli être victime d'un attentat : « Un soir, raconte-t-il, trois hommes armés sonnaient à la porte de mon domicile. Par chance, j'étais absent. Ils ont promis de revenir. Pour m'effrayer, bien sûr. »

Vice-doyen de la faculté de sciences économiques d'Ankara, Zafer B. n'est pourtant pas un personnage politique ; mais cet homme de gauche parle librement à ses étudiants, publie des articles, intervient parfois à la radio et à la télévision : cela suffit, dans la Turquie d'aujourd'hui, pour s'exposer aux balles d'un terroriste.

Aussi le pays, où l'état de siège est régulièrement prorogé, donne-t-il l'impression d'être sur le pied de guerre. Les locaux des partis politiques ressemblent à des forteresses : il faut franchir trois portes blindées pour accéder au bureau de Mme Behice Boran, présidente du parti ouvrier turc, dont l'immeuble est criblé de balles. Bien que prévenus de notre visite, les « gorilles » de M. Süleyman Demirel, leader du parti de la justice (droite conservatrice), encerclent notre voiture, pis-

tolet mitrailleur à la main, et ne se retirent qu'à l'arrivée d'un proche collaborateur du premier ministre.

A Diyarbakir (Anatolie orientale), un policier en civil, le lendemain de notre arrivée, nous attend à la réception de l'hôtel : notre sécurité, prétend-il, l'oblige à nous accompagner en tous lieux ; comme nous refusons (ce qui choquera le vice-gouverneur : « Si je faisais un reportage en France, dirait-il, je serais heureux d'être assisté d'un commissaire ») des inspecteurs assurent — à distance — notre « protection ».

A Istanbul, des confrères nous déconseillent d'aller à Ortaköy — un quartier de droite (car les quartiers, les villes, les villages sont autant de fiefs politiques) ou à Ümraniye, un quartier de gauche, sans être escortés d'un guide averti et connu : « On ne sait jamais, quelqu'un pourrait avoir envie de faire un exemple. Et de prouver, une fois de plus, que le gouvernement est impuissant à maintenir l'ordre. »

### Quatre victimes par jour

Si le terrorisme frappe en effet des personnalités de premier plan, il s'attaque aussi à n'importe qui, et les journaux relatent chaque matin des agressions qui ne visent personne en particulier : mitraillage d'un coté ou d'un bus chargé de voyageurs, bombe dans une mosquée ou un immeuble populaire (« Des femmes, des enfants, déchaînés par une explosion criminelle », titre le quotidien *Tanrıman* du 7 août), coups de feu contre des promeneurs, assassinat d'un représentant de commerce irakien, dans l'Est.

Nul n'est à l'abri d'une violence qui fait en moyenne quatre victimes par jour, et qui ne cesse d'augmenter : 250 morts en 1977, 1 170 en 1978, 602 dans les six premiers mois de 1979. Il n'est pas de ville qui ne soit touchée, et si quelques-unes le sont davantage (122 morts à Istanbul depuis janvier, 97 l'an passé pour la même période), toutes enregistrent des bilans en hausse, tels Adana dans le Sud (15 morts de janvier à juillet 1978, 71 en 1979), Izmir ou Diyarbakir. Loin d'être marginal ou accidentel, le terrorisme est une donnée fondamentale de la vie politique turque. « C'est, ajoute Mme B. Boran, une entreprise méthodiquement organisée et planifiée. »

L'ampleur des moyens employés exclut en effet tout amateurisme — qu'il s'agisse de l'achat des armes, estimé l'an dernier à 2 milliards de livres turques (1) (un fusil Kalachnikov coûte 60 000 L.T., un revolver Magnum 357, 50 000 L.T.), du choix des victimes (« aveugle » ou « éclairé »), des primes (de 15 000 à 50 000 L.T., selon la nature de l'attentat) ou du recrutement des agents : « Des rebatteurs éprouvés dans les guerres, raconte un étudiant ; ils repèrent très vite le jeune, un peu paumé, qui arrive d'Anatolie avec sa petite valise en carton, et lui proposent de l'aider — chambre, argent de poche, mandat à sa famille ; pris en charge, et en main, le paysan naïf ou l'étudiant amer est vite endoctriné ; deux mois plus tard, il est prêt à participer à son premier coup. » Habilement conduites, toutes ces opérations présupposent l'existence de centres de décision et de gestion.

Si elle a bénéficié l'an dernier d'un léger répit — « Ecevit dit l'un de ses leaders, était le meilleur des pires », — la gauche n'en reste pas moins sous surveillance ; se manifeste-t-elle, fût-ce symboliquement, la riposte est immédiate.

### Déstabiliser l'État

POUR avoir défilé le 1<sup>er</sup> mai, malgré l'interdiction du gouverneur militaire d'Istanbul, Mme B. Boran et près de trois cents militants de son parti furent incarcérés plus de deux mois dans des casernes désaffectées. Les secrétaires nationaux de la centrale syndicale Disk, qui avaient également appelé à la manifestation, furent jetés en prison ; l'un d'eux, absent de Turquie ce jour-là — il représentait son organisation à Sofia, — fut arrêté à sa descente d'avion. Les mêmes risquent aujourd'hui trois ans de détention pour avoir organisé une grève de protestation contre l'extension du terrorisme (les grèves politiques, comme les grèves « sauvages » et de solidarité, sont interdites) : « M. Ecevit sous a publiquement dévoués. Bien avant M. Demirel », constate avec amertume M. M. Zirtoglu, vice-président du Disk.

Refusant toute alliance avec la gauche — « même pour lutter contre les fascistes », dit Mme Boran, — le gouvernement social-démocrate de M. Ecevit est allé jusqu'à interdire les funérailles publiques de militants ouvriers victimes du terrorisme : « L'an dernier, raconte Mme Boran, sept membres de notre parti ont été tués par un commando d'extrême droite. J'ai demandé en vain au général commandant la région, puis au gouverneur, puis au ministre de l'Intérieur l'autorisation de les inhumer solennellement ; d'antichambre en antichambre, je suis arrivée jusqu'au premier ministre — qui nous l'a accordée. A condition que la cérémonie fût la plus discrète possible. »

Des victimes qui sont principalement des militants de gauche ou des démocrates ; des assassins qui échappent souvent à une police complaisante ou impuissante : le terrorisme turc n'est pas la réaction désespérée de quelques nihilistes ou populistes en mal de révolution ; encouragé par la droite, il a pour objectif — en déstabilisant l'Etat et en rendant la démocratie impopulaire — de permettre à la bourgeoisie d'affaires de s'emparer définitivement du pouvoir politique. Loin d'opposer « progressistes » et « réactionnaires », il met aux

prises, à l'intérieur d'une même classe — et par victimes de gauche interposées — deux fractions qui, d'abord complémentaires, se disputent aujourd'hui la direction du pays.

Cette direction fut au début sans partage : en 1923, les classes moyennes — qui occupent seules la scène historique — s'installent en quelque sorte naturellement au pouvoir.

Sitôt terminée la guerre d'indépendance contre les puissances occidentales, militaires, notables, propriétaires terriens, investissent l'Etat et se distribuent les tâches : à eux, la politique et l'action de masse, notamment par la création du parti républicain populaire (R.P.P.), dont l'un des slogans proclame sans ambiguïté la conception qu'il se fait de la démocratie : « Pour le peuple et malgré lui » ; aux autres, la mise en œuvre d'un programme économique : l'existence d'une bourgeoisie susceptible d'imposer un strict libéralisme contraint l'Etat à jeter les bases du développement industriel ; les premières entreprises appartiennent au secteur public.

Mais c'est faute de mieux, et dans l'attente d'un essor du secteur privé : « Il faut voter des lois qui (le) protégeront, déclare Atatürk, et encourageront la création de sociétés » (4). Expropriation d'impôts, crédits, facilités multiples — sans parler de l'aide — et des investissements étrangers : « Nous n'avons pas d'animosité contre le capital qui veut venir en Turquie », dit encore Atatürk (5), — peu à peu se crée une bourgeoisie d'affaires qui s'enrichit et prend du poids.

Du coup, elle se découvre des ambitions politiques et projette de réaménager le pouvoir à son seul avantage. Le dirigisme devient l'objet de toutes ses attaques : « L'étatisme signifie que notre vie économique est orientée par l'interventionnisme des employés et vient d'en haut, déclare en 1948 un représentant de l'Association des commerçants ; nous sommes d'avis que cela doit disparaître » (6). Aussi la bourgeoisie libérale se donne-t-elle un instrument — le parti démocratique (1948) — qui doit lui permettre de parvenir démocratiquement (électoralement) au pouvoir. C'est chose faite en 1950 — et c'est, avec le repli provisoire de la bourgeoisie étatique, le début d'une rivalité qui deviendra très vite meurtrière.

Ecartés du gouvernement à la chute de Menderès (1960), les milieux d'affaires y reviennent en 1965 — bien décidés, cette fois, à y rester : le parti républicain populaire, qui en appelle volontiers au peuple (d'où sa réputation, abusive, de « socialisme »), a entre-temps libéralisé la vie politique. Promulguée en 1961, la nouvelle Constitution reconnaît aux citoyens quelques droits fondamentaux : droit de grève, libertés d'expression, de réunion et d'association.

Il n'en faut pas plus aux « entrepreneurs » pour entrevoir le « spectre du communisme » : « Si la bourgeoisie européenne ne craint pas les socialistes démocrates parce qu'elle les connaît », dit Mme Boran, la bourgeoisie turque, qui n'a pas cette expérience, en a peur. » Craignant une radicalisation du R.P.P., effrayée par la renaissance, dans son développement par l'extension du secteur public, la bourgeoisie libérale décide d'en finir avec des institutions politiques qui risquent de ramener au pouvoir, comme elle les appelle, « les bureaucrates et les technocrates ».

Pendant dix ans sous la direction, principalement, de M. Demirel (premier ministre de 1965 à 1971, de 1975 à 1977), elle place ses hommes à tous les postes-clés de l'appareil d'Etat et laisse s'organiser — quand elle ne les encourage pas directement — les premières activités terroristes : « Les autorités ont toléré, voire protégé, le développement des petits groupes d'extrême droite, écrit un universitaire turc dans une thèse encore inédite. On leur a permis de s'entraîner dans les camps paramilitaires... On les a considérés comme des auxiliaires volontaires des forces de l'ordre... L'anarchie sanglante des années 70 résulte essentiellement de cette politique de complaisance » (7).

(1) 100 livres turques = 10 F.F.  
(2) Cité par K.B. Harputlu, *Le Turcisme dans l'empire*, éditions Anthropos, Paris, 1974. Très bien documentée, cette ouvrage constitue une excellente approche marxiste des réalités turques.  
(3) K.B. Harputlu, op. cit.  
(4) Ibid.  
(5) Ibid.  
(6) Ibid.  
(7) Mervat Bondevir, *Le Rôle politique de la presse en Turquie*, thèse de doctorat soutenue à l'université de Paris-I, département de science politique, Paris, 1978.



défendre. » Qu'en 1978, sur 2 000 extrémistes arrêtés, 1 300 appartenaient à des organisations fascistes n'ébranle pas la conviction du leader libéral : « Le gouvernement de M. Ecevit, réplique-t-il, n'a rien fait pour éliminer les autres. »

Et pour cause : voilà plus d'un demi-siècle que ses prédécesseurs — parmi lesquels, pendant dix ans, M. Demirel, qui ne se présente pas en vain comme « un grand ami du chah » — les ont mis politiquement et physiquement hors jeu.

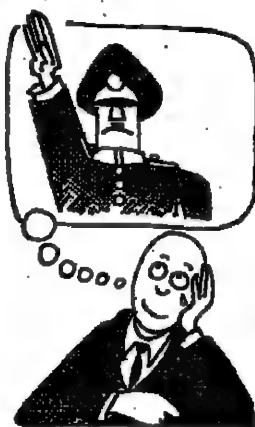
### BIBLIOGRAPHIE

- Demirel-Maschino, « Mustafa Kemal », Albin Michel, Paris, 1984, 400 pages.
- M. Nakal, « Un village anatolien », Plon, Paris, 1963, 288 pages.
- E. Mantoux, « Histoire de la Turquie », coll. « Que sais-je ? », n° 328, PUF, Paris, 128 pages.
- J.-P. Roux, « Turquie », coll. « Petite Pléiade », Le Seuil, Paris, 1977, 190 pages.
- « Turquie », Centre français du commerce extérieur, Paris, 91 pages, décembre 1977.
- DANS « LE MONDE DIPLOMATIQUE » :
  - « Kurdistan, nation déchirée » (Jean-Pierre Tassinat), août 1971.
  - « Turquie, cinquante années de République », octobre 1973.
  - « La Turquie à l'heure de la crise chypriote » (Marcel Barang), septembre 1974.
  - « Turquie : une réforme agraire adaptée à l'économie de dépendance » (Patrick Veillerot), janvier 1976.
  - « La Turquie, crise économique et péril fasciste » (A.G.), février 1978.



(Photo Capesay - Gamma.)





## Une machine administrative paralysée

Il n'est pas sûr qu'avec le retour au pouvoir, en janvier 1978, du parti républicain populaire, que dirige M. B. Ecevit, cette politique ait radicalement changé.

Non pas que le P.R.P. ait encouragé le terrorisme. Humaniste et poète, son président est très certainement un démocrate, qui n'entend pas, comme il nous l'a déclaré, « lutter contre le terrorisme avec des méthodes de terrorisme ». Mais pourquoi ne pas avoir poursuivi en justice le parti du Mouvement national du colonel Alpaslan Turkes (extrême droite), que M. Ecevit lui-même accuse devant nous de « soutenir ouvertement les ennemis » ? Est-ce seulement, comme il nous l'affirme, « parce que certains ministres indépendants jugeaient que ce n'était pas le moment » ?

« Peut-être, ajoute un observateur, mais ce n'était pas son plus le moment pour M. Ecevit. Le Mouvement national attire une fraction de l'électorat de M. Demirel ; pour le colonel Turkes, l'interdiction son organisation aurait été restreindre le parti de la justice — principal adversaire du parti républicain. » C'est également l'opinion de M. Nadir Nadi, directeur du quotidien de centre-gauche Cumhuriyet : « M. Ecevit estime que le colonel Turkes lui était utile. Puisqu'il s'affaiblissait M. Demirel. »

Du bon usage du fascisme ? A ce jeu-là — comme le montrent le récent échec électoral du P.R.P. et la démission du gouvernement Ecevit — la démocratie est toujours perdante. C'est pourtant ce jeu sanglant que la classe politique turque, avant tout préoccupée de gagner des sièges et des voix, mène aujourd'hui dans son ensemble : du côté du gouvernement — où l'on se résigne à restreindre les libertés par la reconduction répétée d'un état de siège qui n'est préjudiciable qu'aux forces démocratiques, — comme du côté de la droite affairiste, où l'on prépare très ouvertement l'instauration d'un Etat « fort ».

### L'espoir d'un « bon » dictateur

Si aucun industriel n'a repris à son compte l'apostrophe célèbre de Menderes en 1959 : « Halte à la démocratie ! », tous ceux que nous avons rencontrés ont déploré ses « excès » : « Si on est pris en train de barboter dans le graffiti sur un mur, dit un millionnaire d'Izmir, on se pèle qu'une amende de 25 L.T. C'est une punition ! Chez nous, les gens ne sont pas assez pour la démocratie ; ils s'imaginent qu'elle consiste à s'attaquer à son voisin. »

Propriétaire d'une petite entreprise alimentaire, M. Hassan T. estime que, pendant quelque temps, « un parti unique, fort et discipliné, ferait du bien au pays ». Le milliardaire Salih Sabanci pense également que « la façade de la démocratie est bien trop défectueuse. Avec toutes ces grèves, l'économie est paralysée ; si nous avions un gouvernement valable, il interviendrait pour rétablir l'ordre et empêcher que les ouvriers ne s'excitent contre les patrons, ce qui fait du tort au pays. »

« Qui souhaitons-nous ? Pour nous, ce n'est pas une question de personnes ; nous voulons un gouvernement qui régle de façon réaliste, comme les économistes, et qui s'abstienne de faire de la politique, d'essayer de la démocratie ; pour la suite, nous n'avons pas de préférence. » Eventuellement, le colonel Turkes ferait donc l'affaire. Mais c'est l'épouse d'un autre milliardaire qui, sous le regard irrité de son mari, nous livre sans périphraser, et sur le ton de la confiance, l'aspiration fondamentale de la bourgeoisie turque : « Ce qu'il nous faudrait, dit-elle, paresseusement étendue sur la terrasse de sa belle villa de Çesme, au bord de la mer Egée, c'est un bon dictateur. Oui, insiste-t-elle, un bon dictateur. » Et comme nous lui demandons si elle en connaît : « Bien sûr, répond-elle aussitôt, j'en connais au moins deux : Atatürk — et Franco. »

### Le déficit du secteur public

Le réquisitoire des milieux d'affaires contre le régime ne marque pas, il est vrai, d'arguments : au terrorisme, à la décomposition de la classe politique et, plus généralement, au déclin de la démocratie s'ajoutent bien d'autres maux que l'Etat, tel qu'il fonctionne, semble incapable de supprimer.

Lourde, gênée par des règlements qui remontent souvent à l'époque ottomane (tel ce décret de 1913 sur les modalités de construction et d'aménagement des immeubles), encombrée de services qui, jaloux de leurs prérogatives, se court-circuitent plus qu'ils ne coopèrent, servie par un personnel que l'on dit peu qualifié et qui semble en tout cas peu pressé, la machine étatique réagit avec la plus extrême lenteur.

Les affaires dites courantes traînent en longueur : un diplomate turc se lamente de ne pas pouvoir payer l'abonnement télé de son ambassade et emprunte à des amis un salaire qui arrive que très irrégulièrement ; quant aux directives gouvernementales, elles ne reçoivent un début d'exécution qu'à Ankara (« Et encore ! dit un observateur ; le premier ministre attend parfois des semaines des dossiers urgents ») ; loin de la capitale, ces directives se perdent. On s'annote et s'effiloche.

Souvent imbus d'eux-mêmes, mais en même temps très timides (à la fin de la politique), nous répond systématiquement le gouverneur d'Izmir, et facilement frustres (« Vous aimez pas la Turquie ? », nous lance un haut fonctionnaire, que nos questions mettent hors de lui), les bureaucrates turcs, qui s'administrent plus qu'ils n'administrent le pays, entravent de surcroît sa vie économique.

Premier en date des entrepreneurs, l'Etat dirige près de deux cent cinquante organismes. Complexes sidérurgiques, banques, transports, usines textiles, fabriques de pyjamas, de chaussures, de bière ou d'eau de Cologne — le secteur nationalisé, qui représente 25 % des investissements globaux, 50 % des investissements industriels et 10 % du revenu national, connaît un déficit de 85 milliards de L.T.

« Ces entreprises sont très mal gérées, dit M. Yilmaz Adigüzel, président de la Chambre d'industrie de la région égéenne. Choisis d'après

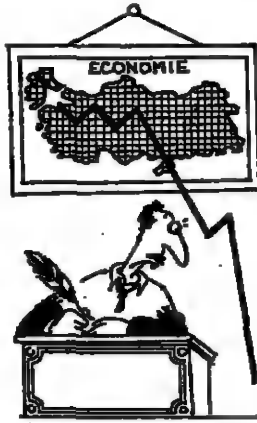
des critères politiques, ou par copinage — un gymnaste vient d'être nommé directeur d'une aciérie, un sculpteur, directeur d'une usine de sécurité sociale pour retraités, — les responsables sont souvent incompétents ; ou bien ils ne font que passer : un directeur reste au poste, au moyenne, sept mois et vingt jours ; que peut-il faire ? »

Fonctionnant à 30 ou 40 % de leur capacité, livrant des produits qui ne sont pas toujours de qualité (d'ailleurs, une délégation commerciale irakienne a refusé les réfrigérateurs qu'on lui proposait), les entreprises d'Etat emploient également un personnel pléthorique. Façon courante, pour un ministre ou un député, de résoudre le chômage de sa clientèle et, pour un nouveau gouvernement, de « faire du social » : depuis janvier 1978, le secteur public, qui compte déjà 600 000 personnes, en a recruté 80 000. D'où un excédent de 30 % par rapport à ses besoins.

### Passage des voleurs

Le complexe sidérurgique d'Iskenderun, par exemple, qui produit 500 000 tonnes d'acier par an, occupe 24 000 travailleurs, alors que 10 000 suffiraient ; mais une aciérie d'Izmir, où ne travaillent que 1 500 ouvriers, fournit 250 000 tonnes par an ; elle appartient au secteur privé.

Le « public » souffre encore de l'incohérence de certaines décisions : ainsi, après s'être assuré le monopole de l'approvisionnement en fer et en acier de l'ensemble des entreprises, l'Etat, incapable de tenir ses engagements, a-t-il dû y renoncer : « Ce qui nous a fait perdre un an et demi », dit un industriel. De la même façon,



paralyse l'activité économique du secteur privé.

Un industriel veut-il construire une usine, il doit en demander l'autorisation à vingt-deux ministères : « Il faut au moins deux ans pour l'obtenir, dit M. Y. Adigüzel ; même les firmes les plus puissantes ne peuvent obérer ces délais. » Les exportateurs attendent parfois des mois leur licence : « Près de deux cents signatures sont requises », note le très sérieux « Bulletin de l'Association pour les relations économiques franco-turques » (6). Quant aux importateurs, ils doivent verser un acompte de 15 % à la Banque centrale — qui leur donnera ultérieurement (et éventuellement) l'autorisation de transférer la totalité de la somme ; mais, comme ils ne peuvent attendre des mois leur marchandise, ils sont obligés d'honorer leur commande par d'autres voies, illégales et coûteuses : un transfert clandestin s'accompagne d'une commission de 30 %.

Un secteur public déficient, un secteur privé qui fonctionne au ralenti (les industriels turcs n'investissent pratiquement plus) ; malgré l'optimisme de M. Demirel, pour qui « la Turquie s'est posée comme un modèle à qui il faudrait administrer un rassemblement de cheval », l'économie présente tous les signes cliniques de l'anémie — taux de croissance très bas (3 % au lieu de 7 % il y a quelques années), inflation galopante (70 %), déficit de la balance des paiements (2,3 milliards de dollars), endettement global (intérêts compris) de 25 milliards de dollars, soit la moitié du P.N.B. (48 milliards en 1978).

Il est vrai que la Turquie a subi de plein fouet la hausse des prix des matières premières et des biens d'équipement. En 1973, elle avait dépensé 260 millions de dollars pour ses achats de pétrole, mais en 1978 la facture a atteint 1 800 millions, soit la totalité de ses recettes d'exportation. La même année, les envois de fonds des travailleurs émigrés étaient au plus bas : 980 millions de dollars (en 1974 : 1 800 millions).

La crise mondiale a révélé l'extrême fragilité d'une économie tout entière dépendante de l'étranger, de par ses structures et son orientation, de résister aux aléas de la conjoncture.

### La suprême habileté de l'impérialisme

CONSIDEREE d'abord comme un débouché par les pays occidentaux — qui, dès 1852 (date du premier emprunt ottoman), l'ont endettée pour lui vendre leurs produits et mieux contrôler son évolution politique, — la Turquie est également devenue un marché pour sa propre bourgeoisie. S'ouvrir à l'Europe, c'était, par-delà les mythes et les slogans idéologiques (« évolution », « progrès »), ouvrir le pays aux marchandises européennes et la transformer (le « moderniser ») de façon qu'il soit en mesure de les absorber. Sans pour autant les produire. Ou à titre d'échantillons, et dans des limites imposées par d'autres.

Commencée dans les années 60, l'industrialisation n'eut pas comme objectif d'assurer l'indépendance économique ; elle servit au contraire de relais à l'industrie étrangère : les usines de Bursa, par exemple, se contentent d'assembler les R 12 livrées en pièces détachées.

« L'Occident a systématiquement refusé de contribuer à un développement réel du pays, dit un économiste, M. Bilay Kuruc. Nos projections, entre autres, de construire un complexe sidérurgique à Sivas : les crédits demandés ne nous ont pas été accordés. Comme ils ne l'ont pas été pour créer des fabriques où nous produisions nous-mêmes des engins que nous achetons très cher (500 millions de dollars cette année), ou des moteurs, que nous sommes obligés d'importer. »

après avoir nationalisé les mines de charbon, les autorités les ont rendus — pour six mois — au privé : la productivité avait diminué de moitié.

La distribution des produits de première nécessité — qui est essentiellement du ressort de l'Etat — présente, elle aussi, toutes sortes de défaillances : régulièrement, un produit manque sur le marché, ou plusieurs ; très tôt le matin, des ménagères font la queue — longue souvent de plusieurs centaines de mètres — pour se procurer de la margarine. Mais l'huile, le beurre, le sucre, la viande, les produits pharmaceutiques manquent également, et leur acquisition exige des heures de patience : « J'ai vu une femme assise dans le ma, dit un ami ; elle faisait la queue depuis trois jours pour une bouteille de gaz. »

Le gouvernement occupe grossièrement et commercialement de stocker les produits et, en provoquant artificiellement la pénurie, contribue à la hausse des prix. Il est certain que des négociants n'hésitent pas à spéculer, mais la margarine, par exemple, est distribuée à 70 % par un organisme d'Etat ; or elle est introuvable ; ou bien, elle manque à Istanbul, mais s'entasse, avariée, sur les rayons des supermarchés d'Izmir.

Désireuses d'écartier les intermédiaires, les autorités ont investi l'an dernier quelques milliards de livres pour moderniser et développer leur propre réseau de distribution : des magasins-pilotes — une vingtaine à Ankara, une dizaine à Konya — ont été ouverts ; faute d'approvisionnement régulier, ils ont dû fermer.

Mauvaise organisation, négligence, manque de personnel qualifié ou responsable — le secteur étatique est atteint d'innombrables carences. Comme l'illustre encore cette histoire — vraie —

## Excroissance d'une économie à l'agonie

Par contre, pour améliorer l'élevage ou la qualité de l'environnement, les crédits ne manquent pas.

Suprême habileté de l'impérialisme : c'est sous couvert de sociétés « nationales » qu'il s'implante dans le pays. Participant à plus de 50 % au capital d'un grand nombre d'entreprises (chimie, machines-outils, conducteurs électriques, soies, détergents), il n'avait pas à craindre une éventuelle concurrence, que ses partenaires locaux n'enviesaient même pas.

Ne travaillant pas pour l'exportation (et par conséquent peu soucieux d'innovations technologiques), disposant d'un monopole dans le « créneau » qu'ils occupent — acheter un réfrigérateur, c'est, faute de choix, acheter un Kog, — les industriels turcs stimulent avant tout la demande intérieure et entreprennent d'y répondre ; peu à peu, appareils électro-ménagers, casques, meubles, vêtements, plastiques, t-shirts, Coca-Cola, tout le prêt-à-consommer de la société occidentale se répandit sur le marché.

Chacun y trouvait son compte : les pays de l'Ouest — qui ne vendaient que des matières premières (54 % des importations turques) et des biens d'équipement (42 %), mais fournissaient les crédits nécessaires à leur achat, — les industriels d'Istanbul et d'Izmir, qui augmentaient régulièrement leur chiffre d'affaires, les propriétaires terriens, enfin, qui, ayant réussi à bloquer tous les projets de réforme agraire, s'enrichissaient de l'exportation des produits agricoles.

Mais il suffit que les pays arabes réduisent le prix du pétrole, les ressources au fonctionnement des usines (les ressources en charbon, en eau n'ont pas été exploitées), que les pays occidentaux, frappés par la récession, limitent leurs importations de textiles, de figures et de minerais, renvoient des centaines de milliers de travailleurs immigrés et majorant les prix des biens d'équipement, pour que la « croissance » turque apparaisse pour ce qu'elle était : une excroissance de l'économie européenne.

### Monologue d'un satisfait

ENGAGEE dans l'aventure chypriote, qui déséquilibre encore plus le budget de l'Etat, et absorbée par ses jeux politiques (dès 1975, les partis se livrent à des surenchères pour gagner les élections de 1977), la bourgeoisie ne ramène nullement ses choix en question. Elle n'a qu'un souci : dissimuler aux citoyens la gravité de la crise.

La Turquie continuait donc de vivre à crédit, et le premier ministre de l'époque, M. Demirel, accumula les dettes à court terme : de 250 millions de dollars en 1975, elles s'élevèrent, en décembre 1977, à plus de 6 milliards. « C'est un record dans l'histoire de la République », nous dit un haut fonctionnaire du ministère des finances. Ce « record » permit, quelque temps, d'éviter la pénurie, de limiter la hausse des prix (trois ans après l'augmentation du coût du pétrole, le litre de super valait encore 0,70 L.T.) et de combler le déficit des entreprises d'Etat. Mais l'inevitable ne tarda pas à se produire : ne pouvant plus payer ses dettes, privée de tout crédit, la Turquie fut sommée par les puissances occidentales de réajuster sa politique économique.

Ce échec n'a nullement ébranlé le mythe d'un développement possible, à l'ombre et sous la tutelle des pays capitalistes. Durant le discours de deux heures dont, en guise d'interview, il nous gratifia, l'ex et nouveau premier ministre ne cessa de s'autocomplimenter. D'autant plus

de quelques milliers de moutons achetés par la Libye, et qui ne sont jamais arrivés à destination : une partie serait morte, asphyxiée dans les camions, l'autre, lors d'un arrêt prolongé du convoi, se serait égarée dans la nature. A moins qu'elle n'ait été vendue une seconde fois à quelques acheteurs peu scrupuleux.

Sans parler des 300 tonnes d'or — le double des réserves de la Banque centrale — entrées illégalement l'an dernier, des camions entiers, chargés de beurre, de viande, de ciment, de pièces détachées, passent clandestinement les frontières. Mais au prix fort : chef de poste sur une route internationale, un douanier aurait refusé une mutation-promotion à Ankara, en alléguant très officiellement ses charges de famille — et ses besoins financiers.

Des ferry-boats arrivent des îles grecques, transportant du café — qu'on ne peut se procurer qu'au marché noir — ou des cigarettes américaines (sur dénonciation d'un intermédiaire mécontent, une cargaison de « Marlboro » : 10 récemment interceptée dans la cheminée d'un bateau), et on cite le cas, dans la région d'Izmir, d'une petite usine « pirate » montée de toutes pièces par des travailleurs émigrés est-eux.

Les produits de contrebande ne sont pas à la portée de toutes les bourses : seuls les « cadres » vous offrent le choix entre un rakı ou un whisky (1 500 L.T. la bouteille ; officiellement, 700 L.T.), et ce n'est que dans le bureau d'un haut fonctionnaire ou d'un homme d'affaires que la question « le café ou le thé ? » n'est pas purement formelle. Chaque ville a ses réseaux parallèles de distribution, plus ou moins connus des autorités, souvent passives ou complices : quel honnête bourgeois d'Izmir n'envoie son employée de maison se ravitailler, près du consulat de France, Kibris Sehitli Caddesi — passage des Voleurs ?

sûr de lui, qu'élevait la voix à la moindre question, il s'enfermait dans un monologue que seul l'interprète était autorisé à interrompre.

Jonglant avec les tonnes de blé, d'huile, de figures, de ciment produites quand il était au pouvoir, s'attribuant la paternité, pièce-mère, de centaines de kilomètres de routes, de milliers de poteaux électriques (moins 86 % des villages ne sont pas encore éclairés) et de plusieurs centaines de milliers de tracteurs, le leader du Parti de la justice, euphorique, jugea sa politique fondamentalement bonne :

« On ne peut rien se reprocher, dit-il. Le Pologne communiste est plus endettée que la Turquie, l'Union soviétique emprunte chaque année 20 milliards de dollars au marché mondial. L'inflation ? C'est un phénomène mondial. Hostile à toute planification : « Si nous poursuivons notre développement, nous mettrons deux mille ans pour atteindre le niveau de l'Europe. Personnellement, peu m'importe la pauvreté, mais je pense au bonheur de mes petits-enfants et de mes compatriotes », M. Demirel se dit résolu à « poursuivre la même politique ».

### Mirage de privilèges

LES industriels n'attendent pas autre chose : « Nous n'avons rien à envier de l'Occident, affirme M. Erzurum Soybal, chroniqueur économique à Tancin. Pourquoi ne pas se partager le travail ? Nous pourrions nous spécialiser dans la textile. » Président de la puissante TUSIAD (Association des industriels et hommes d'affaires de Turquie), M. Feyyaz Berker manifeste le même optimisme : « Avec l'aide des capitaux étrangers et le potentiel humain que nous avons, nous pourrions rétablir l'équilibre. »

Peu intéressés par les pays arabes, qu'ils courtisent par devant (Libye, Irak : les échanges s'intensifient) et méprisent par derrière (« voleurs », « sauvages », disent-ils sans la moindre gêne), indifférents au tiers-monde, qu'ils redoutent (« Nous n'avons rien à faire avec les armées d'Afrique », déclare un économiste : « terribles dangers viennent des pauvres »), convaincus — parce qu'ils confondent habileté personnelle et puissance économique — de pouvoir traiter sur un pied d'égalité avec les « managers » de Washington, de Londres ou de Francfort (« Nous parlons très bien les langues étrangères, dit un industriel, nous sommes aussi cultivés que nos partenaires »), les milieux d'affaires ne voient aux difficultés présentes qu'une solution : leur intégration encore plus poussée dans une Europe qui est à la fois leur raison d'être économique, leur soutien politique et leur justification idéologique.

Liée par ses intérêts, mais aussi piégée par son discours (ou « capitaliste » devient « européen », et « européen » égale « développé »), la bourgeoisie libérale croit profondément à la vocation occidentale de son pays.

Peu lui importe qu'il se situe en Asie (97 % du territoire), que sa langue n'ait aucune parenté avec le groupe indo-européen (par contre, elle est truffée de termes et de racines arabes), que ses traditions viennent de l'Orient musulman : Europe d'abord. La bourgeoisie turque souffre comme d'une blessure secrète ; honteuse d'elle-même, elle affiche une euphorie qui à ses propres yeux la valorise. Et la rachète.

Ainsi parle-t-elle volontiers l'anglais (que de jeunes préceptrices apprennent à ses enfants, élèves à Notre-Dame-de-Sion ou au collège Sainte-Marie), s'habille à Londres ou à Paris, cite avec plus de plaisir, mais une égale ignorance, un « nouveau philosophe » qu'un romancier turc, circule en Buick climatisée, séjourne l'été sur le Bosphore et passe ses journées à l'île aux Princes.

Le soir, les privilégiés se retrouvent dans l'un de ces clubs privés où, après un dîner aux chandelles et au champagne, ils s'amusent « jusqu'à l'aube dans le vacarme du disco : « Dites-moi encore que l'Europe n'a rien de bon à nous apporter ? » nous demandé, entre deux haquets, un sénateur à moitié ivre. « Croys-moi, ajoutait-il, l'Europe, c'est notre chance. »

(Lire la suite page 15.)

(8) Istanbul, édition de 1978.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Général :

Jacques Favet, directeur de la publication.

Jacques Sauvageot.

Imprimerie de « Monde »

1, rue de la Harpe

PARIS-13

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 37 428

Je suis en 1980





La chance des milieux d'affaires réside surtout dans l'absence de toute politique de rechange : après être resté un an et demi au gouvernement (janvier 1978 - octobre 1979), M. Ecevit a dû céder la place. Sans doute avait-il hérité d'un bilan désastreux ; mais si l'on peut mettre à son actif quelques mesures positives (retour à la vérité des prix, augmentation de 30 % des exportations, accroissement des transferts des travailleurs immigrés : 1 700 millions de dollars en 1979), il n'a pas réussi à redresser la situation : fin mai 1979, avant l'intervention du Fonds monétaire international, la Turquie, de nouveau, était en état de cessation de paiement.

Dans la mesure où la parti républicain, prisonnier de sa nature très vaguement « social-démocratique », dispute au Parti de la justice la même clientèle électorale et refuse toute alliance avec les forces progressistes, il ne peut qu'être amené à des compromis qui mettent en cause son projet. La défaite subie au printemps le montre bien : après avoir refusé, pendant plus d'un an, les conditions impératives que fixait le F.M.I. pour l'accès de nouveaux crédits, M. Ecevit s'est incliné.

Or ces conditions reprennent, pour l'essentiel, les exigences du Parti de la justice : facilités accrues pour les investissements étrangers (le Ua code est en préparation), confirme le vice-gouverneur de la banque centrale, dévaluation de la livre (43,6 % en juin), limitation des hausses de salaires des fonctionnaires (favorisées jusqu'à par le P.R.P., qu'ils soutenaient), réduction du déficit des entreprises publiques — d'où liquidation d'un certain nombre d'entre elles, qu'un projet de loi prévoit de vendre au secteur privé, réduction du taux de croissance fixé par le IV<sup>e</sup> Plan (8 %), ce qui ne peut qu'augmenter le chômage et les tensions sociales, et contraindre le gouvernement à une répression plus dure contre le mouvement ouvrier.

Ecevit ? Demirel ? Les élections sont libres, mais les dés sont pipés : depuis plus d'un demi-siècle la bourgeoisie turque a fait son choix, et aucune de ses fractions n'en conteste le bien-fondé. Le bureaucrate comme l'industriel participent — et profitent — du même projet de société, partagent la même vision du monde et commentent dans la même admiration du modèle américain. Malgré les démentis répétés de l'histoire, ils attendent tous deux de leurs maîtres qu'ils leur donnent les moyens d'arriver. Même si, dans cette course effrénée au pouvoir et aux profits, le peuple ne suit pas.

### Paysans en dérive

ET pourtant, il marche. Ou plutôt, il fuit. Comme les bourgeois : vers l'Ouest, où se concentrent les deux tiers de la population. Vers les villes (mille personnes de plus par jour à Istanbul), où ne possèdent rien, il perd le peu qu'il avait au village : un statut, une dignité. Déraciné, l'ex-paysan, devenu moins qu'un prolétaire, campe dans les bidonvilles qui encerclent les cités. A quelques centaines de mètres des Sheraton et des Hilton. Ou descend vers la ville. Et l'investit. Mais c'est lui-même qu'à chaque coin de rue il rencontre : à quelques mètres des splendeurs d'autrefois, sa misère s'entasse — à quinze ou vingt — dans des chambres exiguës et des immeubles vermineux.

Fuyant son bidonville, il le retrouve dans la ville : hormis quelques quartiers — à Ankara, les hauteurs de Kavaklıdere ou de Çankaya, où se réfugient les notables, à Istanbul, les collines qui, le long du Bosphore, abritent dans leurs

parcs de luxueuses résidences, — les cités, surpeuplées et mal entretenues, se dégradent de jour en jour.

Villes-refuges, où échouent des milliers de paysans en dérive : chaque année, l'exode rural déporte vers les régions urbanisées 3 % d'une population que le pays — qui vit pourtant en autarcie agricole — ne parvient pas à nourrir ni à faire travailler.

Les terres ne manquent pas, ni les bras (avec un taux de natalité de 2,6 %), la population augmente d'un million par an et double tous les vingt ans, mais les treize projets de réforme agricole qui, depuis 1934, ont régulièrement prévu de mieux répartir les uns et les autres ont toujours avorté. Si bien que près de trois millions de paysans sur vingt-cinq ne disposent d'aucune parcelle, et que la plupart des autres n'ont presque rien : 60 % des exploitations comportent 3 hectares ou moins de terre fertile.

A Adana, par exemple, deux mille cents propriétaires — des aghas, grands féodaux qui possèdent également des villages : maisons, négoce, paysans, à qui ils donnent ou refusent du travail, des grains, du crédit — se partagent la moitié des terres, et cent cinquante mille familles l'autre moitié. C'est-à-dire presque rien : le revenu par habitant, qui est en moyenne de 1 010 dollars, ne dépasse pas, à l'Est, 200 dollars.

Mais quel sens a ce chiffre, pour qui vit à Urfa, près de la frontière syrienne, Bitlis, Van ou Diyarbakir ? Où ne manquent pas seulement le travail et l'argent, mais un air respirable, une eau qu'on puisse boire sans risque de dysenterie, des routes qui ne se transforment pas en fondrières, un hôpital, une école (dans les villages qui en ont une, les effectifs des classes dépassent cent élèves). Où un morceau de galette, quelques olives composent le tout d'un repas.

Quelques taxis poussifs rappellent, à Diyarbakir, l'existence lointaine de la « civilisation » ; mais, à quelques centaines de mètres de l'aéroport — des hangars jetés sur une plaine, torride l'été — on entre dans ce que les militaires de la garnison, heureux d'avoir échappé à l'extrême Sud, appellent, sans la moindre ironie, le « Paris de l'Est ».

Le long de pistes où il est dangereux de rouler à plus de 20 kilomètres/heure, tant elles sont crevassées et obstruées en permanence d'un nuage de poussière grise, s'alignent des immeubles de deux à trois étages, dont on ne sait s'ils sont achevés ou en cours de démolition : vitres cas-



Sous-alimentation, crise du logement, chômage, analphabétisme (50 % de la population) : si difficile que soit la vie quotidienne des Turcs, il est un autre élément qui la rend peut-être plus dramatique encore, c'est l'absence d'une foi partagée, d'une idéologie qui donne son sens au présent, en un mot, d'une espérance collective.

Les hommes politiques ne proposent aux citoyens que des objectifs quantitatifs, et s'en remettent aux marchands du soin de les faire rêver : sur une grande affiche d'un cinéma d'Adana, une belle blonde, totalement nue et penchée sur son amant, semble offrir ses seins aux passants ; répandus en vrac sur les œuvres jaunies de Marx et de Lénine, d'autres nus, sur un trottoir d'Izmir, sollicitent les badauds. Faut-

sées, ou rafistolées d'un carton, enseignes pendantes (« Doktor », « Advokat »), murs fendus.

Des monceaux d'ordures recouvrent les chaussées : privés de salaire depuis trois mois — les caisses de la municipalité sont vides, — les employés font grève. La chaleur (45 degrés à l'ombre, 70 degrés au soleil) et l'odeur qui enveloppent la ville ne les empêchent pas de danser sur la place de la mairie, pavée de banderoles rouges : « Nous ne sommes pas contre le peuple, mais contre la bourgeoisie ».

Prostitution, chômage, pauvreté, maladies, l'est du pays et non seulement Diyarbakir — est dans une situation d'abandon total, dit un responsable du syndicat Disk, qui, malgré l'été récemment emprisonné pour « agitation » et torturé, a d'abord refusé de nous recevoir. Le gouvernement, qui n'a jamais d'argent, et les industriels, regroupés autour des ports, nous ignorent depuis des décennies. Ici, on ne vit pas, on survit. Avec, quand on travaille — c'est le cas d'une personne sur cinq, — 75 livres par jour. Il arrive parfois que des ouvriers agricoles occupent les terres d'un notable ; l'armée intervient aussitôt, et les chasse. Certains émigrent — ou émigraient : l'Allemagne de l'Ouest a renvoyé quatre cent mille travailleurs, — d'autres tentent leur chance à l'Ouest.

### Chômage en expansion

○ U ils ne trouvent rien : le chômage frappe 14 % de la population active, soit 2,2 millions de personnes ; selon des estimations de l'O.C.D.E., leur nombre doit encore augmenter d'un million tous les cinq ans, pendant quinze ans (9).

Les jeunes sont les premiers atteints : 450 000 arrivent chaque année sur le marché du travail, qui n'offre au mieux que 250 000 emplois ; même munis d'un diplôme, ils sont condamnés à l'oisiveté et à l'université, qui ne leur assure aucun débouché. Les refus en masse : sur près de 500 000 candidats, 40 000 ont été reçus, en juin dernier, au concours d'entrée dans les facultés.

Sursaut de dignité, entraide familiale ? Malgré la foule des sans-travail, on aperçoit peu de mendiants. Ingénieurs, beaucoup s'inventent une activité : sans parler des innombrables cireurs, marchands d'eau ou de pistaches, revendeurs de vieux habits et écrivains publics, certains assis au milieu du trottoir devant une petite table couverte de fioles et d'instruments, procèdent à la recharge

## Fantasmies et traditions

de projet, des fantasmies à bon marché : les grands mythes de l'époque kémaliste ont volé en éclats.

Plus exactement, ils ont fini de servir. Sous prétexte de réformisme, de laïcisme et de républicanisme, la bourgeoisie turque a ouvert et offert — à l'Europe un marché ; sa tâche accomplie, elle n'a plus à s'expliquer ni à le justifier, c'est-à-dire à répondre dans la population des idées et des aspirations conformes à ses propres — et à ses seuls — intérêts.

Dès lors que ces intérêts sont garantis, qu'elle-même est parvenue, peu lui importe que le peuple reste au milieu du gué, ou sur l'autre rive. Elle a même avantage, désormais, à ce qu'il ne se pique pas à son tour de « modernité » : elle redécouvre dans les vertus de la tolérance — « Il ne faut pas braver les citoyens », répète-t-on dans les milieux officiels, — célèbre les traditions « qui ont fait la grandeur de l'Empire » et rappelle, à qui s'étonne de la persistance de certains usages, que « les mentalités et les mœurs ne changent que très lentement ».

« Nous sommes très respectueux de la liberté individuelle », dit le vice-gouverneur de Diyarbakir — entouré de quelques adjoints polygames.

d'un briquet ou du détachement d'un vêtement ; d'autres se promènent sur les plages avec un seau et lavent les pieds, ensablés ou maculés de goudron, des estivants ; d'autres encore occupent leurs journées à faire la queue pour un tiers, ou pour eux-mêmes, et revendent ensuite au double, sinon au triple, le produit de nouveau épuisé.

Il en est enfin qui subsistent grâce à maints commerces illégaux ou peu délicats : le gardien d'un consulat profitait des congés du diplomate pour louer sa chambre à des couples illégitimes. Des marchands de coquilles, de même avec un policier, dissimulent parfois quelques grammes de drogue au fond d'un carnet ; à peine un client l'a-t-il acheté que le policier surgit et le menace d'arrestation ; l'autre, généralement, préfère payer sur place quelques centaines de livres, que les deux compères se partagent.

Il arrive aussi que dans la traversée d'un village ou d'un quartier pauvre, un enfant se précipite devant une voiture, simule un choc et se mette à hurler ; brusquement entouré d'une famille qui se lamente et menace, l'automobiliste ouvre son portefeuille.

Les salaires sont bas : dans la fonction publique, ils s'échelonnent de 3 000-4 000 L.T. à 15 000 L.T. ; un professeur d'université gagne 12 000 L.T., un assistant, 7 000, le directeur des affaires culturelles d'un « grand » ministère, 14 000. Le secteur privé paie mieux, ou moins mal : un ouvrier peut recevoir de 5 000 à 7 000 L.T. (et plus, s'il s'épuise à faire des heures supplémentaires), mais la plupart des rémunérations — qui se situent en moyenne autour de 3 300 L.T. — ne permettent pas de subvenir aux besoins les plus élémentaires.

Un logement de deux-trois pièces coûte de 8 000 à 15 000 L.T. par mois, un abri dans un bidonville 2 500 ; habillement, chaussures sont hors de prix — un costume d'homme, très simple, vaut de 4 000 à 5 000 L.T., une robe, 3 000, et les denrées ne sont pas bon marché : 25 L.T. un litre de lait, 45 un kilo de pêches, 15 un kilo de pommes de terre, 125 un kilo de viande.

La population, qui a du mal à subsister, en a autant à se soigner. Certes, l'hôpital est gratuit, mais il est toujours encombré et mal équipé : l'hôpital de traumatologie d'Izmir, où l'on soigne les accidents de la route, n'a pas d'ambulance ; pourvu d'un appareil ultra-moderne pour soigner les maladies des reins, il manque d'argent pour acheter le sérum nécessaire ; aussi le directeur envisage-t-il, pour s'en procurer, de louer une partie des locaux à des commerçants de la ville.

Les hôpitaux manquent aussi de médecins, de médicaments, et les consultants perdent des journées entières à attendre leur tour ; sans doute peuvent-ils s'adresser à un généraliste privé, mais une visite coûte 500 L.T., une opération bénigne, 25 000.

L'un d'eux, un agha propriétaire de 6 000 ha (« Dires-leur 600 », souffle le vice-gouverneur à l'un des interprètes), vient de déclarer fièrement qu'il a vingt-deux enfants — et trois femmes : « Le loi n'en accorde qu'une à chacun, explique le représentant de l'Etat ; mais la religion permet d'en avoir trois. Libre à chacun de vivre selon ses convictions ». Et, par exemple, comme le fera ce même agha à la fin de l'entretien, de refuser de serrer la main d'une femme : sa religion, expliquera-t-il, lui interdit « pareille impureté ».

Si la polygamie, qui coûte cher, semble peu répandue (sauf chez les grands féodaux du Sud et de l'Est), le statut de la femme a peu changé depuis un demi-siècle ; les réformes d'Atatürk n'ont touché — superficiellement — que les milieux aisés. La Turquie, comme nous l'affirme M. B. Ecevit, a sans doute réalisé « l'égalité complète entre les sexes ». Mais dans les textes. Et il en est du code civil comme du code de la route : les Turcs respectent aussi peu ses prescriptions, ou son esprit, que les feux rouges.

A 300 km d'Ankara, dans les villages de Capadocce, les paysannes portent le voile et, comme dans les cours du Maghreb, elles se détournent ou rentrent précipitamment chez elles à la vue d'un homme ; à Istanbul même, il n'est pas rare d'apercevoir des femmes complètement voilées, sans parler des autres, innombrables, la tête couverte d'un fichu si ample qu'il dissimule aussi le bas de leur visage.

« Des paysannes ! », disent avec mépris les citadins. Oubliant que ces paysannes représentent avec leurs familles 57 % de la population, et qu'elles-mêmes, bien que vêtues à l'occidentale, n'ont pas fait peu neuve. Vingt-huit ans, fille d'un riche industriel, divorcée (« Mais c'est moi qui ai choisi mon mari », précise-t-elle), Nadjide, qui possède une boutique de mode, est retournée vivre chez ses parents : « Une femme bien ne vit pas seule », soupire-t-elle. Foute de mari, elle obéit à son père.

Strictement observées, les traditions font et défont la vie des femmes. Les mariages, par exemple, sont décidés par les familles : « Beaucoup de mes camarades, dit un étudiant, estiment que leurs parents sont plus qualifiés qu'eux pour leur trouver une compagne ». Il arrive aussi qu'un supérieur hiérarchique ait son mot à dire : « Le femme de mon chef de service tenait absolument que j'épouse l'une de ses cousines, raconte une jeune fonctionnaire ; elle-même, en refusant, compromettait sa carrière ».

La virginité reste tabou, les liaisons dangereuses ne le sont pas que dans l'imagination des romanciers : « Si ma sœur avait un amant, s'écrit un futur médecin, je le tuerais ! » ; de fait, les crimes passionnels, ou « pour l'honneur », ne sont pas rares.

Instruites ou analphabètes, bourgeoises ou paysannes, les femmes turques, dans leur majorité, subissent la loi des hommes qui, en retour, les « protègent » : des bourgeoises d'Ankara ne vont à la piscine qu'escortées de gardes du corps ; certains restaurants — les Demeis — n'acceptent que les couples ; dans les lieux publics, les hommes se doivent d'accompagner leur femme jusqu'aux lavabos, puis d'attendre devant la porte ; même dans les réceptions officielles, quand les couples, séparés, se mêlent aux invités, jamais un mari ne perd de vue sa femme : « Tout au long du dîner, raconte un jeune diplomate, j'avais agréablement discuté avec Mme X. ; apprenant que j'habitais dans le même quartier, elle me demanda mon adresse pour m'inviter à dîner dans sa famille ; au moment même où je lui tendais ma carte de visite, son mari — un fonctionnaire

(9) Turquie, O.C.D.E., « Etudes économiques », Paris, novembre 1978, 70 pages.

### TRAVAUX PUBLIÉS EN FRANCE

## De l'empire ottoman à nos jours

L'EMPIRE ottoman, au fil de six siècles d'histoire qui marquèrent non seulement la Turquie mais aussi bon nombre de sociétés d'Europe orientale et balcanique, et la Turquie contemporaine, qui tente depuis 1923 de réaliser une nation en rupture totale avec l'ottomanisme, font l'objet de travaux de recherche en nombre croissant en France.

La nature du système ottoman reste au cœur d'un débat vif et fécond, aussi bien en Turquie qu'en Europe orientale. Une thèse récemment soutenue à Nanterre par S. Gürel (1) tente ainsi de caractériser la rationalité politique et économique de cette formation sociale précapitaliste, fortement centralisée, qu'est le système ottoman. L'analyse, qui suit les contradictions internes du système à des moments-clés de son histoire, établit aussi des comparaisons avec d'autres systèmes étatiques précapitalistes, correspondant à ses phases de transformation. Ce dont l'auteur veut rendre compte, c'est enfin la genèse d'un procès de sous-développement dont la société turque contemporaine ne parvient pas à se dégarer : l'analyse de l'échec des tentatives d'introduction du capitalisme, dès les débuts du siècle dernier, permet de mieux comprendre les mécanismes généraux de ce sous-développement.

Parmi les institutions remarquables de la Turquie contemporaine : l'armée. Forcée au fil d'une guerre d'indépendance, gardienne des réformes kémalistes, son rôle politique ne cesse de se développer en intégrant les données et les ouvrages nouveaux de la société turque. C'est ce phénomène que la thèse de M. Boudemir (2), soutenue en Sorbonne, se propose d'analyser. Outre les éléments de description et d'explication

qu'il apporte, un tel travail fournirait une masse d'informations qui constituerait une source de références commune.

MALGRÉ un exode rural massif ramenant le taux de la population rurale de 50 % à 66 % en moins d'une génération, la Turquie demeure une société essentiellement paysanne. Ce sont les principes d'organisation sociale, les relations de dépendance spécifiques d'un tel milieu, la place de l'islam avec ses composantes rituelles — orthodoxie sunnite et hétérodoxie d'inspiration chiite — que nous-mêmes analysons dans une thèse présentée à l'université de Nanterre (3). Constituant le cinquième de la population turque, la minorité religieuse alevi ne doit pas être confondue avec le chiisme iranien : religion d'Etat en Iran, le chiisme anatolien a surtout pour cadre des confréries fraternelles intégrées qui complètent et prolongent les liens de dépendance issus des rapports d'alliance, et qui renforcent la structuration des classes ou des villages en autant de forteresses d'une vie sociale autonome. Enfin, c'est dans la mesure où le laïcisme kémaliste tente de juguler l'omnipotence de l'islam sunnite, que nous-mêmes analysons dans une thèse présentée à l'université de Nanterre (4) la place de la religion dans la société turque contemporaine, au risque de se trouver en posture de bonheurs émissaires à chaque récurance de la réaction religieuse.

Sous-développement et société paysanne, c'est sous cet angle, à travers la condition des cent mille immigrés turcs de France, qu'on rencontre aussi un autre aspect de la Turquie contemporaine. Une thèse de doctorat en médecine soutenue à Reims par C. Florentin et B. Hamon (4) présente

et analyse les problèmes médico-sociaux des migrants turcs. L'étude, réalisée en France et en Turquie, fournit, outre des analyses épidémiologiques et la maîtrise des indications médicales relatives à l'organisation de la santé en Turquie, sur le contexte sociologique et sur le poids des traditions.

Littérature enfin, avec une thèse soutenue en Sorbonne, sous la direction d'Altan Gokalp, Le jeune Nedim Gürel (5) entreprend d'analyser la dialectique subtile que deux grands poètes, Aragon et Nazim Hikmet, mettent en œuvre pour concilier la tradition et la modernité, le ressassement dans une culture nationale et l'engagement politique. L'audace de Nazim Hikmet, qu'on s'accorde à reconnaître comme le plus grand poète turc du siècle, dépasse, comme celle d'Aragon, les résonances du cadre national et des générations. C'est au détour d'une chanson de Montauld, d'un poème de Rilke ou d'une pièce de théâtre que la voix de Nazim Hikmet vient à notre rencontre, sans compter nombre de ses poèmes publiés en France. Parallèles dans les trajectoires individuelles des deux poètes, mais aussi histoire des littératures française et turque : c'est en partant de cette perspective que Gürel construit une problématique d'interculturalité. La poésie de Nazim Hikmet est devenue le chant de tout un peuple en Turquie : c'est l'émergence de cette sensibilité nouvelle qui permet de saisir le travail de Gürel, dont le lecteur français pourra lire un recueil de nouvelles qui paraîtra prochainement.

ALTAN GOKALP.

(1) S. Gürel, *La formation d'une formation tributoire à une formation précapitaliste : l'exemple de l'empire ottoman*, université de Paris, 1978.  
(2) M. Boudemir, *Le rôle politique de l'armée en Turquie*, université de Paris-1, 1978.  
(3) Altan Gokalp, *Téles rouges, boucles noires. Les poèmes de Nazim Hikmet*, université de Paris-2, 1977 (à paraître en 1980).  
(4) C. Florentin - B. Hamon, *Approche des problèmes médicaux de la population turque immigrée de France*, université de Reims, 1978.  
(5) Nedim Gürel, *Modernité et tradition dans la poésie contemporaine française et turque*, université de Paris-12, 1979.



de haut rang — se précipite sur moi, m'arrache la carte des mains, la déchire et, devant son épouse, humilie, me lance : « Ici, Monsieur, on ne drague pas les bonnettes femmes. »

### Un lien social

EN Turquie comme ailleurs, la sujétion des femmes est d'autant plus forte qu'elle se trouve des « justifications » dans une religion qu'un demi-siècle de laïcité a moins ébranlée qu'on ne le prétend officiellement.

Moins de douze ans après la mort d'Atatürk, le laïcisme régressait, sinon dans son principe — aucune force politique n'a jamais remis en question la séparation de l'islam et de l'Etat, — du moins dans ses manifestations les plus virulentes (contraintes vestimentaires notamment) : dès la venue au pouvoir de Menderes, l'islamisme renaît, la construction des mosquées reprend.

Depuis, il n'est pas d'homme politique, ni de parti, y compris le parti républicain populaire, qui n'ait à son programme l'édification ou la réfection d'édifices du culte, qui ne subventionne une institution. Il n'est pas rare que M. B. Ecevit se fasse photographier en train de prier ou d'embrasser le Coran, ou encore que, lors d'une réunion électorale, il place à sa droite, si le public peut en être flatté, un imam.

Sans être d'Etat, la religion ne relève pas du seul domaine de la vie privée. La carte d'identité la mentionne ; son enseignement est obligatoire

dans les lycées et à l'université (une heure par semaine) ; la République a son mufti officiel, nommé par le gouvernement. En période de Ramadan, les programmes de radio et de télévision s'interrompent un quart d'heure avant la fin du jeûne (qui signale un coup de canon) et, sur le petit écran, apparaît un imam qui lit des versets du Coran.

Les pratiques religieuses n'ont pourtant pas la rigueur ou l'intransigeance qu'elles manifestent ailleurs. Sans doute sont-elles plus vivantes dans les campagnes que dans les villes ; mais même à l'intérieur du pays, l'observance du Ramadan, par exemple, reste assez souple : s'il arrive, comme à Urgup ou à Anavon, que des cafés soient fermés ou que les clients, attablés, ne consomment pas, chacun est libre d'agir à sa guise ; dans ces mêmes villages, d'autres fument publiquement, mangent un épi de maïs ou boivent du thé.

Paysans d'Anatolie, ouvriers d'Ulus (quartier populaire d'Ankara), bourgeois d'Istanbul : quel que soit le milieu social, il ne semble pas que sévissent en Turquie cette hypocrisie qui, dans d'autres pays, a force de loi.

Le sentiment religieux serait-il moins fort ? C'est l'opinion de beaucoup d'observateurs ; peut-être aujourd'hui la religion est-elle surtout un signe de reconnaissance sociale, l'affirmation, sans agressivité, de l'appartenance à une culture et une histoire que les fondateurs de la République, fascinés par l'Europe, ont essayé, mais en vain, d'occulter ;

« La religion constitue pour nous un lien, nous dit M. Ecevit, elle nous rattache à notre passé et témoigne que pendant des siècles nous avons vécu ensemble ; elle est comme la preuve tangible de notre continuité historique. »

Mais, pour autant, elle n'engage pas l'avenir, et il paraît exclu qu'elle ait jamais la moindre chance de répercuter l'Etat. L'islamisme à l'auto-critisme des sultans, elle est incompatible avec les institutions, les mœurs politiques, l'esprit public que la République a peu à peu façonnés. Le seul parti qui se réfère explicitement à l'islam — le Parti du salut national, de M. N. Erbakan — ne mobilise pas les foules et, d'élégance en élégance, perd des voix (une cinquantaine de députés en 1973, une vingtaine en 1977) ; est-ce pour cette raison que M. Erbakan a refusé de nous recevoir ?

Sans bases populaires, sans cadres propres — les membres du clergé sont des fonctionnaires, sans références légales ou juridiques, ceux qui rêvent d'un « Etat islamique » d'une situation iranienne (et qui sont très peu nombreux) n'ont aucun moyen de le réaliser : un Khomeiny turc est inconcevable, répète-t-on dans tous les milieux. Même si elle joue du sentiment religieux à des fins électorales, la classe politique n'est nullement divisée en laïques et en dévots, et pareille expérience ne la tente pas.

Au demeurant, l'armée — l'un des bastions les plus solides du laïcisme — s'y opposerait ; fidèle à l'esprit d'Atatürk, elle n'est pas prête à écouter un prophète.

et négligés des milieux d'affaires — 5 % des industries, pour un territoire qui représente 30 % du total et contient presque le quart de la population, vivant, comme à Bitlis ou à Diyarbakir, dans le dénuement le plus complet, les Kurdes revendiquent aujourd'hui le droit d'exister.

Leur mouvement, pour l'instant, est inorganisé. Sans porte-parole, sans programme d'état ou de réalisme (les plus modérés souhaitent des réformes d'ordre culturel et économique, d'autres, l'autonomie ou l'indépendance), ils ne constituent pas une force politique ; mais à bout d'épreuves et de patience, et sensibles à la lutte des Kurdes d'Iran, ils peuvent créer au pouvoir central quelques difficultés majeures ; déjà on parle de « maquis », de routes incertaines, de voyageurs rançonnés par des partisans, quand ils pénètrent sur le territoire de la « République » kurde.

Face à ces « menées subversives » — qui compliquent la position d'Ankara face aux Etats-Unis et à l'U.R.S.S., tant dans le conflit chypriote qu'en ce qui concerne la participation à l'OTAN, — le gouvernement n'envisage d'autre solution que la répression. Fidèle à la tradition de l'Empire ottoman — qui, au XVII<sup>e</sup> siècle, écrasa les premiers soulèvements, — la République a décrété que les Kurdes n'existaient pas ; le mot lui-même est pratiquement tabou et n'apparaît presque jamais dans la presse. « Le peuple kurde ? Je ne connais pas », nous dit le vice-gouverneur — kurde — de Diyarbakir. En Turquie, il n'y a que des Turcs. Parler de Kurdes, c'est faire du racisme.

L'armée, entre autres, est résolue à s'y opposer : fréquemment, elle se livre dans la région à des manœuvres qui sont aussi de dissuasion, et des commandos, spécialement entraînés, sont prêts à intervenir : « Ce serait un massacre, estime un observateur. Comme celui des Arméniens, en 1915. Au nom de l'unité nationale. »

Agitation ouvrière à l'ouest et au sud, troubles à l'est : pour peu que le terrorisme et que la crise s'aggrave, il n'en faudra pas plus à la bourgeoisie pour décréter l'état d'urgence et se donner enfin le pouvoir fort dont elle rêve. S'ajoutant encore plus sur une Europe qui, jusqu'à l'étrangement des libertés inclus, lui aura fourni un exemple et un modèle.

Pourtant, est-ce aussi le prix à payer pour l'« aide » que les pays riches ont de nouveau accepté de lui fournir : place stratégique de premier ordre, base d'espionnage de l'Union soviétique, avant-poste, depuis la défection iranienne, des Etats-Unis au Proche-Orient, la Turquie est un enjeu trop important pour que l'« anarchie » s'y installe durablement. Ou au moins une démocratie véritable s'y développe.

Enchaîné à l'Occident par la volonté d'Atatürk, et maintenu dans ses fers par les intérêts conjoints du capital international et de ses agents locaux, elle semble condamnée pour longtemps à en subir la loi.

« Nous n'avons plus qu'un passé », soupire un universitaire en contemplant le coucher du soleil derrière les minarets du Bosphore. Pendant qu'il rêve — trop pessimiste ? — aux splendeurs de l'empire, un yacht, lancé à vive allure, fait presque chavirer une petite barque ; et tandis que les plaisanciers — de riches industriels d'Istanbul — regardent, goguenards, les pêcheurs qui luttent pour ne pas couler, l'un d'eux, malgré la houle, se dresse et lève le poing.

(Copyright Maurice T. Maschino, Fédora M. Rabet et Le Monde diplomatique.)

(Dessins de PLANTU.)

## Une armée de régime

ment le ministre de la défense, et du chef d'état-major, entourés des principaux commandants.

Le Conseil n'a qu'un rôle consultatif ; mais, comme l'écrit Mevlüt Bozdemir, « le fait qu'il soit constitué des plus hautes personnalités de l'Etat lui donne beaucoup de poids dans les grandes décisions politiques ; les militaires participent désormais par ce biais, ne serait-ce que sous forme de délibérations consultatives, aux destinées du pays » (10).

Ils participent aussi à sa vie économique. A titre individuel — de nombreux officiers supérieurs sont actionnaires de sociétés nationales et multinationales — et comme corps, par l'intermédiaire du Oyak-Holding. Alimenté entre autres par les cotisations — obligatoires — des soldats et des officiers, le Fonds de solidarité et d'aide mutuelle de l'armée (Oyak) assure à ses membres toutes sortes d'avantages : prêts pour l'achat d'un logement ou d'une voiture, retraite complémentaire ; mais surtout il investit dans des banques et des entreprises (Rançat, Goodyear) et possède un certain nombre d'usines.

Partie intégrante, comme dit Mevlüt Bozdemir, du « complexe militaire-industriel », l'armée est totalement intégrée au système : « Aucun danger ne peut venir des militaires, dit un ancien ministre du Parti de la justice. Pendant notre passage au pouvoir, nous avons pris des mesures pour cela : par des logements de commandement, des automobiles des « avions », des voyages fréquents à l'étranger et des possibilités diverses, nous les avons liés » (11).

Loin de chercher à changer de régime, l'armée a tout intérêt à le consolider. Mais justement, dans la mesure où l'ordre existant peut être menacé, le risque existe non pas d'un coup d'Etat, mais d'un durcissement de l'Etat. Si la classe politique continue de se décomposer d'en haut, si elle ne montre l'incapacité de redresser la situation économique et d'enrayer le terrorisme,

il se peut que l'armée lui adresse un ultimatum et que le parti au pouvoir — quel qu'il soit — se résolve, par la suite, à une nouvelle réforme constitutionnelle qui limiterait le rôle d'instances démocratiques comme le Conseil d'Etat et restreindrait les libertés.

C'est la perspective la plus vraisemblable : aux multiples facteurs qui, dans les pays capitalistes, jouent actuellement contre la démocratie — et qu'une étude de la commission trilatérale, qui s'en félicite, a fort bien exposés (12) — s'en ajoutent d'autres, propres à la Turquie.

Si la classe dirigeante n'a pas à craindre un soulèvement ouvrier, il se peut qu'une brusque poussée du mécontentement populaire et la multiplication des grèves (une centaine cet automne, dans l'alimentation, l'hôtellerie, les transports, la pétrochimie, les textiles) incitent le gouvernement à une attitude plus dure : les syndicalistes s'attendent à une nouvelle vague de répression, les démocrates, au dépeçement prochain de formes et d'institutions politiques que la bourgeoisie, estimant-ils, n'a plus intérêt à maintenir.

« La grande bourgeoisie et les milieux impérialistes ne peuvent plus faire durer ce système dans des conditions démocratiques », dit Mme B. Boran. Quand les travailleurs s'arrivent plus à satisfaire leurs besoins élémentaires, ils deviennent « dangereux ». Le peu de démocratie qui existe est alors de trop.

Il l'est déjà à l'Est, et le vent d'orage qui souffle des montagnes risque, demain, de le balayer à l'Ouest.

### « Les Kurdes ? Connais pas »

PRIVES du droit de s'exprimer dans leur langue — alors que 91 % d'entre eux ne parlent pas le turc — interdits d'association, longtemps oubliés du pouvoir — 71 % sont analphabètes —

(10) M. Bozdemir, op. cit.

(11) Ibid.

(12) Cf. l'article de Claude Julien dans le Monde diplomatique de mai 1978 : « Les sociétés libérales victimes elles-mêmes ? »

## Dans les revues...

DOCUMENTS, « revue des questions allemandes », publie les notes d'un colloque franco-allemand consacré à l'intégration et à la communication entre les deux pays. Paul Noack, notamment, expose les mécanismes de la concertation gouvernementale, depuis plus d'une décennie (1978). A signaler également un tableau complet des revues spécialisées sur l'axe de l'autre pays, publiées de part et d'autre ; et les résultats d'une étude sur la couverture de l'actualité allemande par la presse française (N° spécial, décembre, trimestriel, 30 F., 50, rue de Laborde, 75008 Paris).

UN numéro spécial de SOCIOLOGIE DU TRAVAIL sur les mutations induites par la Grande-Bretagne, c'est-à-dire la « crise » qu'elle traverse depuis dix ans, symptômes des mutations en cours dans l'économie. (Octobre-décembre, trimestriel, 33 F., Le Seuil, Paris).

Le Démocrate et un discours fraternel mystifié, mais sans pour l'instant toutes d'une communauté catalane réelle, Robert Ferras considère dans HERODOTE le poids respectif des deux parties de la Catalogne (espagnole et française) dans la perspective d'une adhésion de l'Espagne à la C.E.E. Barcelone, non pas tant capitale culturelle mais relais du capitalisme multinational ? L'auteur se demande : « jusqu'à quand le catalanisme résistera-t-il à l'invasion des intérêts réels ? » (N° 18, octobre-décembre, trimestriel, 28 F., Ed. Maspéro, Paris).

### Réunions d'information

LES PROBLEMES DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS EN FRANCE APRES LE VOTE DE LA LOI BONNET seront le thème d'une semaine de débats organisée à Paris du 14 au 20 janvier par le Centre d'étude anti-raciste (CEAR). Les participants auront l'occasion de rencontrer des juristes, militants syndicaux, représentants de travailleurs immigrés, pour s'informer et échanger leurs idées. (Chaque soir, 19 heures, CEAR, 14, rue de Nantueil, 75015 Paris).

UN MOIS D'INFORMATION SUR L'AFRIQUE DU SUD ET L'APARTEID sont organisés à Rennes du 4 janvier au 3 février par le CRIDEV (Centre de renseignements pour le développement et la libération des peuples) et diverses institutions locales en collaboration avec le Mouvement anti-apartheid. Le programme comprend notamment une exposition, qui sera ouverte tous les jours, et trois débats introduits par des films : le 8 janvier à 20 h 30 : « Trois millions de déportés » (avec René Lefort, Claude Mella-loup et Anne-Marie Goguel) ; le 15 janvier à 20 h 30 : « Mouvements ouvriers et luttes urbaines en Afrique du Sud » (avec Jacques Marchand et Anne Goguel) ; et le 22 janvier à 20 h 30 : « La France et l'apartheid » (avec Bernard Thallier et Howard Richman). Pour tout renseignement : CRIDEV, 41, avenue Janvier, 35500 Rennes.

Le Daniel Bensaïd établit un parallèle, dans CRITIQUE COMMUNISTE, entre la révolution sandiniste au Nicaragua et le cours de la révolution dans la Russie de 1917. Avec des nuances, certes, la comparaison est jugée « pertinente » surtout à cause des similitudes dans le processus d'auto-organisation. (N° 29, dix numéros par an, 15 F., Ed. La Revue, 19, impasse, Garches, 92000 Paris).

DANS L'ESTOCADE, journal franc-comtois, une interview d'Adrian Rodriguez, responsable pour l'Europe du MIRA, qui parle de résistance à l'intérieur, de ses difficultés, et de l'éventuel retour des exilés. (N° 4, décembre, bimensuel, 6 F., 11, rue du Breuil, 75009 Paris).

DANS LES TEMPS MODERNES, Maurice Kozub s'emploie à analyser les raisons de l'écroulement des forces politiques en Iran, phénomènes qui entravent la reconstruction du pays alors que le mouvement révolutionnaire d'Etat montre un remarquable intérêt au contraire. (N° 61, décembre, mensuel, 20 F., 25, rue de Condé, 75016 Paris).

Brève étude sur l'action des organisations philanthropiques américaines dans les territoires arabes occupés, dans MURD ESPERO, l'annuaire L'Espresso, explique notamment les difficultés d'une coopération directe avec les populations indiennes à cause du régime d'occupation. (N° 53, décembre, mensuel, 150 dollars, P.O. Box 3122, Washington D.C. 20010).

LE PARIS PEKIN, « revue des échanges franco-chinois », est un nouveau périodique sur les questions chinoises. Il se veut solidaire avec des articles allant de Pierre Cardin aux jémites en passant par les dissidents, ce qui donne un certain manque d'unité et de profondeur. Actuelle comparaison avec le très sérieux China Quarterly publié à Londres. (N° 1, bimensuel, 22 F., R.F. 22, 75001 Paris Cedex 14).

En marge de ses articles sur l'actualité politique, le périodique FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW a consacré une partie de son numéro du 14 décembre aux « grandes » de l'industrie japonaise. A la manière dont ils se préparent à affronter les années 80 grâce à une nouvelle génération d'industries. Un supplément de quarante-cinq pages où les vedettes sont l'électronique, la banque, la publicité, la production cinématographique, la restauration industrielle, etc. (Vol. 108, n° 24, 14 décembre, bimensuel, 5 dollars de Hongkong - G.P.O. Box 160, Hongkong).

AN SOMMAIRE D'ECONOMIE RURALE : les exportations agro-alimentaires et l'expansion de l'agriculture française. Le Fitzmann tire les conséquences de l'évolution à long terme du commerce extérieur sur l'occupation de l'espace agricole. D'autres articles traitent sur le rôle des sociétés de négoce international, le redéploiement international des industries alimentaires françaises, etc. (N° 123, septembre-octobre, bimensuel, 45 F., Société française d'économie rurale, 100 Bd. de la Chapelle, 75010 Paris).

Après plusieurs mois d'interruption, POLITIQUE AUJOURD'HUI reprend sa parution, de façon encore irrégulière. En « proposant » signe des temps — de « briser avec le discours idéologique » pour se « rapprocher autant que possible du concret ». Au sommaire de ce numéro ainsi conçu : les immigrés algériens en France, la question algérienne des « laïcs » marxistes, ou encore « le stalinisme et la nation en Europe de l'Est ». (N° 3-4, 1979, 22 F., 14-16, rue des Petits-Bois, 75019 Paris).

POUVOIRS a pris pour thème la psychanalyse, c'est-à-dire — dans la perspective de la revue — les rapports de la psychanalyse et de la politique, de l'idéologie, du pouvoir ou des pouvoirs. Catherine Clément y signale, dans le sillage du mouvement recouvert de la « grande contestation », au sein du P.C., d'un événement considérable qui a fait peu de bruit, mais dont les conséquences sont imprévisibles : la conversion communiste au divan. Ou du moins « l'aveu » public qui en a été fait dans deux livres. (N° 11, 4<sup>e</sup> trimestre, trimestriel, abonnement 180 F., PUF, Paris).

Un numéro de L'ARC, consacré à Leonardo Sciascia, s'ouvre sur une définition (par Jacques Bonnet) du pouvoir politique comme « le plus visible des pouvoirs invisibles ». C'est la confrontation tragique de l'individu avec ce monstre, et les forces sociales de destruction, qui ont au fond de l'œuvre de l'écrivain italien. Et c'est ce qui nous est montré par une vingtaine d'auteurs et par Sciascia lui-même. (N° 77, trimestre, 20 F., Chemin de Repentance, Aix-en-Provence, diffusion : 30, rue de

### CINÉMA

LE COITE ZERO rassemble en catalogue l'ensemble des courts-métrages produits au Québec en 1978 : on y trouvera les films techniques et un bref synopsis des trois cent soixante-dix-neuf films de ce type réalisés cette année-là. (N° 2, automne, trimestriel, 6 dollars canadiens, 388, rue McGill, Montréal, Québec H3T 2E8, Canada).

DANS LA FEUILLE FROIDE, revue de « groupe marxiste d'intervention dans l'art et la culture », des textes sur Wim Wenders, M. Von Trotta et W. Herzog, ainsi que sur le film de Wajda, « L'Homme de marbre ». (N° 4, automne, trimestriel, 8 F., 14, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris).

LA SAISON CINÉMATOGRAPHIQUE publie l'analyse exhaustive de tous les longs-métrages sortis à Paris au cours de l'année : cette revue de fort volume (300 pages) est un instrument de travail indispensable pour se remettre en mémoire certains des six cent cinquante-trois (1) films présentés durant l'année écoulée. Une bibliographie et une discographie complètent cette livraison qui comprend aussi un index des réalisateurs, des réalisateurs, des opérateurs et des films. (N° 1011, hors série de LA REVUE DU CINÉMA, automne, 40 F., 2, rue Ricamar, 75011 Paris 97).

## Le carnet des ambassades

L'ambassadeur de Côte-d'Ivoire et Mme Eugène Aidara ont offert une réception le 7 décembre à l'occasion de la fête nationale.

A l'occasion de sa visite en France, le ministre des affaires étrangères du Venezuela et Mme Zambrano Velasco ont donné une réception le 7 décembre dans les salons de l'Hôtel Crillon.

L'ambassadeur de la République arabe d'Egypte et Mme Kamal Eldin Khalil ont offert une réception le 20 décembre à l'occasion de la réunion du groupe consultatif de la Baqque mondiale sur l'Egypte.

### Calendrier des fêtes nationales

1<sup>er</sup> - 31 JANVIER

1 <sup>er</sup> CAMEROUN	Fête de l'indépendance
1 <sup>er</sup> CUBA	Fête de l'indépendance
1 <sup>er</sup> HAÏTI	Fête de l'indépendance
1 <sup>er</sup> SOUDAN	Fête de l'indépendance
1 <sup>er</sup> SAOAO OCCIDENTALES	Fête de l'indépendance
4 BERMANIE	Fête de l'indépendance
26 AUSTRALIE	Fête nationale
26 INDE	Fête nationale

## Une Berline d'exception.



La CX Prestige est une Berline dont les solutions techniques et le confort sont les plus avancés actuellement : suspension hydropneumatique, direction assistée à rappel asservi, tenue de route légendaire des grandes Citroën. La CX Prestige est une reine de la route et des longues distances. Berline racée, elle sait aussi se tenir dans le monde.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars est à votre disposition pour vous fournir tout renseignement qu'il vous plaira d'obtenir.

**CITROËN CHAMP DE MARS**

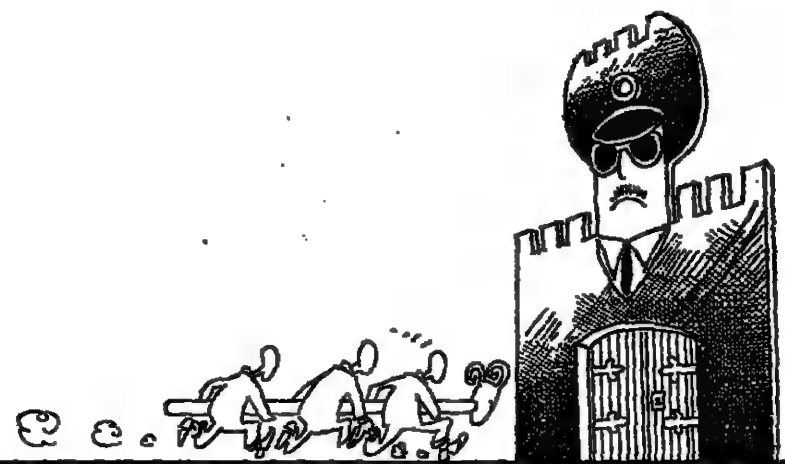
FILIALE DE S.A. CITROËN  
6-10, rue de la Cavalerie - 75015 Paris - Tél. CIT 204.833 F - Tél. 567.55.62

CITROËN - TOTAL

CITROËN

Je reviens à la 30.





# Nicaragua:

## LE SANDINISME FACE

**N**OS creían muertos, pero a pena dormimos (ils nous croyaient morts, mais nous n'étions qu'endormis), dit un graffiti relevé sur les murs de Matagalpa, un des bastions sandinistes pendant les insurrections de 1978 et 1979.

De fait, le poids de mort du somnisme a étouffé le Nicaragua pendant quarante-cinq ans, mais le réveil populaire a été imprévisible, soudain, superbe. La dictature s'est effondrée d'un coup (1). Le leçon politique du sandinisme est rigoureuse : même les régimes les plus autoritaires, les plus cyniques, profitant des méurs assurés de l'appel inconditionnel des Etats-Unis, ne sont pas à l'abri de la colère collective et donc de la défaite. La lutte est crédible, la victoire est possible. « Oser leffor, oser vaincre », ce vieux slogan des années 60 n'est pas un rêve du romantisme révolutionnaire, et la froide analyse des équilibres politiques doit compter avec lui. L'écho de cette leçon historique du Nicaragua est considérable dans toute l'Amérique latine, tant aux portes mêmes des Etats-Unis (Porto-Rico, République Dominicaine, El Salvador, Guatemala...) que dans la zone andine et jusque dans les dictatures du « cône Sud ».

Deux images entre mille, de cette vitalité retrouvée :

— Ce gosse en haillons, assis sur le bord d'un trottoir à Managua, les pieds nus dans l'eau boueuse, la tête dans les mains. Il répète inlassablement la *Patria... la Revolución...* la *Patria... la Revolución...* Il veut s'en empêcher, presque comme si sa vie en dépendait désormais.

— Cette file de deux cents guillottes, pesant dans les rues d'Estelí, au retour d'une longue période d'exercice dans la montagne. Ils marchent d'un pas interminable, traînant des pieds dont on devine l'état pitoyable. Ils sont épuisés, sales, équipés de vêtements et d'armes hétéroclites. Soudain, au coin d'une rue où sans doute ils ont combattu pendant l'insurrection, un courant de rires. Ils se rassemblent pour l'appel. Ils récitent les noms des camarades de la campagne, tombés au combat. Ils chantent *Adelante, hijos de Sandino*. Ils repartent à la caserne.

La solidarité des acquis populaires du sandinisme s'exprime dans maints secteurs de la vie sociale, à travers maintes initiatives. Les milices constituées pendant l'insurrection restent partout présentes : garde des édi-

ces publics, contrôle sur les routes, maintien de l'ordre quotidien. Les C.D.E. (comités de défense sandinistes), créés d'abord pour l'autodéfense des « barrios » contre la Guardia Nacional aux abois, sont devenus des organes de base de la démocratie sandiniste : ils sont responsables des affaires locales : hygiène et vaccination, déblaiement des ruines, fêtes populaires, mesures d'urgence de toute nature. Les communautés indiennes (Leone, Masaya, côte atlantique), étouffées sous le régime somoniste et qui ont contribué activement à sa chute, retrouvent leur autonomie d'expression politique : le miniquito, parlé sur la côte Est, est devenu la seconde langue officielle du pays. Les « groupes d'animation culturelle » (chants, musique, sketches) se créent dans les quartiers populaires des villes et à la campagne.

Le soutien populaire au nouveau régime est fondé sur une double expérience collective, profondément ancrée dans le vécu de tous : celle de la dictature somoniste, aveuglément sanglante surtout dans la dernière période, et celle de la libération sandiniste, réalisée spécifiquement nicaraguayenne parce qu'elle a été conduite presque sans aide extérieure. Cela, tout le monde en a conscience. C'est dire la solidité de ce soutien populaire, qui confère à la junte de gouvernement et au Collectif national sandiniste leur assurance, face à tant de tâches très lourdes et très urgentes : stabilisation des prix, distribution de vivres aux plus démunis, résorption du chômage (qui est immense), relance de la production, aménagement des quartiers détruits par les bombardements somonistes, endommagés pendant les combats (notamment à Masaya, Matagalpa, Estelí, Leone).

Les nouvelles autorités disposent d'une solide assise politique et d'une assise économique non moins solide : elles bénéficient, paradoxalement, de la « voracité malsaine » du somonisme sur son déclin. Le dictateur, ses proches, ses protégés, non contents de détourner à leur profit les revenus des chemins de fer, de la sécurité sociale, avaient accaparé plus de la moitié du potentiel économique du pays : grands domaines agricoles, pêcheries, usines de conditionnement des produits exportés, autres industries de transformation, banques, sociétés de commerce extérieur. Tout cela a été nationalisé, tout cela constitue un secteur public massif, lourd à gérer, mais qui place les sandinistes en position stratégique favorable face à la bourgeoisie « démocratique » (celle qui ne participait pas au pillage somoniste et qui a été favorable aux insurrections libératrices).

L'expérience de l'INRA (Institut national de la réforme agraire) est particulièrement originale. C'est à la fois : une règle d'état, qui gère les domaines agricoles et entreprises d'intérêt agricole ex-somoniens (plus de 50 % des terres) ; un réseau de conseillers locaux, qui assurent l'animation technique, politique et sociale du monde rural ; un institut de recherches et de réflexion, pour les choix agricoles à long terme.

L'INRA dispose de gros moyens : le matériel moderne confisqué aux somonistes, des milliers de collaborateurs dans tout le pays, un grand crédit politique. Ses cadres ont souffert participés à la lutte armée, sur place. C'est une structure légère, non bureaucratique. Les maisons de l'INRA à Leone ou Chinandega sont des lieux ouverts où les paysans se réunissent. Ses équipes effectuent constamment des tournées à la base, dans les villages. La gestion des terres ex-somoniens s'opère selon une double formule : les formes d'état, plus « efficaces », assurent un emploi et

un salaire stable qui libèrent les paysans de l'insécurité ; les communautés populaires sandinistes sont des foyers d'autogestion plus ouverts. Au moins provisoirement, les deux types coexistent en fonction, semble-t-il, des sensibilités politiques locales plutôt que de critères a priori.

Même ouverture quant aux options d'ensemble. Personne à l'INRA ne semble remettre en question la dépendance fondamentale de l'agriculture nicaraguayenne par rapport au marché mondial (le tri-coton), et donc la priorité d'impératifs « économiques ». Mais on parle aussi d'« aide prioritaire » aux zones les plus démunies et non pas aux plus viables, d'autogestion paysanne, de surplus rural réinvesti à la campagne au lieu d'être drainé vers les villes. Formules quasi-maoïstes, bien éloignées de l'idéologie de croissance et de rentabilité.

L'INRA est un bon raccourci des contradictions du sandinisme : créativité, autogestion, ouverture dans un contexte international dont on ne maîtrise pas les termes.

### Comblant un vide politique

Les militants sandinistes sont heurtés quant aux obstacles et aux handicaps qu'ils affrontent. L'héritage du somonisme est très lourd : misère, pillage de l'économie, énorme dette, dégradation des services publics. Les stigmates classiques du sous-développement sont aggravés par les cicatrices de la guerre : production désorganisée (ainsi, l'insurrection s'est déroulée au moment de la mise en culture du coton), destructions et dégâts de toute sorte (estimés à trois milliards de dollars), non-paiement des traitements des fonctionnaires.

Au plan politique, la victoire de juillet à un caractère précaire, imprévisible, un « dénouement relatif », selon le mot de Régis Debray. Les masses populaires restées passives et réagies depuis tant d'années n'ont été mobilisées que tardivement, imparfaitement. Réaction typique des peuples, quand un « poids militant » arrête un bus de campagne pour une collecte : on laisse parler... Par ailleurs, la petite bureaucratie d'ancien régime, laissée en place, reste routinière, timorée, et la bourgeoisie non somoniste, très influente, est attentive. Quant aux cadres locaux sandinistes, bien peu ont derrière eux de longues années de lutte armée ou de travail clandestin. Ils sont bien souvent inexpérimentés. Tout cela contribue à la crise d'insécurité d'octobre-novembre 1979, assaillants de cadres, enlèvement, attentats, perpétrés par des agents somonistes.

La chute de la dictature a donc laissé comme un vide politique, qu'il faut combler sans tarder. Alors, on pare au plus pressé, en s'abritant derrière le flou idéologique et organisationnel du sandinisme. Comme apparemment, le sandinisme est à la fois un « mouvement » à l'italienne, un « front » de type yougoslave ou algérien, un « conseil d'organisation », une « stratégie », un « parti » centralisé qui se met en place discrètement. Comme idéologie, le sandinisme se réclame de la « pensée de Sandino », militaire de sonche paysanne et de formation politique libérale, mort en 1933 et dont les idées générales et vagues, abondamment formulées par lui, ont inspiré les prévisions de la gauche nicaraguayenne. San Ysidro ou Madero : démocratie, justice sociale, dignité des nations faibles, dénonciation des riches et des puissants, à l'intérieur comme à l'extérieur. Ce flou sandiniste est une donnée de l'histoire, le fait d'une évolution presque en vase clos dans un pays arriéré, coupé pendant des dizaines d'années des grands débats de la gauche mondiale : stalinisme, X<sup>e</sup> congrès, tlenmexisme, maoïsme, nouvelle gauche. Aujourd'hui, dans une situation de transition, c'est aussi un expédient commode, qui évite les prises de position trop tranchées au regard de l'opinion intérieure ou étrangère.

Le sandinisme, dont l'audience populaire est très forte, se par sa simplicité même, de par le rôle des vainqueurs de Somosa, se révèle parfaitement compatible avec le modèle cubain (en fait soviéto-cubain) vers lequel les nouveaux dirigeants regardent de moins en moins discrètement, et auquel les signes de ralliement abondent. Des structures verticales sont mises en place, de style très classique : Ligue des femmes sandinistes, Centrale des travailleurs, Jeunes du 19 juillet ; elles contrastent avec la splendeur, l'incorruptibilité et tragique anarchie « notée » par Régis Debray au lendemain de l'insurrection. La fonction de ces structures lourdes est d'« organiser les masses » pour les rallier à la ligne politique du nouveau régime. Le discours officiel insiste toujours sur la nécessité de donner priorité aux objectifs généraux : la reconstruction, la production, aux dépens des revendications, par exemple, professionnelles. Toujours le poids des choses...

Ce discours est donc très typé. Il s'exprime en termes généraux, il pratique volontiers l'alignement et l'amalgamation. Alignement à des débats de fond qu'on présente très vifs, notamment dans l'armée où parmi les travailleurs, mais qui sont cloés par des condamnations sévères sans que les thèses en présence aient été formulées ouvertement. Amalgamation entre les ex-somoniens, les agents de l'impérialisme et les minorités marxistes-léninistes ou trotskistes. Les seconds sont assimilés aux premiers, comme « contre-révolutionnaires ».

Alignement et amalgamation sont des pratiques très courantes dans les colonies de l'Amérique latine, l'organe officiel du Front sandiniste. Ce journal affectueux aux titres pédales, qu'on trouve partout, qu'on donne à la « ligue » à la façon de Gramsci, ou du *Radio Provo*. Air de famille qui n'est sans doute pas fortuit. Ces titres sont eux-mêmes, par un artifice typographique presque invariable, et qui s'applique à un code politique surmonté de surtitres formels et assertifs : « Nos dirigeants ont la parole », « La révolution, c'est le progrès », « Voici ce qu'exige le peuple ».

Que le journal officiel des sandinistes fasse toujours beaucoup de place aux déclarations des dirigeants, c'est l'expression d'une situation de fait. Si riches de promesses que soient les communes sandinistes, les C.D.E. ou les groupes d'animation culturelle, ces noyaux de la démocratie de base n'ont qu'une compétence limitée à des secteurs particuliers. Les choix fondamentaux sont le fait d'un groupe très restreint, qui se borne ensuite à les transmettre de haut en bas. Cette concentration extrême du pouvoir et plus encore

### Au cœur du débat politique

## De l'Etat de droit à l'Etat-gendarme

**A**UJOURD'HUI, il n'y a plus de sociétés sans Etat, sans peut-être quelques peuplades reculées, oubliées de la civilisation. Il est difficile d'en conclure que le monde se trouve par là même mieux protégé contre les déclassements de la sauvagerie et de la barbarie. Les grands et les moins grands Etats du monde moderne disposent maintenant de moyens répressifs d'une redoutable efficacité par rapport à leurs prédécesseurs, et ils ne les utilisent pas toujours avec parcimonie comme en témoignent les systèmes concentrationnaires et les génocides qui sont la réalité quotidienne d'une partie importante de l'humanité.

Faut-il pour autant en rendre responsables l'étatisme et le politique ? Dans son livre *L'Etat et les esclaves* (1), Blandine Barret-Kriegel répond très clairement par la négative. Pour elle, l'Etat et le politique ne sont pas à l'origine des holocaustes contemporains, mais bien les déviations ou les perversions totalitaires que sont la nation-Etat ou le parti-Etat.

L'ETAT tel qu'il se constitue à l'issue du Moyen Age dans les pays occidentaux (en Grande-Bretagne et en France notamment), n'est pas pour l'essentiel une machine oppressive, mais bien un Etat de droit qui rompt avec les règles de fonctionnement de l'empire ou de la féodalité. Le pouvoir y est limité par la loi, c'est-à-dire par une « juridification » du politique qui ne saurait être confondue avec une quelconque primauté du droit de propriété. Tout au contraire, le règne de la loi, qui implique la défense de la personne et des biens, est caractérisé par la prédominance du droit public sur le droit privé. Comme le remarque Blandine Barret-Kriegel, le moment n'est pas le seigneur des lois, il est l'incarnation

d'une puissance rationnelle et légitime qui fait régner la paix et la concorde par-delà les querelles des participants au jeu social. En ce sens, il s'oppose aux privilèges, aux droits exclusifs attribués à des personnes, et à tout ce qui est de nature à déshériter la société.

Il serait donc faux de confondre l'Etat de droit tel qu'il est apparu historiquement avec les conceptions et surtout les manifestations, de l'Etat libéral propre au dix-neuvième siècle. Ce dernier est en effet fondé sur une

néfiance irrépressible, presque pathologique, devant tout ce qui est intervention publique, c'est-à-dire devant tout ce qui met en question la primauté du droit privé et de la propriété. L'Etat des libéraux n'est-il pas un Etat limité à sa plus simple expression, un Etat-gendarme qui n'a qu'une conception négative du bien public et par là même de la politique ? Blandine Barret-Kriegel s'est d'ailleurs penchée à son tour sur cet anti-étatisme libéral si largement favorisé, en réaction, l'évolution d'une autre forme d'anti-étatisme, l'anti-étatisme d'origine romantique qui place la loi au-dessus de la loi, la recherche de biens communautaires prépolitiques avant toute organisation étatique. Dans un tel contexte, la politique tend à s'être plus qu'une religion sécularisée, l'affirmation de biens inaliénables et d'intérêts hypothétiques (nation, race, etc.) au lieu d'être une confrontation patiente pour arriver à définir ce que peut être le bien public, à ses yeux, le mariage, malgré tous ses aspects laïques et rationalistes, participe de cet anti-étatisme romantique en raison de

sa surestimation du social par rapport au politique.

Blandine Barret-Kriegel appelle donc de ses vœux une réorientation complète de la politique et du fonctionnement des Etats dans le monde contemporain. Il faut à la fois rompre avec toutes les tentations totalitaires, avec toutes les explications défensives de la violence, de la terreur, de quelques grands principes et revenir à la transcendance de la loi, d'une loi et d'un ordre juridique qui rendent possibles la diversité des relations humaines, la diversité des comportements de la société vers d'autres horizons.

Les références de Blandine Barret-Kriegel à l'Etat de droit ne se voient pas, par conséquent, absolument pas pessimiste. On peut se demander toutefois si elle permet vraiment d'affronter les problèmes de la politique d'aujourd'hui, et si, en particulier, elle ne sous-estime pas les transformations qui ont marqué l'Etat et le droit depuis plusieurs centaines d'années — et rendent, par là-même, aléatoires les conceptions anciennes de la garantie des droits et

Par JEAN-MARIE VINCENT

de la défense de l'individu. Les grandes machines étatiques contemporaines et les institutions juridiques sur lesquelles elles s'appuient n'ont pas été créées dans des cadres d'une égalité ou d'un libéralisme stricts, même si elles ne répondent pas au formalisme bureaucratique et à un minimum de régularité dans le traitement des citoyens. Il apparaît, en ce sens, nécessaire de s'interroger sur la sociologie des Etats contemporains, sur leur dynamique, sur ce qui fait leur originalité en tant que grandes organisations sociales.

Le livre de Bertrand Badie et Pierre Birbaumi, *Sociologie de l'Etat* (2), se propose de répondre à ces préoccupations en rompant avec les différentes façons de réduire l'Etat à des conceptualisations abstraites, qui renvoient des explications linéaires. Les auteurs s'efforcent d'expliquer comment se sont constitués un type d'Etat direct et un autre par le fonctionnement de l'Etat. Ils ne s'ar-

rent pas à et ne font pas que pourfendre le marxisme vulgaire. Ils élaborent aussi, et avec beaucoup de finesse, une critique du fonctionnalisme d'origine anglo-saxonne, celui qui tente de faire entrer la variété des Etats dans un même moule — l'extension et la différenciation des fonctions étatiques à partir de la différenciation de la société. Contre ces vues, ils font valoir l'importance des facteurs culturels et de la genèse de l'Etat et insistent très fortement sur la crise du fédéralisme comme condition d'émergence des premiers Etats modernes. Il n'y a pas de croissance organique de la sphère publique mais des processus d'étatisation répondant à des modalités particulières de transformation des rapports sociaux. Dans toute l'Europe, on observe une très nette tendance à la centralisation politique, mais celle-ci ne se fait pas jour partout suivant les voies de l'absolutisme. Certains pays, comme la Grande-Bretagne, puis, plus tard, les Etats-Unis, ont pu évoluer vers des modèles d'organisation politique particulièrement efficaces sans s'appuyer pour autant sur l'autoritarisme et la bureaucratie, et sans développer un système administratif complexe (notamment une fonction publique très puissante par rapport aux intérêts économiques dominants). Selon les deux auteurs, il ne faut donc pas donner une valeur universelle à la rationalisation politique de type étatique et centralisé. Comme ils le notent avec pertinence, la transposition dans les pays du tiers-monde des structures étatiques occidentales a des effets presque toujours catastrophiques et montre très clairement qu'il faudrait s'orienter vers d'autres constructions politiques, plus adaptées à des conditions sociales et culturelles spécifiques. Prudentement, ils tirent de ces constatations des raisons d'espérer en une évolution du monde qui ne serait plus placée sous le signe d'un étatisme simplificateur, trop simplificateur.

Il serait effectivement très tentant de les suivre sur cette voie, celle de la réhabilitation de la société civile. Il reste cependant à se demander s'ils ne sous-estiment pas, de leur côté, le caractère contraignant du rapport social de production capitaliste et les coercitions étatiques qu'il implique de nos jours. Marx est certainement moins déçu qu'on ne veut bien le dire aujourd'hui.

(1) Blandine Barret-Kriegel, *L'Etat et les esclaves*, Paris, 1979, 272 pages.  
(2) Bertrand Badie et Pierre Birbaumi, *Sociologie de l'Etat*, Grasset, Paris, 1979, 232 pages.

الامم المتحدة



## Par JEAN CHESNEAUX



Ce qui freine paradoxalement un alignement trop net, c'est peut-être la nécessité de maintenir un certain équilibre par rapport à la bourgeoisie

« démocratie » restée puissante, et le fait de ne pas trop inquiéter les Etats-Unis, dont le Nicaragua continue à dépendre économiquement et financièrement. Cet équilibre social et politique est la preuve que le Front à Managua de « partis » social-démocrate, chrétien-démocrate — dont le poids est bien léger — l'Internationale compte beaucoup et qu'elle lit les choses. Ces petits partis ne peuvent être des disciples des véritables A. A. internationaux qui se trouvent tout en direction dans le monde nouveau. D'un côté, avec la démocratie chrétienne (appel de M. Mariano Rumor, active des organisations), nous avons des contacts et offres amicales du Venezuela, approbation discrète de la hiérarchie catholique. D'un autre côté, avec le Front sandiniste, l'Internationale socialiste réunie à Lisbonne, aide de l'Allemagne et de l'Ouest, visites de la presse internationale, nous avons pour leurs attaches social-démocrates

dernier exemple, Coca-Cola et Pepsi-Cola ont des dépôts dans les plus petits villages, dans les barrios les plus pauvres des villes : six cent mille bouteilles consommées chaque mois dans la seule petite ville de Matagalpa.

La ville de Managua, démesurément étirée sur des dizaines de kilomètres, artificiellement gonflée (six cent mille habitants pour un total de deux millions et demi), a été reconstruite à la tombereau de terre de 1972 dans le désordre du capitalisme sauvage. C'est un patchwork erratique de terrains vagues, de nouveaux pseudo-modernes, de barrios très pauvres. On ne s'y sent nulle part « en ville ». Pas plus que dans une ville américaine de même importance. Il n'est question d'y circuler à pied...

Cette ligne générale du modèle américain dans l'habitat, dans la technologie quotidienne, dans les habitudes sociales, a sans doute été facilitée par les politiques. Mais il est trop facile de n'y voir qu'un sous-produit de cette fondée. Elle a certainement profité de la faiblesse du « fonds national » au Nicaragua, tant sous la forme de l'héritage des États-Unis que de l'aide américaine au Guatemala) que de l'emprise espagnole (sauf dans de vieilles mines comme Leon ou Granada). Ainsi, les pays d'Amérique hispano-indienne, est très peu développée, malgré les efforts réalisés par le régime communiste et que le nouveau régime continue à soutenir : quelques tapisseries en fibre d'agave, quelques poteries, quelques bijoux, quelques publications forcées de la vie quotidienne ne sont pas heurtées à des mœurs de civilisation suffisamment solides. Il faut les créer.

Ce n'est pas seulement les moins développés de l'extraordinaire exploit des sandinistes que de mesurer l'étroitesse de la marge d'initiative historique dont dispose le nouveau Nicaragua, entre ces deux pôles que sont les Etats-Unis et l'Union soviétique, l'économie, financier et technologique des Etats-Unis, et, de l'autre, le modèle politique soviéto-cubain. N'en est-il pas de même dans tout le tiers-monde, où la marge d'initiative politique n'est d'ailleurs pas égale. Le premier est infiniment plus puissant, il dispose d'une assise planétaire, il est générateur de relations de dépendance dont le tiers-monde est devenu le théâtre, que des tyrannies politico-militaires protégées par les Etats-Unis.

que « le centre de gravité des pays non alignés n'est pas situé en Europe, mais dans les pays du tiers-monde », que « le tiers-monde et les grands de ce monde ont cessé de vivre dans le même monde ». Mieux que quiconque, le Nicaragua sandinista sait à quel point l'indispensable et héroïque préalable politique qu'était le renversement du somoïsme ne suffisait pas à le dégager du monde des nanties.

La libération du tiers-monde pose trois séries de problèmes bien différents.

La première relève de la domination politico-militaire, des formes de dépendance les plus immédiatement perceptibles : Vietnam, Cuba, colonies portugaises, Algérie, Nicaragua, etc. L'indépendance politique constitue un préalable incontournable, elle reste un objectif prioritaire dans maints pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Elle confère aussi un avertissement indispensable pour aller plus loin. Mais elle ne suffit pas à résoudre la question de dire que tout commence quand elle est réalisée.

La seconde met en cause la dépendance économique, le système international d'exploitation du tiers-monde. On edge de meilleurs termes d'échange, de meilleurs parfis, un équilibre des échanges entre les différents meilleurs nationale des ressources : tout ce qui éloquentement réclamé M. Fidel Castro à l'ONU en octobre 1978, cette stratégie de libération du développement des pays exploités une meilleure part (« *la longue marche vers l'égalité des chances* »), mais à l'intérieur d'un cadre économique international et mondial de coopération entre producteurs. C'est une stratégie qui se définit en termes quantitatifs. La performance des pays pétroliers, renforcement de leur position internationale avec l'Occident, a été citée en exemple à la conférence de La Havane, où ces pays étaient représentés par des dirigeants solidaires du système occiden-

Le troisième aspect du problème met en jeu des rapports qualitatifs et non plus seulement quantitatifs. Il s'agit de définir les voies d'un avenir différent, dégagé du modèle que l'Occident continue à imposer même quand il a dû renoncer à sa domination politique directe (ou quand celle-ci a cessé

d'être nécessaire : n'est-ce pas la signification historique profonde du changement d'affectation de M. Robert McNamara, passant du Pentagone à la présidence de la Commission économique pour l'Asie du Sud-Est, au plein cœur de la guerre du Vietnam ? Ce modèle social imposé par l'Occident aux pays du tiers-monde, le modèle de l'urbanisation sauvage et de ses mirages appauvrissants ; celui de la croissance incontrôlée, conjuguée à la pollution, à la déforestation, à l'exportation et à leurs servitudes ; celui de la modernité technologique hémorragique, diffusant la pollution propre de chaque peuple, et détruisant par ailleurs les équilibres naturels, souvent de façon irréversible (air, eau, sol) ; celui, enfin, de la spécialisation, l'expertise, constitutive d'une classe nouvelle de *managers* internationaux de la modernité, coupés de plus en plus de leur peuple, de leur pays, du sort de luttes héroïques, quel pays du tiers-monde peut dire qu'il s'est libéré de ce modèle ? Ce modèle séduisant et tyrannique.

Même si, çà et là, certains ont déjà exploré ou explorent à tâtons les voies de la démocratie, du progrès, de la Paix et du bien-être, de la prospérité, du Patrimoine et discrètement, en l'anarchie ou au Mozambique... Autoritairement et sans disposer d'une base sociale suffisante, ils ont avec eux des succès factices et éphémères, comme la gauche maoïste vers 1970. Dans un délire sanglant, mais à partir d'une hygiène de vie qui n'est pas du tout totalement absurde, comme lorsque les Khmers rouges ont décidé de vider l'Indochine de ses habitants. Ils ont idéologiquement, au lieu de choisir l'occidental de société et retour à une pensée réactionnaire, comme dans l'Irlande aytollahite. Donc, nous pourrions nous attendre à ce que les idées précédentes inexistantes, la réflexion théorique embryonnaire, l'expérience populaire créatrice délaissée parce qu'insuffisamment théoriques, soient l'Occident ». Cette guérilla-là attend encore ses Mao, ses Guevara et ses Ho Chi Minh... Mais une femme nous avertit : « Ne vous laissez pas tromper, Wellington, ne nous disait-elle pas : « Nous n'arriverons jamais à rattraper le train de l'Occident ; car le train va vers l'Occident, et nous sommes en marche de notre mère, et de toute façon le train va dans la mauvaise direction. Cherchons donc une autre voie, pour ne pas l'avoir et non pour la posséder ».

**S**i les options politiques du nouveau Nicaragua l'orientent vers le modèle cubain, le pays n'en reste pas moins dans la dépendance étroite du marché mondial, donc des États-Unis, qui demeurent non seulement le principal acheteur et le principal fournisseur, mais aussi l'image de référence, le modèle culturel et technique.

[illegible]

La structure de la société rurale, le paysan lui-même, sont étroitement conditionnés par cette intégration de la production agricole aux circuits tels entre, d'une part, une vie de propriétaires agricoles enrégimentés à la saison des récoltes, contraints à un effort époussant sur un rythme très régulier, et d'autre part, une production villageoise qui les occupe le reste de l'année et qui alimente le marché intérieur, mais qui végète à un niveau très bas, dans une assemblée de producteurs démunis d'équipements d'incitation économique. Le réseau routier rural sert les besoins de l'agriculture d'exportation (pistes pour camions lourds) beaucoup plus que les besoins de la production locale. Le CNRA fonde des promesses pour accéder aux villages avec leurs voitures de ville, surtout quand il pleut. Quant à la maltrise du sol et du paysage, elle est précaire, incertaine. Rien de l'antique association de la terre et de l'homme qui a créé au cours des siècles les diguettes de Chine, les chemins creux de l'Europe, les terrasses méditerranéennes. La

nature, ici, a été forcée à coups de chimisation massive dont on mesure mal les risques écologiques. Elle se rattrape, dès que la pression se relâche : la *maleza* (broussaille) revient en quelques mois, haute de plusieurs mètres.

De la dépendance économique, on passe vite à la dépendance culturelle. Pendant des dizaines d'années, l'américan way of life bénéficiait à la fois de la position de force du somoisme et du contrôle américain sur l'économie du pays. Les habitudes se prennent vite, surtout quand elles s'insèrent dans des situations d'inégalité et donc de frustration par rapport au modèle dominant.

La voiture est reine, souvent sous la forme de véhicules américains de marque Chevrolet. Elle est chère, mais si elle coûte cher en carburant et en devises. Elle a ruiné le chemin de fer, autant par des mécanismes idéologiques (la modernité) que par le jeu direct de la concurrence. C'est elle qui commande l'usage de la bicyclette, car les vélos, rares de toute façon malgré leur intérêt pratique (surtout à Managua), sont presque toujours du type pliable pour pouvoir pénétrer la voiture est aussi la position la plus facile à occuper dans les bus urbains et ruraux, vétustes et notoirement insuffisants. Jusqu'au libellé des plaques d'immatriculation des véhicules, jusqu'au numérotage des routes, tout est fait pour promouvoir le confort et souligne le caractère colonial de la vie sociale.

Il en est de même pour la vie quotidienne et son cadre technique : les objets, les meubles, les vêtements, les articles domestiques sont de type américain (plastique), le matériel artisanal d'usage courant utilisant les matériaux du pays (poterie, vannerie, tissage) est quasi inexistant. L'absence de leur conditionne les goûts, mais, malin, généralement peu utile à condition que les bâtiments d'habitation et les bureaux soient construits en fonction des conditions climatiques, est très répandu : c'est le signe de leur conditionnement par la modernité. Son tour, leur conditionné accélère l'américanisation de l'espace bâti et conduit à abandonner la maison traditionnelle, pourant mieux adaptée au climat, au profil des besoins et des matériaux, pour des légers mais moins sobres, conformes au modèle « moderne ». De même,

À l'âge de la Commission trilatérale et de la « nouvelle division internationale du travail », peut-être plus profondément encore que sous le colonialisme classique, la condition et le statut des pays « sous-développés » dépendent : leur orientation économique, le choix de leurs productions, l'organisation donc de toute la société urbaine et rurale, la culture, la religion, etc. impérativement conditionnés par des décisions prises dans les pays « développés », par des termes de référence (financiers, techniques, culturels) proposés par les « autres », les « pays développés ». Le « village mondial », pour reprendre l'image proposée en 1965 par Lin Piao, ne s'est pas dégagé de la dépendance des autres. Il ne peut rassurer à bon compte par l'opposition numérique entre la « majorité des faibles » et la « minorité naissante » des puissances. Il ne peut échapper à la Havane par la conférence des pays non alignés. On ne peut dire

**A** CES trois niveaux de libération correspondent trois modes différents d'articulation entre les luttes de la « périphérie » et les luttes du « centre ». Quelle convergence établit aujourd'hui entre les forces qui refusent le modèle occidental de développement à l'intérieur même des pays développés et les peuples que ce modèle continue à dominer ? Tel le Nicaragua...

Il ne suffit pas d'invoquer le « décalage » entre les uns et les autres : il n'en seraient pas encore là... N'appeler à une « solidarité » qui resterait tout extérieure, même si toute aide est bonne à prendre dans un pays aussi démuné que le Nicaragua. Mais ce n'est pas un luxe de contestataires des pays « nantis » que de poser dès maintenant aux pays « démunis » ces problèmes que l'ordre commence à peine à discerner : tyrannie du marché mondial et étouf-

fement des secteurs « non rentables » de la chimie, des technologies (véhicules, voiture complètement chimisée, agriculture) qui asservissent tout le corps social... la croissance urbaine incontrôlée, la dégradation de l'environnement des humains. Certes, un pays comme le Nicaragua est hors d'état de résoudre ces problèmes : il doit dans l'immédiat affronter le « poids des chaînes du passé », les problèmes de chômage précoce. Loin de « ne se poser que des problèmes qu'elle peut résoudre » (Marx), l'humanité a besoin de l'écologie pour ne pas devenir jamais. C'est le « conscience antipatriotique » dont parlait Ernst Bloch. Certains ont longtemps soutenu que le monde est « plus ou moins désespéré. Bilancolet ». D'autres peuvent penser que, loin de désespérer, Chindaganda, il vaut toujours la peine de former des « terroristes critiques », même dans des situations qui sont encore loin de maîtriser.

• • COMMENT LA CHINE RECOURS  
AUX METHODES CAPITALISTES • •  
Plusieurs erreurs dans l'article de Patrick  
Timier sur la Chine, paru dans le numéro  
de novembre, doivent être signalées.  
Page 10, not. 8 : le mpu est égal à  
0,067 ha (et non à 0,007 ha). Page 11,  
première colonne, cinquième paragraphe :  
les investissements consacrés à l'agri-  
culture (et non à l'industrie légère)  
atteignent 18 % dans trois et cinq an-  
nées, dans la même page, même pa-  
ragraphe, strikime ligne avant la fin :  
lire 0,06 yuan (et non 0,6).

« UN COUP D'ETAT POUR BIEN EN BOLIVIE ? ». — Dans l'article d'Alain Lebrun sur la Bolivie, paru dans le numéro de décembre : la parti de l'ancien dictateur Hugo Banzer a pour nom Action démocratique nationaliste (et non Action démocratique révolutionnaire).

« QUAND LA VERITE SORT DE LA BOUCHE DES OFFICIERS GENERAUX » — Dans un article rapportant les propos du général X... au Brésil, nous présentions, le mois dernier (page 11, dernier paragraphe), M. Delfim Neto comme ministre de l'Agriculture. En réalité, il était déjà devenu ministre du plan.

**INTRODUCTION A L'OEUVRE  
THEORIQUE DE  
STALINE  
tome I**

**Présentation et choix de textes**  
par  
**Hélène DESBROUSSES**  
**Pierre VILAR**  
**Bernard PELOILLE**

- nécessité et portée historique  
de la révolution prolétarienne -  
sur la question nationale - La  
collectivisation de l'agriculture

**Collection  
Matérialisme Historique**

Editions et librairie N  
76 Bld Saint-Michel - 7500

**1 volume 17 X 22 cm - 330 p.**  
**Prix de vente public dans**  
**notre librairie 36 F**

**ERMAN BETHUNE**  
Paris - tél. 326.59.93

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY  
 Directeur de la publication : Jacques FAUVET  
 Rédacteur en chef : Claude JULIEN  
 Rédactrices en chef adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)	
VOIE NORMALE	
France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, République de Dahomé, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Mali, Niger, Sénégal, Tobad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco .....	15 50
Autres pays .....	15 50

PAR AVION (abonnement et taxes) :		
Europe, Turquie d'Asie, Chypre,		
Algérie, Canaries, Madère, Azores,	187	Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie
Maroc, Tunisie		121
DOM, Canaries, Centrafrique,		Birmanie, Thaïlande, Malaisie, Hongkong, Indonésie, Japon,
Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey,		Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam, Australie,
Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie,		
Liban, Sénégal		
Haute-Volta, République de Djibouti	116	Canada, Émirats du Nord, Turquie centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Amérique d'Amérique
Liban, République malgache, État d'Israël, Tunisie	136	
Liban, Égypte, Arabie Saoudite,		

(Chèque postal : Paris n° 4207-23)  
 Prix de vente au numéro : 7 F.  
 Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 75472 PARIS CEDEX 09  
 Tél. : Rédaction et abonnements : 246-72-23.  
 Adr. télégraphique : Jourmonde Paris      Télés : Le Monde 650-572 Paris

سیدنا ابوالفضل



### Deux ouvrages sur un thème à la mode

## De Staline à Staline

La connaissance du discours publicitaire, de la pratique publicitaire, mais aussi de l'état d'esprit des publicitaires et de leur inquiétude en quelque sorte métaphysique sur leur raison d'être (ce qui n'est guère soupçonné à l'extérieur), cette connaissance approfondie a conduit l'auteur à y trouver un discours social. C'est que le discours publicitaire propose le point parfait de la multiplicité des sens, chacun des destinataires de la communication percevant le sien, qui n'est pas exactement ou pas du tout, celui que l'émetteur a voulu ou cru y mettre, encore qu'il ait pu en mettre d'autres. On trouve ainsi, dans ce discours, des éléments symphoniques, sympathiques et peut produire le meilleur ou le pire. A travers lui, ce qui est recherché ce sont des mécanismes qui fonctionnent dans les autres types de discours : politique, juridique, administratif, médical et généralement tout discours public. En résumé : moins communication plénière que communication dirigée. Mais dirigée par

On ne saurait entrer dans les voies très ramifiées d'analyses qui vont s'affinant. Il faut retenir pourtant trois éléments capiteux du mécanisme général et de la logique spécifique de la communication : la catégorisation ; la nécessité du stéréotype ; et le pouvoir des « mots métaphoriques ». Le vrai piège est dans les mots.

**L'**UNE étude de psychologie sociale peut comporter à un aspect de jeu fort excitant pour l'esprit, et divertissant. Rien que deux exemples. Certes, empruntés à la littérature. Mais cela ne change rien à la démonstration : « Ne pas tenir compte de ce parveneur », a J.-P. Courtial le justifie, mais s'abstient de noter qu'il est invraisemblable. La pratique est toujours de neutraliser un tel parveneur, en le bernant ou le masquant ! Il n'est pas facile d'être sûr d'un tel effet spécifique devant une foule, surtout si elle est hostile. L'effet devient incertain, kaïbalisme. On imagine ce qui est, pour le coup, le piège. Le citoyen s'engage dans le sens interdit-non-interdit. Surgit le robot répressif : « Intrusion ! Ne pas tenir compte de ce parveneur ». Avez-vous tenu compte d'une chose ? Ce n'est ni le mépris de tenir compte. Vous êtes un perturbateur de la circulation, de l'ordre public, un ennemi de la société, du régime, de l'Etat, un agent de l'étranger. » Rapport

Sur l'exemple plus classique de la déclaration : « Je suis un menteur », l'auteur démontre sous nos yeux ses systèmes de communication. Mais ce n'est pas si simple. Celui qui prononce « Je mens », et dit pourtant la vérité, il a bien réellement menti. Et s'il a réellement menti en prononçant « Je mens », il a dit la vérité. On ne peut communiquer avec lui sur cette phrase. On ne peut pas dire qu'il ment, car il ne ment pas. Le piège est invalable : pris ou pas pris ? On ne le saura jamais, même quand on croira le savoir. Ne serait-ce pas la morale de cette histoire de communication ?

**L** est des ouvrages dont on se demande à quelle nécessité ils répondent. Ainsi, on ne voit pas très bien pour quelle raison spécifique — propre à leur sujet — Roy Medvedev et Hélène Carrère d'Encausse viennent de publier, chacun de son côté, un nouveau livre sur Staline (1).

qu'aujourd'hui on confond abusivement stalinisme et antidémocratique), le stalinisme est aussi un projet politique, c'est même, d'abord, la mise en œuvre d'un projet politique, celui d'une Russie moderne et socialiste. Les moyens employés — meunerie, terreur — s'ordonnent à cette fin, qui s'inscrit à la fois dans la double lignée des réformateurs et de l'histoire russe.

Cette histoire ne s'achève évidemment pas avec la mort de Staline. Mais le stalinisme? Moins de questions, plus de réponses. Il s'agit de parler de déstalinisation? Il est dommage qu'Edouard Carrère d'Encausse n'examine pas davantage la question dans la continuité de la révolution russe. Mais à part cela qu'on pouvait attendre d'une « version complète ». Tel quel, celle-ci rendra néanmoins service. Entre autres, aux étudiants, à ceux qui veulent mieux saisir le contexte de l'histoire russe, d'une étude de qualité.

Cela dit, de l'un à l'autre, ce n'est pas le même produit. Car l'un est d'un artisan maladroit et l'autre, d'une historienne qui connaît son métier. Picolé à la hâte, sans ordre, sans rigueur, tel est le Staline de Roy Medvedev. Qui — étrange procédé pour un marxiste, — présente le stalinisme en tranches chronologiques (Staline en 1900-1917, Staline en 1918-1924), comme si le temps — et non pas l'évolution du système, — constituait un principe suffisant d'explication.

Mais du système — et malgré le titre de son étude, — R. Medvedev se soucie fort peu. C'est l'homme qui aime à se débarrasser de ses problèmes, de ses engagements — inévitables et combien de fois ressassés, — sur Staline enfant (entêté, vindicatif), surmoins, évidemment, Staline adulte, et sur Staline vieillissant, du parti. Tout cela pourrait retentir l'adjectif. Tout ce ne le savait déjà. Et surtout, si l'historien ne met- tait pas sur le même plan l'anecdote et l'analyse, il ne s'agit pas de Staline, mais de son mythe, avec Trotski.

C'est le défaut principal de ce livre, où se mêlent, dans le plus grand désordre, des extraits de romans et de nouvelles, des citations de discours et d'articles de la Pravda et des textes de Soljenitsyne. Le tout illustré de photos de famille : la mère de Staline, ses femmes, sa maison natale.

**L'**OUVRAGE d'Hélène Carrière d'Encausse est beaucoup plus sérieux. Construit avec rigueur, écrit dans un style dense et élégant, il démonte fort bien les mécanismes qui ont permis à la dictature stalinienne de s'imposer. Comme il analyse très clairement la singularité de cette entreprise : totalitaire, assurément (si bien

## HISTOIRE

**LE MAL FRANCO-ALLEMAND.** — Michel Meyer

★ Denoël, Paris, 1979. 272 pages.

Basé en entreprise depuis plusieurs années, le Centre de la Recherche et de l'Action sur les Combats Longueurs (C.R.A.C.) a pour but de débusquer les criminels de guerre nazis, jusque dans les postes les plus reculés du monde. L'administration de leur pays, où ils s'étaient tranquillement installés dès 1945, est responsable de la déportation. C'est pourquoi il faut aller chez de la prise d'otages aux fins d'extraditions massives.

Il y a donc auquel le procès de Cologne donne tout son actualité — est le bilan d'une activité systématique, telle qu'elle s'exerce en France sous l'occupation.

Le Centre de la Recherche et de l'Action sur les Combats Longueurs (C.R.A.C.) accablait sans le texte de l'instruction pénale émise de Kiel. Les plus étonnantes sont les listes des nazis qui ont été envoyés en France, à Cologne, à la suite de l'un des trois incidents de Cologne ; il montre aussi la culpabilité non moins évidente de la France, citée au procès comme simple témoin.

la définition des rapports conflictuels entre les deux pays, l'auteur a choisi de dénoncer le mal français mesuré à l'aune des succès politiques et économiques allemands. Démarche qui aurait pu être riche d'enseignements si elle n'était fondée sur des erreurs politiques et économiques. Pour décrire les vertus et les vices respectifs du coq et de l'agneau dans les discussions de café du commerce. A la traversée de ces pages, on se sent envahi, assés, interloqué, égaré dans ses certitudes idéologiques. M. Meyer oppose une vision du monde, du travail, du progrès, disciplinée, commercialisée, résumée en quelques maximes, souscrite du travail bien fait.

Quelques rares passages intéressants, tel l'exposé des retombées de l'intégration européenne dans l'agriculture des deux pays.

S. C.

**L'USURPATION OU LE ROMAN DE MARC-AURÈLE** — François Fontaine

Il est difficile, sans dénigrer les remarquables réalisations de ces deux auteurs, d'établir d'un empereur romain. Le succès de François Fontaine n'en est que plus remarquable. Il est vrai que ses votes sont différentes. D'abord, usant d'un ressort dramatique qui a fait ses preuves, il ne fait apparaître les autres qu'en situation de crise, au moment où ils se livrent en comports sept). Il est au centre, mais assez souvent à distance, et bien loin d'empêcher la scène. Aussi, quelle distribution ! Cent douze personnages, dont treize seulement sont imaginaires, sans parler des comédiens figurants et de toutes nombreuses et diverses figurantes. Ce que l'auteur met en scène, réa-

d'abord le roman, ou la tragi-comédie,  
d'un empire, d'une société, d'un temps  
où les nôtres apparaissent dans un  
arrière-plan tantôt voilé, tantôt éclairé  
d'un trait aigu. Voyez la présence

confuse, menaçante, fascinante, dans une communication toujours équivoque, du Proche et du Moyen-Orient. L'accident de l'histoire — qui pouvait n'être qu'une péripétie, et les acteurs s'y trompent — c'est l'usurpation, vite réduite de

[illegible]

## SOCIÉTÉ

LES MIGRATIONS DE DIEHA — Saladin

préface de Guy Bedos

\* L3 Pensee Sauvage, Paris, 1979,  
46 pages  
Une louche en bois

immigré clopine, appuyé sur des béquilles :  
légende : « Je viens de m'offrir une

bourgeoisie-*vis*. » Un pendu se balance au bout d'une corde; à l'autre bout, un sac d'argent : 10 000 F. — *L'aidé*...

desseins que publie le caricaturiste algérien Saladin.

façon — parfois cruelle, toujours humoristique — la condition des travailleurs

**ETM**

\_\_\_\_\_

1000

\_\_\_\_\_



Supplément

## JAPON

de l'essor économique  
aux ambitions internationales

## La découverte de la vulnérabilité

Par PHILIPPE PONS

La force économique fait-elle automatiquement d'un pays une puissance politique ? Si elle est assurément une condition nécessaire de celle-ci, elle ne semble pas pour autant être suffisante. Le Japon conserve apparemment un profil bas sur la scène internationale. Les louvoisements dans l'affaire iranienne, où les Japonais sont pris entre Téhéran et Washington, et le ralliement à l'extrême à la position américaine, les tentatives infructueuses de Tokyo pour jouer un rôle d'intermédiaire entre Hanoï et Pékin, témoignent que le Japon ne tient pas vraiment à jouer un rôle international à la mesure de sa puissance économique.

Alors, cependant que la « swing strategy » américaine — c'est-à-dire un équilibre report des forces des États-Unis de l'Asie sur l'Europe pour faire face à la menace soviétique — est à l'ordre du jour, se pose du même coup la question de l'importance que Washington porte à l'Asie et celle du rôle du Japon. Des sondages d'opinion récents sur la politique étrangère japonaise, à ressort que 23 % seulement des Japonais souhaitent que leur pays joue un rôle politique. Apparemment la majorité d'entre eux estiment que leur prospérité ne les conduit pas à prendre davan-

tage de responsabilité — c'est-à-dire à assumer aussi des risques — sur la scène internationale.

En apparence cependant, depuis la crise pétrolière de 1973, plus résistante que beaucoup de ses partenaires du monde industrialisé, le Japon ne peut plus se prévaloir, comme il le fit longtemps, de la « fragilité » de son économie et du traumatisme d'Hiroshima pour se tenir à l'écart de la scène politique. Pendant trois décennies, il a fait état d'un pacifisme qu'il n'y a pas lieu de remettre en cause, mais qui, indéniablement, servait aussi ses intérêts économiques. C'était sa croissance avec succès, il se prévalait de ses relations spéciales avec Washington pour éluder les choix. Après 1973, non seulement il se découvre puissant, mais encore il va prendre conscience de priorités différentes de celles des États-Unis, devenu l'« accordeur » le plus énergique du Japon sur le plan économique au cours des dernières années.

Depuis la défaite, le Japon a été l'allié fidèle des Américains à qui il est lié par un traité de « sécurité » le plus énergique en 1950 pour une période de dix ans et qui, aujourd'hui, demeure valable tant que l'un des deux signataires ne le dénonce pas avec un délai de préavis d'un

an. Finalement, c'est moins le retour d'Okinaawa sous l'administration japonaise en 1971 que des événements extérieurs qualifiés, d'une manière significative, de « chocs » par les Japonais, qui vont faire sortir Tokyo de sa passivité. Ce sera d'abord les « chocs Nixon » en 1971 (reprise des contacts entre la Chine et les États-Unis et dévaluation du dollar). Si le Japon se dégage l'année suivante de la « guerre froide » contre la Chine en normalisant ses relations diplomatiques avec Pékin, c'est uniquement parce que les États-Unis lui ont montré la voie.

En 1973, nouveau « choc » : le Japon se découvre sur la liste noire des Arabes et s'aperçoit, du même coup, que les Américains contournent mal leurs alliés et surtout qu'un subviseur aveugle leur fait courir des risques économiques (jusqu'à en effet, le Japon s'en remettrait largement aux grandes sociétés américaines pour son approvisionnement en pétrole). Cette même année, le Japon sera en butte aux vives critiques des pays de l'Asie du Sud-Est lors de la visite dans cette région de M. Tanaka, alors premier ministre. Ces deux événements révèlent surtout au Japonais l'existence dans le tiers-monde de nationalismes qui peuvent jouer à l'intérieur de zones théoriquement acquies aux intérêts des puissances occidentales. En 1975, enfin, c'est la défaite américaine au Vietnam et le démantèlement des forces des États-Unis du continent asiatique (en particulier de Thaïlande).

Le Japon a fait l'expérience, au cours de cette période, d'une rupture dans l'attachement à Washington et s'aperçoit aussi qu'il est loin d'être invulnérable sur le plan économique. Il doit en fait se préparer à deux évolutions : la situation mondiale le conduit à se départir d'abord d'une diplomatie purement économique pour prendre des initiatives s'il veut contribuer à garantir un système de libre-échange nécessaire à sa survie.

En outre, sur le plan régional, le démantèlement apparent des Américains de l'Asie et l'instabilité d'une zone placée sous le signe du conflit sino-soviétique dont la guerre entre la Chine et le Vietnam est une manifestation — convient à jouer un rôle actif dans le maintien des équilibres.

Il a manqué jusqu'à présent au Japon deux éléments qui conditionnent l'exercice de la puissance : une force militaire et

la volonté de jouer un rôle. En faveur de la passivité, c'est-à-dire de la poursuite de la politique antérieure, ses tenants font valoir qu'une réémergence du Japon peut provoquer des inquiétudes en Asie et dans le reste du monde. Ils estiment, en outre, que la croissance accélérée qu'a connue le pays depuis le début des années 60 a provoqué des distorsions sociales qu'il convient de régler en priorité sans dépendre de son énergie et ses ressources sur la scène internationale. Une nouvelle génération de dirigeants plus internationalistes n'en est pas moins apparue, qui est consciente que la force incontournable du pays est sa puissance économique. Parce que, stratégiquement, leur pays est vulnérable et dépendant dans le domaine énergétique, ils estiment qu'il n'en doit que davantage mener une diplomatie active globale de bon voisinage et de coopération. Mais, en même temps, il doit prendre conscience de sa place dans l'économie mondiale et assumer les responsabilités qui en découlent à moins de risquer d'être isolé.

L'une des caractéristiques de cette jeune génération par rapport à la précédente est l'absence d'inhibition en ce qui concerne la force militaire. Néanmoins, au lendemain de la guerre de Corée, à la demande des Américains, les forces d'autodéfense japonaises comptent deux cent quarante mille hommes et sont au septième rang dans le monde pour l'armement. La modernisation des équipements qui se poursuit de manière accélérée depuis 1976 concerne principalement la marine et l'aviation. Il existe, certes, des pressions des milieux de droite pour une révision de la Constitution qui mette celle-ci en accord avec les faits, et de certains milieux d'affaires en faveur d'un développement de l'industrie d'armement comme incitation à la recherche fondamentale.

Pour l'instant, cependant, la démocratisation du potentiel militaire nippon se faisant dans le

cadre de l'alliance américaine, on voit mal dans un avenir prévisible Tokyo s'orienter vers une indépendance stratégique que ne souhaiteraient pas les États-Unis. Compte tenu de cette situation, le Japon est-il appelé à jouer un rôle sur la scène internationale ? Dans une perspective globale, tant que la Chine demeure une puissance régionale, c'est-à-dire que son action, quelle que puisse être d'autre part son ambition, reste limitée à la région, le monde est bipolaire : seuls les États-Unis et l'U.R.S.S. ont la capacité d'intervenir dans toutes les parties du monde. Etant dépendant de l'extérieur pour sa défense et ses approvisionnements en matières premières, le Japon est conscient que sa sécurité, au sens politique et économique, dépend de la paix mondiale. Il lui faut, par conséquent, maintenir de bonnes relations avec tout le monde. C'est ce que Tokyo qualifie de « diplomatie

omnidirectionnelle », signifiant que le Japon doit, en fait, rester sur des positions de compromis. La vision désormais globale qu'ont les Japonais de la situation internationale les conduit à penser que ce n'est peut-être pas seulement dans le domaine des relations économiques bilatérales nippo-américaines qu'il risque de se produire à l'avenir des frictions. L'un des domaines où les Japonais cherchent à établir des rapports nouveaux est celui des relations avec le tiers-monde. Ils ont, en fait, le sentiment que les États-Unis n'ont plus les réponses adéquates aux situations qui peuvent se développer, notamment au Proche-Orient. De là, notamment, l'attitude ambiguë qu'ils ont adoptée dans la crise iranienne. Ils cherchent actuellement à établir des liens solides avec des régimes considérés comme radicaux et pensent notamment se rapprocher de l'O.I.P.

## L'intérêt pour la Chine

Sur le plan régional — asiatique — si la force militaire lui fait défaut, le Japon n'en exerce pas moins un effet de domination sur une bonne partie de la zone. Sans même avoir à agir par coercition, en raison de l'intégration des pays de la région dans le système économique nippon, de leur situation de dépendance, Tokyo dispose d'un pouvoir de régulation qu'il exercera de plus en plus fermement à l'avenir. Il voudrait, semble-t-il, organiser un ensemble régional qui dépasserait les cadres idéologiques des anciens pactes militaires. Mais sa marge de manœuvre est désormais limitée par ses liens avec la Chine : Tokyo a, en effet, moins d'arguments pour faire valoir aux Soviétiques les avantages d'une détente régionale.

Le grand événement de la politique étrangère japonaise — on peut pratiquement dire le seul — fut la signature, en août 1978, du traité de paix et d'amitié avec la Chine : c'était, en effet, le

premier acte diplomatique nippon de dimension mondiale. L'incompréhension de l'avenir du Japon est, en fait, ce voisinage, désormais amical, avec la Chine. Certes, celle-ci ne peut, dans un avenir prévisible, constituer pour lui une solution de rechange : ni dans le domaine commercial, comme marché, ni comme source de matières premières, en raison des incertitudes sur les capacités de production. En revanche, ce voisinage peut contribuer, en renouant les fils de complicité culturelle, à « ré-asiatiser », si l'on peut se permettre ce néologisme, un Japon qui, depuis Meiji (1868), a fait de sa séparation de l'Asie le synonyme de modernisation. Une parenté redécouverte sur un pied d'égalité, qui peut nuancer les valeurs occidentales et les schémas idéologiques que le Japon a adoptés depuis un siècle. Une complicité asiatique à ce niveau aura assurément des conséquences importantes sur les rapports mondiaux.

Les banques françaises  
et le deuxième marché de l'Occident

Par ALAIN DATIERY

L'implantation des banques françaises au Japon est un phénomène récent, qui date à peine d'une dizaine d'années. Hormis l'expérience éphémère vécue par la Banque de l'Indochine à Yokohama en 1941 — avant de s'installer à Tokyo en 1948 lorsque les autorités américaines permirent les réouvertures — il a fallu attendre la fin des années 60 pour que soient créés des bureaux de représentation (la Banque de l'Union européenne, la Banque Rothschild, la Banque Industrielle et commerciale) sont, aujourd'hui encore, présents sous cette seule forme) de 1973 à 1977. Profitant d'une attitude des autorités japo-

naises plus accueillante aux étrangers, la Banque nationale de Paris, la Société générale, l'Union des banques arabes et françaises, la Banque de Paris et des Pays-Bas et le Crédit lyonnais ont en outre ouvert des agences.

La première motivation des états-majors parisiens semble avoir été de prendre place dans un pays dont l'importance économique et le rythme de croissance étaient exceptionnels, dont l'industrie était grande dans toute l'Asie et où « il n'était plus possible de ne pas être présent ».

(Lire la suite page 23.)

**LAIR LOUISE**  
75, rue d'Orléans  
75001 Paris 1<sup>er</sup>  
Tél. (01) 855.44.30

**TEIKOKU SANSO KABUSHIKI KAISHA**  
2-15 Issa-cho 2-chome  
Kojima-ku, Osaka-shi  
Tél. (06) 251-5941

Implanté au Japon depuis 1909

LE GROUPE BANCAIRE  
FRANÇAIS  
AUX QUATRE COINS  
DU MONDE

BNP

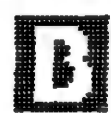
パリ国立銀行  
au JAPON

## Tokyo

• BNP  
Yusen Building  
3-2 Marunouchi  
2 Chome Chiyoda-ku

## Osaka

• BNP  
Onbayashi Building  
37, Kyobashi  
3-Chome Higashi-Ku



BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social : 16, boulevard des Italiens, 75009 PARIS  
Tél. 244.45.46 - Télex 280 605



# BET

**BANQUE EUROPÉENNE DE TOKYO**

Fondée en 1968

4-8, rue Sainte-Anne, 75001 PARIS

Financement à moyen et long terme en Euro-Devises.

Participation aux Syndicats de Garantie et de Placement d'Euro-Obligations.

	1978	1977	1976
(en millions US \$)			
Capital et Réserves .....	31.0	25.8	23.1
Crédits Accordés .....	560.0	530.0	470.0
Total du Bilan .....	669.0	698.0	593.0
Bénéfice Net .....	3.6	2.8	2.2

Banques participantes :

The Bank of Tokyo, Ltd.  
The Industrial Bank of Japan, Ltd.  
Bank of Tokyo Holding S.A.  
The Long-Term Credit Bank of Japan, Ltd.  
The Nippon Credit Bank, Ltd. The Kyowa Bank, Ltd.  
The Taiyō-Kobe Bank, Ltd. The Saitama Bank, Ltd.  
The Hokkaido Takushoku Bank, Ltd.

**Le Monde**

RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE SÉLECTION  
HEBDOMADAIRE  
réservée aux lecteurs  
résidents à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

La seule revue  
trimestrielle bilingue d'information  
sur le Japon d'aujourd'hui

**LE JAPON**

LE NUMÉRO : 7 francs  
ABONNEMENT : 1 an 26 fr., 2 ans 50 fr.  
"ANNUAIRE L'ÉCONOMIE  
FRANCO-JAPONAISE DE TENDU  
8, rue Victor Hugo, PARIS 16  
Tél. 953.11.85

**NIPPON  
ROUSSEL**
**ROUSSEL-UCLAF**
35, B<sup>e</sup> des Invalides, 75323 PARIS CEDEX 07

Spécialités Pharmaceutiques :

NIPPON ROUSSEL K. K.

Distribution et promotion de spécialités pharmaceutiques :

ROUSSEL MEDICA K. K.

Produits Chimiques, Pharmaceutiques et Agricoles :

NIPPON UCLAF K. K.

Kinsan Bldg. 5, 4-chome, Muronachi, Nihonbashi, Chuo-ku, TOKYO

Tél : 241-7731

Tél : J 24504 UCLAFNIP

Supplément Japon

## L'ENTREPRISE NIPPONE FACE

Par HENRI-CLAUDE DE BETTIGNIES \*

CERTAINS s'étaient empressés d'annoncer, en 1974, le crépuscule de la puissance économique japonaise. Mais il n'en a rien été : le gros vaisseau japonais a réussi la manœuvre, il a mieux que d'autres pris le virage, plus vite changé de vitesse (la croissance y est passée de 10 % en 1973 à 5,4 % en 1977, 5,6 % en 1978, et environ 5 % en 1979), restructuré les tâches, redistribué la main-d'œuvre, bref, géré le changement, la mutation. En janvier 1980, ce pays sort de la récession avec un tissu industriel redéployé, une croissance « lente » (pour les Japonais) qui contribue à ralentir l'économie mondiale — et une prévision de croissance au rythme de 5,9 % par an entre 1979 et 1985.

Les actions sur l'emploi

AUJOURD'HUI la machine économique japonaise, tournant à 65 % de sa capacité (par rapport à 73 % en 1978), prévoit de gérer une dynamique de changement de façon volontariste et concertée durant les années 1980-1985. Il s'agit de faire passer la dépendance en matière d'énergie de 98 % en 1978 à 63 % en 1985 et à 43 % en 1995 : de redéployer l'industrie en se dégageant des secteurs à forte consommation d'énergie (acier, construction navale, ciment) ; de promouvoir des industries sophistiquées de haute technicité, de matière grise (aéronautique, nucléaire, chimie fine, électronique...). Pour tendre vers le plein emploi (avec un objectif de 1,7 % de chômage), les transferts de personnel seront stimulés essentiellement vers le secteur tertiaire. Les infrastructures sociales (encore très insuffisantes) sont considérablement améliorées, tandis que le Japon annonce une démarche plus active et responsable sur le plan international économique (ouverture du marché intérieur, rationalisation du système de distribution) et politique (relations plus actives avec les pays d'Asie).

Ces intentions japonaises sont prises au sérieux, elles maintiennent l'inquiétude de l'Europe à l'égard d'un pays qui a démontré une grande capacité à diriger ce changement si difficile à guider dans les vieilles sociétés industrielles et pourtant condition impérieuse de survie économique au cours des vingt prochaines années.

Comment le Japon — où existait une tradition d'emploi

à vie — a-t-il pu résoudre les problèmes d'emploi pour sortir de la crise ? Apparemment — sans faire l'expérience de troubles sociaux ?

Le système de l'emploi à vie (embauche à la sortie de l'école ou de l'université, pour un emploi dans la même entreprise jusqu'à l'âge de la retraite) et le mécanisme de promotion-rémunération en fonction de l'âge et de l'ancienneté sont parmi les rétrogrades les plus répandus sur l'entreprise japonaise. Une telle conception de l'emploi permanent — qui n'est pas la continuation de relations féodales intégrées dans l'entreprise à l'époque Meiji mais plutôt un mécanisme mis en place au début du siècle pour fixer une main-d'œuvre à l'époque hypermobile et par là très coûteuse — si elle était maintenue en période de récession, de crise économique, ajouterait une contrainte supplémentaire de rigidité lourde de conséquences, à un moment où souplesse et adaptabilité sont des exigences de survie. Comment l'entreprise japonaise a-t-elle donc réussi à composer — entre 1974 et 1978 — avec ce principe essentiel de son système, et à quel prix ? Il faut d'abord nuancer ces clichés sur l'entreprise japonaise : la P.M.E. et la grande entreprise sont deux mondes très différenciés (en termes d'emploi, de conditions de travail, d'avantages marginaux) et très interdépendants (par des relations complexes et variées de dépendance réciproque, de filiation de sous-traitance).

Le choc de 1973 affecta de façon dramatique l'économie japonaise : l'indice de production tomba de 11,5 % entre novembre 1973 et décembre 1974, les faillites augmentèrent de 41 %, le P.N.B. passa de 10 % en 1973 à -0,5 % en 1974. La crise ne toucha pas de la même façon grandes entreprises et P.M.E., entreprises de transformation et de services. Les P.M.E. furent en fait touchées, au cours des années précédentes, à une pénurie de main-d'œuvre et n'avaient pas l'excédent de personnel de 10 ou 15 % « coiffé » dans les grandes entreprises (ayant « sur-embauché »). En 1973, le Japon — après avoir été la plus jeune des nations industrielles — était sur le chemin de devenir la plus vieille. Cette situation devenait donc lourde de conséquences, en particulier pour les grandes entreprises, dans un pays où le salaire est fonction de l'ancienneté et, de plus, lorsque l'âge moyen des employés augmente. Les grandes entreprises japonaises se virent donc colonisées par la rigidité d'un système (« fonctionnel ») pendant les années de croissance rapide, avec embauche importante et régulière de jeunes, devenu un carcan en période de crise prolongée.

Le système a révélé à nouveau sa souplesse mais à un coût social et humain qu'il ne faut pas sous-estimer : de plus, on a capitalisé sur la crise — avec une vision à long terme — pour transformer

certaines mécanismes de fonctionnement déjà remis en question depuis longtemps. Parmi les moyens utilisés par les grandes entreprises pour accommoder la récession et fidélité au principe de l'« emploi à vie » pour les employés « permanents », on retrouve bon nombre de démarches connues, mais aussi des approches spécifiques, contingentes, adaptées aux caractéristiques de l'emploi au Japon.

Le personnel féminin fut encouragé à partir, les employés « à temps partiel », les « travailleurs temporaires », les « saisonniers » virent leur contrat non renouvelé ; l'embauche des jeunes fut limitée, retardée ou stoppée ; les employés âgés invités à prendre une retraite précoce (avant l'âge normal de cinquante-cinq-cinquante-sept ans). En bref, la flexibilité conjoncturelle vint essentiellement du personnel féminin (jeunes filles qui travaillaient jusqu'au mariage), des employés à temps partiel et des employés âgés. Il s'agissait là, sur ces trois groupes, d'une action relativement aisée et à court terme (heures supplémentaires et emplois à temps partiel procurant un coussin à la demande si celle-ci reprenait de façon conjoncturelle). Au-delà de ces démarches — possibles de par la nature du système japonais, —

d'autres changements moins visibles furent engagés au niveau de la compression des dépenses sociales, de la rationalisation de la production, des attitudes du personnel. Les secteurs industriels ne furent pas tous touchés de la même façon et des transferts eurent lieu à l'intérieur de groupes diversifiés, ou d'un groupe à l'autre. Les primes semestrielles (« bonus »), devenues pratiquement un élément du salaire (pouvant aller jusqu'à deux fois trois mois), furent réduites, placées automatiquement en épargne ou (rarement) supprimées.

Des réductions de salaire — proportionnelles à celui-ci — furent décidées, conjointement par les syndicats et les directions. Les sous-traitants, dans une structure industrielle très verticale, subirent plus durement le choc de la récession, surtout les seconds et les troisièmes sous-traitants. Un des facteurs essentiels qui ont permis l'adaptation du système réside dans l'attitude pragmatique des syndicats, qui participèrent à de longues négociations pour trouver des solutions créatives aux problèmes collectifs, et individuels, de « transferts », de « prêts » de personnel (à une autre entreprise, pour six mois ou un an) ou de mise à la retraite anticipée. Le gouvernement, en accordant des subventions à certaines entreprises pour maintenir l'emploi dans certaines industries subventionnées en fait le main-

## LE SILENCE NE PAIE PAS



La publicité fait la loi au Japon. Les Japonais sont exigeants en termes de qualité surtout quand ils sont grands consommateurs de produits étrangers. Mais cette qualité ne peut voir le jour que par la publicité.

Marché où la concurrence est très élevée et la publicité intensive. Vous avez des produits de qualité ? Cette avantage ne peut exploiter par un coûteux silence. Laissez parler le Nihon Keizai Shimbun à votre place car c'est le meilleur journal économique et financier japonais à large diffusion parce qu'il touche les grands milieux économiques, financiers, toutes les grosses entreprises jusqu'au consommateur, sans compter les divers milieux japonais en Asie.

Réseau intégré d'informations économiques et financières


**The Nihon Keizai Shimbun, Inc.**

1-9-5 Otemachi, Chiyoda-ku, Tokyo 100, JAPON  
Tél: (03) 270-0251 Adresse télégraphique: NIKONKEIZAI  
TOKYO TÉLEX: NIKKEI J22308, J24798

Agent représentant  
Publicitas S.A., 26 Avenue Victor Hugo 75116 Paris  
tél: 33 (1) 500.66.08

Pour obtenir un exemplaire de ce journal, inscrivez vos nom, adresse et profession sur ce coupon et envoyez-le au service de marketing.

NOM \_\_\_\_\_  
PROFESSION \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

LM79

## Une ressource pour les ressources

L'utilisation efficace des ressources connues et l'exploration de ressources nouvelles sont aujourd'hui plus importantes que jamais. La Banque de Tokyo représente un potentiel croissant de ressources dans ce domaine grâce à sa large gamme d'activités financières internationales.

La participation croissante de la Banque de Tokyo aux emprunts financiers mondiaux est un exemple spectaculaire de son rôle dans ce type d'activités. Le montant global des financements Eurocrédit accordés en 1978 s'est élevé à plus de 23,5 milliards de dollars US et à près de 10 milliards de dollars pour la période de janvier à juin 1979. Sur ce marché, l'Agence a classé la Banque de Tokyo à la première place mondiale pour l'année 1978 et le premier trimestre 1979.

Une des raisons qui a présidé à ce classement est l'expérience centenaire de la banque, qui est la principale banque japonaise spécialisée dans les échanges extérieurs et la financement international. La Banque de Tokyo, dont on connaît le vaste réseau mondial, est également reconnue comme un des éléments importants du réseau international qui détermine la direction de l'économie mondiale contemporaine.

Active sur les cinq continents.



Banque et Financement Internationaux.  
**BANK OF TOKYO**  
Paris 0114-44, rue de la Harpe-Paris, 75001 Paris. Tél. 241-85-85

# LA CRISE

# QUE QUE SU 350 ans

# MITO



## Supplément Japon

## A LA CRISE

tion du système; il faut noter cependant que ces subventions n'ont été qu'un palliatif dans lequel les profits avaient totalement disparu ou étaient amenuisés, précisément pour préserver jusqu'au bout l'emploi du personnel permanent.

L'observation de l'entreprise japonaise durant la crise illustre la capacité d'innovation du système pour — grâce à une solidarité du groupe dans la difficulté — trouver des solutions originales au problème de l'emploi permanent, en agissant simultanément sur une variété de sous-systèmes interdépendants: tels l'accroissement de la productivité ou la rationalisation de la production. De plus, la crise a contraint l'entreprise japonaise à composer avec les conséquences de deux problèmes de fond du système: la « sur-qualification » de son personnel masculin jeune et le vieillissement de sa main-d'œuvre. La courbe de la progression des salaires à l'ancienneté s'aplatit, les critères de primes semestrielles sont modifiés, l'attachement à l'entreprise des employés permanents se trouve renforcé, les syndicats veulent faire montre de souplesse pour intégrer les exigences du long terme dans leurs négociations.

Au cours de ces cinq dernières années, le chômage est passé, officiellement, de 1,3 % en 1973 à 2,6 % en mars 1978 (et 2,1 % en août 1979), mais ces chiffres ne donnent pas une image claire de la réalité (des femmes qui travaillent à temps partiel et qui ont dû cesser leurs activités ne sont pas recensées, ni les jeunes qui retardent leur entrée dans le monde du travail; enfin, les saisonniers qui retournent à la campagne ne sont pas toujours inclus dans les statistiques).

Si le Japon sort plus vigoureux de ces cinq années de difficultés, ayant redéployé ses ressources, restructuré son tissu industriel, adapté son système d'emploi, c'est en utilisant les caractéristiques mêmes d'un système cohérent, l'unité, la volonté de groupe, la « responsabilisation » des syndicats, la solidarité, la capacité à innover ont contribué aux résultats. Le coût du changement a été supporté essentiellement par les femmes et les employés âgés.

Le choc de 1973 a ébranlé la société, ce n'était plus l'événement conjoncturel auquel une certaine élasticité du système permettait de s'accommoder. Les bénéfices des entreprises ont été plus utilisés qu'en Europe comme « tampons » pour accommoder le maintien du principe de la permanence de l'emploi; la solidarité des entreprises avec leurs banques et leurs sous-traitants a apporté une certaine souplesse pour préserver le contrat psychologique de l'emploi. Enfin, surtout, c'est la main-d'œuvre féminine (traditionnellement temporaire) et les « vieux » qui ont permis au système de se maintenir en un équilibre précaire, à risque élevé sur le plan social. Le pari a réussi. Le système global avait encore cette capacité d'absorption — au niveau de la famille et du groupe — qui s'est progressivement dissipée dans les sociétés individualistes de l'Occident.

Demain, avec son « boom des vieux », sa main-d'œuvre masculine sur-qualifiée, des structures d'entreprises encombrées vers le haut (par une croissance plus lente), le système japonais va éprouver des difficultés que les mauvais augures du jour voient comme insurmontables. En fait, la crise a cristallisé un problème auquel les Japonais auraient dû être confrontés à moyen terme: ils ont réagi avec sens de l'opportunité et souplesse, non sans prendre des risques. Compensation et promotion intégrèrent de plus en plus mérité et ancienneté, surtout après quarante ans. L'ancienneté, qui fut la vraie ressource du Japon dans la crise, le sera encore quand il faudra composer avec des charges salariales trop élevées, des fluctuations en besoins de main-d'œuvre, même si les apparences traduisent mal cette mutation. Un nouveau mode de fonctionnement se dessine, il ne sera pas celui du Japon d'avant la crise, ni celui des sociétés modernes occidentales d'aujourd'hui ou de demain. Le Japon expérimente, il invente. S'il y a un risque de dérapage, la dernière crise l'a épargné. Comprendre pourquoi pourrait être utile aux Européens.

H.-C. DE B.

## Les banques françaises et le deuxième marché de l'Occident

(Suite de la page 21.)

De profitables opérations de prêts en yens (à partir de la transformation de crédits en devises ou « swaps ») ou directement en devises (impact loans) ont facilité les premières années d'exploitation.

Aujourd'hui, la présence à Tokyo de la plupart des banques du monde sur un marché que les autorités japonaises contrôlent de près oblige à définir des stratégies plus fines, capables d'assurer la croissance des années à venir.

A l'exception des banques américaines, installées en force pendant la période d'occupation, appuyées sur un important volume d'affaires et d'échanges et dont les trois plus grandes — qui assurent à elles seules près du

tiers des prêts des banques étrangères — sont les seules à être de taille comparable aux concurrentes japonaises et à bénéficier de privilèges tels que le rattachement d'effets à taux privilégiés, toutes les banques sont dans une situation similaire. Défavorisées dans la collecte de dépôts (rechercher ceux-ci se leur est plus interdit, mais les taux créditeurs étant réglementés, il n'y a guère de moyen de les attirer) et devant se procurer les fonds pour l'essentiel sur le marché monétaire, les banques étrangères ont un coût moyen de ressources en yens qui peut les inciter à prêter à un taux beaucoup plus élevé que celui des banques locales (2 % d'écart en ce moment) et limite donc leurs opérations.

## Des « créneaux »

C'est pourquoi les années qui viennent devraient voir une recherche d'activités plus spécialisées permettant de mettre en valeur les atouts propres à chaque banque: savoir-faire dans les domaines encore peu développés au Japon (tel le crédit à la consommation); importance d'un réseau dans des régions où les Japonais sont moins présents (Proche-Orient, Afrique francophone, Amérique latine); qualité du crédit dans des opérations en devises; habileté à organiser les montages financiers ou les mariages industriels.

La présence bancaire française qui s'est affirmée ces dernières années (en assurant par exemple 6,5 % de l'encours du portefeuille des prêts consentis par les banques étrangères fin septembre 1979, ou en ayant participé à près du tiers des euro-emissions japonaises des trois dernières années) manifeste aujourd'hui une double volonté. D'abord, prendre place dans des conditions profitables sur le deuxième marché du monde occidental et où même une position relativement

modeste peut représenter une part importante de la stratégie internationale d'un groupe; ensuite, tout en veillant à la rentabilité immédiate par des opérations avec les entreprises japonaises, encourager les échanges franco-japonais et aider les entreprises françaises à découvrir un marché qu'elles ignorent ou qu'elles négligent. Nombreux sont ceux qui estiment qu'il ne sera pas possible demain d'être une puissance industrielle exportatrice sans avoir des échanges développés avec le Japon. Les Français semblent commencer à le découvrir avec beaucoup de retard sur leurs concurrents. L'espoir de plusieurs des directeurs de banques françaises est d'accroître cette prise de conscience en payant de leur personne afin de multiplier les informations, les contacts et les échanges. Leur succès sera le plus sûr fondement du renforcement de la présence française au sein de la communauté bancaire de Tokyo.

ALAIN DATIER.

**Parlez donc JAPONAIS !**

Cours de tous niveaux - Après-midi et soir - Professeur japonais  
Audio-visuel - Formation professionnelle continue agréée  
Cours de calligraphie - Debut des cours février - Inscription immédiate

**COURS DE JAPONAIS DE TENRI**  
Établissement privé  
8, RUE VICTOR CONSIDÉRANT - PARIS 14  
033.11.86

## ASCENSEURS MITSUBISHI FRANCE S.A.

## MITSUBISHI ELECTRIC CORPORATION

font partie du Groupe MITSUBISHI qui est mondialement connu, grâce à la compétence de ses services, la qualité et la fiabilité de ses matériels et l'esthétique de ses produits.

Depuis très longtemps nous contribuons à l'amélioration des conditions de vie.

Résoudre les petits soucis quotidiens est notre but, et c'est pourquoi les fabrications que nous installons et que nous entretenons (ascenseurs, escaliers mécaniques, nacelles de nettoyage automatique des façades, etc.) ne font parler d'eux que par la satisfaction des utilisateurs.

Mais nous pouvons faire encore plus :

- système de surveillance électronique,
- télécopieurs,
- source de courant hertzien à fréquence et voltage constant,
- climatisation d'immeubles,
- etc.

Ces réalisations n'ont aucun secret pour MITSUBISHI.

Nos services peuvent, sur votre demande, vous apporter toutes les informations que vous jugerez utiles. Pour ce faire, nous vous rappelons nos coordonnées :

**MITSUBISHI ELECTRIC CORPORATION**  
**ASCENSEURS MITSUBISHI FRANCE**

65, avenue de Colmar — TOUR ALBERT-1<sup>re</sup>  
92507 RUEIL-MALMAISON CEDEX

Tél. : 732-92-34 - Téléc. : MELCAMF 202267 F

## QU'EST-CE QUE SUMITOMO ?

### 350 ans de services.

## Principales Sociétés du Groupe Sumitomo

Nom de la Société	C.A. annuel (exercice se terminant en mars 79)		Capital	
	Yen (Million)	\$US (Million)	Yen (Million)	\$US (Million)
Sumitomo Corporation	5,848,150	27,946	15,886	75
Sumitomo Metal	1,028,380	4,918	112,025	535
Sumitomo Metal Mining	171,930	821	14,252	68
Sumitomo Chemical	434,952	2,078	73,326	350
Sumitomo Electric Ind.	310,983	1,488	23,273	111
Nippon Electric (NEC)	615,440	2,940	42,974	205
Sumitomo Heavy Ind.	191,944	917	21,359	102
Sumitomo Cement	120,747	577	10,472	50
Sumitomo Bank <sup>1</sup>	9,233,846	44,118	86,100	425
Sumitomo Trust & Banking <sup>2</sup>	5,822,783	27,820	37,500	179
Sumitomo Marine & Fire Insurance <sup>3</sup>	148,489	710	20,000	96
Sumitomo Warehouse	29,511	141	5,361	26
Mazda Motor	686,344	3,279	34,272	164

Notes : 1. Dépôts. - 2. Capitaux disponibles. - 3. Total des actifs.  
Les sommes en yens sont converties au taux de ¥ 209.30 = \$US 1.00 (\$1 mars 79).

Sumitomo Corporation est le levier commercial du Groupe Sumitomo — la gigantesque coalition d'entreprises japonaises qui représente plus de trois douzaines de sociétés importantes intervenant dans pratiquement tous les secteurs de l'industrie et des affaires au Japon.

Avec un chiffre d'affaires annuel qui s'élève à plus de 27 900 millions de \$ US, Sumitomo Corporation est une des plus importantes sociétés de commerce international du monde. Notre histoire a commencé il y a plus de 350 ans. Notre effectif de plus de 8 000 professionnels qualifiés et notre réseau mondial de 120 établissements situés dans 80 pays sont à votre service.

Sumitomo France S.A., au capital social de 10 millions de FF propose au reste du monde des produits manufacturés en France et apporte à la France les produits du monde entier.

### SUMITOMO FRANCE S.A.

15, Rue de Berni, 75008 Paris  
Tél. (33) 6724-27, Téléc. 650013 "SUMITO PARIS"

### SUMITOMO CORPORATION

(SUMITOMO SHOU KAISHA, LTD.)  
Tokyo & Osaka, Japan

## En Asie, c'est le yen



Si vous projetez de faire un voyage en Orient, vous devez penser à vous munir de chèques de voyage. De chèques de voyage en yens de la Fuji Bank.

Pourquoi le yen ? Parce que, au Japon et dans toute l'Asie, le yen est de toutes les devises existantes la plus stable, la mieux acceptée, celle dont la circulation est la plus large.

Des milliers de personnes ont déjà pu apprécier les chèques de voyage en yens de la Fuji Bank. Ils sont sûrs et pratiques, car nous disposons

d'un vaste réseau de correspondants dans toute l'Asie et de plus de deux cents agences au Japon. Alors, si vous pensez faire un voyage, pensez aux chèques de voyage. Aux chèques de voyage en yens de la Fuji Bank.

**FUJI BANK**  
Tokyo, Japan

Vous trouverez ce panneau d'accueil dans les magasins et les restaurants partout en Asie. Recherchez-le !



Agences à l'étranger : New-York - Chicago - Los Angeles - Houston - Seattle - Toronto - Mexico - Sao-Paulo - Londres - Düsseldorf - Paris - Beyrouth - Téhéran - Séoul - Singapour - Jakarta - Hongkong - Sydney

Sumitomo



## A propos d'«Une Suisse modèle»







## DOSSIERS



**AMERICA**  
Le Congrès américain a adopté le 21 novembre une loi relative à la sécurité nationale, qui prévoit la mise en œuvre de mesures de sécurité pour les personnes travaillant dans le secteur de la défense.  
**AFRIQUE**  
Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté le 21 novembre une résolution relative à la situation en Angola, qui appelle à la cessation des hostilités et à la mise en œuvre de mesures de paix.  
**ASIE**  
Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté le 21 novembre une résolution relative à la situation en Indonésie, qui appelle à la cessation des hostilités et à la mise en œuvre de mesures de paix.  
**EUROPE**  
Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté le 21 novembre une résolution relative à la situation en Europe, qui appelle à la cessation des hostilités et à la mise en œuvre de mesures de paix.

**et enquêtes**  
Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté le 21 novembre une résolution relative à la situation en Angola, qui appelle à la cessation des hostilités et à la mise en œuvre de mesures de paix.  
**AFRIQUE**  
Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté le 21 novembre une résolution relative à la situation en Angola, qui appelle à la cessation des hostilités et à la mise en œuvre de mesures de paix.  
**ASIE**  
Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté le 21 novembre une résolution relative à la situation en Indonésie, qui appelle à la cessation des hostilités et à la mise en œuvre de mesures de paix.  
**EUROPE**  
Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté le 21 novembre une résolution relative à la situation en Europe, qui appelle à la cessation des hostilités et à la mise en œuvre de mesures de paix.

# L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

## ONU

### Le Conseil de sécurité condamne la Rhodésie...

DANS un texte adopté par consensus le 21 novembre, le Conseil de sécurité a condamné « énergiquement » le régime illégal de la Rhodésie du Sud, qui a tenté de se déclarer indépendante, sans reconnaissance internationale, et a appelé à la mise en œuvre de mesures de paix.

### ...et demande la libération des otages détenus à Téhéran

Après une série de réunions qui ont abouti le 21 novembre à la demande de M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité, le 4 décembre, un projet de résolution demandant au gouvernement iranien de libérer immédiatement le personnel de l'ambassade des États-Unis détenu à Téhéran, d'assurer sa protection, et de lui permettre de quitter le pays.

### Renouveau des mandats de trois forces de l'ONU

Par quinze voix — la Chine ne participant pas au vote — le Conseil de sécurité a décidé le 20 novembre de renouveler pour une nouvelle période de six mois, jusqu'au 31 décembre 1980, le mandat de la force des Nations unies chargée d'observer le cessez-le-feu sur le Golan. Un rapport du secrétaire général préconisant cette mesure a été adopté à l'unanimité.

### A propos de la création d'une zone démilitarisée entre l'Angola et la Namibie

Le 28 novembre, le Conseil de sécurité a invité l'Afrique du Sud à donner une réponse positive à ce qui concerne le projet de création d'une zone démilitarisée le long de la frontière entre l'Angola et la Namibie, dont il avait été question lors des négociations de Genève le 13 novembre. Cette demande du Conseil a pris la forme d'une déclaration de son président.

### Les travaux de l'Assemblée générale : adoption d'un texte controversé sur la question de Palestine et les accords de Camp David

La trente-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations unies, qui s'est ouverte le 13 septembre, n'a pu mettre fin à ses travaux le 18 décembre comme prévu. Elle s'est en effet ajournée au 21 décembre pour tenter à nouveau de désigner le titulaire du siège de membre non permanent au Conseil de sécurité.

## NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES A VOCATION MONDIALE

sous les auspices de l'ONU et sous la coprésidence des États-Unis et de l'U.R.S.S., avec la participation sur un pied d'égalité de toutes les parties intéressées, y compris l'O.L.P.

**QUESTION DE PALESTINE** — Plusieurs résolutions ont été adoptées sous l'égide de l'ONU, dont l'une, adoptée le 21 novembre, a condamné le régime illégal de la Rhodésie du Sud, qui a tenté de se déclarer indépendante, sans reconnaissance internationale, et a appelé à la mise en œuvre de mesures de paix.

**RACISME ET DECOLOURATION** — Adoptant divers rapports de sa commission sociale, l'Assemblée a pris position sur les problèmes de l'apartheid, du racisme et de l'élimination de la discrimination raciale. Elle a notamment envisagé la possibilité d'imposer des sanctions complètes et obligatoires contre le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud et les régimes racistes d'Afrique australe.

**NAMIBIE** — Le 12 décembre, sept résolutions ont été adoptées à propos de la Namibie. L'une d'elles condamne l'exploitation de ses richesses par des intérêts économiques étrangers. D'autres résolutions concernent les activités de l'ONU en faveur de la Namibie et le programme d'éducation de la nation namibienne.

**APARTHEID** — Dix-sept résolutions ont été votées, dont l'une prie le Conseil de sécurité d'envisager d'urgence des sanctions économiques obligatoires contre le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud, la livraison à ce pays de pétrole et autres matières stratégiques, les octrois de prêts et les investissements, etc.

**PRATIQUES ISRA�ËLIENNES DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS** — L'Assemblée a déploré, par cent onze voix contre deux et avec trente et une abstentions, le refus persistant d'Israël de permettre au comité spécial de l'ONU, chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes, de prendre des mesures pour faire cesser les territoires occupés, de se rendre sur place ; le gouvernement israélien est invité à revenir sur ce refus.

**DROITS DE L'HOMME** — Dans le domaine des droits de l'homme, l'Assemblée a, notamment, décidé d'examiner, lors de sa prochaine session la question de la création d'un poste de haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme. A propos des activités de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), la demande est réitérée que le siège de l'Office soit des que possible réinstallé dans sa zone d'occupation ; en outre, l'Assemblée demande que son financement soit assuré pendant une nouvelle période d'un an.

**DROIT DE L'ESPACE** — Signaux encore que, dans un tout autre domaine, le projet de traité sur l'utilisation de la Lune a été approuvé par consensus.

**DROITS DE L'HOMME AU CHILI** — Le rapporteur spécial chargé d'étudier la situation des droits de l'homme au Chili a présenté son rapport le 21 novembre ; il déclare notamment, dans ce document, que cette situation ne s'est pas améliorée pendant la période de son mandat.

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL** — Le conseil économique et social de l'ONU a, lors de sa session de novembre, adopté une résolution relative à la situation de la République centrafricaine, qui appelle à la cessation des hostilités et à la mise en œuvre de mesures de paix.

**COOPÉRATION INTERNATIONALE DE JUSTICE** — Les États-Unis ont déposé le 29 novembre au siège de la Cour internationale de justice une requête internationale d'assistance contre l'Iran, qui demande la mise en œuvre de mesures de paix.

**SAUT COMMERCE POUR LES RÉFUGIÉS** — Le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés a fait savoir dans un communiqué daté du 5 décembre qu'un programme en faveur des enfants réfugiés provenant du Kampuchea avait été mis sur pied afin de leur fournir des soins particuliers et de leur permettre de se développer dans leur propre environnement.

réfugiés provenant du Kampuchea avait été mis sur pied afin de leur fournir des soins particuliers et de leur permettre de se développer dans leur propre environnement.

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE** — Dans son bulletin économique pour l'Europe, vol. 31, n° 1, publié le 21 novembre, la Commission économique des Nations unies pour l'Europe dresse le bilan de l'évolution du commerce extérieur en Europe occidentale et orientale et en Union soviétique, ainsi que du commerce entre l'Est et l'Ouest.

**Vingt-troisième session de la conférence**

La vingt-troisième session de la conférence biennale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) a eu lieu à Rome du 10 au 28 novembre, en présence de plus de mille délégués des États membres et de nombreuses organisations internationales. Elle a analysé et approuvé l'ensemble du programme pour 1980-1981 sur la base d'un budget de 278,740 millions de dollars, en augmentation réelle de 2,6 % par an.

En ce qui concerne la situation mondiale alimentaire et agricole, la conférence a constaté que la production des pays en voie de développement n'avait progressé que de 3 % par an au cours de la dernière décennie, au lieu de 4 à 5 %, objectif attendu ; et que l'alimentation humaine, comme l'assainissement, au secteur agricole, restait inférieure aux besoins.

À partir de cette constatation, la conférence a adopté diverses résolutions. L'une d'entre elles invite tous les gouvernements à prendre des mesures immédiates pour mettre en œuvre le plan de la F.A.O. sur la sécurité alimentaire mondiale (décidé en juin), prévoyant un système de réserves coordonnées au niveau international et déclinées par les différents États. D'autre part, les gouvernements concernés par les négociations pour un nouvel accord sur le blé sont invités à conclure le plus rapidement possible, en attendant que la conférence appelle en outre l'ensemble des pays à renoncer au protectionnisme en matière agricole.

Entre autres mesures, les participants ont aussi décidé d'appuyer le programme de la F.A.O. pour le développement et la question des pêcheries dans les zones économiques exclusives (dont l'extension à 200 milles a été jusqu'ici décidée par quarante-trois États côtiers) ; ils ont adopté une résolution sur la mise en œuvre du programme d'action de la conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural.

La prochaine session se tiendra à Rome du 7 au 27 novembre 1981.

**LUTTE CONTRE LA TRYFANOMIASIS** — Un programme de lutte contre la trypanosomiasis, l'un des maux du développement en Afrique, a été lancé le 28 novembre, par la division de la production et de la santé animales de la F.A.O.

**PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (P.A.M.)** — Dans le cadre du programme alimentaire mondial (P.A.M.), plusieurs aides alimentaires ont été approuvées le 28 novembre : d'une valeur de 3 millions de dollars pour l'Afrique, de 4 millions pour le Moyen-Orient et de 4 millions pour l'Amérique latine, auxquelles s'ajoutent une aide spéciale de 8,5 millions de dollars (décidée le 20 novembre) pour cent quatre-vingt-cinq mille réfugiés qui y résident.

**RECENTE PUBLICATION** — Agriculture-horizon 2000 : étude à long terme des perspectives alimentaires mondiales.

## Organisation des Nations unies pour l'éducation la science et la culture

### La commission d'étude des problèmes de la communication adopte son rapport

La commission internationale d'étude des problèmes de la communication, instituée par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a mis fin le 30 novembre à deux années de travail en adoptant son rapport final et une série de recommandations. M. Sean MacBride, qui présidait cette commission de seize membres, devait présenter le rapport au début du mois de janvier à M. Amadou Mahtar Mbow, directeur général de l'UNESCO. Bien que ce document ait été approuvé par la commission, M. MacBride a déclaré que ceux de ses membres désireux d'indiquer leurs réserves ou leur désaccord sur un ou plusieurs points particuliers avaient la possibilité de le faire jusqu'au 5 janvier. L'ensemble de ce rapport figurera à l'ordre du jour de la conférence générale de l'UNESCO, qui doit avoir lieu l'automne prochain à Belgrade.

## Union internationale des télécommunications

### Fin de la conférence administrative mondiale des radiocommunications

La conférence administrative mondiale des radiocommunications (C.A.M.R.), a réuni les délégués de cent cinquante-deux pays à Genève, du 24 septembre au 6 décembre ; elle a modifié le règlement des radiocommunications et défini de nouvelles normes pour l'emploi des ondes radio-électriques, applicables à partir de 1982. La conférence, qui devait en outre décider des modes d'utilisation de l'orbite géostationnaire par les satellites, a convoqué à cette fin une conférence spécialisée sur le problème de sa planification.

**ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE** — La sixième réunion régionale de navigation aérienne Afrique-Asie-Océanie s'est tenue à Addis-Abeba (Éthiopie), du 20 novembre au 23 décembre, sous la présidence de M. Amadou Mahtar Mbow, directeur général de l'Organisation internationale de l'aviation civile (O.A.C.I.).

**ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME** — Une résolution demandant aux gouvernements membres de prendre des mesures contre la baratarie et la capture d'otages de bateaux et de leurs équipages a été adoptée à l'unanimité au cours de la onzième assemblée de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (O.N.C.N.), qui s'est tenue à Londres du 5 au 11 novembre, en présence des représentants de quatre-vingt-deux pays.

**Assemblée** — L'Assemblée a adopté une vingtaine de résolutions couvrant tout le champ d'activités de l'Organisation et a constaté que, pendant le premier trimestre de 1979, un nombre record d'instruments de ratification, d'approbation ou d'acceptation de conventions de l'O.N.C.N. avaient été déposés par les États membres ; elle a également décidé de convoquer la dixième session de l'Assemblée à l'automne 1980, à l'occasion de la dixième session de l'Assemblée de l'Organisation internationale de l'aviation civile (O.A.C.I.).

**ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE** — L'Assemblée opérationnelle de l'expérience météorologique mondiale a pris fin le 30 novembre, à l'issue de ses travaux. Elle a adopté une série de décisions relatives à la mise en œuvre d'un nouveau système de données météorologiques et de systèmes de rassemblement de données météorologiques.

**ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE (O.M.M.)** — Le conseil d'administration de l'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.) a surveillé constamment l'ensemble de l'atmosphère et la surface des océans, l'expérience météorologique mondiale est un élément essentiel du programme de recherches sur l'atmosphère globale (GARP).

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL** — Lors de sa première session extraordinaire, du 12 au 16 novembre à Genève, le conseil de développement industriel, organe directeur de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), a pris des décisions concernant la préparation de la troisième conférence générale de l'Organisation, en janvier.

## ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

### Groupe de la Banque mondiale

#### Onze prêts

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a annoncé l'octroi de plusieurs prêts : — A l'Algérie (15 novembre) : un prêt d'assistance technique de 20 millions de dollars destiné à renforcer l'efficacité de la Société nationale de constructions métalliques par la production de charpentes métalliques et d'équipement mécanique ; — Au Nigeria (15 novembre) : deux prêts d'un montant de 117,8 millions de dollars pour la réalisation de deux projets : 100 millions de dollars pour un programme d'expansion du réseau d'électricité desservant la région de Lagos, et 17,8 millions de dollars pour la réalisation d'un projet d'urbanisation dans l'état de Bauchi ; — Au Pérou (26 novembre) : 56 millions de dollars pour la seconde phase de construction des réseaux d'irrigation des vallées de Chira et de Piura ; — A la Yougoslavie (29 novembre) : deux prêts d'un montant total de 64 millions de dollars en vue de la reconstruction des installations détruites par un récent tremblement de terre. 50 millions de dollars aloueront à financer la remise en état du port de Bar et 14 millions de dollars la réparation des lignes ferroviaires endommagées ;

— Aux Philippines (8 décembre) : 27 millions de dollars pour promouvoir le développement agricole de l'île de Samar, l'une des régions les plus pauvres du pays ;

— A la République de Corée (13 décembre) : 30 millions de dollars pour un programme visant à réduire le taux de croissance de la population ainsi que la mortalité maternelle et infantile ;

— A la Côte-d'Ivoire (13 décembre) : 24 millions de dollars pour le financement d'un projet éducatif ;

— A l'Équateur (13 décembre) : 31 millions de dollars pour la réalisation du projet de développement urbain de Guayaquil ;

— A la Thaïlande (13 décembre) : 107 millions de dollars pour le financement d'un gisement de gaz naturel off-shore. Ce pays avait aussi reçu, le 29 novembre, un prêt de 80 millions de dollars pour la réalisation d'un projet hydro-électrique.

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT** — De son côté, l'Association internationale de développement (IDA) a consenti les crédits suivants : — Le 15 novembre, un prêt de 30 millions de dollars au Pakistan pour aider à financer les ressources de la Banque de développement agricole du Pakistan ;

— Le 20 novembre, un prêt de 35 millions de dollars à la Birmanie pour l'installation de quatre 21 200 lignes téléphoniques à Rangoon et dans d'autres villes ;

— Le 6 décembre, un prêt de 88 millions de dollars au Kenya pour aider au développement de petites propriétés agricoles ; d'autre part, le 13 décembre, le même pays a bénéficié d'un prêt de 8,5 millions de dollars pour le financement

de l'agriculture



d'un projet visant à remettre en état les zones semi-arides de la région de Baringo dans la province de Rift Valley.

**OPERATION CONJOINTE DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'IDA AUX CARAÏBES.** — Un prêt de la Banque mondiale de 25 millions de dollars et un crédit de 7 millions de dollars de l'IDA (renouvelé le 22 décembre) ont été attribués à la Banque de développement des Caraïbes qui les rétrocedera pour financer des projets de développement dans la région des Caraïbes. La Banque de développement des Caraïbes reçoit, en outre, un crédit de 1 million de dollars dans le cadre du Compte d'action spéciale de la Communauté économique européenne administré par l'IDA.

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE.** — Quatre opérations de la Société financière internationale sont en cours :

— Intervention (le 23 novembre) pour l'extension de l'entreprise minière Conductores Monterrey, l'une des premières productrices de fil et câbles électriques du Mexique ; la participation de la S.F.I. s'élève à 18 millions de dollars ; ce pays a aussi bénéficié le 13 novembre d'un prêt de la S.F.I. de 25 millions de dollars destinés à appuyer un projet de fabrication de panneaux de particules réalisés par la société Industrias Celsa.

— Investissement (le 3 décembre) dans la modernisation des équipements de la Nigerian Textile Mills pour accroître sa capacité de production ; la contribution de la S.F.I. s'élève à 620 000 dollars ;

— Contribution (le 10 décembre) pour l'augmentation de la production de cobalt à la Consolidated Copper Mines de Zambie, un des plus grands producteurs de cobalt du monde. Le financement de cette opération est réalisé par un consortium cambien, 28 millions de dollars étant fournis par la S.F.I. assortis d'une participation de divers banques d'Amérique.

**ÉMISSION D'OBLIGATIONS DE LA BIRD EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE.** — La Banque mondiale et un syndicat de banques allemandes ont pour chef de file la Deutsche Bank A.G. ont signé le 12 décembre un accord portant sur une nouvelle émission de 250 millions de deutschemarks d'obligations (environ 145 millions de dollars). Ces obligations offertes au public au pair portent intérêt à 7 7/8 % payable annuellement le 1<sup>er</sup> janvier. Elles ne pourront être amorties par anticipation.

## Banque européenne d'investissement

Prêts à l'intérieur de la C.E.E.

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a récemment accordé une série de prêts aux pays et organismes suivants :

— Irlande (27 novembre) : un prêt de 3 millions de livres irlandaises pour dix ans, à 12,85 % consenti à la société Bord Na Mona pour la mise en valeur des gisements irlandais de tourbe ;

— Irlande du Nord et Ecosse (6 décembre) : quatre prêts d'une contre-valeur de 70 millions de livres (107,8 millions d'euros). Les deux premiers ont été attribués, l'un au Post Office (60 millions de livres, pour dix ans, à 11,85 %) pour l'amélioration du réseau de télécommunications au Pays de Galles et dans les régions voisines de l'Angleterre ; l'autre à la Continental Can Company (5 millions de livres, pour huit ans, à 10,55 %) pour la construction d'une usine de boîtes pour boissons non alcoolisées. Les deux autres prêts ont été accordés, l'un à Michelin-Belfast (25 millions de livres, pour huit ans, à 10,55 %) pour la modernisation et l'agrandissement de deux usines de pneumatiques en Irlande du Nord ; l'autre à la British Aluminium Company (1 million de livres, pour dix ans, à 10,15 %) pour la construction d'une usine d'aluminium en Ecosse ;

— Danemark (6 décembre) : deux prêts d'une contre-valeur totale de 74 millions de couronnes danoises (pour quinze ans, à 10,25 %) pour la construction d'une centrale d'hydroélectricité et l'extension du réseau de télécommunications au Groenland ;

— France (13 décembre) : 70 millions de francs français (pour quinze ans, à 10,90 %) consentis à la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales pour le financement d'équipements collectifs de petite et moyenne dimension dans les régions connaissant des problèmes de développement ;

D'autre part, le 14 décembre, des prêts pour un montant total de 432 milliards de livres ont été accordés à l'Italie : 300 milliards de livres sur les ressources propres de la B.E.I. et 52 milliards sur les ressources du nouvel instrument communautaire ; des bonifications de 3 % au titre du S.M.E. (Système monétaire européen) ont été appliquées à plus de la moitié des prêts. L'opération se décompose ainsi :

• Quatre prêts attribués à l'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica (ENEL) : 217 milliards de livres (pour quinze ans, à 10,90 %) ; une bonification d'intérêt de 3 % ; 130 milliards de livres, dont 40 milliards de livres sur les ressources du nouvel instrument communautaire, pour le financement d'une centrale d'accumulation par pompage dans le massif de l'Alto Cesso (mont) ; 50 milliards de livres pour le renforcement du réseau de transport et de distribution d'électricité dans les Abruzzes et Molise, la Calabre et la Basilicate ; 25 milliards de livres pour un projet analogue au précédent mais cette fois, en faveur des régions du Frioul et de la Vénétie Julienne ; enfin 12 milliards de livres sur les ressources du nouvel instrument communautaire pour la construction de cinq centrales géothermiques en Toscane.

• L'Ente Nazionale Idroelettrica (ENI) a bénéficié de 18 milliards de livres (pour dix ans) de prêts bonifiés répartis de la façon suivante : 9 milliards de livres pour le financement du forage d'un puits et la construction d'une usine de traitement et de stockage du gisement de pétrole de « Cavone » à Modène (Emilie-Romagne) ; 9 milliards de livres pour la mise en valeur du gisement de gaz de « Sestale », à l'ouest de Milan.

• L'Istituto Mobiliare Italiano (IMI), à son tour, a reçu un prêt bonifié de 12 milliards de livres (pour quinze ans) pour la construction d'un réseau de chauffage urbain à Brescia. Cet organisme a également reçu quatre autres prêts d'un montant de 124 milliards de livres répartis de la façon suivante : 100 milliards de livres (pour quatre ans) rétrocedés à la Società Europea Veicoli Leggeri pour la fabrication d'une usine de fabrication de véhicules commerciaux à Atesa (Abruzzes) ; 20 milliards de livres (pour dix ans) pour le financement d'initiatives industrielles de petite et moyenne dimension ; 2 milliards de livres (pour huit ans) rétrocedés à Fiat Auto pour l'extension de l'usine de Turin (Molise) ; 2 milliards de livres (pour dix ans) pour la modernisation d'une centrale hydroélectrique de la Società per Azioni Fabbrica Piastrelli et Affini, à Magenta (Lombardie).

Un prêt bonifié de 20 milliards de livres (pour quinze ans) a aussi été attribué à la Cassa per il Mezzogiorno pour l'aménagement de la zone industrielle de Syracuse (Sicile). Enfin, pour l'amélioration des télécommunications à longue distance entre différentes régions du Sud de l'Italie ainsi qu'entre la Mezzogiorno et d'autres régions de l'Italie et de l'étranger, la B.E.I. a accordé un prêt de 40 milliards de livres (pour quinze ans) à l'Asiendi di Stato per i Servizi Telefondici.

**PRÊTS À LA JORDANIE, À LA TURQUIE ET À L'ÉGYPTES.** — Dans le cadre des protocoles financiers conclus entre la Communauté et certains pays du Bassin méditerranéen, les prêts suivants ont été annoncés par la B.E.I. :

— Deux prêts d'un montant total de 24 millions d'euros, à la Grèce (le 4 décembre) pour des investissements dans les secteurs agro-industrie et agricole. Rétrocedés à la Banque agricole de Grèce,

cette contribution a pris la forme de deux prêts provenant de ressources financières différentes :

15 millions d'euros, (pour quatorze ans, à 10,40 %) sur les ressources propres de la B.E.I. et 10 millions d'euros, (pour trente ans, à 2,5 %) sur des ressources budgétaires de la Communauté gérées par la B.E.I. pour des prêts à conditions spéciales ;

— Un prêt de 5 millions d'euros, à la Jordanie (le 7 décembre, pour quinze ans, à 8,40 %) pour le financement de projets industriels et commerciaux d'Amman ; le produit de cette contribution est rétrocedé à la Jordan Industrial Estates Corporation ;

— Un prêt de 26 millions d'euros, à la Turquie (le 10 décembre) pour la mise en valeur du forêts et la réalisation d'un complexe industriel intégré de fabrication de papier ; 16 millions d'euros, provenant des ressources propres de la B.E.I. (pour quinze ans, à 8 %) et 10 millions d'euros, sont fournis au titre des prêts à conditions spéciales et seront mis par l'Etat turc à la disposition du ministère des Forêts ;

— Un prêt de 15 millions d'euros, à l'Égypte (le 12 décembre, pour dix ans, à 8,50 %) pour le financement de projets de petite et moyenne dimension dans les secteurs de l'industrie et du tourisme ; ce prêt a été rétrocedé à la Development Industrial Bank.

**OPERATIONS AU TITRE DE LA CONVENTION DE LOMÉ.** — Au titre de la convention de Lomé, la Banque européenne d'investissement a annoncé l'octroi des prêts suivants :

— Le 4 décembre : 270 000 U.C. (plus de 280 millions de francs C.F.A.) au Sénégal pour le financement d'une étude préparatoire de la mise en valeur de la région de exploitation des minerais de fer et de l'Alésia ; dans ce type de financement, le remboursement, la durée ou le taux est fonction de la réalisation de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt ;

— Le 7 décembre : deux concours d'un montant total de 5,2 millions d'euros pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;

— Le 11 décembre : 2,5 millions d'euros (pour vingt ans) pour le développement du tourisme au Mali. Ce financement a pris la forme d'un prêt conditionnel (dont le versement dépendra de la mise en œuvre de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt) sur les capitaux à risques prêtés par la convention de Lomé et géré par la B.E.I. ;

— Le 11 décembre : 0,5 millions d'euros au Cameroun (prêt à 2 millions d'euros) pour l'extension d'une usine d'engrais en Côte-d'Ivoire. 5,1 millions d'euros ont été prêtés (pour dix ans, à 7,15 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt de 3 %) sur les ressources du Fonds européen de développement à la Société ivoirienne d'engrais (SIVENG) ; en même temps, la B.E.I. a pris pour le compte de la Communauté une participation de 0,55 million d'euros dans le capital de la SIVENG ;



la commission a considéré la position du Groupe andin dans les négociations sur la révision du traité de Montevideo; elle a examiné l'accord conclu le 21 novembre avec les Etats-Unis et s'est penchée sur l'évolution des rapports commerciaux avec la C.E.E. Outre ces questions, la commission a analysé les nouvelles propositions du comité sur les normes d'origine et le traitement des produits; elle a donné un avis favorable à propos de la position qu'adopterait le Groupe andin à la troisième conférence de l'ONUDI et elle a approuvé le programme de travail de l'organe technique de l'accord de Cartagena pour 1980.

**ORIENTATION DU CONSEIL ANDIN.** — Après la signature le 28 octobre du traité établissant le Parlement andin, où siègeront les représentants des cinq pays du sud américain, la réunion des ministres des affaires étrangères, le 22 novembre, a été consacrée à l'élaboration de la politique extérieure commune. Cette institution sera notamment chargée de formuler la politique extérieure des pays membres, d'orienter et de coordonner les initiatives extérieures, d'élaborer des programmes de coopération régionale et de participer à l'établissement de la politique générale d'intégration.

**AU COMITÉ CONSULTATIF ECONOMIQUE ET SOCIAL.** — La dernière session ordinaire du comité consultatif économique et social (C.A.E.S.) a eu lieu à Lima du 7 au 9 novembre. Les représentants des travailleurs et des patrons ont pris connaissance de la stratégie du rapport du comité (la Junta) et ont discuté les propositions de la commission sur la répartition des tâches et des responsabilités entre les différents secteurs de la commission.

Le C.A.E.S. a décidé de tenir une session extraordinaire du 27 au 29 janvier pour étudier les mesures à adopter afin de garantir la participation de l'agriculture et des patrons à l'intégration de la sous-région.

**CONVERSATIONS AVEC LES ETATS-UNIS.** — M. Sebastian Alejo, président de la commission de l'accord de Cartagena (ou nom du Groupe andin), se rendra à Washington, le 21 novembre, pour une réunion avec le directeur de l'Amérique latine et le Caribbean Affairs, M. Robert E. Wood. Cette réunion sera l'occasion d'un échange de vues sur les questions relatives aux négociations commerciales multilatérales du GATT, et sur le problème des importations américaines de produits agricoles et industriels.

De son côté, le groupe de commerce, qui se voit confier la tâche d'explorer les possibilités d'accroître les échanges entre les deux parties, se penchera sur le système des préférences généralisées des Etats-Unis, sur certaines questions relatives aux négociations commerciales multilatérales du GATT, et sur le problème des importations américaines de produits agricoles et industriels.

**L'INDUSTRIE AUTOMOBILE.** — Les représentants des cinq pays membres du Groupe andin ont participé à la réunion annuelle du comité technique de l'industrie automobile à Lima (Pérou) du 20 au 25 novembre. A l'ordre du jour: examen des textes d'application de la déclaration de la commission économique et sociale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement économique (C.E.S.) relative à l'industrie automobile sous-régionale; proposition de l'organe technique de l'accord de Cartagena (la Junta) sur la recherche technologique dans le secteur de l'industrie automobile; rapport sur la recherche technologique dans le secteur de l'industrie automobile; rapport sur la recherche technologique dans le secteur de l'industrie automobile.

**TRANSPORTS ET COMMERCIALISATION.** — Les membres du Comité technique de l'industrie automobile (COMATEX), qui se sont réunis le 9 novembre à Lima avec les membres de l'organe technique de l'accord de Cartagena (la Junta), ont examiné la proposition de la commission de l'accord de Cartagena (la Junta) relative à la commercialisation des produits de l'industrie automobile.

## O.C.D.E.

### A l'Agence internationale de l'énergie : limiter les importations de pétrole

Le conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), réuni à Paris le 10 décembre, a adopté une déclaration sur la situation du marché pétrolier mondial en 1979 et les incertitudes persistantes qui entourent les approvisionnements pétroliers et font peser une menace sur la stabilité de l'économie mondiale. Les ministres se sont engagés à faire en sorte que leurs pays prennent des mesures de politique énergétique déterminées et efficaces en vue de restreindre la demande de pétrole sur les marchés mondiaux en 1980. Tous les pays de l'A.I.E. ont pris le ferme engagement de limiter leurs importations de pétrole en 1980 et de poursuivre les objectifs donnés pour 1985. Les ministres se sont mis d'accord sur un système de contrôle pour suivre l'évolution des politiques et de la situation énergétique, à court, à moyen et à long terme, et sont convenus que l'objectif global de groupe que les pays de l'A.I.E. en tant que groupe, se sont fixés pour leurs importations de pétrole en 1985 sera ramené à 24,5 millions de barils par jour plus les soutages, alors que l'objectif de groupe antérieur était de 28 millions de barils par jour plus les soutages. Chaque pays devra adapter ses programmes énergétiques de manière que cet objectif de groupe révisé, pour 1985, soit atteint.

### Réunion du comité d'aide au développement

A l'occasion de sa dix-huitième réunion à haut niveau, tenue les 19 et 20 novembre, le comité d'aide au développement (C.A.D.) a approuvé un ensemble de principes directeurs pour la mise en œuvre de l'aide. Cette initiative fait suite à l'adoption en 1979 des lignes directrices retenues par le C.A.D. pour le financement des dépenses locales et régionales. L'une des conclusions essentielles des travaux du C.A.D. est que les difficultés récentes de versements ne sont pas fondamentalement dues à des contraintes à long terme affectant la capacité d'absorption des pays en développement; certains facteurs limitent sans doute l'absorption rapide des ressources dans les pays en développement mais les données peuvent aider à la suppression des contraintes à court et à moyen terme.

Dans son rapport annuel intitulé « Coopération pour le développement - Examen 1979 »

et publié le 5 décembre, le C.A.D. préconise un nouvel effort orienté selon deux grands axes : intensifier les échanges avec les pays en voie de développement à moyen et long terme et les transferts de ressources vers ces pays et les transferts de ressources vers ces pays et les transferts de ressources vers ces pays.

Après une évaluation de la situation d'ensemble et des perspectives, le rapport traite des transferts de ressources financières aux pays en voie de développement; elle publie, coopération entre organismes publics et privés, évolution des politiques d'aide des membres du C.A.D. et de celles des autres donateurs et nouvelle stratégie internationale du développement.

**AGENCE POUR L'ENERGIE NUCLEAIRE.** — Le comité sur le statut des installations nucléaires de l'A.E.N., réuni à Paris dans la semaine du 12 au 16 novembre, a approuvé une proposition visant à organiser une participation au séminaire international sur l'avenir du combustible endommagé du réacteur TMI-2 (accident survenu à la centrale de Three-Mile-Island aux Etats-Unis en mars dernier).

En même temps, le comité a entériné des recommandations plus formelles pour assurer un échange international rapide de données d'expérience en matière d'exploitation de réacteurs de puissance, en développant les mesures prises dans ce sens depuis 1976.

Le comité a également décidé d'établir au cours du premier semestre de 1980 un rapport sur les efforts nationaux de recherche appliquée en matière de sûreté à la suite de l'accident de Three-Mile-Island. Les pays membres ont été invités à revoir leurs propres recherches et à les faire connaître par des problèmes de sûreté, afin d'identifier les lacunes susceptibles de présenter également des problèmes de sûreté.

**VOYAGES A PORTAIT AERIEN.** — Le conseil de l'O.C.D.E. a reconstruit le 16 novembre ses groupes de travail pour l'aviation internationale. Ces groupes de travail ont pour tâche de promouvoir l'aviation internationale et de promouvoir l'aviation internationale et de promouvoir l'aviation internationale.

**COOPERATION EN FAVEUR DES ENFANTS.** — Le Comité d'aide au développement de l'O.C.D.E., réuni à Paris le 16 novembre, a approuvé une proposition visant à renforcer la coopération internationale en faveur des enfants dans les pays en voie de développement.

**ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHEANGE.** — Le conseil de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) et le conseil mixte des ministres des affaires étrangères des pays de l'A.E.L.E. se sont réunis à Genève, les 22 et 23 novembre. Une grande partie de la réunion a été consacrée à l'examen des documents de l'Association européenne de libre-échange et à la discussion de la proposition de l'A.E.L.E. de réviser le protocole de l'A.E.L.E. relatif à la réduction des droits de douane sur les produits industriels.

D'autre part, le conseil de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) a autorisé, le 23 novembre, le président de l'Association, M. Robert E. Wood, à signer, jusqu'à la fin de 1980, des accords de coopération avec les pays de l'A.E.L.E. pour la réduction des droits de douane sur les produits industriels.

**COMMUNAUTE DES CARAIRES.** — La première session du comité pour les questions économiques et sociales de la Communauté des Caraïbes, tenue à Kingston (Jamaïque) en janvier 1979, s'est tenue à Ottawa, les 22 et 23 novembre. A son ordre du jour: les modèles de développement économique et commercial entre les deux parties, ainsi que les rapports de coopération dans les domaines de l'économie et financière, de l'agriculture et des transports.

**COMMUNAUTE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST.** — La cinquième conférence annuelle de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.), qui réunit la Côte-d'Ivoire, la Haute-Volta, le Mali, la Mauritanie et le Niger, s'est tenue à Niamey, le 22 novembre. Elle a porté à la présidence de l'organisation M. Seyni Kountché, président du Niger, et a notamment discuté de la mise en œuvre de la coopération technique et d'assistance en matière de défense passé en 1978 avec le Togo.

**CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE.** — Le conseil international du blé s'est tenu à quatre-vingt-neufième session à Londres, le 22 et 23 novembre. Il a examiné la situation actuelle concernant le blé dans le monde, ainsi que les perspectives, notamment la croissance de la production de blé et d'autres céréales, depuis 1974, et les tendances. Le conseil a décidé de continuer à travailler à la mise en œuvre de la coopération technique et d'assistance en matière de défense passé en 1978 avec le Togo.

**CONSEIL OCEANOLOGIQUE INTERNATIONAL.** — Le conseil océanologique international (C.O.I.), qui réunit les représentants des gouvernements des pays de l'océan Atlantique, s'est tenu à Madrid, du 22 au 26 novembre. A noter parmi les points principaux de cette session: 1° Adoption d'une résolution relative aux dispositions tendant à l'entrée en vigueur du Protocole d'accord international de 1973 sur l'huile d'olive. 2° La mise en œuvre effective et immédiate du projet régional d'amélioration de la production oléicole dans la zone méditerranéenne dans la direction a été confiée par la F.A.O. à un expert tunisien (M. Marakchi). 3° Examen de la situation du marché international de l'huile d'olive et de son évolution probable à termes plus éloignés; pour l'immédiat, les résultats montrent la croissance d'une production mondiale, pour 1979-1980, inférieure de 125 000 tonnes à la moyenne annuelle de ces dernières années. 4° Le conseil a décidé de continuer à travailler à la mise en œuvre de la coopération technique et d'assistance en matière de défense passé en 1978 avec le Togo.

**MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN.** — La septième réunion des directeurs des douanes nationales des cinq pays membres du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) s'est tenue au Nicaragua du 28 au 31 octobre. Ses principales décisions portent sur la mise en œuvre du programme de coopération technique en faveur de la direction générale des douanes du Nicaragua; sur la révision du cadre d'application de la réglementation douanière et sur l'échange de données entre les cinq participants en vue de la formation et de la spécialisation des fonctionnaires des administrations des douanes. Les directeurs des organismes chargés de l'intégration régionale se sont réunis à Guatemala le 1 novembre pour faire le point de la situation actuelle dans la région et examiner les moyens de coordonner leurs initiatives.

**La douzième réunion de la commission centraméricaine des autorités portuaires** s'est tenue à Managua du 27 au 30 novembre, avec la participation des autorités portuaires des cinq pays. Les participants ont fait le point de l'avancement du projet TRANSMAR et examiné une proposition portant création d'une commission centraméricaine des autorités portuaires et portuaires.

**ORGANISATION DES PAYS ARABES EXPORTATEURS DE PETROLE.** — Les ministres du pétrole des pays membres de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (O.P.A.E.P.) ont tenu une session ordinaire le 4 décembre à Koweït, consacrée notamment à la préparation de la conférence de l'O.P.A.E.P. du 17 décembre à Caracas. L'Arabie Saoudite et la Fédération des Emirats arabes unis n'étaient pas représentées à cette session, au cours de laquelle le budget de l'O.P.A.E.P. pour 1980 a été adopté.

## COMMUNAUTES EUROPEENNES

### Marché commun

#### L'échec du sommet de Dublin

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la C.E.E., réunis les 29 et 30 novembre en conseil européen à Dublin, se sont quittés sans un accord d'échec à propos de la contribution britannique au budget de la C.E.E., mais ils se sont promis de se revoir prochainement « dans un esprit de compromis ».

Un quart d'heure seulement avant la fin de la réunion, les neuf partenaires ont trouvé une solution pour sauver la face et éviter ainsi que l'impasse ne se transforme en crise grave pour la Communauté européenne. Cette solution, en fait, a été rendue possible grâce à deux concessions. Les huit partenaires de Londres ont accepté l'idée d'un sommet européen plus rapproché (février au lieu de mars à Bruxelles). De son côté Mme Margaret Thatcher, premier ministre britannique, a affirmé qu'elle se rendra à ce sommet « dans un esprit de compromis ».

Selon le président Valéry Giscard d'Estaing, ce « sommet a frôlé la crise ». Toutefois sur le fond du problème, les positions entre Mme Thatcher et ses huit partenaires de la C.E.E. restent très éloignées. Londres continue à demander une réduction de 700 millions de livres sterling de sa charge budgétaire. Ses partenaires ne lui en offrent qu'un maximum de 340.

La France, qui était parmi les plus réticents à avancer le prochain conseil européen n'a donné son accord qu'à condition que les autres problèmes en suspens tels la pêche et le monton trouvent également une solution à cette occasion.

De son côté, l'Allemagne de l'Ouest a insisté pour que la Grande-Bretagne adopte une attitude plus constructive dans le secteur de l'énergie. Bon nombre notamment qu'en cas de crise énergétique le pétrole de la mer du Nord soit réservé en priorité aux partenaires européens. La R.F.A. estime également que l'Allemagne ne devrait pas suivre les pays de l'O.P.E.C. les plus extrémistes en ce qui concerne les prix.

Le conseil européen de Dublin a toutefois pris une série de décisions. Dans le secteur économique et monétaire, les Neuf estiment que la priorité doit être donnée à la lutte contre l'inflation. Dans le secteur monétaire, le conseil a confirmé son intention de mettre en place le Fonds monétaire européen dans les délais prévus. A cet effet, il a donné mandat à la Commission européenne de préparer pour le prochain conseil européen à Bruxelles un rapport sur les progrès effectués dans ce domaine et les difficultés rencontrées.

Pour la contribution budgétaire britannique, le conseil demande à la Commission de la C.E.E. de faire des propositions qui permettent au conseil de réduire les dépenses de la Communauté. Le conseil des ministres a suivi la recherche de solutions appropriées, susceptibles d'être adoptées par le prochain conseil européen. La présidente du conseil (Italie) convoquera cette réunion dès que les conditions de développement des infrastructures de transport, par exemple dans le secteur autoroutier.

Le conseil a également décidé de la Commission européenne pour que celle-ci présente dans les prochains mois des propositions concrètes dans ce domaine, qui pourraient être par exemple une participation communautaire au financement du tunnel sous la Manche, ou à une liaison autoroutière entre l'Ouest et l'Est de la Grande-Bretagne.

### Les ministres du budget refusent les amendements du Parlement européen

Les ministres de la C.E.E. chargés du budget ont repoussé le 24 novembre à Bruxelles tous les amendements présentés par le Parlement européen visant à réduire les dépenses agricoles de la Communauté. Le conseil des ministres a refusé aussi bien la réduction des dépenses dans le secteur laitier que la majoration de la taxe des corrépondables à la charge des producteurs. Seuls l'Italie et les Pays-Bas étaient favorables aux amendements des parlementaires européens.

Le conseil des ministres de la C.E.E. a ainsi voulu montrer à l'Assemblée de Strasbourg qu'il était seul compétent pour décider d'une réforme de la politique agricole commune. De plus, les Neuf ont stoppé l'offensive du Parlement européen pour l'augmentation de son pouvoir en matière budgétaire et contrôler ainsi la politique décidée souverainement par le conseil des ministres.

Les ministres ont également rappelé aux quatre cent dix parlementaires élus au suffrage universel que leur pouvoir budgétaire était limité. Ils ont en effet refusé de modifier le mécanisme de manœuvre de l'Assemblée de Strasbourg qui lui permet d'augmenter seulement de 255 millions d'unités de compte européennes, soit 1,5 milliard de francs français, le projet de budget du conseil des ministres.

Les parlementaires avaient notamment demandé une forte augmentation des dépenses du Fonds régional et du Fonds social européen. Les ministres ont réagi sur cette majoration, en estimant que le Parlement européen n'avait pas à se substituer aux représentants des gouvernements de la C.E.E.

### Accord sur la dévaluation des monnaies « vertes » et sur le vin

Les ministres de l'Agriculture de la C.E.E. ont décidé le 12 décembre à Bruxelles, après une séance de plus de douze heures, d'autoriser la Grande-Bretagne et l'Italie à dévaluer de

5 % la livre et la lire « vertes ». Ils ont également réussi à adopter la réforme du marché européen du vin et à progresser dans l'affaire du monton qui oppose depuis plusieurs mois la France et la Grande-Bretagne.

La dévaluation de la livre et de la lire « vertes » a pour conséquence immédiate de relever d'un peu plus de 5 % les revenus des agriculteurs britanniques et italiens et de réduire respectivement de 9 % à 3,5 % et de 7,5 % à 2,5 % les « montants compensatoires » qui équivalent à des taxes à l'exportation et des subventions à l'importation.

Dans le secteur du vin, l'accord de Bruxelles permet à la C.E.E. de disposer des moyens techniques pour faire face à la réduction planifiée de cette année (187 millions d'hectolitres) et d'éviter ainsi une nouvelle « guerre du vin » entre la France et l'Italie.

Sur le dossier du monton, les progrès sont moins nets. Toutefois la France a obtenu que la Commission de la C.E.E. s'engage à faire bientôt des propositions sur des mesures transitoires de protection des producteurs français contre les importations non marchées de viande ovine britannique en attendant la mise sur pied d'un règlement définitif de marché.

Enfin, Paris espère que la Commission de la C.E.E. renoncera à tracer une sévère ligne de France devant la Cour européenne de justice de Luxembourg pour non-respect des règles de libre circulation des marchandises à l'extérieur de la C.E.E. M. Gundlach, commissaire européen chargé du secteur agricole, n'a toutefois rien promis formellement à ce sujet à la France.

**NOUVEL SCHEMA SUR LA POLITIQUE COMMUNE DE LA PÊCHE.** — Les ministres de la pêche de la C.E.E. ont décidé, le 24 novembre, de nouvelles tentatives pour définir une politique commune de la pêche. Toutefois, la Grande-Bretagne insiste sur la nécessité d'une politique commune de la pêche et de la gestion des ressources halieutiques.

Le Royaume-Uni a également accepté de lever ses réserves pour entreprendre des négociations avec la République de l'Irlande, mais elle a maintenu ses réserves pour la Norvège, la Suède et la Grèce. Malgré les demandes que ses partenaires avaient formulées à l'Assemblée de Dublin, l'Irlande a refusé de donner son accord à la conclusion d'un accord avec le Royaume-Uni. L'accord pour 1979 pourra donc être signé, et la Commission européenne a assuré à l'Irlande que les négociations avec les autorités irlandaises pour l'accord de 1980.

Les ministres ont finalement convenus que la Commission devra faire, avant le 1er février 1980, des propositions concrètes sur le total des prises autorisées qui devront être compatibles avec les problèmes économiques et sociaux. Le prochain conseil des ministres est prévu le 28 janvier.

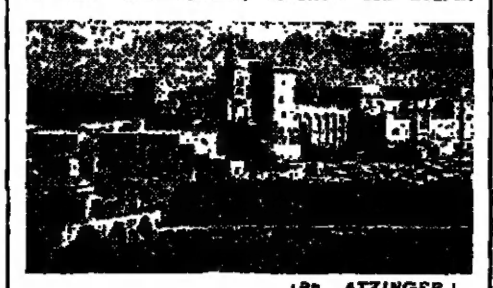
**NOUVEAU PROJET SUR LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT.** — Les ministres des transports des Neuf, réunis le 6 décembre à Bruxelles, ont décidé de commencer à examiner des propositions de développement des infrastructures de transport, par exemple dans le secteur autoroutier.

Le conseil a également décidé de la Commission européenne pour que celle-ci présente dans les prochains mois des propositions concrètes dans ce domaine, qui pourraient être par exemple une participation communautaire au financement du tunnel sous la Manche, ou à une liaison autoroutière entre l'Ouest et l'Est de la Grande-Bretagne.

## AVIGNON

### VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Alors que prestige de ses monuments antiques, l'énergie souriante d'une jeune cité qui, dans un élan sans relâche, construit son avenir.



IPA ATZINGER.

- Le Palais des Papes, les Remparts, le Pont Saint-Benoît, popularité à travers le monde.
- Les trésoirs de la ville, les musées, les collections de la ville.
- Un Centre International de Congrès aménagé dans le Palais des Papes.
- Son Théâtre.
- Son Festival (15 juillet-15 août) Théâtre, Chorégraphie, Musique.
- Des services réguliers de trains et autocarbus pour aller et retour au départ de Paris, Explan (Le Touquet), Boulogne, Lille, Bruxelles, Amsterdam, Düsseldorf, Hambourg, Karlsruhe.
- Son important Marché d'intérêt national.
- De magnifiques excursions à travers la Provence.
- Son folklore (dances et vieilles traditions).
- Le Parc des Expositions de Châteaublanc.
- La Foire et Expositions du Grand Delta.
- Des attractions gastronomiques et des vins de grands crus (Châteaufort-du-Pape, Côtes du Rhône, Gigondas, Tavel, etc.).
- Vistée AVIGNON - La Soirée de Joli...

Renseignements : Syndicat d'Initiative, cours Jean-Jaures

## ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

Téléphone : 254-05-97

Pierre-Henri IMBERT

LES RÉSERVES AUX TRAITS MULTILATÉRAUX

Prix Léon Julliot de la Morandière

Un volume de 504 pages ..... 180 F. franco

Je l'ai lu



Dépendant, certains États membres, dont l'Allemagne de l'Ouest, ont mis l'accent sur le coût financier de tels projets communs et ont refusé de s'engager concrètement. Par ailleurs, les ministères ont discuté un mémorandum de la Commission sur les transports aériens qui suggère une meilleure coordination des services aériens des pays de la C.E.E. Toutefois, il n'est pas donné de directives concrètes à la Commission pour aller de l'avant dans ce domaine.

**REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL.** — Le conseil des ministres des affaires sociales de la C.E.E. réuni le 22 novembre à Bruxelles, a étudié pour la première fois le problème de la réduction du temps de travail dans les pays du Marché commun. Il n'est prévu qu'un cadre général; les partenaires sociaux (syndicats et patrons) devront examiner les problèmes qui posent son application.

**RELATIONS AVEC LE PORTUGAL.** — La C.E.E. et Lisbonne se sont finalement mises d'accord le 21 novembre sur la révision de l'accord C.E.E.-Portugal de 1972.

Les négociations avaient pour origine une demande présentée par le Portugal lors de la réunion du comité mixte C.E.E.-Portugal (juin 1979). Le protocole complémentaire, qui a été paraphé le 22 novembre 1979 entre le Portugal et la C.E.E., comporte, selon la Commission européenne, des dérogations au régime de l'accord pour maintenir un certain niveau d'importation d'acier dans le Portugal en vue de faciliter les efforts de reconstruction et de développement, notamment en ce qui concerne les voitures automobiles.

**RELATIONS AVEC LE COMECOM.** — Les entretiens qui ont eu lieu fin novembre à Moscou entre des délégués de la C.E.E. et du Comcon (Conseil d'assistance économique mutuelle) ont abouti à une déclaration commune. L'accord C.E.E.-O.A.S.E. pourrait reprendre à Bruxelles au même niveau, avant avril 1980.

**LA FRANCE ET LA POLLUTION DU RHIN.** — La Commission européenne espère que le gouvernement français modifiera sa décision de ne pas présenter à l'Assemblée nationale pour ratification le 5 décembre à Bruxelles. Toutefois, on ajoute que la Commission n'est pas partie contractante à ce traité qui avait été signé à Bonn en 1974. La Commission souhaite que les parties en cause puissent trouver des solutions aux problèmes soulevés.

**ENQUÊTE.** — Devant le conseil des ministres de l'énergie, le 12 décembre à Bruxelles, la Grande-Bretagne a refusé d'engager d'augmenter sa production de pétrole de la mer du Nord en cas de crise pétrolière grave dans la C.E.E. d'accorder toutefois dans l'hypothèse d'une crise, une préférence pour ses livraisons à ses partenaires du Marché commun.

En revanche, les ministres de l'énergie ont adopté les objectifs pour 1980 de répartition entre les Neuf de la limitation globale des importations de pétrole, arrêtée à 472 millions de tonnes.

## CECA

Le taux du « prélèvement » porté à 0,31 %

DEVANT les difficultés considérables qu'elle éprouvait à équilibrer le projet de budget de la CECA pour 1980, la Commission européenne s'est résignée à porter le taux du « prélèvement », premier impôt européen, de 0,29 % à 0,31 % du chiffre d'affaires des houillères et de la sidérurgie. Cela augmentera de 8 millions d'unités de compte les ressources de la CECA cette année.

En outre, la Commission demande aux Neuf de transférer au budget de la CECA le produit des droits de douane perçus par les États membres sur les importations de charbon et d'acier ou, à défaut, une dotation particulière (2 millions d'unités de compte) provenant du budget général de la C.E.E. Le Parlement de Strasbourg, consulté sur ces deux points, a approuvé la Commission, malgré l'abstention des députés communistes et de quelques parlementaires socialistes.

L'objectif de la Commission, on le sait, est de mettre en œuvre un vaste programme social d'accompagnement de la reconstruction de la sidérurgie européenne, sans que des difficultés financières puissent freiner la réalisation. L'utilité d'un tel effort est, en tout cas, apparue on ne peut plus clairement en décembre, quand a été confirmé le plan de reconstruction de la sidérurgie britannique.

**Suppression d'un tiers des emplois à la British Steel**

Sir Charles Villiers, président de la British Steel Corporation, a, en effet, confirmé la décision de la firme nationalisée de supprimer dans les délais les plus rapprochés le tiers de ses emplois, pour ramener ceux-ci de cent cinquante-deux mille actuellement à cent mille, à l'occasion d'une réduction des capacités de production, ramenant celles-ci de 2,15 à 1,5 millions de tonnes par an. L'objectif poursuivi par la B.S.C. est de porter sa productivité de 141 tonnes par travailleur en 1979 à 185 tonnes, niveau à peu près égal à celui de la sidérurgie française, mais encore inférieur à celui de nombreux autres pays industrialisés (dont la République fédérale, où la productivité par travailleur s'élève à 227 tonnes par an).

Ces mesures draconiennes — qui rencontrent une réaction violemment hostile de la part des syndicats — sont devenues nécessaires après le refus du gouvernement conservateur de poursuivre l'octroi de subventions à la British Steel Corporation au-delà du printemps prochain.

Durant la période de six mois se terminant le 20 septembre dernier, le groupe a accusé des pertes financières s'élevant à 145,6 millions de livres sterling (11,9 milliards de francs), contre 1,838 milliard de livres (dont 1,45 milliard réalisé sur le marché britannique et 388 millions de livres à l'exportation). Simultanément à la baisse d'activité, la B.S.C. envisage de limiter à 2,5 ou 3 % l'augmentation des salaires de son personnel, alors que les syndicats demandent beaucoup plus.

**Reconstruction du plan anticrise de l'acier**

Le 18 décembre, les ministres des affaires étrangères des Neuf ont décidé de proroger pendant un an le plan anticrise de l'acier appliqué depuis le début de 1977 (voir nos précédents numéros). Les modalités sont cependant modifiées sur plusieurs points :

● Le système des prix minimaux pour les rovers à béton et les laminés marchands (poutrelles) est suspendu, la situation des prix et de la production étant relativement satisfaisante dans ces secteurs. Les prix-planchers restent toutefois obligatoires pour les larges bandes à chaud (lames plates), victimes de la course à la baisse des prix.

● Les prix d'orientation restent maintenus pour tous les autres produits sidérurgiques fabriqués par les Neuf; ils sont relevés de 2 % à 3,5 % selon les produits.

● Les accords d'autolimitation conclus avec les principaux pays exportateurs d'acier vers la C.E.E. notamment le Japon, les pays scandinaves et l'Espagne, seront reconclus.

● Enfin le contrôle des aides publiques nationales accordées aux entreprises sidérurgiques de la C.E.E. est renforcé. Le principe est que ces aides ne doivent pas entraîner de distorsion de concurrence entre les producteurs européens d'acier. Elles seront donc soumises à un contrôle de la Commission européenne dans le cadre des opérations de reconstruction en cours d'exécution ou en projet.

Les Neuf sont, en outre, acquis au principe de la coopération avec adaptation aux données sectorielles du marché d'acier en faveur du charbon à coke et du coke destinés à l'industrie sidérurgique de la Communauté. Le conseil de l'énergie du 4 décembre avait déjà

permis d'en dégager les orientations générales : durée du régime (deux ans); financement par une participation de six États membres participant au système actuel (à raison de 24 millions d'unités de compte); et par le budget CECA (pour 6 millions d'unités de compte); et par des contributions de l'industrie (17 millions d'unités de compte). Quelques 15 millions de tonnes seront éligibles aux aides de ce régime.

Les dernières statistiques sur le marché de l'acier font apparaître un affaiblissement de la demande. En septembre, les commandes nouvelles n'ont pas dépassé 7,7 millions de tonnes, contre 8,3 un an plus tôt, alors que, pour les neuf mois écoulés depuis janvier, on notait une contraction une progression de 1,5 % par rapport à la même période de 1978. Cela pourrait entraîner en 1980 une diminution de près de 6 millions de tonnes de la production d'acier brut de la Communauté par rapport au résultat de 1979.

**ADAPTATION DES SIDÉRURGISTES.** — La Commission européenne a approuvé l'octroi d'une aide de 120 000 livres sterling en faveur des sidérurgistes britanniques touchés par la réduction des capacités de l'usine d'acier d'Essex de Gales.

**LIQUEFACTION DE CHARBON AU PAYS DE GALLES.** — L'installation de deux usines pilotes de production d'essence à partir du charbon après une mise dans le Pays de Galles est envisagée. Le gouvernement a promis de fournir 800 000 livres sterling à ce sujet. La Commission européenne s'est engagée de soutenir la mise en œuvre de l'un des deux nouveaux procédés qui seront utilisés dans les deux installations, procédé fondé sur l'utilisation d'un gaz à forte pression pour liquéfier le charbon.

**AIDE À LA CONSTRUCTION.** — Bruxelles a déboursé 35 millions d'unités de compte pour la construction de logements pour les travailleurs de la CECA.

**SACILOR ACHETE 33 % DE DAVUM.** — La Commission européenne a autorisé Sacilor à acheter 33 % du capital de Davum, société de sidérurgie. Cela permettra à Sacilor de contrôler à l'avenir 44,5 % du marché français approvisionné par les sidérurgistes, soit à peu près 52 % du total de l'acier consommé en France.

**BAISSE DE LA COERCITION DU CHARBON EN EUROPE.** — La capacité jointe de cokéfaction a diminué de 20 % en cinq ans, pour ne plus dépasser 79 millions de tonnes par an. En 1979, l'Europe a eu un grand nombre de cokeries et à la faible production de coke, ce qui a entraîné une baisse de la production d'acier. Les capacités disponibles seraient insuffisantes en cas de reprise de la demande. Les dépenses d'investissement effectuées dans les cokeries minières, les cokeries sidérurgiques et les cokeries indépendantes qui ont été de 287 millions d'unités de compte en 1977 à 107 millions d'unités de compte en 1979. Cette faiblesse s'explique si l'on considère le niveau élevé des stocks de coke existants et les perspectives peu encourageantes des débouchés de la sidérurgie.

**BAISSE DES STOCKS DE CHARBON.** — Durant les dix premiers mois de 1979, la production charbonnière des Neuf a atteint 184 millions de tonnes, en progrès de 2,5 % sur celle de 1978 (+5,4 % en Allemagne, +1,3 % en Grande-Bretagne, -4,9 % en France et -5,4 % en Belgique). La consommation a été en baisse, cette reprise de la production n'a pas empêché une diminution des stocks de 1,5 % en un an, qui sont revenus à 297 millions de tonnes (contre 307 millions d'unités de compte en 1978). Cette baisse s'explique si l'on considère le niveau élevé des stocks de coke existants et les perspectives peu encourageantes des débouchés de la sidérurgie.

des importations charbonnières des Neuf.

## AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES, TECHNIQUES ET SOCIALES

### Agence spatiale européenne

**Lancement de la fusée Ariane**

Le lancement de la fusée Ariane à Kourou (Guyane) n'ayant pu se faire comme prévu le 15 décembre, l'Agence spatiale européenne (ASE) a précisé que l'interruption du lancement était due à une indisposition d'un des moteurs de sécurité et que les quatre moteurs n'étaient pas en cause. Elle prévoyait alors une nouvelle date de lancement entre le 24 et le 30 décembre.

Après une seconde tentative infructueuse le 23 décembre, la fusée a finalement pu être mise à feu le 24, dans des conditions pleinement satisfaisantes.

**ANOMALIE DE FONCTIONNEMENT POUR METEOSAT 1.** — Le 24 novembre (c'est-à-dire un jour après le deuxième anniversaire du début de ses fonctions), METEOSAT 1 s'est mis en mode d'attente, apparemment à cause d'une surcharge à bord. La fonction de collecte des données n'a pas été affectée.

L'ASE a annoncé qu'elle s'employait à faire analyser le problème, compte tenu de son incidence éventuelle sur l'ensemble du lancement prévu en septembre 1980.

**PROGRAMME DE « GRAND SATELLITE ».** — Au cours d'une réunion, tenue le 29 novembre, le conseil de l'Agence spatiale européenne a adopté les recommandations de l'expert tendant à désigner comme projet principal pour le programme de « grand satellite » le projet de la firme britannique d'attribuer un contrat pour la première partie de la phase d'étude (phase B).

### Association du transport aérien international

**Session de l'Assemblée générale à Manille**

REUNIS à Manille (Philippines) du 27 au 30 novembre, la trentième Assemblée générale annuelle de l'Association du transport aérien international (IATA) a chargé une commission spéciale de déterminer de quelle manière les compagnies aériennes des pays en voie de développement pourront tirer le meilleur parti des activités et services actuels de l'IATA et quels nouveaux éléments il conviendrait d'y incorporer pour que ces compagnies en retirent un avantage certain. Un rapport sera présenté à ce propos préalablement à la prochaine Assemblée générale.

L'Assemblée a passé en revue la mise en œuvre des activités propres à la coordination tarifaire structurée de l'IATA et a reçu un premier rapport sur l'efficacité des nouvelles procédures. Une résolution a été votée, soulignant le rôle central que joue le système des conférences de trafic de l'IATA dans la coordination des tarifs appliqués par la négociation au sein de ce forum.

L'Assemblée a aussi discuté des problèmes auxquels les compagnies aériennes se trouvent confrontées dans le nouveau climat concurrentiel, ainsi que des questions de la disponibilité et du coût du carburant, l'engorgement des aéroports et le contexte de la réglementation gouvernementale.

Au chapitre du carburant, l'Assemblée a insisté sur la nécessité d'élaborer sans tarder une formule de « transmission » et d'en demander l'approbation rapide aux gouvernements, pour que les compagnies aériennes soient en mesure d'adopter leurs tarifs sans altérations et en conformité avec l'augmentation

## Parlement européen

### Rejet du budget de 1980

Le Parlement européen a fait un coup d'état lors de sa dernière session de l'année, le 13 décembre, en refusant en deuxième lecture d'adopter le projet de budget des Communautés européennes, fait sans précédent dans les annales des institutions européennes. Une crise est ouverte au sein de la C.E.E.

Par 238 voix sur 352 suffrages exprimés, 64 contre et une abstention, l'Assemblée des Neuf a massivement suivi la recommandation de M. Piet Dankert (socialiste, Pays-Bas), rapporteur de la commission du budget, qui préconisait ce rejet.

Plus de douze heures d'une négociation marathon dans la nuit entre le conseil des ministres budgétaires et une délégation ad hoc du Parlement présidée par Mme Simone Veil n'avaient pas réussi à déboucher l'embroglio budgétaire.

Toute la procédure budgétaire devra être reprise à zéro par les institutions communautaires. Normalement, la Commission européenne proposera en janvier à Bruxelles un nouvel avant-projet de budget. Ce dernier sera ensuite examiné en première lecture par le conseil des ministres des finances des Neuf qui procédera à des amendements. Le Parlement européen aura alors un premier débat sur ce projet, probablement en février ou en mars à Strasbourg. Le Parlement européen reviendra en seconde lecture au conseil des ministres. Enfin, le Parlement européen aura le dernier mot et adoptera le budget, probablement en mars ou en avril 1980.

D'ici là, la Communauté européenne vivra avec des douzièmes provisoires, c'est-à-dire des mensualités représentant le douzième du volume global du budget 1979, dont le montant est inférieur de plus de 10 % au projet de budget 1980 présenté aux députés européens de Strasbourg.

**ADOPTION DU RAPPORT SUR LA « CONVERGENCE ».** — Le Parlement européen a adopté, le 16 décembre, le rapport, controversé, sur la « convergence des politiques économiques et les questions budgétaires », qui pose les problèmes de la politique agricole commune et de la participation britannique au budget de la C.E.E.

Le texte du rapport présenté par M. Erich Lange (socialiste allemand) a été, toutefois, sérieusement édulcoré par deux amendements, supprimant les aspects techniques budgétaires les plus controversés. Il ne s'agit plus, à proprement parler, d'un système nouveau et durable de répartition financière entre les États membres (.), organisé dans le cadre du budget communautaire, peut contribuer efficacement à soutenir les efforts de convergence réalisés à travers les politiques communes.

L'Assemblée a adopté ensuite, avant de clore ses travaux de la session de novembre, une résolution sur le système des douzièmes provisoires de la C.E.E. en 1980, qui va — pour la première fois — inclure la Chine.

des coûts d'exploitation que provoquent les hausses relatives du carburant.

Quant au climat de réglementation, les compagnies ont exhorté les gouvernements à fournir un cadre dans lequel les tarifs et procédures puissent être librement harmonisés dans l'intérêt du public, en évitant les mesures unilatérales ou bilatérales qui sont en conflit avec ce mécanisme.

**SITUATION DE L'INDUSTRIE DU TRANSPORT AÉRIEN.** — Le rapport de la 21e session du conseil de l'IATA, a présenté le 21 novembre devant la trentième Assemblée générale annuelle de l'Association son rapport annuel qui décrit la situation de l'industrie du transport aérien en 1979. En 1979, le marché du transport de passagers sur les lignes à court et moyen rayon a connu une augmentation de 14,5 % par rapport à l'année précédente, tandis que l'augmentation de 22 %, en moyenne, des passagers a été compensée par une baisse de 6,4 % aux chiffres nécessaires pour assurer une répartition convenable du capital et s'acquitter des impôts. Cette conjonction d'une forte croissance du trafic à un bilan financier déséquilibré a été particulièrement marquée sur l'Atlantique nord. Le rapport rappelle aussi qu'en 1979 le principe de la coopération mutuelle a continué de servir les intérêts des compagnies aériennes de l'Europe et que le coût du carburant a été le facteur de la circulation aérienne tendant à la limite de leur capacité.

## Conseil de l'Europe

**Session du comité des ministres**

REUNIS le 22 novembre à Strasbourg, les ministres des affaires étrangères des vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe ont débattu la question des disparités économiques et sociales existant entre différentes régions de l'Europe. Ils ont marqué leur volonté de voir le Conseil contribuer aux efforts pour remédier à cette situation par la mise en œuvre d'actions concertées. En vue de leur prochaine session, ils ont chargé leurs délégués d'étudier les propositions qui ont été faites et d'examiner le rôle spécifique que pourrait jouer le Conseil de l'Europe, en particulier par l'intermédiaire de son fonds de coopération.

Les ministres ont examiné l'état de préparation de la prochaine Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), qui se tiendra à Madrid en automne 1980.

D'autre part, les ministres ont pris note de la suite donnée à la décision de tenir une conférence tripartite européenne sur l'emploi, organisée sur invitation du gouvernement de la Norvège, avec le concours du Conseil de l'Europe, et du concours du Bureau international du travail.

Enfin deux déclarations ont été adoptées : sur la prise d'otages à Téhéran et sur la séquestration du député espagnol M. Ruperez.

**DROITS DE L'HOMME.** — Par un arrêté prononcé à Strasbourg le 22 novembre, le Conseil de l'Europe a adopté la Cour européenne des droits de l'homme a constaté l'absence de violation de l'article 3, paragraphe III de la convention européenne des droits de l'homme dans l'affaire Schuster qui concerne la Suisse.

La Cour estime que le procureur de district, qui a ordonné la mise en détention provisoire de M. Schuster le 22 novembre, n'a pas violé les garanties d'indépendance, de procédure et de fond inhérentes à la notion de « magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires ».

La Commission européenne des droits de l'homme a tenu sa cent quarante et unième session à Strasbourg du 2 au 14 décembre.

**CRIMINOLOGIE.** — Le Conseil de l'Europe a réuni du 26 au 28 novembre à Strasbourg la quatrième colloque criminologique consacré cette année à la protection judiciaire et sociale des enfants.

Trois rapports ont été examinés : manifestations et définitions des mauvais traitements, facteurs étiologiques et conséquences à long terme, les réactions, contrôle social formel et informel.

**LES LANGUES EN EUROPE.** — Dans le cadre de ses travaux sur la situation sociale des minorités ethniques, la commission culturelle de la conférence des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe a organisé le 31 novembre à Strasbourg une audition sur les problèmes culturels et sociaux de la population italienne en Europe (dont le nombre est évalué à plus de trois cent mille personnes).

**REGLEMENTATION INTERNATIONALE DE LA GARDE DES ENFANTS.** — Le Conseil de l'Europe a mis au point le 3 décembre une convention européenne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants. Le texte sera signé par les ministres de la justice à Luxembourg en mai 1980.

## Ligue des États arabes

**Dixième conférence au sommet : la situation dans le sud du Liban et le conflit du Proche-Orient**

La dixième conférence au sommet de la Ligue des États arabes s'est tenue du 20 au 22 novembre à Tunis en présence de quatorze chefs d'État et de cinq premiers ministres et ministres des affaires étrangères. Deux questions principales étaient à l'ordre du jour : la situation dans le sud du Liban et l'élaboration d'une stratégie arabe d'action commune dans le conflit du Proche-Orient.

Sur le premier point, la conférence condamne les « agressions israéliennes contre le Sud-Liban, sous toutes leurs formes » et « réitére l'esprit d'égémonie israélien qui pousse l'État sioniste à intervenir, sous de faux prétextes, dans les affaires intérieures du Liban ». Elle « réaffirme la souveraineté totale et entière du Liban sur l'ensemble du territoire libanais, ainsi que la nécessité de sauvegarder l'indépendance et l'unité nationale de ce pays et d'étendre l'autorité de l'État libanais à l'ensemble du pays ». La conférence souligne également la nécessité de mettre en application les décisions de Robert du Caire et de Beït-Eddine et de prendre toutes les dispositions utiles à cet effet. La conférence appuie les efforts du gouvernement libanais et du P.O.L.F. en vue de résoudre tous les problèmes. Elle décide de soutenir le gouvernement libanais au sein de toutes les instances internationales, afin que celles-ci exercent toutes les formes de pression sur l'ennemi israélien de sorte à l'amener à cesser ses agressions contre le Sud-Liban et à écouler cette région.

Sur le conflit du Proche-Orient, la conférence « condamne la politique des États-Unis d'Amérique en ce qui concerne le rôle joué par cette puissance dans la conclusion des accords de Camp David et du traité israélo-égyptien ». Elle souligne que « la poursuite de cette politique aura des conséquences négatives sur les relations arabo-américaines et les intérêts des deux parties ».

La conférence des chefs d'État avait été précédée du 15 au 17 novembre par une réunion des ministres des affaires étrangères des pays membres de la Ligue.

## OTAN

**Au conseil atlantique : « maintenir un niveau adéquat de dissuasion et de défense » en Europe**

LES quinze ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) se sont réunis à Bruxelles, les 13 et 14 décembre, pour la session du conseil atlantique. L'implantation de missiles nucléaires américains à moyenne portée dans plusieurs pays d'Europe occidentale, prévue pour 1980, constituait le principal problème à l'ordre du jour. À ce propos, le communiqué publié à l'issue de la réunion rappelle que « les gouvernements étaient résolus à prendre des mesures pour réduire le déséquilibre grandissant des forces en améliorant leurs moyens militaires de façon à maintenir un niveau adéquat de dissuasion et de défense dans tous les domaines » et que « les efforts pour parvenir à des accords dans les domaines de la limitation des armements, du désarmement et des mesures de confiance doivent aller de pair avec l'effort de défense des alliés ».

En ce qui concerne l'évolution de la situation militaire internationale, les ministres se sont déclarés « préoccupés de l'action directe ou indirecte de l'Union soviétique et plusieurs de ses alliés ont pu marquer dans un certain nombre de zones d'instabilité, parallèlement à un développement considérable, tant qualitativement que quantitativement, du potentiel militaire du pacte de Varsovie ». Ils ont particulièrement insisté sur l'augmentation des moyens militaires et des moyens classiques soviétiques. Devant cette situation, ils ont réaffirmé « la volonté de leurs gouvernements d'assurer la modernisation des forces classiques » et de « développer les programmes d'équipement en coopération et à un développement de la standardisation et de l'interopérabilité des systèmes d'armes ».

Sur le traité de limitation des armements stratégiques SALT II, les ministres déclarent qu'il « est conforme à leur » car il « permet le maintien par les États-Unis d'un puissant dispositif nucléaire stratégique de dissuasion qui demeure vital pour la défense de l'Alliance ». Ils attendent la poursuite à bref délai du processus SALT, en étroite consultation au sein de l'Alliance, en vue de parvenir entre les États-Unis et l'Union soviétique à de nouvelles réductions de nouvelles limitations quantitatives dans le domaine nucléaire.

Au sujet des différentes négociations en cours, les ministres jugent que « le processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) apporte une contribution extrêmement utile à l'approfondissement de la détente et offre de nombreuses occasions de développer les dialogues existants et de rechercher de nouveaux terrains d'entente ». Quant à la proposition française de conférence du désarmement en Europe, ils estiment qu'il s'agit d'un projet utile fournissant une base sur laquelle ils continueraient de développer leur approche « en domaine en vue de tenir une telle conférence ».

Après avoir rappelé qu'au Proche-Orient, « il importe d'élaborer et de mettre en œuvre un règlement global, juste et durable... sur la base des résolutions 242 et 338 » du Conseil de sécurité et « avec la participation de toutes les parties concernées », les ministres « se sont vivement félicités de l'accord intervenu dans le cadre de la Conférence constitutionnelle sur la Rhodésie ».

Ils ont enfin élaboré un programme propre à « réduire le déséquilibre militaire par une amélioration et une modernisation concertées des forces nucléaires de théâtre à longue portée et des forces classiques », tout en faisant une « offre de négociation pour des réductions substantielles du niveau des forces nucléaires de théâtre à longue portée et des forces stratégiques intercontinentales, dans le cadre de SALT 2 », prévoyant parallèlement un « retrait unilatéral d'Europe de mille charges nucléaires des États-Unis dans le cadre de la décision du 12 décembre ».







## INTERROGATIONS

ENTRE 1950 et 1960, les exigences de la reproduction élargie du capital comme rapport social conduisent à la constitution, dans la plupart des formations capitalistes occidentales, de puissants appareils d'Etat intervenant directement à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la pratique sociale : impulsion, régulation de l'économie nationale ; mobilisation et subordination de la société entière aux impératifs de la « croissance économique » ; prise en charge des principaux « besoins sociaux » : santé, éducation, logement, culture ; mais aussi rôle stabilisateur dans les rapports et les conflits de classes.

Pendant ces décennies, cet ensemble de fonctions a fait des appareils d'Etat les véritables centres de la praxis sociale.

Or cette première forme d'étatisation du capitalisme occidental est progressivement entrée en crise vers la fin des années 60. Victime, en fait, de sa propre logique de centralisation et de concentration, la centralité étatique menaçait de périr à la fois par excès et par défaut, elle menaçait à la fois d'imploser et d'exploser, pour reprendre une image empruntée à Henri Lefebvre (1). De ce fait, elle allait se trouver en plus en plus inadaptable, qu'il s'agisse des causes et raisons profondes de l'actuelle crise structurelle du capitalisme ou des transformations qui commencent à se dessiner et qu'impose la poursuite dans l'avenir de la reproduction du capital.

L'image d'une implosion de la centralité étatique évoque bien l'un des aspects de la situation des Etats occidentaux menacés d'être littéralement submergés par la gestion de la société civile, la dépendance du civil par rapport à l'étatique qu'ils avaient eux-mêmes créée. L'étatisation de la société avait ainsi abouti à une surcharge de l'Etat illustrée aussi bien par la prolifération des instances bureaucratiques que par l'accroissement exponentiel du budget, provoquant, d'une part, son impuissance croissante face à la complexité des changements et des problèmes sociaux ; d'autre part, une crise de plus en plus massive et résoluë — bien qu'ambiguë dans le fond — de « l'étatisme », expression d'une demande sociale d'autonomie.

CETTE demande s'est largement développée au début des années 70, dans la plupart des formations capitalistes occidentales : elle a transpiré à la fois dans l'apparition de nouvelles formes de lutte et d'organisation de la classe ouvrière, en dehors et même contre les appareils politiques et syndicaux classiques, intégrés et intégrateurs à l'ordre étatique, et dans le développement d'un ensemble de « nouveaux mouvements sociaux » : féminisme, mouvements urbains, écologistes, régionalistes, nés en réaction à la subordination de tous les aspects de la vie sociale aux exigences du capitalisme et de son développement, et s'en prenant à l'Etat comme maître d'œuvre de ces exigences.

Simultanément, ce même Etat allait être soumis à une évolution explosive, dont tous les effets n'apparaîtront que progressivement avec le développement de la crise au cours des années 70. Née de la croissance économique et du développement social placés sous l'égide de l'Etat, la mondialisation des rapports capitalistes de production tend aujourd'hui à faire éclater le cadre étatique national. Quel que soit le sens profond de l'actuelle crise structurelle du capitalisme ; celle-ci n'a pas seulement le « mondial » pour terrain mais aussi pour enjeu : la reproduction du capital comme rapport social suppose la constitution, à l'échelle mondiale d'un cadre « institutionnel » (monétaire, juridique, administratif, télématique, militaire) remplissant des fonctions de régulation globale de l'activité économique et de l'action politique analogues à celles assurées jusqu'à présent par les Etats nationaux à leur niveau.

Parallèle tâche délicate, a priori, les capacités stratégiques de tout Etat ont été prises à part, y compris du plus puissant d'entre eux, l'Etat américain. On assiste, en effet, à l'émergence, au niveau mondial, d'un ensemble de problèmes — matières premières, énergie, information, démographie, système monétaire, marché des capitaux, inflation, firmes multinationales — qui excèdent leur performance et leur compétence politiques et qui mettent en crise jusqu'au secteur jusqu'alors le mieux assuré de la gestion étatique de la pratique sociale : la planification et la régulation de l'économie nationale. Face à tous ces problèmes, les Etats occidentaux doivent accepter un désarmement de certaines prérogatives acquises au cours de la phase précédente à l'égard de son territoire et de sa formation nationale, mais aussi l'attribution de nouvelles tâches et responsabilités sur le plan mondial, les deux allant de pair au sein de sortes de

« systèmes d'Etat » en voie de constitution (cf. les activités de la Commission trilatérale, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, mais aussi la relance de l'intégration européenne avec le S.M.E., l'espace judiciaire européen, le Parlement européen).

Ainsi, la crise actuelle de reproduction des rapports sociaux capitalistes exerce une double pression, par « en bas » et par « en haut », sur les Etats occidentaux, tendant à les engager résolument dans un phénomène de déconcentration et de décentralisation étatiques de la pratique sociale qui définit ce que nous nommons le projet néo-social-démocrate.

QUE faut-il entendre par déconcentration et décentralisation étatiques ? Quels en seront les contenus et les formes ? Autrement dit, quel sera le visage de l'Etat néo-social-démocrate ? Le mouvement global ne se limitera pas à la mise en œuvre d'une déconcentration administrative ou d'une décentralisation politique, déjà largement acquises ou entendues dans les Etats occidentaux (la France ayant ici un retard à rattraper). Il impliquera aussi la privatisation des services publics, dont la plupart sont devenus rentables au sens capitaliste, soit sous la forme d'un démantèlement du secteur

ainsi se parer des vertus de la désatatisation : la politique néo-social-démocrate s'avancera — et s'avance d'ores et déjà — sous le masque du « dépeuplement de l'Etat », de la « renaissance de la société civile », de l'« autogestion », alors qu'il s'agit, en fait, d'un dédoublement de l'Etat entre, d'une part, un centre qui conservera la capacité de déterminer seul les orientations globales de la pratique sociale et d'autre part, des périphéries civiques et politiques chargées de la gestion (tut-ce sous la forme de l'autogestion) des retombées locales ou régionales des décisions du pouvoir central ; si bien que la prétendue renaissance de la société civile sera, en fait, la naissance d'une société civique (3) de citoyens actifs mobilisés par le pouvoir politique sous prétexte de ne plus le subir passivement, et que l'autogestion ne sera qu'« une procédure de légitimation du pouvoir » (4), pour reprendre les termes mêmes de l'un des défenseurs du projet en France.

CETTE réforme en profondeur de l'organisation du pouvoir politique au sein des formations capitalistes occidentales nécessitera, évidemment, la mise en place de nouvelles formes de contrôle étatique sur et dans la pratique sociale. Les anciennes formes de contrôle bureau-

CEPENDANT, la droite « libérale avancée » au pouvoir depuis 1974 n'est pas restée indifférente au projet, loin de là. Malgré les difficultés que lui valent son alliance politique avec la droite autoritaire, la défiance globale de la gauche (nouvelle et ancienne), les atermoiements d'une transition en douceur d'un modèle de gestion étatique à l'autre qu'elle tente d'imposer à la faveur de la mise en crise de la formation sociale française — ce que M. Giscard d'Estaing appelle « conduire le changement » et que M. Barre traduit en « changer la société sans changer de société » — cette droite « libérale » s'est avancée : elle a aussi dans la voie du projet néo-social-démocrate. A cette avancée correspondent non seulement le renouvellement du discours libéral en France (7), mais aussi et surtout les orientations fondamentales récentes de l'Etat giscardien, tant en politique extérieure (intégration européenne, dialogue Nord-Sud, politique africaine muscledée par des éléments d'un « système d'Etat » européens où la France assure un rôle de représentation diplomatique et d'intervention militaire) qu'en politique intérieure : abandon de la planification et du contrôle des prix, démantèlement progressif du secteur public, amorçage d'une déconcentration administrative et d'une décentralisation politique, mise en place d'un programme de maillage télématique, appui et subventions aux mouvements associatifs « raisonnables » par le canal de divers commissions ou organismes (8). Les limites rencontrées par cette avancée du libéralisme dans le sens néo-social-démocrate sont inverses de celles sur lesquelles butte la « gauche autogestionnaire » précédente.

Ainsi la réalisation du projet néo-social-démocrate passera probablement par un compromis historique entre droite libérale et gauche autogestionnaire, qui aura pour contenu et enjeu le partage du pouvoir politique : à la droite libérale, l'exercice du pouvoir central, soit la détermination des orientations stratégiques du capitalisme au niveau mondial et le contrôle global de l'activité sociale ; à la gauche autogestionnaire, l'exercice des pouvoirs périphériques (associatifs) et politiques (municipaux et régionaux), soit la mise en œuvre au niveau local, sous des formes d'organisation et de gestion associant les organes « autonomes » de la société civile, les orientations globales fixées par le pouvoir central. Ce compromis historique, explicitement réalisé en Italie et en Espagne, fonctionne d'ores et déjà en France de façon masquée : de fait, la gauche a conquis, au cours de la dernière décennie, les conseils municipaux de la majorité des grandes villes et la majorité dans bon nombre de conseils régionaux, sans que la droite s'en émeuve particulièrement. Le caractère inédit de ce compromis est en fait une condition de son établissement : une condition de la modification qui reste nécessaire, dans un premier temps, pour associer les dominés à la gestion de leur domination.

PENDANT la précédente crise structurelle (1914-1945), la planification de l'économie nationale est passée pour une revendication révolutionnaire. Les organisations dites représentatives de la classe ouvrière en ont exigé puis réalisé la mise en œuvre en Occident (en France, pendant le Front populaire et surtout à la libération). Nous savons aujourd'hui que cette revendication « révolutionnaire » était rendue nécessaire par les exigences de la réorganisation de la production capitaliste (liées aux conditions de la concurrence monopolistique), qu'elle n'était qu'une caricature du projet authentiquement révolutionnaire d'appropriation par les travailleurs du processus de la production matérielle, aliénée dans sa forme marchande. Une pareille opération de substitution et de récupération se déroula aujourd'hui, dans des conditions analogues de crise structurelle, autour du « projet autogestionnaire » : une fois de plus, la gauche politique et syndicale, après avoir fourni l'idée à la droite, s'apprête à collaborer et collabora déjà avec elle à la préparation d'une sortie capitaliste de la crise.

- (1) H. Lefebvre, *La Révolution urbaine*, Gallimard, Paris, 1970.
- (2) *Le Monde diplomatique*, février 1978.
- (3) Cf. C. Garnier-Goldschmidt, op. cit.
- (4) J. Attali, *La Parole et l'écrit*, P.U.F., 1978, page 228.
- (5) R. M. Lefebvre, *L'information de la société*, Seuil, 1978, page 123.
- (6) C. Garnier-Goldschmidt, *Le Socialisme à l'épreuve*, essai sur la « local-démocratie », Paris, Rupture, 1978.
- (7) Cf. *Le Monde*, d'Alain Peyrefitte, *Le Monde*, de Charles Debbasch, *Vie associative et démocratie nouvelle*, de Bernard Stasi.
- (8) Notamment la Fondation de France, l'Atelier pour la création et l'expérimentation sociale, l'Association pour le développement des associations de progrès.

## L'inavouable compromis

Par ALAIN BIHR \*

public (qui a joué un rôle moteur dans la précédente phase de croissance), soit sous celle d'une mise en concurrence de ce secteur public avec le secteur privé, obligeant le premier à s'allier sur le second.

Il prendra enfin, et surtout, la forme mystificatrice par excellence de l'institutionnalisation sous forme contractuelle de l'ensemble des pratiques sociales, des mouvements sociaux, des associations dans et par lesquels s'est exprimée, depuis la fin des années 60, cette revendication d'autonomie sociale évoquée plus haut. De quoi s'agit-il ? De transformer ces « acteurs sociaux », désireux de prendre du pouvoir, sinon le pouvoir, autrement dit de participer à l'organisation et à la gestion de la « société civile », non seulement en interlocuteurs reconnus des pouvoirs publics (centraux ou périphériques), mais en « responsables » et en « entrepreneurs » auxquels le pouvoir central pourra abandonner — sous condition — certaines de ses prérogatives en matière de politique sociale (éducation, santé, logement, loisir, culture). J.-P. Garnier et D. Goldschmidt ont montré, sous le titre significatif « L'Etat, c'est nous ! » (2), comment ces « acteurs sociaux » font, dès aujourd'hui, l'objet de la sollicitude de la plupart des pouvoirs occidentaux ; et comment, sous l'appellation changeante de « communauté action » (aux Etats-Unis), de « self-help » (en Angleterre), ou d'« expérimentation sociale » (pour parler comme les revues *Faire et Autrement*), ces pouvoirs cherchent à promouvoir une solution sociale « conviviale », « relationnelle », des problèmes sociaux que les Etats occidentaux ne parviennent plus à résoudre à coups de dotations budgétaires ou de mesures bureaucratiques.

Ce sera la grande originalité de cette forme d'étatisation du capitalisme : par rapport à la précédente ; bien loin de concentrer tout le pouvoir politique au sein d'appareils fortement centralisés, hiérarchisés et bureaucratiques, corps de la société civile, elle en « diffusera », en quelque sorte, une part à l'intérieur même de cette société civile, transformera celle-ci, dans son ensemble, en double de la société politique, en intégrant comme relais et médiations, les organisations et les pratiques « autonomes » que l'obsolescence de la précédente forme d'étatisation a fait naître : associations, comités d'usagers, groupements revendicatifs, pratiques alternatives. Cette forme d'étatisation accrue et subtile de la société capitaliste pourra

cratique (financier, juridique, policier) ne disparaîtront pas, mais se verront médiatisées par de nouvelles formes qui devront permettre au pouvoir central de contrôler le tout sans tout contrôler. A cette fin correspond tout d'abord le projet de maillage télématique de l'espace social : « Socialiser l'information, c'est donc mettre en place les mécanismes par lesquels se gèrent et s'harmonisent les contraintes et les libertés, le projet régulier et les aspirations des groupes » (5). C'est prioriser la mise en forme des données à partir desquelles la stratégie du centre et celle de la périphérie peuvent trouver, un accord : celui par lequel la société et l'Etat non seulement se supportent, mais se fabriquent réciproquement (6). A ce « self-control » qui permettra la télématique s'ajoutera le « self-control » que le pouvoir central exerce sur les « entrepreneurs » pour leur déléguer du pouvoir et qui opérera notamment à travers la diffusion d'un double thème idéologique : celui de la responsabilité collective et celui de la sécurité collective ; la République fédérale d'Allemagne et l'Italie ont récemment offert le spectacle d'une collaboration étroite entre la population et le pouvoir central à des tâches de basse police, justifiées par ce double thème ; ce qui s'est produit occasionnellement dans un climat de guerre civile, l'Etat néo-social-démocrate entendra l'institutionnaliser sous la forme de l'autogestion de la paix civile.

En France, le projet néo-social-démocrate s'est développé à l'initiative de la « nouvelle gauche » (le courant des « Assises du socialisme » en 1974 : P.S., C.F.D.T., mouvement associatif, mais aussi le courant euro-communiste à l'intérieur du P.C.), qui en a assuré la promotion idéologique autour de thèmes tels que l'autogestion, la démocratie à la base, l'expérimentation sociale, la renaissance de la société civile. Mais cette même gauche a aussi commencé à en « expérimenter » la réalisation, sous la forme de la « local-démocratie » mise en place et pratiquée par certaines municipalités de gauche, dans des villes moyennes et dans de grands centres urbains (8). A cette gauche, toutefois, il faut encore accéder au pouvoir pour mener à bien la réforme néo-social-démocrate des structures politiques capitalistes sous couvert de « socialisme autogestionnaire ».

\* Renseigné, auteur de *L'économie festive* et, avec J.-M. Bérubé, de *La Néo-social-démocratie ou le capital autogéré*, parus aux éditions Le Sycomore, Paris.

## Dans ce numéro :

## PAGE 2 :

Protection du secret et liberté de presse en Grande-Bretagne, par J.-C. Sergeant.

## PAGE 3 :

Le retour de la droite au pouvoir au Portugal, par Alain Echegut.

## PAGE 4 :

Suite de l'article de Philippe Devillers sur l'économie vietnamienne. — Elections législatives et nouveaux gouvernements.

## PAGES 5 à 11 :

PETROLE ET ISLAM : Les inquiétudes de l'Arabie Saoudite et des Emirats (Sélim Turki) ; L'Iran peut-il résister à un blocus ? (Gerald Walter) ; Les colts du redéploiement industriel (Georges Corra) ; Un tribunal de l'ONU pour tyrans déchu (Richard Falk) ; L'« affaire Ballarín », ou le sang versé en commun (Jean Ziegler) ; La « diplomatie des armes » et ses dangers (Max Holland) ; Israël, les Etats-Unis et la sécurité du Golfe (James F. Petras) ; Les deux sources de l'islam révolutionnaire (Marc Ferro).

## PAGES 12 et 13 :

LA STRATEGIE AMERICAINE ET LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL, par Tony Hodges. — Les pays de la « ligne de front » et l'accord sur la Rhodésie, par Martin Bailey.

## PAGES 14 à 17 :

TURQUIE : JEUX SANGLANTS CONTRE LA DEMOCRATIE, par Maurice T. Maschino et Fadila M'Rabet. — Ouvrages publiés en France, par Allan Gotkopp. — Dans les revues.

## PAGES 18 et 19 :

NICARAGUA : LE SANDINISME FACE AU POIDS DES CHOSSES, par Jean Chesneaux. — De l'Etat de droit à l'Etat-gendarme, par Jean-Marie Vincent.

## PAGE 20 :

Les livres du mois.

## PAGES 21 à 23 :

Supplément sur le Japon.

## PAGE 24 :

Correspondance : à propos d'« une Suisse modèle » ; Découvertes réflexions sur les vertus de la propriété, par Roger H. Gstraand.

## PAGES 25 et 26 :

Index des articles publiés en 1979.

## PAGES 27 à 31 :

L'activité des organisations internationales.

Le numéro de « Monde diplomatique » de décembre 1979 a été tiré à 115 000 exemplaires.

Janvier 1980

## ARTS

## ANTIENS

Service d'estimation, de vente et d'étude du marché des objets d'art

## ACHATS

## VENTE AUX ENCHERES

TABLEAUX SUISSES EN SUISSE  
Valloin - Gimm - Böhmer - Anker  
Giacometti - Caland - Borel - Bu  
chet - Socion - Rodler - Gübler, etc.  
ainsi que gravures anciennes, livres et  
ANCIENS SUISSES  
Notre service de vente aux enchères  
est à votre entière disposition au cas  
où vous désireriez vendre vos collec  
tions en Suisse.  
Paiement comptant au cours  
du franc suisse.

Correspondant à Paris :

ARTS ANCIENS — M. A. GOLOVANOFF

1, rue Antoine-Arnauld 75016 PARIS - Tél. : 520-00-62